



Plan directeur du canton de Berne

Rapport récapitulatif de la procédure de participation

Adaptations de 2020

Dernière modification 18 août 2021
Classification Non classifié

Procédure de participation

Table des matières

1.	Objet de la procédure de consultation et de participation.....	3
2.	Déroulement de la procédure	3
3.	Principaux points abordés dans les prises de position	4
3.1	B_01 Projets générant une importante fréquentation: harmoniser les transports, l'urbanisme et l'environnement	5
3.2	B_08: Mettre en œuvre les prescriptions relatives à la protection contre le bruit du trafic routier.....	6
3.3	C_02: Classification des communes selon les types d'espace décrits dans le projet de territoire du canton de Berne	6
3.4	C_04: Réaliser des pôles de développement cantonaux (PDE)	6
3.5	C_14 Sites d'extraction nécessitant une coordination à un niveau supérieur	
	C_15 Installations de traitement des déchets d'importance cantonale (plan sectoriel déchets)	7
3.6	C_21 Promouvoir les installations de production d'énergie éolienne	8
3.7	D_03 Tenir compte des dangers naturels dans l'aménagement local	8
3.8	D_08 Créer des aires de séjour et de transit destinées aux gens du voyage	9
3.9	Stratégies: chapitre E Préserver et valoriser la nature et le paysage	
	E_01 Mettre en œuvre les objectifs environnementaux grâce à une agriculture adaptée au site	
	E_02 Mettre en œuvre et actualiser le plan sectoriel Biodiversité	9
3.10	Autres thématiques	10
	Annexe: commentaire des différentes prises de position	11

1. Objet de la procédure de consultation et de participation

Controlling des prestations portant sur les fiches de mesure

Les adaptations apportées au plan directeur en 2020 découlent du controlling effectué cette même année. Il s'agissait là d'un controlling des prestations, tel qu'il est réalisé tous les deux ans, qui ne portait que sur les fiches de mesure. Celles-ci ont été réexaminées et, au besoin, actualisées, complétées ou radiées par les services spécialisés compétents de l'administration cantonale. Les résultats du controlling sont exposés dans le rapport ad hoc de 2020 (publié sur Internet à l'adresse www.be.ch/plandirecteur).

Actualisation d'une stratégie à titre exceptionnel

Afin que l'harmonisation du plan directeur avec le plan sectoriel Biodiversité, qui a été approuvé en 2019 par le Conseil-exécutif (ACE 928/2019), soit garantie, le domaine de la nature et de l'écologie n'avait fait l'objet d'aucune actualisation lors du controlling de 2018. Il convenait de remédier à cet état de fait, raison pour laquelle la stratégie E «Préserver et valoriser la nature et le paysage» a aussi été actualisée, à titre exceptionnel, dans le cadre du controlling des prestations.

Adaptations ...

Le controlling a conduit

- à l'adaptation d'une stratégie et de 13 fiches de mesure,
- à l'élaboration d'une nouvelle fiche de mesure et
- à la radiation de deux fiches de mesure.

Tous ces éléments ont fait l'objet de la procédure de consultation et de participation publique.

... et mises à jour du plan directeur

Par ailleurs, 18 mesures ont été mises à jour – c'est-à-dire simplement actualisées. Les mises à jour, non soumises à la procédure de participation, ont été décidées le 2 septembre 2020 par la directrice de l'intérieur et de la justice, en application de l'article 117, alinéa 3 OC.

2. Déroulement de la procédure

Procédure de participation en ligne pour la première fois

La procédure de consultation et de participation publique a eu lieu du 3 septembre au 2 décembre 2020. Elle s'est déroulée pour la première fois en ligne au titre de projet pilote. Les participants ont pu soumettre leur prise de position directement dans l'application Internet www.e-mitwirkung.ch (saisie dans un cadre prédéfini). Il était toutefois aussi possible d'envoyer une prise de position par courrier ou par courriel.

180 réponses ...

Les réponses reçues, au nombre de 180, contenaient 129 prises de position (51 participants ont indiqué par voie numérique qu'ils renonçaient à se prononcer).

... avec 129 prises de position

Les prises de position émanaient de

- 9 conférences régionales ou régions d'aménagement,
- 51 communes,
- 5 cantons voisins,
- 7 partis politiques,
- 21 organisations,
- 6 entreprises et
- 30 particuliers.

480 remarques	Les participants ont formulé 480 remarques ou demandes, qu'ils ont saisies directement par voie numérique ou que les responsables du plan directeur ont retranscrites dans l'application. Chacune des remarques fait l'objet d'un commentaire en annexe au présent rapport.
Publication de la procédure de consultation	La procédure de consultation et de participation publique s'est déroulée conformément aux prescriptions du Conseil-exécutif sur les procédures de consultation en ligne. Les informations ont été publiées sur Internet aux adresses www.be.ch/consultations et www.be.ch/plandirecteur . Les destinataires qui ont été avisés directement par courriel du lancement de la procédure et qui ont reçu un accès personnalisé à la plateforme de participation en ligne sont ceux qui figuraient sur les listes de la Chancellerie d'Etat et de la DIJ, listes spécifiquement complétées par l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT). Toutes les autres personnes intéressées pouvaient obtenir par leurs propres moyens un accès à la plateforme de participation en ligne. Un communiqué de presse ainsi que la Feuille officielle du canton de Berne et toutes les feuilles officielles d'avis ont attiré l'attention du public sur la procédure de consultation et de participation publique.
Procédure de participation en ligne: un succès	La nouvelle procédure de participation en ligne a été plébiscitée. 77 pour cent des participants qui ont soumis une prise de position l'ont fait par voie numérique; les autres prises de position ont dû être saisies manuellement comme à l'accoutumée. Le cadre de saisie prédéfini ainsi que les possibilités étendues de collaboration entre les Directions ont permis de réduire considérablement la charge de travail que représente l'évaluation des prises de position pour l'administration.
Examen préalable par la Confédération	Pendant la procédure de consultation et de participation publique, les adaptations ont été soumises à la Confédération pour examen préalable. Cette dernière a remis son rapport d'examen le 8 juillet 2021, rapport qui contient une appréciation globalement positive. La Confédération fait toutefois dépendre son approbation d'un petit nombre d'adaptations mentionnées dans le commentaire relatif à chacune des fiches de mesure concernées. Elle fournit par ailleurs diverses précisions quant au développement et à la mise en œuvre de certaines mesures.
3. Principaux points abordés dans les prises de position	
Commentaires généraux et commentaires détaillés	La partie qui suit traite de manière globale des principaux points abordés dans les prises de position (questions fréquemment soulevées) ainsi que des éléments appelant un commentaire formulé en termes généraux. Les commentaires détaillés rédigés en réponse aux différentes remarques figurent en annexe (ils sont publiés sur Internet à l'adresse www.be.ch/plandirecteur). Les fiches de mesure énumérées ci-après, dont les adaptations ne sont pas contestées sur le fond, ne donnent lieu qu'à des remarques de détail, qui figurent en annexe, et ne sont pas traitées sous un angle global:
Mesures n'appelant pas de commentaire formulé en termes généraux	– B_04 Fixer des priorités concernant les transports publics régionaux, d'agglomération et locaux: aucun commentaire n'est émis en termes généraux,

seules sont formulées des remarques concernant des projets isolés, remarques qui sont commentées dans l'annexe.

- C_27 Garantir le traitement public des eaux usées
- R_11 Canal de Hagneck / Aar: ne pas entraver le débit d'évacuation des crues en cas de surcharge

Des adaptations mineures ont été effectuées pour des raisons de coordination avec le canton de Fribourg.

La radiation des fiches de mesure E_10 Mettre en œuvre les inventaires fédéraux au sens de l'article 18a LPN, laquelle a été intégrée à la fiche de mesure E_02, et F_01 Mettre en œuvre la Nouvelle politique régionale n'a suscité aucun commentaire.

Approbation sans réserve, aucune remarque formulée

Deux conférences régionales, une région, cinq communes, deux cantons voisins et deux organisations ont approuvé sans réserve les adaptations du plan directeur et n'ont formulé aucune remarque.

3.1 B_01 Projets générant une importante fréquentation: harmoniser les transports, l'urbanisme et l'environnement

Nouveau: indication du nombre de trajets pour tout le site (et non seulement pour l'installation elle-même)

Dans la fiche de mesure B_01, les sites destinés à des PIF examinés en vertu du nouveau droit figurent dans un nouveau tableau séparé. Ce tableau indique désormais, outre le nombre maximal de trajets PIF pour l'installation elle-même, celui des trajets possibles pour tout le site (nombre actuel et trajets supplémentaires éventuels). Ce nombre comprend tous les trajets relevant du trafic individuel motorisé (TIM) générés par le site indépendamment des PIF. Il s'agit d'une donnée de planification indiquant la charge totale liée au trafic pour le site en question, en application des consignes de la fiche B_01 (mesure 4).

Aucune augmentation du nombre de trajets

La nouvelle présentation a donné lieu à des malentendus. Certains participants ont estimé que l'augmentation du nombre de trajets était inadmissible, en particulier pour le site de Berne, Brünnen. En réalité, le nombre maximal de trajets PIF pour le centre d'achat West Side n'a pas changé et reste fixé à 8000 trajets, comme cela avait été établi dans les adaptations du plan directeur de 2018. Le nombre de 2170 (trajets additionnels pour tout le site de Berne, Brünnen) correspond à une donnée de planification mentionnée uniquement à des fins de transparence et pour garantir une bonne vision d'ensemble. Des précisions à cet égard sont fournies dans les explications relatives à la mesure B_01.

Il en va de même pour le site de Heimberg, dont l'inscription dans le plan directeur cantonal a par ailleurs été saluée par la plupart des participants. Enfin, dans plusieurs prises de position, il a été demandé, en substance, qu'une évaluation globale de la mobilité (y c. mobilité douce) soit exigée pour les sites devant être examinés en vertu du nouveau droit. Cette proposition pourra être étudiée dans le cadre d'une prochaine adaptation de la fiche de mesure.

3.2 B_08: Mettre en œuvre les prescriptions relatives à la protection contre le bruit du trafic routier

Priorités fixées conformément aux prescriptions légales

Le fiche de mesure a été adaptée en fonction des développements récents et des prescriptions légales. Son adaptation a reçu un accueil largement favorable. Certains participants ont toutefois exprimé la crainte que l'ordre des priorités change. Or l'ordre de priorité des mesures est prescrit par la loi sur la protection de l'environnement (LPE, art. 11) et l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB, art. 13). Pour ce qui concerne la planification des mesures d'assainissement acoustique, il est toutefois toujours tenu compte des conditions locales.

Mise à disposition de ressources financières suffisantes

Certains participants ont exprimé la crainte que les moyens alloués au financement des mesures de protection contre le bruit soient insuffisants. Une demande de financement doit être adressée à l'OFEV; en outre, le canton a établi de nouvelles règles internes relatives au financement.

3.3 C_02: Classification des communes selon les types d'espace décrits dans le projet de territoire du canton de Berne

Nouvelle classification selon la proposition formulée dans le cadre de la révision de l'aménagement local

La mesure C_02 a été adaptée selon la proposition de la commune de Thunstetten, qui consistait à classer le périmètre de Bützberg dans le type d'espace: ceinture des agglomérations et axes de développement. La commune avait formulé sa proposition dans le cadre de la révision de l'aménagement local, tel que prévu au sixième point de la partie «Démarche» de la fiche de mesure.

Demandes de changement de catégorie non prises en considération

Plusieurs communes ont exprimé, dans leur prise de position, le souhait de relever d'un autre type d'espace. Or une nouvelle classification n'est pas possible dans le cadre d'une adaptation du plan directeur: la demande doit être formulée – les changements à son origine devant être mis en évidence – dans le cadre de la révision de l'aménagement local. Il ne peut donc pas être donné suite aux demandes de changement de catégorie.

3.4 C_04: Réaliser des pôles de développement cantonaux (PDE)

Inscription controversée d'un nouveau PDE / d'une nouvelle ZSA

L'inscription du PDE / de la ZSA Langenthal-Thunstetten Oberhard-Wolfhusenfeld dans la fiche de mesure C_04 a été controversée: alors que certains participants, la considérant sous l'angle économique, l'accueillaient favorablement, d'autres se montraient critiques, arguant que le nouveau site utiliserait 14 ha de surfaces d'assolement, ce qui ne leur semblait pas justifié. La Confédération a demandé dans son rapport d'examen préalable des indications sur la pesée des intérêts ainsi que sur les autres emplacements examinés, informations qui lui ont été fournies. La création d'une ZSA participe à la réalisation d'un objectif cantonal important, raison pour laquelle le projet est maintenu.

Regrets quant au retrait de la ZSA de Wiedlisbachmoos	Le site de Wiedlisbach, Wiedlisbachmoos devant continuer d'être utilisé à des fins militaires, la ZSA correspondante est retirée du plan directeur. Les communes concernées et voisines s'y sont opposées et ont demandé que le reste du périmètre continue d'être considéré comme une ZSA. Ce périmètre ne répond toutefois pas aux exigences, de taille notamment, et il n'est pas possible de donner suite à cette demande.
Inscription de nouveaux PDE impossible	En outre, l'inscription de nouveaux PDE dans le plan directeur cantonal ainsi que le retrait d'une zone stratégique d'activités ont été demandés. Ces demandes ne peuvent être prises en considération dans le cadre de la procédure de participation; elles doivent être soumises à la Direction de l'intérieur et de la justice selon la procédure usuelle.

3.5 C_14 Sites d'extraction nécessitant une coordination à un niveau supérieur C_15 Installations de traitement des déchets d'importance cantonale (plan sectoriel déchets)

Questions fondées portant sur la mise en œuvre des déclarations de planification	Plusieurs prises de position contenaient des remarques fondées sur la systématique d'aménagement dans le domaine de l'extraction de matériaux et des décharges dans le canton de Berne. Ces remarques ont été examinées en relation avec le traitement des déclarations de planification élaborées par le Grand Conseil au sujet du rapport de controlling EDT de 2020 lors de la session de printemps 2021. Ce rapport (complété par quelques ajouts) a permis de fournir à la Confédération la vue d'ensemble des volumes d'extraction et de décharge dans le canton de Berne qu'elle avait demandé.
Aucune nouvelle inscription de sites après la procédure de participation	Il a été proposé d'inscrire divers nouveaux sites dans le plan directeur cantonal dans les remarques formulées aussi bien au sujet de la mesure C_14 que de la mesure C_15. Ces propositions ne peuvent pas être prises en compte dans le cadre du controlling de 2020, toute nouvelle inscription nécessitant une adaptation qui doit être soumise à une procédure de consultation et de participation publique. Elles seront toutefois examinées lors du prochain controlling prévu en 2022.
Accueil favorable réservé au projet d'extraction souterraine de roche dure sur le site du Därliggrat	Le projet d'extraction souterraine de roche dure sur le site du Därliggrat a suscité peu de remarques. Du fait que l'extraction souterraine minimise l'emprise sur le paysage et que le site est bien desservi par les transports, le projet a été favorablement accueilli.
Nombreuses exigences formulées pour la suite des travaux d'aménagement	Des exigences concrètes ont toutefois été formulées pour les prochaines étapes d'aménagement et de mise en œuvre: – les exigences qui sont consignées dans le rapport explicatif devraient être mises en œuvre; – il s'agit avant tout de garantir que le transport s'effectue impérativement et le plus rapidement possible par train; – toute intervention doit s'harmoniser au mieux avec les dimensions touristiques et paysagères; – les communes particulièrement touchées doivent être indemnisées.

Les exigences formulées dans les prises de position – ainsi qu'une liste complète dressée par la Conférence régionale de l'Oberland oriental – serviront de

fondement pour les travaux futurs en vue de l'élaboration du plan de quartier cantonal. En ce qui concerne l'indemnisation des communes particulièrement touchées, les bases nécessaires sont prévues dans la loi sur la régle des mines et l'usage privatif du sous-sol public (LRMU).

3.6 C_21 Promouvoir les installations de production d'énergie éolienne

Les principes et critères cantonaux applicables aux périmètres propices à l'implantation d'éoliennes et aux installations tiennent compte des nouvelles exigences légales: conformément à l'article 11 de la version révisée de la loi sur l'énergie (LEne), l'énergie éolienne revêt un intérêt national, qui doit être pris en considération de manière appropriée lors de la pesée des intérêts. L'adaptation des principes et critères a donné lieu à des prises de position contradictoires, certains participants l'ayant accueillie de manière favorable et d'autres de manière critique. Cependant, étant donné qu'il s'agit là de la mise en œuvre de nouvelles prescriptions légales, le canton ne dispose d'aucune marge de manœuvre. La Confédération exigeait en outre, dans son rapport d'examen préalable, l'adaptation de divers points de détail.

Jura bernois: le site de Mont
Sujet controversé

Par ailleurs, le contenu révisé du plan directeur «Parcs éoliens dans le Jura bernois» a été intégré dans le plan directeur cantonal. Les remarques formulées concernent surtout le site de Mont Sujet (S13), certaines exigeant son maintien et d'autres sa radiation. L'état de la coordination du site dans le plan directeur n'a toutefois pas changé (information préalable), un recours ayant été formé contre la radiation du site du plan directeur régional dans le cadre de la procédure d'approbation par le canton. Il convient d'attendre le résultat de la procédure.

Opposition au périmètre de
Schonegg

Plusieurs participants demandaient, dans leur prise de position, que le périmètre de Schonegg (S10) soit radié du plan directeur. La question n'était toutefois pas soumise à la procédure de participation, le périmètre ayant été inscrit comme élément de coordination réglée dans le cadre des adaptations de 2010 (ACE 1000/2011, entrée en vigueur le 15 août 2011), lesquelles ont été approuvées par la Confédération le 6 décembre 2012. Selon le plan directeur éolien de la région de l'Emmental, le site de Schonegg est l'un des plus prometteurs pour un parc éolien dans la région. C'est le plan d'affectation qui déterminera si un parc éolien est créé ou non et quelles doivent être les conditions générales le cas échéant.

3.7 D_03 Tenir compte des dangers naturels dans l'aménagement local

Discussions autour d'un
«nouveau» cas de figure

L'adaptation mineure de la fiche de mesure et les précisions apportées au sujet des changements de situation ont globalement été bien accueillies. Certains participants, des communes pour la plupart, ont toutefois critiqué le cas 9 (indication d'un danger de niveau indéterminé), nouvellement introduit. Ils n'ont pas tenu compte du fait que ce cas n'est en réalité pas nouveau.

Le principe existe déjà depuis 2009 (cf. guide intitulé «Dangers naturels») et tient compte du fait que, pour des raisons économiques, une carte des dangers n'est pas élaborée pour l'ensemble du territoire communal mais seulement

pour la surface affectée à l'urbanisation. La carte des dangers indique des dangers naturels encore indéterminés à l'extérieur de cette surface: il s'agit d'une part d'événements possibles simulés par ordinateur sur la base de données numériques (sans vérification sur le terrain), et d'autre part d'évaluations géologiques et d'événements réellement observés. C'est la raison pour laquelle, avant tout classement en zone à bâtir, le niveau de danger doit être déterminé, afin qu'il soit possible de réagir de manière adéquate au danger naturel.

3.8 D_08 Créer des aires de séjour et de transit destinées aux gens du voyage

Inscription de l'aire de transit de Wileroltigen en tant qu'élément de coordination réglée majoritairement saluée

L'inscription de l'aire de transit de Wileroltigen en tant qu'élément de coordination réglée, qui traduit une décision du peuple, n'a suscité que peu de commentaires dans le cadre de la procédure de participation. Ceux-ci sont pour la plupart positifs. Il a toutefois été demandé, dans quelques prises de position isolées, de renoncer à poursuivre la planification pour le cas où la votation populaire devrait être répétée. Le Tribunal administratif ayant rejeté le recours formé en matière de droit de vote contre la votation, la décision prise reste valable et il n'y a pas lieu d'entrer en matière.

Aucune nouvelle aire; plus grande implication de la part de la Confédération

Certains participants ont en outre demandé qu'aucune nouvelle aire de stationnement ne soit planifiée – ce qui n'est d'ailleurs pas prévu par le canton. Il a aussi été mentionné que la Confédération devrait s'impliquer plus et endosser plus de responsabilités – c'est ce qu'elle prévoit de faire, notamment dans le cadre de sa conception «Aires de transit».

3.9 Stratégies: chapitre E Préserver et valoriser la nature et le paysage

E_01 Mettre en œuvre les objectifs environnementaux grâce à une agriculture adaptée au site

E_02 Mettre en œuvre et actualiser le plan sectoriel Biodiversité

Remarques nombreuses sur les contenus adaptés

L'harmonisation du plan directeur cantonal avec le plan sectoriel Biodiversité et le projet cantonal de développement paysager (PCDP) a suscité de nombreuses réactions. L'inscription de la thématique de la biodiversité dans le plan directeur a été saluée dans plusieurs prises de position. D'autres participants s'y sont opposés, exprimant la crainte que de nouvelles tâches leur soient confiées ou que la thématique gagne en importance dans la pesée des intérêts. Certains se sont aussi inquiétés des répercussions des nouvelles prescriptions sur l'agriculture et la sylviculture.

Plan sectoriel Biodiversité et PCDP eux-mêmes contraignants pour les autorités

Différents participants se sont opposés à ce que l'intégration du PCDP dans le plan directeur confère à ce dernier une plus grande force obligatoire. Cela n'est toutefois pas le cas: le PCDP a été adopté le 24 juin 2020 par le Conseil-exécutif en tant que conception ayant force obligatoire pour les autorités (ACE 727/2020); le plan sectoriel Biodiversité, adopté le 28 août 2019 par le Conseil-exécutif (ACE 928/2019), est lui aussi contraignant pour les autorités en vertu de l'article 57 de la loi sur les constructions (LC).

La Confédération demande une meilleure intégration des contenus du PCDP

Du point de vue de la Confédération, l'harmonisation doit encore aller plus loin. Dans le rapport d'examen préalable du 29 juillet 2021, il a été demandé au

canton de mieux intégrer les contenus du PCDP dans le plan directeur lors des prochaines adaptations.

3.10 Autres thématiques

Demandes portant sur des éléments ne faisant pas l'objet de la procédure

Certaines prises de position portaient sur des contenus du plan directeur qui n'avaient pas été adaptés mais dont la mise en œuvre était documentée dans le rapport de controlling. Il n'est pas possible d'entrer directement en matière sur les demandes relatives à de tels contenus, étant donné qu'aucune modification n'est possible une fois la procédure de participation terminée. Ces demandes devront, si nécessaire, être examinées dans le cadre d'un prochain controlling.

Espace rural: besoin de possibilités de développement accrues...

L'un des sujets récurrents dans les prises de position était l'espace rural. Plusieurs communes (principalement de l'Oberland bernois) et la communauté d'intérêts espace rural (IG ländlicher Raum) ont déploré les possibilités de développement insuffisantes dans l'espace rural. Certaines communes ont demandé à être classées dans un autre type d'espace ou à ce que les objectifs en matière de densité soient assouplis pour leur type d'espace, afin que des classements en zone à bâtir soient à nouveau possibles. De plus, elles ont relevé que les délais d'approbation des plans d'aménagement local sont actuellement trop longs et ont demandé que l'OACOT procède plus rapidement à l'examen de tels documents. Dans ce domaine, le plan directeur ne joue toutefois aucun rôle.

... et d'une marge de manœuvre plus étendue en dehors des zones à bâtir

Enfin, plusieurs participants ont réclamé une plus grande marge de manœuvre s'agissant des dérogations permettant de construire hors de la zone à bâtir ou l'introduction d'une stratégie et de fiches de mesure sur la question dans le plan directeur. La question de la construction hors de la zone à bâtir est déjà traitée dans le plan directeur (stratégie A4, avec les objectifs A41 et A42, ayant force obligatoire pour les autorités). La marge de manœuvre du canton est toutefois très limitée, puisque la construction hors de la zone à bâtir est exclusivement réglée par le droit fédéral. Le canton exploite toutes les marges qui lui sont laissées. Il s'engage de surcroît en faveur d'une pratique raisonnable à toutes les occasions qui lui sont données. Une adaptation des contenus du plan directeur dans ce domaine n'est pertinente qu'en cas de modification des conditions cadre au niveau supérieur.

Examen du territoire à habitat dispersé

L'examen du territoire à habitat dispersé, qui a aussi été requis dans les prises de position, sera réalisé dans le cadre du controlling de 2022. Il répond aussi à la demande formulée dans la motion 053-2020 Dütschler (Hünibach, PLR), qui a été adoptée par le Grand Conseil.

Annexe: commentaire des différentes prises de position

Les 480 remarques et suggestions contenues dans les 129 prises de position reçues ont été reproduites textuellement, évaluées et commentées dans l'annexe. Les évaluations possibles sont les suivantes:

- prise de connaissance,
- prise en considération,
- pas de prise en considération,
- élément ne faisant pas l'objet des adaptations,
- indication pour la mise en œuvre.

Procédure de participation concernant les adaptations apportées au plan directeur en 2020: commentaire des prises de position

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
Mesure B_01 : Projets générant une importante fréquentation: harmoniser les transports, l'urbanisme et l'environnement			
8248	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Bern, Brünnen: Gemäss RGSK 2021, Massnahme BM.S-ViV.1, beträgt die Fahrtenobergrenze DTV MIV 8'000 Fahrten. Im Richtplan werden 10'170 Fahrten ausgewiesen, da neu auch die Fahrten der Nicht-ViV-Nutzungen berücksichtigt wurden. Das ist abzustimmen. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Aufführung der nicht-ViV-Fahrten ist grundsätzlich optional und wird lediglich zu Informationszwecken aufgeführt. Dennoch betrachten wir es als sinnvoll, das RGSK bei der nächsten Gelegenheit analog KRP anzupassen.
8249	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Der kantonale ViV-Standort Bern, Insel-Areal (Fahrtenobergrenze DTV MIV: 8'400 Fahrten/Tag), ist im Richtplan nicht enthalten, da er noch aufgearbeitet wird. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8247	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Wir begrüßen die Ergänzung, dass neu auch Nachweise bezüglich der Sicherstellung der Betriebsqualität des strassengebundenen ÖV zu erstellen sind. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8348	Gemeinderat Bern 3000 Bern 8	Proposition / Remarque Ergänzend ist anzumerken, dass die Kontingente nicht greifen, wenn Fahrten aus verkehrsintensiven Anlagen in umliegende Einstellhallen ausserhalb des Kontingentsperimeters gelenkt werden. Der Umgang mit der Zumietung von umliegenden Einstellhallenplätzen für ViV-Fahrten ist zu klären. Développement -	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Gemäss Fahrleistungsmodell ist dies grundsätzlich als Pauschale anzurechnen. Dies wurde aber bisher nicht gemacht. Zuständig hierfür - wie für das gesamte Fahrtencontrolling - ist die Stadt Bern. Das Thema wird in die Controllinggruppe Westside eingebracht.
8347	Gemeinderat Bern 3000 Bern 8	Proposition / Remarque Es muss durch den Kanton geklärt werden, ob sich das bereits laufende Fahrtencontrolling auf die 8 000 Fahrten des motorisierten Individualverkehrs (MIV) des verkehrsintensiven Vorhabens (ViV) Westside oder auf die 10 170 Fahrten MIV des Standort Bern Brünnen Westside bezieht. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Das Controlling auszuweiten ist gemäss Bestimmungen des Massnahmenblatts B_01 möglich (Massnahme 4b, Vorderseite). Aus Sicht AGR wäre dies wünschenswert. Das Controlling der Anlagen ist in der BauV geregelt, das Standort-Controlling liegt in der Verantwortung der Standort-Gemeinde.
8245	Bauverwaltung Heimberg 3627 Heimberg	Proposition / Remarque Decathlon und Wohncenter sind aus dem ViV-Perimeter herauszunehmen. Développement -	Appréciation Berücksichtigt

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
8244	Bauverwaltung Heimberg 3627 Heimberg	Proposition / Remarque Der Perimeter der ViV ist auf den Coop Megastore zu begrenzen, um die anderen Nicht-ViV-Standorte nicht in ihrer Entwicklung zu behindern. Développement -	Appréciation Berücksichtigt
8243	Bauverwaltung Heimberg 3627 Heimberg	Proposition / Remarque Der ViV Coop Megastore in Heimberg ist gemäss den Erläuterungen zu Massnahme B_01 im Massnahmenblatt B_01 des kantonalen Richtplans in der vorliegenden Form (Koordinationsstand, Perimeter, Fahrtenzahlen) einzutragen. Développement Die Gemeinde Heimberg dankt für die Möglichkeit der Stellungnahme als auch für die vorhergehende Kontaktaufnahme und Absprache mit dem AGR hinsichtlich des Vorhabens der Eintragung des ViV Coop Megastore. Die Eintragungen des ViV Heimberg im Massnahmenblatt B_01 entspricht den Rückmeldungen der Gemeinde Heimberg gemäss GR Beschluss Nr. 83 vom 15. Juni 2020.	Appréciation Berücksichtigt
8246	Bauverwaltung Heimberg 3627 Heimberg	Proposition / Remarque Für den Coop Megastore ist zwingend eine Reserve für die Fahrtenzahlen einzuplanen, so dass mindestens 6'600 Fahrten DTV für den ViV-Perimeter zulässig sind. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Für den Standort sind total 6600 Fahrten vorgesehen, davon 6000 ViV-Fahrten (Coop Megastore) und 600 nicht-ViV-Fahrten
7033	Gemeinderat Köniz 3098 Köniz	Proposition / Remarque ESP Juch-Hallmatt Niederwangen als kantonalen VIV-Standort aufnehmen. Développement Der Entwicklungsschwerpunkt Juch-Hallmatt ist aufgrund seiner hervorragenden Anbindung an das übergeordnete Strassennetz (Autobahn A12) prädestiniert für eine möglichst quartierverträgliche Ansiedlung von verkehrsintensiven Nutzungen. Mittel- bis langfristig ist davon auszugehen, dass der aktuelle Eintrag im RGSK als regionaler VIV-Standort den Nutzungen nicht mehr gerecht wird bzw. weitere Entwicklungen verunmöglicht. Deshalb beantragen wir, den ESP Juch-Hallmatt Niederwangen als kantonalen VIV-Standort mit dem Planungsstand "Vororientierung" aufzunehmen. Die vorzusehende Fahrtenzahl soll dabei von den Resultaten der Verkehrsentwicklungsstudie Wangental abhängen, welche aktuell von der Gemeinde Köniz in Zusammenarbeit u.a. mit dem Kanton Bern erarbeitet wird.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Der ViV-Standort Juch Hallmatt wird voraussichtlich im Rahmen des Richtplancontrollings 2022 als kantonaler Standort in den Richtplan des Kantons Bern aufgenommen. Die Eckwerte dazu werden in Zusammenarbeit mit der Gemeinde erarbeitet.
6948	Amt für Raumplanung Kanton Solothurn 4509 Solothurn	Proposition / Remarque Wir bedauern nach wie vor, dass der Kanton Bern einen hohen Schwellenwert an Fahrten für die Aufnahme einer ViV in den kantonalen Richtplan festgelegt hat. Ausserdem lässt die pauschale Fahrtenzahl keine Rückschlüsse auf	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die verkehrsintensiven Vorhaben sind in der kantonalen Bauverordnung geregelt (Art. 91a ff. BauV). Dabei wird zwischen kantonalen ViV (ab

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		den Anteil an Lastwagenverkehr zu, obwohl dieser gravierendere Auswirkungen hat als der Personenwagenverkehr. Die Anliegen des Kantons Solothurn sind vom Kanton Bern bei der Appréciation der RGSK zu berücksichtigen. Bei Divergenzen ist eine Klärung auf Ebene Kanton zu herbeizuführen. Développement Wenn Vorhaben in RGSK und nicht im kantonalen Richtplan festgelegt werden, ist die Zusammenarbeit mit den Nachbarkantonen gemäss Art. 7 RPG nicht vorgegeben. Der Kanton Solothurn wird allerdings sowohl bei der öffentlichen Mitwirkung der RGSK sowie bei der Vorprüfung durch den Kanton zur Stellungnahme eingeladen. Bei Nichtaufnahme der Anliegen ist keine Eskalationsstufe im Sinne eines Bereinigungsverfahrens (nach Art. 12 RPG) vorgesehen.	5000 Fahrten) und regionalen ViV (2000 bis 5000 Fahrten) unterschieden, wobei nur die Personenwagenfahren berücksichtigt werden. Diese gesetzlichen Regelungen können im kantonalen Richtplan nicht übersteuert werden und müssten allenfalls einer Prüfung unterzogen werden.
8250	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Ablehnung der Aufnahme des ViV-Standortes Heimberg mit ViV Megastore und Hobby. Développement Im Erläuterungsbericht ist festgehalten, dass die Fahrtenenerhebungen des Megastores und Hobby darauf hindeuten, dass es sich um einen Standort mit mehr als 5000 Fahrten MIV DTV handelt. Solange aber nicht alle Möglichkeiten zur Reduktion der Fahrten ausgeschöpft sind (Mobilitätsmanagement inkl. Parkplatzbewirtschaftung, etc.), erachtet es die SP des Kantons Bern nicht als gegeben, einen kantonalen ViV Heimberg (nur Megastore und Hobby) in den RP aufzunehmen. Wir könnten einem kantonalen ViV zustimmen, wenn der Perimeter um Decathlon und Wohncenter erweitert würde, dies aber mit einer tieferen Fahrtenzahl als 6600.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Mit der Aufnahme des Standortes in den KRP wird der seit Jahren bestehende Zustand abgebildet. Es handelt sich dabei um die Auflösung einer länger bestehenden Pendenz im Sinne der Besitzstandwahrung. Mit dem Ausschluss der beiden benachbarten Anlagen Decathlon und Wohncenter wird dem Wunsch der Gemeinde Heimberg Rechnung getragen, die weitere Entwicklung in der Nachbarschaft des Coop-Megastores (d.h. des jetzigen ViV-Standortes) nicht präjudizierend festzulegen.
6891	BDP Kanton Bern 3000 Bern 6	Proposition / Remarque B_01 Einverstanden mit der Aufnahme von Heimberg. Développement Keine	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7400	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Die Festsetzung des ViV Bern, Brünnen wird abgelehnt; die Fahrtenzahl für die Anlage Westside (8000) ist zu hoch; zudem ist noch eine Einsprache gegen die Erhöhung von 6000 auf 8000 Fahrten hängig. Auch die Fahrtenzahl für den Standort ist zu hoch und darf deshalb nicht wie vorgesehen festgelegt werden. Développement Das "Westside" ist hervorragend mit öffentlichem Verkehr erschlossen. Die bisher geltende Fahrtenzahl (6000) wurde jahrelang überschritten, ohne dass wirksame Bemühungen zur Reduktion auf das zulässige Mass ergriffen worden wären. Mit der Erhöhung der Fahrtenzahl auf 8000 würde ein unrechtmässiger Zustand nachträglich legalisiert. Auf die Festsetzung die-	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Erhöhung von 6'000 auf 8'000 Fahrten ist nicht Gegenstand des RP-Controllings '20 (Controlling '18). Vorliegend handelt es sich nicht um eine effektive Erhöhung des Fahrtenpotenzials. Die bestehenden (nicht-ViV)-Fahrten werden nun im MB B_01 mitaufgeführt im Sinne der neuen Standortbetrachtung mit dem Ziel mehr Transparenz und besserer Gesamtsicht.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		ser Erhöhung ist zu verzichten, solange die Einsprache dagegen nicht rechtskräftig entschieden ist.	
6929	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Die nachträgliche Aufnahme des ViV-Standortes Heimberg mit ViV Megastore und Hobby ist sehr zu begrüßen. Développement Mit der Neugestaltung der Ausfahrt Thun-Nord ist eine Verkehrszunahme zu erwarten.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
5902	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Folgende Anpassung ist sehr zu begrüßen: "Die Erhebung der Auswirkungen auf die Strassenkapazitäten beinhaltet namentlich auch die Auswirkungen auf die Betriebsqualität des strassengebundenen öffentlichen Verkehrs (Pünktlichkeit, Gewährleistung Taktintervall und Anschlüsse). Falls negative Auswirkungen zu erwarten sind, sind mögliche Massnahmen zur Sicherstellung der Betriebsqualität des öffentlichen Verkehrs zu definieren." Développement Zunehmender Verkehr wirkt sich vielerorts negativ auf den strassengebundenen öffentlichen Verkehr aus.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8251	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Ablehnung der zusätzlichen Fahrten am Standort Westside. Développement Wir haben im Richtplancontrolling 2018 gefordert, die Grenze bei 6000 Fahrten zu belassen, mit den zusätzlich auszuweisenden Nutzungen im Perimeter würde dies ca. die heute festgesetzten 8000 Fahrten ergeben.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Es ist keine effektive Erhöhung des Fahrtenpotenzials. Die bestehenden (nicht-ViV)-Fahrten werden nun im MB B_01 mitaufgeführt im Sinne der neuen Standortbetrachtung mit dem Ziel mehr Transparenz und besserer Gesamtsicht.
7708	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Einverstanden mit der Ergänzung des Planungsgrundsatzes Nr. 5 bzgl. Auswirkungen auf den ÖV und mit der sep. Tabellen der Standorte, geprüft nach neuem Recht. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8528	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Rückseite: Das Funktionieren des strassengebundenen ÖV, aber auch der Fahrten von Gewerbe und Industrie betr. Pünktlichkeit und Qualität sind zu gewährleisten. Dabei sind Lösungen in allen drei Dimensionen von Beginn weg zu planen. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7642	Pro Velo Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Die Auswirkungen auf die aktive Mobilität sind ebenfalls zu erheben. Dies ist zu ergänzen. Falls negative Auswirkungen zu erwarten sind, sind mögliche Massnahmen zur Sicherstellung bzw. zur Erhöhung der Qualität der aktiven Mobilität zu definieren.	Appréciation Berücksichtigt Remarque Dieser Aspekt ist in den Planungsgrundsätzen bislang tatsächlich nicht berücksichtigt, wird aber grundsätzlich als sinnvoll erachtet. Im Rahmen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Développement Die Erhebung der Auswirkungen auf die Strassenkapazitäten des strassengebundenen öffentlichen Verkehrs ist nachvollziehbar und wünschenswert. Es ist nicht nachvollziehbar, wieso dies nicht auch für die aktive Mobilität gemacht wird, hat doch das MIV-Verkehrsaufkommen einen grossen Einfluss auf den Komfort, die Sicherheit und das Vorwärtskommen - und somit die nötige Infrastruktur (vgl. Arbeitshilfe Standards Kantonsstrassen).	des Richtplan-Controllings 22 soll eine entsprechende Anpassung des Massnahmenblatts geprüft werden .
7641	Pro Velo Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Im Fazit steht: "Einzig bei der velofreundlichen Erschliessung besteht noch Optimierungsbedarf." Bitte führen Sie aus und auf, welche Massnahmen hier in welchem Zeitrahmen geplant sind. Développement Wir sind interessiert, zu erfahren, welche Konsequenzen aus dem Fazit erfolgen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Eine entsprechende Anpassung des Massnahmenblattes im kantonalen Richtplan wird im Rahmen des Richtplan Controllings 2022 geprüft werden.
7640	Pro Velo Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Wir beantragen, dass die Erschliessung und Erreichbarkeit mit dem Velo- und Fussverkehr getrennt vom MIV behandelt wird. Développement Die aktive Mobilität hat Bedürfnisse, die sich klar von denen des MIV unterscheiden. Wenn diese beiden Kategorien getrennt behandelt werden, steigt die Sensibilität für den Velo- und Fussverkehr. Auch fällt deutlicher auf, wenn die aktive Mobilität nicht ausreichend untersucht wird. (Dies ist hier nicht der Fall: Besten Dank für die detaillierte Ausführung zur Erschliessung für den Veloverkehr.)	Appréciation Berücksichtigt Remarque Das Anliegen ist im Planungsgrundsatz 3 bereits enthalten, kann aber ev. bei einer Überarbeitung der Massnahme präzisiert werden. Überall getrennte Radwege/Radstreifen sind jedoch nicht möglich. Detaillierte Ausführungen sind eher in der Vollzugshilfe zu integrieren.
6081	Quartierkommission Bümpliz-Bethlehem QBB 3018 Bern	Proposition / Remarque 1. Mit dem Controlling `18 wurde die Fahrtenzahl von 6'000 auf 8'000 erhöht. Nun kommen mit den Nicht-ViV-Nutzungen zusätzlich 2'170 Fahrten dazu. Diese Erhöhung ist nicht zielführend. Développement Die Erhöhung der Fahrtenzahl ist mit der städtischen Verkehrspolitik (Abnahme MIV um 15%) nicht kompatibel. Im Verhältnis zur aktuellen Verkehrspolitik scheint die Haltung des Gemeinderats der Stadt Bern in dieser Frage widersprüchlich. Zudem ist anzumerken, dass die zusätzliche Belastung der Achse Moosweg-Niederbottigenstrasse als Verbindung zwischen zwei Entwicklungsschwerpunkten bei dieser Erhöhung des Fahrtenkontingents zu beachten ist.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Es ist keine effektive Erhöhung des Fahrtenpotenzials. Die bestehenden (nicht-ViV)-Fahrten werden nun im B_01 mitaufgeführt im Sinne der neuen Standortbetrachtung mit dem Ziel mehr Transparenz und besserer Gesamtsicht.
6082	Quartierkommission Bümpliz-Bethlehem QBB 3018 Bern	Proposition / Remarque 2. Mit der Inbetriebnahme des Westside hat die Migros im Gäbelbachquartier eine Einstellhalle gemietet und diese Parkplätze ihren Mitarbeiter*innen zur Verfügung gestellt. Die Fahrten zu und ab dieser Einstellhalle sind in der Fahrten-	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Gemäss Fahrleistungsmodell ist dies grundsätzlich als Pauschale anzurechnen. Dies wurde aber bisher nicht gemacht. Zuständig hierfür - wie für

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		zahl der ViV Bern-Brünnen nicht mitgezählt, obwohl sie durch das Westside generiert werden. Das ist falsch. Développement Diese Fahrten belasten ein Wohnquartier. Die QBB ist der Meinung, dass die Fahrten der Mitarbeiter*innen der Migros ebenfalls innerhalb des ViV Bern-Brünnen abgewickelt werden sollen. Sie erwartet von den kantonalen und städtischen Behörden, dass sie sich der Migros gegenüber entsprechend verhalten.	das gesamte Fahrtencontrolling - ist die Stadt Bern. Das Thema wird in die Controllinggruppe Westside eingebracht.
7102	VCS Sektion Bern 3011 Bern	Proposition / Remarque Die Fahrtenzahl des ViV-Standortes Heimberg sei auf 6000 Fahrten DTV zu beschränken. Eine Parkplatzbewirtschaftung sei vorzuschreiben. Développement Gegen die Aufnahme des ViV-Standortes Heimberg in den Richtplan ist nichts einzuwenden. Dies darf aber nicht zum Anlass genommen werden, die Fahrtenzahl zu erhöhen. Die Erläuterung zur Anpassung des Massnahmenblatts hält unmissverständlich fest: "Die Prüfung von 10% Mehrfahrten des ViV hat gezeigt, dass die zusätzlichen Fahrten die Verkehrsqualität verschlechtern...." Es ist für uns unverständlich, wieso eine Erhöhung der Fahrtenzahl erlaubt wird und gleichzeitig Massnahmen zur Reduktion des Mehrverkehrs vorgeschlagen werden. Da wäre es zielführender und konsequenter, die Limite bei 6000 Fahrten DTV zu belassen. Weiter möchten wir darauf hinweisen, dass eine Erhöhung der Fahrtenzahl den erklärten Verlagerungs-Zielen von Kanton und Region widersprechen. Zukünftiges Verkehrswachstum muss hauptsächlich mit umweltverträglichen Verkehrsmitteln (Langsamverkehr, öV) abgewickelt werden, um den Modal-Split zu verbessern. Wenn aber, wie beim ViV Heimberg, die Kapazität bereits heute geschaffen wird, um die Zunahme des MIV zu ermöglichen, wird sich am Modal Split wenig ändern. Der VCS hat wiederholt gefordert, dass eine Parkplatzbewirtschaftung eingeführt wird. Dies entspricht auch der Massnahme KM-3 des RGSK Thun-Oberland West 2. Gen. ("Ausdehnung/Vereinheitlichung der Parkplatzbewirtschaftung auf ganze Region insbesondere alle verkehrsintensiven Einrichtungen in der Agglomeration"). Wir fordern erneut, dass für den ViV-Standort Heimberg eine Parkplatzbewirtschaftung vorzuschreiben sei.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die 600 Fahrten zusätzlich sind nicht-ViV-Fahrten. Sie werden lediglich aus Transparenzgründen und im Sinn der Gesamtbetrachtung des Standortes neu aufgeführt. Der Kanton hat keine Kompetenzen und rechtlichen Grundlagen, um von der Gemeinde eine Parkplatzbewirtschaftung zu verlangen, d.h. die Gemeinde, evtl. die Region müssten aktiv werden (z.B. Einführung eines Fahrtencontrollings). Die Einführung einer Parkplatzbewirtschaftung mittels Eintrag im kantonalen Richtplan ist daher ausgeschlossen.
7094	VCS Sektion Bern 3011 Bern	Proposition / Remarque Wir begrüßen, dass die Auswirkungen auf den strassengebundenen öffentlichen Verkehr untersucht werden sollen. Diese Untersuchung soll aber auch für den Langsamverkehr vorgenommen werden. Développement Die Arbeitshilfe Standards Kantonsstrassen beurteilt die Notwendigkeit von Infrastruktur für den Langsamverkehr in Abhängigkeit von Geschwindigkeit und Verkehrsaufkommen des	Appréciation Berücksichtigt Remarque Dieser Aspekt ist in den Planungsgrundsätzen bislang tatsächlich nicht berücksichtigt, wird aber grundsätzlich als sinnvoll erachtet. Im Rahmen des Richtplan-Controllings 22 soll eine entsprechende Anpassung des Massnahmenblatts geprüft werden .

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		MIV. Die Menge des von einem ViV induzierte Verkehrs hat also einen direkten Einfluss auf die Verkehrssicherheit des Langsamverkehrs resp. auf die notwendige Infrastruktur für diesen. Folglich muss auch die Auswirkung des ViV-Verkehrs auf den Langsamverkehr untersucht werden.	
7216	VCS Sektion Bern 3011 Bern	Proposition / Remarque Zum ViV Westside: Das Fahrtencontrolling sei auf den ganzen Perimeter auszuweiten. Développement Obwohl wir die Erhöhung der Fahrtenzahl bei den Anpassungen '18 dezidiert abgelehnt haben, ist es für uns nachvollziehbar, dass im Rahmen der veränderten Betrachtung (Objekt- vs. Standortsicht) die Migros-Tankstelle und andere Nutzungen neu auch ins Fahrtenkontingent aufgenommen werden. Konsequenterweise muss aber auch das Controlling den neuen Gegebenheiten angepasst werden. Dies bedeutet konkret: Alle Fahrten des ViV-Standorts müssen mit einer technischen Zählanlage gezählt und den bestehenden Massnahmen zur Verkehrsreduktion unterstellt werden. Eine blosser Abschätzung der Fahrten, die über die bestehenden 8000 Fahrten hinausgehen, ist nicht zulässig. Über die effektive Fahrtenzahl des ganzen ViV-Standorts sei im Rahmen des Controllings Bericht zu erstatten.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Das Controlling auszuweiten ist gemäss Bestimmungen des Massnahmenblatts B_01 möglich (Massnahme 4b, Vorderseite). Aus Sicht AGR wäre dies wünschenswert. Das Controlling der Anlagen ist in der BauV geregelt, das Standort-Controlling liegt in der Verantwortung der Standort-Gemeinde.
7540	Wenger Plattner 3000 Bern 6 Genossenschaft Migros Aare	Proposition / Remarque Beschlussfassung wie in der Mitwirkungsvorlage vorgesehen. Développement Die Genossenschaft Migros Aare als Betreiberin des Westside begrüsst die beim Massnahmenblatt B_01 vorgeschlagene Klarstellung, wonach generell, insbesondere in Bezug auf den Standort Bern Brünnen, unterschieden wird zwischen den eigentlichen VIV-Fahrten und den am Standort insgesamt anfallenden, nicht dem VIV zuzurechnenden Fahrten. Die Unterscheidung ist auch quantitativ richtig. Die Klarstellung dient angesichts des Paradigmenwechsels von der Fahrtenfestlegung anhand des Fahrleistungsmodells hin zur richtplanmässigen Fahrtenfestlegung der Rechtsklarheit und der Rechtssicherheit.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
Mesure B_04 : Fixer des priorités concernant les transports publics régionaux, d'agglomération et locaux			
8253	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque Le déplacement de l'arrêt de Villeret doit être considéré en coordination réglée. Développement Echanges de courriels entre MM. M. Gery Balmer, M. Manfred Bühler et Richard Habegger : Selon la réponse ci-dessous du vice-directeur de l'OFT, le déplacement de la halte est décidé et ne doit pas être confirmé par le programme PRODES. Il est du reste mentionné dans le rap-	Appréciation Pas de prise en considération Remarque En l'absence d'avant-projet concret, nous sommes d'avis qu'une inscription dans le plan directeur en tant qu'élément de coordination réglée ne se justifie pas encore.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		port en page 7408 de la Feuille fédérale (message du CF) avec un coût de 4 millions (rubrique « Mesures CP requises pour l'EA 2035 »). Manfred Bühler, Conseiller national "La demande de déplacement de la halte de Villeret a été déposée par le Canton de Berne dans le cadre de la planification PRODES 2035. Le projet a été évalué positivement par la Confédération et sélectionné pour réalisation. La nouvelle halte de Villeret ne relève cependant pas de l'aménagement du réseau mais du maintien de la substance, puisqu'il ne s'agit pas à proprement parler d'une nouvelle halte mais du déplacement d'une halte existante. La réalisation et le financement de la nouvelle halte a donc été assigné au cadre du programme de maintien de la substance financé par la convention de prestations Confédération–CFF. Une confirmation dans l'EA PRODES 2035 n'est donc pas nécessaire." Gery Balmer Vice-directeur OFT	
7454	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque Nous proposons la modification suivante : « Double voie La Heutte ou points de croisement en gare (Bienne – La Chaux-de-Fonds) : coordination en cours ». Dans le texte en page 4/7 de la fiche de mesure, nous demandons que la question de la garantie des correspondances s'applique pour Bienne comme mentionné, mais aussi pour La Chaux-de-Fonds (correspondances futures avec la ligne directe) et pour Moutier. Développement Afin de maintenir de bons horaires dans le Jura bernois et d'améliorer les correspondances au nœud de Moutier, les études récentes montrent qu'une double voie à La Heutte est nécessaire à court et moyen terme. Deux points de croisements en gare pourraient aussi convenir. Ces infrastructures sont absolument essentielles pour l'avenir des TP et leur utilisation dans le Jura bernois. Le canton demande d'ailleurs à la CRT1 en 2021 de procéder à des choix dans des variantes de cadences.	Appréciation Prise de connaissance Remarque Le plan directeur intègre désormais le projet de doublement des voies à La Heutte, conformément au souhait émis. L'OFT et les CFF s'emploient actuellement à le concrétiser.
8238	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque BLS-Werkstätte Chliforst Nord: Der Koordinationsstand ist aus Sicht der RKBK auf «Zwischenergebnis» zu setzen. Développement Die BLS-Werkstätte Chliforst Nord wird weiterhin als Festsetzung aufgeführt. Die RKBK stellt den Bedarf der BLS betreffend die Erstellung einer Werkstätte im Bereich ihres Netzes nicht in Frage. Der vorgesehene Standort Chliforst Nord wurde indessen nicht nach anerkannten planerischen Grundsätzen evaluiert, die Standortgebundenheit ist (noch) nicht nachgewiesen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Das Vorhaben "BLS-Werkstätte Chliforst Nord" wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit nicht Bestandteil der Mitwirkung. Die Festsetzung des Vorhabens wurde im Rahmen der ausserordentlichen Fortschreibung im Dezember 2018 koordiniert mit dem Bundesverfahren zum Sachplan Verkehr, Teil Infrastruktur Schiene (SIS) beschlossen.
8239	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Buslinie 10 Bern–Köniz: Kapazitätssteigerung (ZE): Aktuell ist die Studie zur mittelfristigen Lösung	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		sung für die Bus-linie 10 in Erarbeitung. Die Ergebnisse sind relevant für den Richtplan und müssen in Zusammenarbeit mit dem AÖV entsprechend angepasst werden. Développement -	Der Hinweis für die weiteren Arbeiten wird zur Kenntnis genommen. Die Festsetzung wird für das Richtplancontrolling '22 angestrebt.
8240	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Die «2. Tramachse Bern» mit Koordinationsstand Zwischenergebnis aufgenommen. Die entsprechende Studie der RKBM ist ab 2021 vorgesehen. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8237	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Die angepassten Koordinationsstände im Perimeter der RKBM nehmen wird wohlwollend zur Kenntnis: • Worb SBB: Ausbau Kreuzungsstation (Festsetzung) • Verschiebung Haltestelle Stöckacker (Europa-platz Nord) (Festsetzung) • Thörishaus Station–Niederwangen: Überholgleis (Zwischenergebnis) Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8236	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Wir begrüßen, dass die Planungen zur Stärkung der S-Bahn im Aaretal mit dem Stand «Festsetzung» konkretisiert werden. Wir halten aber daran fest, dass das dritte Gleis im Aaretal benötigt wird und der Kanton gegenüber dem Bund dies auch entsprechend vertritt. • Entflechtung Wankdorf Süd–Ostermundigen (Festsetzung) • Entflechtung Gümligen Süd (Festsetzung) • Wendegleis Münsingen mit Bahnzugang und neuer Perronkante Münsingen West (Festsetzung) Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Ein 3. Gleis in Münsingen ist bereits Bestandteil des Richtplans. Dieses Vorhaben ist aber nicht Bestandteil des STEP Ausbauschrilles 2035, daher ist eine Festsetzung nicht gerechtfertigt.
7365	seeland.biel/bienne 3000 Bern 14	Proposition / Remarque Massnahme "Lyss Bahnhof: Unterführung (Nord) mit Zugängen Perrons und Busbahnhof": Überführen in Koordinationsstand "Zwischenergebnis" Développement Die Massnahme ist im Richtplan ESP Bahnhofgebiet Lyss und im städtebaulichen Richtplan Zentrum Lyss behördenverbindlich festgelegt und soll ab 2027 realisiert werden. Sie figuriert mit dem Koordinationsstand "Zwischenergebnis" im RGSK Biel-Seeland 2021 (s. Anhang).	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Das Vorhaben ist nicht Bestandteil der Mitwirkung. Mit der Genehmigung des RGSK 2021 erfolgt die Bestätigung der notwendigen räumlichen Abstimmung. Der Anpassungsvorschlag kann folglich im Rahmen des Richtplancontrollings '22 aufgenommen werden.
8294	Conseil du Jura bernois (CJB) 2520 La Neuveville	Proposition / Remarque Le CJB souhaite particulièrement mettre l'accent sur les priorités en matière de transports publics régionaux, à savoir le développement des transports publics régionaux et plus particulièrement les infrastructures ferroviaires. Depuis	Appréciation Elément ne faisant pas l'objet des adaptations Remarque Le plan directeur intègre désormais le projet de doublement des voies à La Heutte, comme le

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		des années, la région se bat pour améliorer ses infrastructures et plus particulièrement sur la ligne 225. Des interventions parlementaires à ce sujet ont été déposées, le CJB l'a également relevé dans plusieurs prises de position, tout comme la CRT1 et les associations de communes. Le canton doit maintenant prendre les devants pour faire avancer ce dossier afin que la région puisse disposer d'infrastructures correctes à l'horizon 2030. Pour rappel, sans mesure prise de la part du canton, la région restera mal desservie pour les raisons suivantes : - Les horaires des correspondances doivent être améliorés ; - La situation du noeud de Moutier n'est plus acceptable : l'offre actuelle entre la Vallée de Tavannes et Moutier est tout simplement catastrophique et crée une cassure entre le Jura bernois et les axes en direction de Delémont-Delle et Delémont-Bâle ; - Avec les prochains changements d'horaires, les correspondances à Bienne et à La Chaux-de-Fonds vont devenir de plus en plus compliquées et l'offre actuelle dans notre région va se détériorer. Le canton doit maintenant montrer des garanties sur ces différents travaux à entreprendre d'ici 2030. Ces changements permettront d'améliorer d'une manière globale les horaires ainsi que les correspondances. De plus, cela permettra d'assurer une stabilité du système permettant d'être modulable en fonction des modifications d'horaires sur les lignes nationales. Développement -	souhaite le CJB. L'OFT et les CFF s'emploient actuellement à le concrétiser
8349	Gemeinderat Bern 3000 Bern 8	Proposition / Remarque Das Tram Länggasse wird als Vororientierung deklariert. Nach Abschluss der ZweckmässigkeitsAppréciation sollte der Planungsstand von Vororientierung auf Zwischenergebnis angepasst werden. Développement -	Appréciation Berücksichtigt Remarque Der Hinweis ist korrekt, die räumliche Koordination ist im Rahmen der ZweckmässigkeitsAppréciation 2018 erfolgt. Der Koordinationsstand wird auf ein Zwischenergebnis geändert und der Erläuterungsbericht mit einer entsprechenden Développement ergänzt.
8351	Gemeinderat Bern 3000 Bern 8	Proposition / Remarque Die ÖV-Netzstrategie Kernagglomeration Bern der Regionalkonferenz Bern Mittelland RKBM stellt als mögliche Variante eine Verlängerung der RBS-Linie vom Bahnhof Bern via Insel bis Köniz/Schwarzenburg zur Diskussion. Es stellt sich die Frage, ob diese — bis Köniz weitgehend unterirdisch verlaufende — neue Schmalspurlinie im Sinne einer Trasse-Sicherung in den Richtplan aufzunehmen wäre. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Vorhaben ist nicht Bestandteil der Mitwirkung und kann deshalb im Rahmen der laufenden Richtplananpassung nicht mehr aufgenommen werden. Der Anpassungsvorschlag wird im Rahmen des Richtplancontrollings '22 geprüft. Eine entsprechende ZMB ist geplant.
8350	Gemeinderat Bern 3000 Bern 8	Proposition / Remarque Ergänzungsvorschlag: «ZweckmässigkeitsAppréciation Insel: Kapazitätssteigerung auf den	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Linien 12: Insel und 101: Güterbahnhof (-Hinterkappelen)» als Zwischenergebnis aufnehmen. 2398 Développement -	Remarque Das Vorhaben ist nicht Bestandteil der Mitwirkung. Die Ergebnisse der laufenden ZMB Insel werden im Rahmen des Richtplancontrollings '22 berücksichtigt.
8298	Conseil communal de Bienne 2502 Bienne	Proposition / Remarque Installation de production : La mesure «Bienne, installation de production : réaménagement et agrandissement des voies pour les besoins de la gare de production et extension de la capacité des voies de garage » a également été supprimée. A ce sujet, le Conseil municipal de Bienne estime que cet aspect est repris dans la sous-mesure « Bienne, installation de production est et augmentation des prestations jusqu'à Lengnau, y compris ouvrage de désenchevêtrement de Perles ». Le Conseil municipal demande à ce qu'une brève explication soit donnée à ce propos. Développement -	Appréciation Prise de connaissance Remarque Les surfaces de l'ancienne gare de triage doivent rester affectées à la production à long terme. C'est à juste titre que le Conseil municipal de Bienne estime que la suppression des deux projets, lors des adaptations du plan directeur, n'équivaut pas à un changement d'ordre matériel. Divers éléments interdépendants concernant le site en question ont simplement été réunis.
8297	Conseil communal de Bienne 2502 Bienne	Proposition / Remarque Prolongement des quais à la gare de Bienne : Le Conseil municipal a pris connaissance du retrait de la mesure du prolongement des quais à Bienne. Le plan cadre des CFF n'ayant, à la connaissance des autorités biennoises, pas changé et prévoyant, de fait, toujours un prolongement des quais, la justification de cette suppression n'est pas compréhensible. Il demande à ce que la justification de cette suppression lui soit soumise, avant qu'une décision définitive ne soit prise à ce sujet. Développement -	Appréciation Prise de connaissance Remarque Le projet «Bienne et Moutier: prolongement des quais (longueur exploitable de 420 m au total)» a été radié lors de la mise au net de la liste dans le plan directeur. A la gare de Bienne, en effet, le prolongement est déjà prévu dans le projet «Gare de Bienne: adaptation des voies et des quais ainsi que des accès à ces derniers», d'où une redondance. Aucun changement matériel n'intervient.
8299	Conseil communal de Bienne 2502 Bienne	Proposition / Remarque Terminus ASM : Le Conseil municipal salut la nouvelle formulation de la sous-sous-mesure «Gare de Bienne : nouveau passage (à l'est) avec accès aux quais et franchissement cyclable, rehaussement ASM compris », qui répond à sa détermination dans le cadre de la procédure de modification du plan directeur de 2018. Il aurait toutefois apprécié que cette modification soit étayée par une brève explication. Développement -	Appréciation Prise de connaissance
8300	Einwohnergemeinde Fraubrunnen 3312 Fraubrunnen	Proposition / Remarque In den Erläuterungen S. 18/82 des Richtplans wird erwähnt, dass die RBS voraussichtlich ab 2027 zwischen Bern — Jegenstorf - Solothurn längere Züge (180m) einsetzen will. Deshalb sei der Ausbau des Bahnhofs Jegenstorf detailliert mit den lokalen Behörden besprochen worden. Für den Gemeinderat ist unklar, was dies für den Bahnhof Fraubrunnen bedeutet. Zwar ist die Perronverlängerung Fraubrunnen im Massnahmenblatt 04 weiterhin aufgeführt. Die Mehrzahl wurde jedoch gestrichen. Der Gemeinderat	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Es ist kein Ausbau des Bahnhofs Fraubrunnen vorgesehen. Die Anpassung des Titels entspricht lediglich der Präzisierung, bzw. konkreten Verortung dieses Vorhabens.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Fraubrunnen spricht sich klar für einen Halt des Schnellzugs zwischen Bern und Solothurn in Fraubrunnen aus. Es wird somit vorsorglich angemeldet dass, wenn ein Ausbau des Bahnhofs Fraubrunnen für einen Halt des Schnellzuges notwendig ist, die Arbeiten dazu in die Planung aufzunehmen sind. Développement -	
4829	Gemeinde Hermrigen 3274 Hermrigen	Proposition / Remarque Verkehrsachse zwischen Täuffelen über Epsach, Hermrigen, Merzligen, Jens, Worben, Studen Bahnhof Développement Diese Strecke würde es den Gemeinden und Einwohnern vereinfachen auf eine passende Bahnverbindung Richtung Bern oder Lyss zu kommen. Momentan ist diese Agglomeration von Lyss und Bern aus schlecht erreichbar.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Vorhaben ist nicht Bestandteil der Mitwirkung. Eine entsprechende Busverbindung ist durch die RVK zu planen und ist nicht richtplanrelevant.
8327	Gemeinderat Langenthal 4900 Langenthal	Proposition / Remarque Folgende Bahnvorhaben wurden neu oder mit Änderungen bezüglich Koordinationsstand in den kantonalen Richtplan aufgenommen: - Neu: Doppelspurausbau ASM Langenthal-Gaswerk (Vororientierung) Neu: Verschiebung Haltestelle St. Urban (Zwischenergebnis) - Neu: Erweiterung ASM Werkstatt/Abstellanlage Reitplatz (Zwischenergebnis) Langenthal: Umsetzung BeHiG und Sicherstellung Leistungsfähigkeit Publikumsanlage (neu: Festsetzung) Die Aufnahme dieser Massnahmen in den kantonalen Richtplan wird begrüsst. Développement Die Umsetzung dieser Vorhaben ist wichtig für die Entwicklung des öffentlichen Verkehrs im Raum Langenthal. Die Verschiebung der Haltestelle St. Urban ist ein Vorhaben des Kanton Luzerns. Ziel ist eine bessere Anbindung der Klinik St. Urban, wo 60% der Mitarbeitenden aus dem Kanton Bern kommen. Dies ist eine Massnahme im AP4 Langenthal und dem RGSK21 Oberaargau und wurde daher richtigerweise auch in den Richtplan des Kantons Bern aufgenommen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
6275	Gemeinde Langnau 3550 Langnau	Proposition / Remarque Betrifft Massnahme B_04, Doppelspurausbau Bowil -Signau. Développement Der Gemeinderat begrüsst das neu aufgenommene Vorhaben, zwischen Bowil und Signau einen Doppelspurausbau vorzunehmen. Dadurch wird eine höhere Fahrplanstabilität erreicht und ein Ausbau der Kapazität wird möglich. Dies stärkt auch die ÖV-Anbindung der Gemeinde Langnau.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7249	Einwohnergemeinde Leissigen 3706 Leissigen	Proposition / Remarque Die Planung und Realisierung einer Haltekannte beim Bahnhof Leissigen ist im kantonalen	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Richtplan bei der Massnahme B_04 mit erster Priorität aufzunehmen. Développement Dem Gemeinderat Leissigen ist der Erhalt der Haltekante beim Bahnhof ein sehr wichtiges Anliegen.	Das Vorhaben ist nicht Bestandteil der Mitwirkung. Das Anliegen wird aktuell geprüft.
8272	Einwohnergemeinde Leissigen 3706 Leissigen	Proposition / Remarque Die Einfahrt Därligen-Ost (A8) ist im Zusammenhang mit der anstehenden Umstellung des öffentlichen Verkehrs von der Schiene auf die Strasse zu überprüfen und zu optimieren. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Vorhaben ist nicht Bestandteil der Mitwirkung. Ein Handlungsbedarf kann allenfalls aus dem laufenden Verkehrsmonitoring zur Buslinie Spiez-Interlaken abgeleitet werden.
6595	Einwohnergemeinde Madiswil 4934 Madiswil	Proposition / Remarque Die Parkplatzbewirtschaftung bei Bahnhöfen und Haltestellen in ländlichen Gebieten ist aufzuheben. Développement Auf diese Problematik ist die Bahnunternehmerin BLS, die Region Oberaargau, die Grossräte Oberaargau und das Amt für öffentlicher Verkehr verschiedentlich aufmerksam gemacht worden. Erreicht worden ist bisher nichts. Durch die Einführung von Parkplatzgebühren bei den Bahnhöfen in ländlichen Gebieten wird die ÖV-Benützung nicht gefördert. Die in abgelegenen Gegenden lebende Bevölkerung, welche auf ein Automobil angewiesen ist, um auf einen ländlichen Bahnhof zu gelangen, fährt bei gebührenpflichtigen Parkplätzen gleich zum Zentralbahnhof (bei uns Langenthal oder Herzogenbuchsee). Es wird also Mehrverkehr auf der Strasse generiert. Um den Einstieg auf lokalen Bahnhöfen attraktiv zu halten, dürfen dort nicht noch Parkplatzgebühren verlangt werden!	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Vorhaben ist nicht Bestandteil der Mitwirkung. Der Anpassungsvorschlag wird im Rahmen des Richtplancontrollings '22 geprüft.
8473	Gemeinde Meiringen 3860 Meiringen	Proposition / Remarque Im Massnahmenblatt B_04 sind zwei neuformulierte Vororientierungen vorgesehen welche die Gemeinde Meiringen sehr direkt betreffen: - Schleife Meiringen - Ausbau Abstellanlage Beide Vorhaben werden dereinst voraussichtlich im eisenbahnrechtlichen Plangenehmigungsverfahren bewilligt. Die Gemeinde hat dann allenfalls nur kurzfristige Möglichkeiten, sich und seine Anliegen mittels Einsprache einzubringen. Die Gemeinde fordert unverzüglich die Zustellung entsprechender Planungsgunterlagen zu den beiden Vororientierungen und im weiteren Planungsprozess eine frühzeitige Einbindung. Développement -	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Die beiden Vorhaben wurden als Vororientierung im Sinne einer langfristigen Raumreservierung, bzw. Interessenbekundung im Richtplan aufgenommen. Der tatsächliche Bedarf dieser Vorhaben ist aber erst im Detail zu prüfen. Ebenso sind die Ausgestaltung und die räumliche Abstimmung des Vorhabens unter Einbezug der Standortgemeinde zu erarbeiten. (vgl. auch Erläuterungen zu den beiden Vorhaben)
6988	Gemeinde Rubigen 3113 Rubigen	Proposition / Remarque Der Gemeinderat Rubigen betont die Wichtigkeit eines konkreten Terminplans zur Einführung des Viertelstundentakts zwischen Bern und Thun und/oder der Verlängerung der Buslinie 40 nach Rubigen.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Développement Die ÖV-Erschliessung des Arbeitsgebiets Kie-sabbau mit dem Hauptsitz der Kästli Gruppe so-wie des Weilers Kleinhöchstetten ist ein lang-jähriges Anliegen. Die weitere Entwicklung des Arbeitsgebiets ist durch die fehlende ÖV-Er-schliessung blockiert. Für die weiteren Pla-nungsarbeiten ist deshalb ein konkreter Termin-plan hilfreich.	Die Entwicklung der S-Bahn Bern ist beschlossen und im Massnahmenblatt B_04 unter den betrieb-lichen Prioritäten enthalten. Die dazu notwendi-gen Infrastrukturen sind als Festsetzung aufge-führt. Die Entwicklung des Busangebots ist in der Zuständigkeit der Regionalkonferenz Bern-Mittel-land und nicht Bestandteil des kantonalen Richt-plans.
8361	Commune de Pla-teau de Diesse 2515 Prêles	Proposition / Remarque La suppression de la gare de Gléresse va poser un problème au niveau de la mobilité sur le Pla-teau de Diesse, il est important que cet aspect soit examiné sans tarder. Développement -	Appréciation Elément ne faisant pas l'objet des adaptations Remarque Le projet ne faisait pas l'objet de la procédure de participation. Le souhait exprimé est actuellement examiné par la CRT de Biel/Bienne – Seeland – Jura bernois.
8552	Gemeinderat Thun 3600 Thun	Proposition / Remarque Die sind aus unserer Sicht nachvollziehbar und zweckmässig. Die Stadt Thun begrüsst die Neuaufnahme des «Verkehrsknotenpunkts Bahnhof Thun (Neuorganisation)» und der «ÖV-Drehscheibe Postbrücke (Bus-Umsteige-punkt)» als Prioritäten im öffentlichen Orts- und Agglomerationsverkehr (Massnahmenblatt B-04). Im Rahmen der Mitwirkung zum ESP Bahnhof Thun (Teilprojekt Verkehr) wurde die Buslösung im Bereich des Bahnhofs Süd je-doch kritisch beurteilt, weshalb die Neuorgani-sation der Busse am Bahnhof grundlegender und offener weiterbearbeitet werden muss. Auf-grund dieser neuen Situation stimmen wir zwar der ausreichend offenen Formulierung der bei-den Massnahmen im verbindlichen Teil des Massnahmen-blatts (Zielsetzung und Koordina-tionsstand) zu, erachten aber für die detaillier-tere Beschreibung in den ergänzenden Erläute-rungen eine Änderung als unabdingbar. Sie er-halten diesbezüglich einen konkreten Korrektur-vorschlag als Beilage. Développement -	Appréciation Berücksichtigt Remarque Aufgrund der offenen Planungsergebnisse rund um den Bahnhof Thun und der damit zusammen-hängenden möglichen ÖV-Drehscheibe Postbrü-cke ist unklar, ob letzteres Vorhaben in dieser Form erforderlich ist. Die ÖV-Drehscheibe Post-brücke wird deshalb nicht im Richtplan aufgenom-men. Eine Aufnahme des Vorhabens zu einem späteren Zeitpunkt wird nicht ausgeschlossen. Das Vorhaben "Neuorganisation Verkehrsknoten-punkt Bahnhof Thun" wird mit dem Koordinations-stand Vororientierung aufgenommen. Die Erläute-rungen des Vorhabens werden angepasst und Er-gebnisoffen ohne Variantenentscheid formuliert.
5747	Service du déve-loppement territo-rial du Canton de Jura 2800 Delémont	Proposition / Remarque Indiquer l'état de coordination pour le projet "Moutier : prolongement du quai (longueur ex-ploitable de 420 m au total). Développement L'état de coordination n'est pas mentionné pour ce projet dans la fiche B_04.	Appréciation Prise de connaissance Remarque L'état de la coordination est mentionné, pour ce projet, dans la fiche de mesure B_04. Il s'agit d'une information préalable.
6950	Amt für Raumpla-nung Kanton Solo-thurn 4509 Solothurn	Proposition / Remarque Die aufgeführten Vorhaben, welche den Kanton Solothurn betreffen, stimmen mit dem Richtplan des Kantons Solothurn überein. Développement keine	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Besten Dank für die Prüfung.
8254	BDP Kanton Bern 3000 Bern 6	Proposition / Remarque B_04 Bahnhof Jegenstorf: Der Neubau am be-stehenden Standort wird begrüsst.	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Développement Ein neuer Standort für den Bahnhof wäre aus technischer Sicht zwar ideal, aber beansprucht zu viel Fruchtfolgeflächen. Die BDP unterstützt deshalb die Haltung der Gemeinde Jegenstorf.	
8255	BDP Kanton Bern 3000 Bern 6	Proposition / Remarque Die zweite Tramachse in Bern soll geplant werden. Développement Eine einzige Tramachse durch die Innenstadt genügt schon heute nicht. Aus Gründen des Ortsbilschutzes und der Betriebssicherheit.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Zustimmung zum Vorhaben "2. Tramachse Zentrum Bern" wird zur Kenntnis genommen. Eine entsprechende ZweckmässigkeitsAppréciation ist geplant.
7296	GLP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Alle grösseren Bauprojekte sind hinsichtlich ihrer Dimension und ihrer Notwendigkeit zu überprüfen. Ist der Verkehrsrückgang durch Homeoffice und intelligente Steuersysteme, namentlich Mobility-Pricing, berücksichtigt? Développement Grundsätzlich sehen wir den Ausbau der Verkehrsinfrastruktur, insbesondere Versiegelungen kritisch. Die endliche Ressource Boden muss mit grosser Vorsicht beansprucht werden. Auch aus finanziellen Überlegungen muss das Potenzial von Lösungen, die den Bedarf nach zusätzlicher Verkehrsinfrastruktur bremsen, viel konsequenter genutzt werden. Zudem ist zu prüfen, wie es sich die vorgeschlagenen Projekte mit den Zielen der Erhaltung von Fruchtfolgeflächen (FFF), der Biodiversität und der Umweltziele Landwirtschaft durch standortangepasste Landwirtschaft vertragen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Im Richtplan enthaltenen Infrastrukturprojekte durchlaufen bis zur Realisierung einen ordentlichen politischen Prozess, so dass eine kritische Überprüfung unter Einbezug der politischen Akteure sichergestellt ist. Im Rahmen des Bewilligungsverfahrens werden die in der Eingabe genannten Anliegen berücksichtigt. Gemäss heutigem Kenntnisstand ist für eine klimagerechte Mobilität eine deutliche Verlagerung vom motorisierten Individualverkehr auf kollektive Verkehrsmittel nötig. Dies unabhängig davon ob der Individualverkehr CO2-neutral ist.
8530	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Ausbau Buslinie 10 Köniz: Neue Technologien sind bereits bei der Planung zu berücksichtigen, ebenso die Erfahrungen mit dem Trennen der Buslinie 10 während der Bauphase am Bahnhof Bern/Zytglogge, als diese «Durchmesserlinie» nur bis zum Bahnhof geführt wurde Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Dieses Anliegen ist in der Planung bereits berücksichtigt worden.
8529	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Muss ein grösseres Infrastrukturprojekt auf Landwirtschaftlicher Nutzfläche (LN), evtl. sogar auf Fruchtfolgefläche (FFF), geplant werden, ist aus unserer Sicht nach dem Grundsatz der «Opfersymmetrie» (Wald, LN, bestehende private oder Industrieareale zu gleichen Teilen) vorzugehen. Es kann nicht sein, dass die LN als einzig verfügbare freie Fläche für alle anderen Wünsche der Gesellschaft, neben dem Hauptauftrag der Nahrungsmittelproduktion für Biodiversität, Artenvielfalt, Ausgleichsfläche, Naherholungsgebiet, etc. alleine gerade stehen muss für die Ausbauwünsche der Regionen, der Gemeinden und des Kantons. Développement	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die eingebrachten Anforderungen betreffend Standortevaluation entsprechen den gesetzlichen Vorgaben der haushälterischen Bodennutzung. Hinzu kommt die gesetzlich verankerte hohe Schutzwürdigkeit von Wald- und Fruchtfolgeflächen, die im Rahmen der Interessenabwägung berücksichtigt wird. Die meisten Bahninfrastrukturen sind standortgebunden oder bedingt standortgebunden und deshalb in ihrer räumlichen Anordnung eingeschränkt.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		-	
7017	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Wir sind mit dem Massnahmenblatt B_04 teilweise einverstanden. Développement Bei den Prioritäten fehlt die schnelle Bahntangente Biel-Thun, zu der ein Vorstoss von Grossrat Luc Mentha und anderen grossmehrheitlich angenommen wurde. Siehe RRB 976/2019 vom 11. September 2019 und Grossratsprotokoll. Konkret sollen von Montag bis Freitag zur Morgen- und Abendspitze in beiden Richtungen je zwei RegioExpress-Direktzüge Biel/Bienne–Thun (und umgekehrt) über die Verbindungslinie Zollikofen–Ostermundigen, ohne Bedienung des Hauptbahnhofs Bern, eingeführt werden. Diese Linie benötigt nur geringe Investitionen, da ein bestehendes Geleise genutzt werden kann.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Vorhaben ist nicht Bestandteil der Mitwirkung. Das Anliegen ist Bestandteil der laufenden Planung zur S-Bahn Bern 2040. Eine allfällige Anpassung wird in einem künftigen Richtplancontrolling geprüft.
6814	Berner Bauern Verband 3072 Ostermundigen	Proposition / Remarque Grundsätzlich ist wenn immer möglich das Landwirtschaftsland zu schonen und jedes Vorhaben mit dem geringsten Verlust an Landwirtschaftsland zu realisieren. Muss ein grösseres Infrastrukturprojekt aus gut begründeten Argumenten auf Landwirtschaftsland realisiert werden, ist unserer Ansicht nach eine „Opfersymmetrie“ zwischen Wald, Landwirtschaftlicher Nutzfläche und bestehendem Industrieareal anzustreben. Bei der Beanspruchung landwirtschaftlichen Flächen muss wenn immer möglich auf die Qualität der Böden geachtet werden, welche für Projekte beansprucht werden. Der BEBV erwartet, dass in Zukunft die Grundeigentümer von Beginn weg in die Planung mit einbezogen werden. Zudem erachten wir es als zukunftsweisend immer zu prüfen, ob Vorhaben auch unter der Erde realisiert werden können, um das knappe Gut Boden zu schonen. Développement Der Kanton setzt Prioritäten für Verkehrsprojekte. Verschiedene neue Projekte werden eingefügt: z.B. Perronverlängerungen, Doppelspurinsel, usw. Landwirtschaftsland wird gemäss Erläuterung tangiert bei: Doppelspurinsel zwischen Niederbipp Dorf und Holzhäusern. Doppelspur Brüttelen Ost. Verschiebung Haltestelle St. Urban. Mit den steigenden Mobilitätsbedürfnissen und der steigenden Bevölkerungszahl kommt dem ÖV-Netz eine wichtige Bedeutung zu. Es ist klar, dass betreffend Flächennutzung der ÖV effizient ist und daher ist ein gezielter Ausbau in unserem Sinn. Es ist uns jedoch ein Anliegen, dass bei der Beanspruchung von landwirtschaftlichen Flächen wenn immer möglich auf die Qualität der Böden geachtet wird, welche für Projekte beansprucht werden. Bei Trassen-Erweiterung ist dies offensichtlich nicht möglich,	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die eingebrachten Anforderungen betreffend Standortevaluation entsprechen den gesetzlichen Vorgaben der haushälterischen Bodennutzung. Hinzu kommt die gesetzlich verankerte, hohe Schutzwürdigkeit von Wald- und Fruchtfolgeflächen, die im Rahmen der Interessenabwägung berücksichtigt wird. Insbesondere die angesprochenen Abstellanlagen und Werkstätten gelten jedoch aus betrieblichen Gründen als bedingt Standortgebunden.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		da die bestehende Infrastruktur den Ort vorgibt. Bei anderen Infrastruktur Vorhaben besteht aber Spielraum, der genutzt werden muss. Insbesondere beim Standort RBS Depot Bätterkinden bezweifeln wir, ob der optimale Standort gewählt wurde. Weiter erachten wir es als zukunftsweisend immer zu prüfen, ob Vorhaben auch unter der Erde realisiert werden können, um das knappe gute Boden zu schonen. Zudem ist die Koordination zwischen den Bedürfnissen der verschiedenen Bahnunternehmen konsequent vorzunehmen. Insbesondere im Bereich der Wartungs- und Abstellinfrastruktur orten wir hier grosses Potential.	
7472	Gewerbeverband Berner KMU 3401 Burgdorf	Proposition / Remarque Zweite Tramachse im Zentrum der Stadt Bern: An Stelle der Speichergasse ist eine Linienführung über die Lorrainebrücke in das Massnahmenblatt aufzunehmen. Développement Die Speichergasse ist wichtig für den Wirtschaftsverkehr, insbesondere für die Zulieferung zu den Geschäften und anderen Betrieben im Stadtzentrum. Eine Tramachse durch die Speichergasse ist für die Wirtschaft keine Option.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Linienführung der 2. Tramachse soll im Rahmen einer ZMB im Detail geprüft werden. Konflikte mit dem Werkverkehr werden im Rahmen des Projekts möglichst minimiert, können aber nicht ausgeschlossen werden.
7706	Interessengemeinschaft öffentlicher Verkehr (IGöV) Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Die Liste "Prioritäten im öffentlichen Regionalverkehr / S-Bahn" (Richtplan-Massnahme B_04) ist folgendermassen zu ergänzen: unter a) Betrieb - Schaffung neuer Direktverbindungen im S-Bahnangebot ("Schnelle Berner Bahntangente") von Norden nach Süden via bestehende Verbindungslinien unter Umfahrung der stark ausgelasteten Bahnhöfe Bern und Biel/Bienne. Développement Das Projekt der "Schnellen Berner Bahntangente" hat zum Ziel, die Bahnverbindungen auf der Achse zwischen Biel, der Region Bern und Thun deutlich zu verbessern und zu beschleunigen. Es wird vorgeschlagen, die bisher nur für den Güterverkehr benutzte Verbindungslinie zwischen Zollikofen und Ostermundigen im Norden der Stadt Bern auch für Personenverkehrszüge zu öffnen. Auf der doppelgleisigen Strecke sollen direkte Züge von Biel bzw. Olten Richtung Thun ohne Umkehrhalt im Bahnhof Bern verkehren. Dadurch können insbesondere auf der Nord-Süd-Achse zwischen den wichtigen Städten Biel und Thun attraktive Verbindungen mit hohen Reisezeitgewinnen angeboten werden. In einem ersten, rasch umsetzbaren Schritt können RegioExpress-Züge zwischen Biel und Thun mit Halt in Lyss, Zollikofen, Ostermundigen, Gümli- gen und Münsingen geführt werden. Gegenüber dem heutigen Fahrplan können je nach Abschnitt Zeitersparnisse zwischen 30 und 70 Prozent erzielt werden. Das Konzept ist in späteren Schritten ausbaubar. Auf der Verbindungslinie Biel Madretsch können die Züge auch den Bahnhof Biel umfahren und von Delémont bzw. Solothurn direkt Richtung Thun verkehren. Die	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Vorhaben ist nicht Bestandteil der Mitwirkung. Das Anliegen ist Bestandteil der laufenden Planung zur S-Bahn Bern 2040. Eine allfällige Anpassung wird in einem künftigen Richtplancontrolling geprüft.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Verbindungsline im Wankdorf eignet sich ausserdem für Verbindungen zwischen Olten und dem Berner Oberland, die auch für den Fernverkehr attraktiv sein könnten. Mit diesem Vorschlag würden deutlich bessere Verbindungen insbesondere für die Pendlerinnen und Pendler geschaffen. Gleichzeitig wird der öffentliche Verkehr im bedienten Raum konkurrenzfähiger. Dadurch würden einerseits die Strassen entlastet, andererseits auch der Berner Hauptbahnhof. Die von der Bau- und Verkehrsdirektion seit mehr als 10 Jahren in Aussicht gestellte Verbesserung der Nord-Süd-Verbindungen im S-Bahn-Netz ist unterdessen überfällig.	
8256	Interessengemeinschaft öffentlicher Verkehr (IGöV) Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Die Liste "Prioritäten im öffentlichen Regionalverkehr / S-Bahn" (Richtplan-Massnahme B_04) ist folgendermassen zu ergänzen: unter b) Infrastruktur, Bern-Mittelland - Ertüchtigung der Anlagen des Bahnhofs Ostermundigen für Fernverkehrshalte Développement Zu Antrag b) Infrastruktur: Es fehlt heute in der Region Bern ein Bahnhof, welcher bei Infrastrukturstörungen im östlichen Zulauf auf den Bahnhof Bern als Ersatzhalt dienen könnte, weshalb Passagiere mit Ziel Bern in diesen Fällen lange Umwegfahrten und Fahrzeitverlängerungen in Kauf nehmen müssen. Der Bahnhof Ostermundigen kann diese Funktion in idealer Weise übernehmen. Die Ertüchtigung des Bahnhofs Ostermundigen bietet auch die Möglichkeit von beschleunigten Fernverkehrsverbindungen, beispielsweise von Basel / Zürich nach Interlaken / Brig. Die Vorschläge entsprechen den Grundsätzen der kantonalen Verkehrs- und Raumordnungsstrategie, gemäss der das Verkehrswachstum vornehmlich durch die Bahn übernommen werden soll. Weitere Informationen finden sich im angefügten Bericht der IGöV Bern vom Mai 2019: Schnelle Berner Bahntangente - Ein Vorschlag zur Aufwertung des öffentlichen Verkehrs und zur Entlastung der Zentrumsbahnhöfe Bern und Biel/Bienne	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Vorhaben ist nicht Bestandteil der Mitwirkung. Der Anpassungsvorschlag wird im Rahmen der laufenden Ausbauprojekte geprüft.
6904	Interessengemeinschaft öffentlicher Verkehr (IGöV) Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Ertüchtigung des Bahnhofs Ostermundigen für Fernverkehrshalte Développement Es fehlt heute in der Region Bern ein Bahnhof, welcher bei Infrastrukturstörungen im östlichen Zulauf auf den Bahnhof Bern als Ersatzhalt dienen könnte, weshalb Passagiere mit Ziel Bern in diesen Fällen lange Umwegfahrten und Fahrzeitverlängerungen in Kauf nehmen müssen. Der Bahnhof Ostermundigen kann diese Funktion in idealer Weise übernehmen. Die Ertüchtigung des Bahnhofs Ostermundigen bietet auch die Möglichkeit von beschleunigten Fernverkehrsverbindungen, beispielsweise von Basel / Zürich nach Interlaken / Brig. Die Vorschläge entsprechen den Grundsätzen der kantonalen Verkehrs- und Raumordnungsstrategie, gemäss der das Verkehrswachstum vornehmlich durch	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Vorhaben ist nicht Bestandteil der Mitwirkung. Das Anliegen ist Bestandteil der laufenden Planung zur S-Bahn Bern 2040. Eine allfällige Anpassung wird in einem künftigen Richtplancontrolling geprüft.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		die Bahn übernommen werden soll. Weitere Informationen finden sich im angefügten Bericht der IGöV Bern vom Mai 2019: Schnelle Berner Bahntangente - Ein Vorschlag zur Aufwertung des öffentlichen Verkehrs und zur Entlastung der Zentrumsbahnhöfe Bern und Biel/Bienne	
7736	Pro Velo Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Anstelle von "2. Tramachse Zentrum Bern" ist eine neutralere Formulierung zu wählen. Développement Die Nennung der „2. Tramachse Zentrum Bern“ als Zwischenergebnis ist problematisch, sofern explizit die Linienführung Belpstrasse - Laupenstrasse - Bubenbergrasse - Bahnhofplatz - Bollwerk - etc. gemeint ist. Diese Linienführung verursacht viele Konflikte mit dem Veloverkehr und ist noch einmal detailliert zu prüfen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Bezeichnung "2. Tramachse Zentrum Bern" ist bereits neutral gewählt und impliziert keine konkrete Linienwahl. Die Linienführung der 2. Tramachse soll im Rahmen einer ZMB im Detail geprüft werden. Konflikte mit dem Veloverkehr werden im Rahmen des Projekts möglichst minimiert, können aber nicht ausgeschlossen werden.
7643	Pro Velo Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Anstelle von "Tram Länggasse" ist eine neutralere Formulierung wie "Zukünftige Erschliessung Länggasse" zu wählen. Développement Die Länggasse ist gemäss Sachplan Veloverkehr des Kantons Bern sowohl eine Velofreizeitroute sowie Veloalltagsroute (Hauptverbindung). Die ZMB Wyler-Länggasse hat ergeben, dass ein Tram in der Länggasse für den Veloverkehr und insbesondere die auf der Länggassstrasse geplante Velohauptroute erhebliche Nachteile haben würde. Zudem sind die Distanzen, die im Länggassquartier zurückgelegt werden, prädestiniert für den Velo- und Fussverkehr. Diese sind im Sinne einer nachhaltigen, platzsparenden Mobilität und dem gesamtgesellschaftlichen Gesundheitsnutzen klar zu priorisieren und einzubeziehen. Natürlich braucht es ein Grundangebot an öV. Vor allem aber soll in diesem Quartier, in dem eine Stadt der kurzen Wege bereits Realität ist, der Velo- und Fussverkehr priorisiert werden. Die Diskussion um die zukünftige Erschliessung der Länggasse soll mit dem ganzen Fächer an Möglichkeiten erfolgen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die ZMB Wyler - Länggasse hat gezeigt, dass längerfristig ein Tram Länggasse nötig ist. Die Verkehrsentwicklung wird gegenwärtig mit einem Monitoring erfasst, so dass genaue Grundlagen zur Entwicklung im Quartier vorliegen.
8257	Quartierkommission Bümpliz-Bethlehem QBB 3018 Bern	Proposition / Remarque Verschiebung Haltestelle Stöckacker (Europaplatz Nord): Die QBB steht der Verschiebung der Haltestelle Stöckacker zum Europaplatz nicht grundsätzlich ablehnend gegenüber. Aus der Quartierperspektive gibt es jedoch zwei Voraussetzungen, welche erfüllt sein müssen: 1. Die Stadt Bern muss sicherstellen, dass die Unterführung bei der heutigen Haltestelle zeitgleich mit dem Rückbau der Haltestelle qualitativ aufgewertet wird. Es ist eine hochwertige Verbindung für den Velo- und Fussverkehr zu erstellen, welche auch den Kriterien der Schulsicherheit genügt. 2. Die neue Haltestelle darf nicht zulasten der Aufenthalts- und Raumqualität sowie der Fläche	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Die Hinweise für die konkrete Umsetzung des Vorhabens werden zur Kenntnis genommen.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		des Freibad Weyermannshaus erfolgen. Deshalb sind die Flächen des Freibads für die QBB nicht verhandelbar. Namentlich ist auf folgende Punkte zu achten: a) Die Sportwiese darf nicht durch Zugänge und Wege beeinträchtigt bzw. verkleinert werden. Die Sportwiese kann schlecht verschoben werden, da der heutige Standort die einzige ebene Fläche des Freibadparks ist. b) Die Böschung und der Baumbestand sind als raumfassende Elemente zu erhalten. Um sich in einem Freibad wohlfühlen zu können, braucht es eine gewisse Abgrenzung zu angrenzenden Nutzungen, insbesondere zu Infrastrukturen wie einem Bahnhof oder fahrenden Zügen. c) Die Liegewiese und die Aufenthaltsqualität für die Badegäste dürfen nicht durch den Bahnhof beeinträchtigt werden. Développement zu 1. Die Verbindung der Quartiere Stöckacker und Untermatt bei der heutigen BLS-Haltestelle ist elementar für beide Quartiere. Sie ist u.a. Schulweg für die Kinder aus der Untermatt ins Stöckackerschulhaus. zu 2. Das Weyerli ist ein wichtiger Freiraum für das Quartier und die gesamte Stadt Bern. Im Sommer sind die Liegeflächen bereits heute knapp. Mit den anstehenden Entwicklungen im ESP Ausserholligen, in Holligen und im Stöckacker wird sich diese Situation noch zuspitzen. Die hohe Aufenthaltsqualität und die besonderen Freibadanforderungen sind zu berücksichtigen.	
8557	Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Dieses wichtige Massnahmenblatt und deren Forderungen werden unterstützt. Namentlich werden die Qualitätssteigerung und der Ausbau des S-Bahn-Angebots im Öffentlichen Verkehr begrüsst. Jedoch sind bei sämtlichen Vorhaben und Projekten die Grundeigentümerinnen- und Eigentümer frühzeitig bei der Planung miteinzubeziehen. Eine weitere Tramachse in Bern über die Lorrainebrücke wird nur dann unterstützt, wenn der Wirtschaftsverkehr durch die Stadt Bern weiterhin gewährleistet werden kann. Développement -	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Die Hinweise zur Umsetzung betreffend Einbezug der Grundeigentümer wird zur Kenntnis genommen.
9443	BLS Netz AG 3001 Bern	Proposition / Remarque Ausbau Station Wankdorf Nord auf 4 Gleise: Hier müsste unseres Erachtens unbedingt aufgenommen werden, dass die vier Gleise bis Löchligut vorzusehen sind und nicht nur in der Haltestelle selbst. Diese fehlende Massnahme stellt heute einen bedeutenden Engpass im Zulauf zum Knoten Bern dar, was bei der Planung des Ausbaus Schritts STEP 2035 zwar erkannt, dessen Beseitigung jedoch vom Bund aus übergeordneten Gründen dann nicht berücksichtigt wurde. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Vorhaben "Ausbau Station Wankdorf Nord auf 4 Gleise" wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit nicht Bestandteil der Mitwirkung. Der Anpassungsvorschlag wird im Rahmen des Richtplancontrollings '22 geprüft.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
9391	BLS Netz AG 3001 Bern	Proposition / Remarque Die Doppelspur Burgdorf–Kirchberg–Alchenflüh soll nicht aus dem Richtplan gestrichen werden. Développement Es ist zwar richtig, dass diese Doppelspur im STEP-Ausbau schritt 2035 nicht realisiert wird. Wir sind aber überzeugt, dass die Raumfreihaltung für diesen Abschnitt langfristig trotzdem richtig ist und behördenverbindlich festgehalten bleiben soll – und zwar aus folgenden Gründen: • Als Zufahrt zu einem grösseren Bahn-umsteigeknoten, in dem sich mehrere Züge begegnen, ist ein doppelspurige Anschlussstrecke zur Abwicklung des Gegenverkehrs hilfreich oder u.U. sogar zwingend. Wenn man nämlich das geplante Angebotskonzept für den Ausbau schritt 2035 zwischen Solothurn und Burgdorf zu einem ¼-h-Takt verdichtet, führt das zu neuen Zugsbegegnungen unmittelbar vor dem Knoten Burgdorf. Ein Szenario, das auf lange Sicht nicht unrealistisch scheint und auf eben diese Doppelspur angewiesen sein könnte. • Im Rahmen des Strassenprojektes Verkehrssanierung Burgdorf–Oberburg–Hasle haben wir darauf hingewirkt, dass die neue Strassenunterführung Buchmatt bereits auf die Breite einer Bahndoppelspur ausgelegt wird. Die Aufwärtskompatibilität zur Doppelspur haben wir gegenüber dem OIK und dem Stadtpräsidenten immer als zweckmässig deklariert. Es wäre daher ein falsches Zeichen, wenn die Doppelspur im Richtplan gestrichen würde. • Die Stadt Burgdorf sieht im Raum Buchmatt einen Stadtentwicklungsschwerpunkt und hat auch schon an entsprechenden Masterplänen gearbeitet. In den Überlegungen zu dieser Entwicklung ist aus unserer Sicht auch der Raum für eine Doppelspur zu berücksichtigen. Und daher macht es Sinn, diesen Raum behördenverbindlich im Richtplan zu sichern. Auch im Masterplan der SBB zur Entwicklung des Knotens Burgdorf ist die Doppelspur berücksichtigt	Appréciation Berücksichtigt Remarque Das Vorhaben wird aufgrund der langfristigen Raumreservierung / Interessenbekundung seitens Bahn nicht aus dem Richtplan gestrichen. Der Koordinationsstand wird jedoch aufgrund des wegfallenden Umsetzungsprojektes auf eine Vororientierung geändert.
9442	BLS Netz AG 3001 Bern	Proposition / Remarque Doppelspur Liebfeld - Köniz: Warum ist der Doppelspurausbau nach Köniz zweigeteilt, vom Fischermätteli bis Liebfeld als «Vororientierung» deklariert und nur ab Liebfeld bis Köniz als «Festsetzung»? Aus unserer Sicht könnte ein Problem entstehen, wenn die Doppelspur dann schon ab den Vidmarhallen und nicht erst ab Liebfeld projektiert werden soll. Développement -	Appréciation Berücksichtigt Remarque Der Hinweis ist korrekt. Die Abschnitte wurden im Rahmen der Beschlüsse zum STEP Ausbau schritt 2035 angepasst. Die beiden Vorhaben werden umbenannt in "Doppelspur Vidmarhalle - Liebfeld - Köniz" und "Doppelspur Fischermätteli - Vidmarhalle". Die Koordinationsstände werden beibehalten.
6182	Balint Gergey	Proposition / Remarque Da aus dem südlichen Vorstadtgebiet das Zentrum per ÖV nur eher schwer erreichbar ist, stelle ich eine Frage. Die BLS-Haltestelle Gwatt ist seit Jahren nicht in Betrieb. Eine erneute Inbetriebsetzung könnte das Stadtzentrum leichter erreichbar machen. Développement Meine Frage: Ist das denkbar und wäre es auch verwirklichtbar?	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Frage der Verlängerung von S-Bahnen nach Gwatt wird im Rahmen Planung S-Bahn 2040 geprüft. Je nach Ergebnis kann das Anliegen in einem zukünftigen Richtplancontrolling aufgenommen werden.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
Mesure B_08 : Mettre en œuvre les prescriptions relatives à la protection contre le bruit du trafic routier			
7455	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque Nous saluons le fait que les mesures de protection contre le bruit à la source (réduction de vitesse, revêtements silencieux) soient désormais considérées comme étant les mesures prioritaires de lutte contre le bruit. Développement Cette réorientation va dans le bon sens avec une amélioration de la qualité de vie et de la sécurité.	Appréciation Prise de connaissance
7787	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Verschiedenen Gemeinden der RKBK ist es ein wichtiges Anliegen, die Umsetzung von Massnahmen zum Lärmschutz im Strassen- und Schienenverkehr weiter voranzutreiben. Gerne erarbeiten wir in Kooperation mit der kantonalen Fachstelle die entsprechenden Grundlagen. Es wird verwiesen auf die vorgesehenen Studien der RKBK gemäss RGSK 2021 / AP 4, BM.MIV-Ü.1.4 (Studie Mitfinanzierung von Lärmschutzmassnahmen) und MIV-Ü.1.1 (Überdeckung Autobahnen). Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Wir nehmen zur Kenntnis, dass es verschiedenen Gemeinden der RKBK ein wichtiges Anliegen ist, die Umsetzung von Massnahmen zum Lärmschutz im Strassen- und Schienenverkehr weiter voranzutreiben. Wir haben ebenfalls zur Kenntnis genommen, dass die Massnahme BM.MIV-Ü.1.4 (Studie Mitfinanzierung von Lärmschutzmassnahmen) unterdessen nicht mehr im RGSK 2021 / AP 4 enthalten ist. Dies scheint uns sinnvoll. Unser Vorprüfungsbericht hat anscheinend Klärung gebracht. Die Massnahme MIV-Ü.1.1 (Überdeckung Autobahnen) begrüßen wir sehr. Dafür ist eine Abstimmung mit dem ASTRA notwendig.
8328	Gemeinderat Langenthal 4900 Langenthal	Proposition / Remarque Die Umsetzung des Lärmschutzprogramms Gemeindestrassen Langenthal ist abgeschlossen. Der Lärmschutz bleibt aber auch auf kommunaler Ebene eine Daueraufgabe. Die Richtplananpassung hat keine materiellen oder finanziellen Auswirkungen auf die Stadt Langenthal und wird entsprechend zur Kenntnis genommen. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8476, 8477, 9543, 9542	(1) Gemeindeverwaltung Reutigen 3647 Reutigen (2) Interessengemeinschaft (IG) ländlicher Raum 3800 Unterseen (3) Gemeinde Lauterbrunnen Bauverwaltung 3822 Lauterbrunnen (4) Gemeinde Oberlangenegg 3616 Schwarzenegg	Proposition / Remarque Der Satz: „Quellenseitige Lärmschutz-Massnahmen wie z. B. der Einbau von lärmarmen Strassenbelägen und eine Senkung der Höchstgeschwindigkeit sind zu prüfen und in denjenigen Fällen anzuwenden, wo sie technisch und betrieblich möglich sowie wirtschaftlich tragbar, zweck- und verhältnismässig sind“ ist beizubehalten. Développement Neu ist folgender Satz vorgesehen: „Quellenseitige Lärmschutz-Massnahmen wie z. B. der Einbau von lärmarmen Strassenbelägen und eine Senkung der Höchstgeschwindigkeit werden prioritär geprüft und realisiert.“ Die bisherige Formulierung überzeugt nach Auffassung der Gemeinde Reutigen eher. Dass Geschwindigkeitsreduktionen neu pauschal „prioritär“ geprüft und realisiert werden, statt dass wie bisher die	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die geänderte Formulierung "prioritär geprüft" bedeutet, dass für Geschwindigkeitsreduktionen eine ausführliche Abklärung anhand des BAFU-Schemas Verhältnismässigkeitsprüfung (siehe https://tinyurl.com/t2nukwe6) gemacht wird. Dies bedeutet, dass Geschwindigkeitsreduktionen weiterhin nur umgesetzt werden, wenn sie technisch und betrieblich möglich, sowie wirtschaftlich tragbar, zweck- und verhältnismässig sind. Die verständliche Formulierung im Richtplan wurde vereinfacht, es wird aber weiterhin jeder Einzelfall ausführlich geprüft. "Prioritär" bezieht sich auf die Priorisierung gemäss Umweltschutzgesetz Art. 11 und Lärmschutzverordnung Art. 13, wonach Massnahmen an der Quelle Priorität haben vor Massnahmen auf dem Ausbreitungsweg.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Verhältnismässigkeitsprüfung zentrale Bedeutung hatte, leuchtet nicht ein.	
6894	BDP Kanton Bern 3000 Bern 6	Proposition / Remarque B_08 Die rasch zunehmende Elektromobilität auch im Lärmschutz berücksichtigen. Développement Die Elektromobilität verursacht deutlich weniger Lärm. Das sollte bei den zukünftigen Sanierungen mit einbezogen werden. Teure Nachsanierungen sind mit Zurückhaltung anzugehen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Elektromobilität wird in Zukunft in der MIV-Zusammensetzung, welche der Lärmberechnung zu Grunde liegt, berücksichtigt werden. Elektrofahrzeuge sind bei sehr tiefen Geschwindigkeiten deutlich leiser. Bei höheren Geschwindigkeiten (ca. ab 30 - 50 Km/h) jedoch überwiegt auch bei Elektrofahrzeugen das Rollgeräusch. Elektrofahrzeuge sind deshalb bei höheren Geschwindigkeiten praktisch gleich laut wie Benzin-/Diesel-Fahrzeuge. Durch zunehmende Elektromobilität wird also die Lärmbelastung leider kaum gesenkt.
6931	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Abschnitte mit grosser Lärmbelastung sollen möglichst umgehend saniert werden. Développement Es ist sinnvoll, mit den Sanierungen bei den Abschnitten mit den grössten Lärmbelastungen zu beginnen und diese entsprechend auszuweisen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Dieser Input ist richtig. Die Erst-Sanierung ist nahezu vollständig abgeschlossen. In der Erstsanierung wurden zuerst die stark belasteten Abschnitte saniert. Die Nachsanierungen priorisieren wir gleichermassen: Zuerst werden die Abschnitte mit hohen Grenzwertüberschreitungen und vielen betroffenen Personen nachsaniert.
7401	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Auf folgende Streichung bei den Massnahmen ist zu verzichten: - Erschliessung von weiteren finanziellen Mitteln zur Beschleunigung der verzögerten Lärmsanierungen Développement Die übermässige Lärmbelastung ist auch auf völlig unnötige Lärmquellen zurückzuführen: Fahrzeuge mit lauten Motoren (insbesondere getunte Personenwagen, aber auch schlechte Lärm-Typenprüfwerte gemäss Autoumweltliste) und Reifen mit grossen Rollgeräuschen (schlechte Kategorien auf der europaweit gültigen Reifenetikette). Mit einer gezielt erhöhten Besteuerung dieser Faktoren (gemäss Vornehmlassung der GRÜNEN Kanton Bern zur Revision der Motorfahrzeugsteuern) könnte unnötiger Lärm an der Quelle bekämpft werden – und zugleich könnten finanzielle Mittel generiert werden für die Beschleunigung der verzögerten Lärmsanierungen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Dieser Satz bezog sich auf die Sparmassnahmen von 2012/2013. Die Streichung dieses Satzes bedeutet nicht, dass weniger finanzielle Mittel beantragt werden. Er passt jedoch in dieser Form nicht mehr in den Kontext. Tatsächlich werden weitere finanzielle Mittel beim BAFU beantragt (Weiterführung nach der 3. Programmvereinbarung). Dies ist mit folgendem Satz im Richtplan enthalten: "Der Kanton setzt sich beim Bund für eine Anschlussmitfinanzierung nach Auslaufen der 3. Programmvereinbarung ab 2022 ein." Kantonsintern laufen die Lärmschutzkosten nicht mehr separat über einen Rahmenkredit Lärmschutz sondern über den Investitionsrahmenkredit.
6930	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Folgende Streichung soll rückgängig gemacht werden: "Er setzt sich gegen eine weitere zeitliche Verzögerung des gesetzlichen Sanierungsauftrags ein". Développement Die Lärmbelastung hat mit der steigenden Verkehrsbelastung in den vergangenen Jahren zugenommen. Deshalb darf es nicht zu weiteren	Appréciation Berücksichtigt Remarque Den Satz können wir aufgrund Ihres Inputs so stehen lassen anstatt ihn zu streichen. Dies obschon er sich ursprünglich auf die Sparmassnahmen von 2012/2013 bezog. Er passt jedoch inhaltlich auch zur aktuellen Situation.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Verzögerungen kommen bei der Sanierung von lärmbelasteten Strassenabschnitten.	
6932	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Verhältnismässige Sanierungsmassnahmen sind zu definieren. Développement Ohne Definition der Verhältnismässigkeit bleibt ein zu grosser Spielraum bei der Auslegung.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Verhältnismässigkeit wird in der LSV Art. 13 (technisch und betrieblich möglich sowie wirtschaftlich tragbar) sowie vom BAFU (Leitfaden Strassenlärm, Schema Verhältnismässigkeit für die Herabsetzung der Höchstgeschwindigkeit, etc.) definiert. Eine Definition auf Stufe Richtplan ist deshalb nicht nötig.
7018	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Einverstanden Développement Die SP Kanton Bern bevorzugt klar Lösungen des Verkehrsmanagements, - also konsequente Lösungen an der Lärmquelle -. Namentlich ist die Massnahme «Temporeduktion» prioritär zu behandeln, was im Massnahmenblatt zu Recht so vermerkt ist (Rückseite). Es gibt zahlreiche Beispiele aus Gemeinden, bei denen mit Temporeduktionen die Lärmüberschreitungen behoben und teure Sanierungsmassnahmen an den Strassen und an Gebäuden verhindert werden konnten. Temporeduktionen weisen im Übrigen gerade in Wohngegenden auch Vorteile im Bereich Verkehrssicherheit auf und werten die lärmbeeinträchtigten Liegenschaften auf und haben keine negativen Folgen für das Ortsbild.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8531	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Wir unterstützen insbesondere, dass der Kanton sich beim Bund für eine Anschlussmitfinanzierung nach Auslaufen der 3. Programmvereinbarung ab 2022 einsetzt. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7473	Gewerbeverband Berner KMU 3401 Burgdorf	Proposition / Remarque Bei der Planung und Ausführung von Nachsanierungen ist immer die den örtlichen Verhältnissen am besten entsprechende und realisierbare Lösung zu treffen, d.h. streichen von «mit Schwerpunkt auf quellenseitigen Massnahmen (lärmarme Beläge und Temporeduktionen)». Développement Bei jedem Sanierungsobjekt und an jedem zu sanierenden Standort sind stets alle möglichen Sanierungsmassnahmen zu evaluieren und zu jeder Massnahme eine Verhältnismässigkeitsprüfung anzustellen. Eine prioritäre Prüfung «quellenseitiger Lärmschutz-Massnahmen» oder gar eine Realisierung ohne Prüfung weiterer Möglichkeiten ist im Rahmen der Verfahrensgrundsätze für staatliches Handeln nicht statthaft. Ein genereller Verweis auf «mehrere Gerichtsentscheide» ist unzulässig, denn auch die Gerichte prüfen jeden Einzelfall individuell. Angeschlossene Teilnehmer/innen:	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Bei der Planung von Lärmsanierungen wird immer den örtlichen Verhältnissen Beachtung geschenkt. Die Priorisierung der Massnahmen ist im Umweltschutzgesetz USG (Art. 11) und der Lärmschutzverordnung LSV (Art. 13) vorgegeben. 1. Priorität haben quellenseitige Massnahmen. Dies wurde durch die Gerichtsentscheide bekräftigt, war jedoch bereits vorher in USG und LSV so festgehalten.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		FDP. Die Liberalen Kanton Bern, 3011 Bern	
7521	VCS Sektion Bern 3011 Bern	Proposition / Remarque Der Satz "Können die Immissionen bei Gebäuden mit Wohnnutzung trotz Massnahmen nicht unter 68 Dezibel (tags) bzw. 58 Dezibel (nachts) gesenkt werden, hat der Eigentümer gemäss Regierungsratsbeschluss Nr. 1207 vom 27. Mai 1998 Anrecht auf Schallschutzmassnahmen am Gebäude." sei zu präzisieren. Développement Diese Bestimmung ist unklar fomuliert. So bleibt offen, auf welche Empfindlichkeitsstufe sie sich bezieht, und ob bestehende oder neue ortsgebundene Anlagen betroffen sind. Dies ist bedeutsam, weil gemäss LSV für neue ortsgebundene Anlagen der Immissionsgrenzwert (IGW) relevant ist, für bestehende ortsgebundene Anlagen jedoch der höhere Alarmwert (AL). Die vorgeschlagenen dB-Werte führen nun in einem Fall zu einer leichten Verschärfung der LSV, im anderen Fall zu einer Aufweichung. Eine Lockerung der Bestimmungen der LSV per Richtplan lehnen wir nicht nur inhaltlich ab, sondern halten sie auch für juristisch nicht haltbar. Wir beantragen, eine Formulierung zu wählen, die in jedem Fall zu einem besseren Lärmschutz führt, als es die LSV vorsieht. Von der LSV abweichende Bestimmungen dürfen nicht auf Kosten der Gesundheit der lärmgeplagten Bevölkerung gehen.	Appréciation Berücksichtigt Remarque Vielen Dank für den Hinweis. Wir werden die Formulierung präzisieren: "Können im Rahmen von Lärmsanierungen die Immissionen" Die Grenze von 68/58 dBA gilt unabhängig der Empfindlichkeitsstufe ES. Es werden bei der Finanzierung von Schallschutzmassnahmen also alle gleich behandelt. Wie Sie korrekterweise schreiben, ist für Lärmsanierungen, also bestehende ortsgebundene Anlagen, die Finanzierung von Schallschutzmassnahmen erst ab dem Alarmwert Pflicht. Die Schallschutzmassnahmen-Regelung des Kantons Bern ist somit keine Lockerung der Bestimmungen der LSV, sondern geht über die Mindestanforderungen der LSV hinaus. Bei Neuanlagen und Wesentlicher Änderung werden Schallschutzmassnahmen ab Überschreitung des Immissionsgrenzwertes finanziert, wie es in der LSV vorgeschrieben ist.
7111	VCS Sektion Bern 3011 Bern	Proposition / Remarque Die Sätze "Er setzt sich gegen eine weitere zeitliche Verzögerung des gesetzlichen Sanierungsauftrags ein." und "Erschliessung von weiteren finanziellen Mitteln zur Beschleunigung der verzögerten Lärmsanierungen." seien nicht zu streichen. Développement Auch wenn Lärmschutz eine Daueraufgabe sein sollte, müssen trotzdem wenigstens die gesetzlich vorgeschriebenen Erstsanierungen zeitnah erledigt werden. Dass die Frist im Jahr 2018 verpasst wurde, ist unrühmlich und deutet auf ein klares Vollzugsdefizit im Kanton Bern hin. Umso mehr ist jetzt rasches Handeln angesagt. Für uns entsteht der Eindruck, dass sich der Kanton Bern mehr Sorgen um Bundesbeiträge als um die Gesundheit der Bevölkerung macht. Nur weil der Bund auch nach Ablauf der Sanierungsfrist 2018 weiterhin Beiträge bezahlt, ist nicht auf die Erschliessung von weiteren finanziellen Mitteln zur Beschleunigung der verzögerten Lärmsanierungen zu verzichten.	Appréciation Berücksichtigt Remarque 2. Satz ("Erschliessung von weiteren finanziellen Mitteln zur Beschleunigung der verzögerten Lärmsanierungen") (analog Eingabe 7401): Dieser Satz bezog sich auf die Sparmassnahmen von 2012/2013. Die Streichung dieses Satzes bedeutet nicht, dass weniger finanzielle Mittel beantragt werden. Er passt jedoch in dieser Form nicht mehr in den Kontext. Tatsächlich werden weitere Finanzielle Mittel beim BAFU beantragt (Weiterführung nach der 3. Programmvereinbarung). Dies ist mit folgendem Satz im Richtplan enthalten: "Der Kanton setzt sich beim Bund für eine Anschlussmitfinanzierung nach Auslaufen der 3. Programmvereinbarung ab 2023 ein." Kantonsintern laufen die Lärmschutzkosten nicht mehr separat über einen Rahmenkredit Lärmschutz sondern über den Investitionsrahmenkredit. Den 1. Satz ("Er setzt sich gegen eine weitere zeitliche Verzögerung des gesetzlichen Sanierungsauftrags ein.") können wir aufgrund Ihres Inputs so stehen lassen anstatt ihn zu streichen. Dies obschon er sich ursprünglich ebenfalls auf die Sparmassnahmen von 2012/2013 bezog. Er passt jedoch inhaltlich auch zur aktuellen Situation.
7522	VCS Sektion Bern	Proposition / Remarque	Appréciation

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	3011 Bern	Wir begrüßen, dass quellenseitige Massnahmen priorität angewendet werden sollen. Développement Massnahmen an der Quelle sind effizienter und kostengünstiger als Massnahmen im Ausbreitungsweg. Dies trifft insbesondere auf Temporeduktionen zu.	Zur Kenntnis genommen
8558	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Der VBBG befürwortet die Anpassungen und Ergänzungen dieser Massnahme. Lärm verursacht hohe externe Kosten. Wie das BAFU festhält, verlieren Liegenschaften in Wohngebieten mit übermässigem Lärm an Wert. Die Mieteinnahmen bleiben tiefer als anderswo. Wir begrüßen deshalb ausdrücklich, dass gemäss RRB Nr. 1207 Eigentümer weiterhin Anspruch auf Schallschutzmassnahmen an Gebäuden haben. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
Mesure C_02 : Classification des communes selon les types d'espace décrits dans le projet de territoire du canton de Berne			
7456	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque La commune de Plateau de Diesse doit figurer comme espace rural à proximité d'un centre urbain. Développement La commune de Plateau de Diesse, qui compte plus de 2'000 habitants, figure dans le type d'espace régions de collines et de montagne. Selon la commune et la région, la proximité avec l'agglomération de Bienne et l'essor démographique de la commune parlent en faveur d'une inscription en tant qu'espaces ruraux à proximité d'un centre urbain.	Appréciation Elément ne faisant pas l'objet des adaptations Remarque Il n'est pas possible de faire passer une commune d'un type d'espace à un autre dans le cadre de la procédure de participation. La démarche adéquate à cet égard est décrite dans la fiche de mesure C_02.
5847	Gemeinde Hindelbank 3324 Hindelbank	Proposition / Remarque Der Gemeinderat Hindelbank beantragt, bei der laufenden Mitwirkung zu den Richtplananpassungen eine Einstufung der Gemeinde Hindelbank in den Raumtyp „Agglomerationsgürtel und Entwicklungsachsen“. Développement Die Gemeinde Hindelbank ist zur Zeit im Raumtyp „Zentrumsnahe ländliche Gebiete“ eingereiht. Seit 2018 ist Hindelbank jedoch eine Agglomerationsgemeinde der Agglo Bern. Hindelbank ist jedoch der Einfachheit halber dem Agglomerationsprogramm von Burgdorf zugeordnet, da hier die Koordination mit den Gemeinden aufgrund der Zugehörigkeit zum Verwaltungskreis und somit auch der Regionalkonferenz Emmental einfacher ist. Zudem sind die umliegenden Gemeinden alle ebenfalls im Raumtyp „Agglomerationsgürtel und Entwicklungsachsen“ zu finden.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Eine Neuzuteilung einer Gemeinde zu einem anderen Raumtyp kann nicht im Rahmen der Mitwirkung zum Richtplan erfolgen. Das Vorgehen ist in der Massnahme C_02 vorgegeben.
8445, 8468, 8488,	(1) Gemeinde Hasliberg	Proposition / Remarque	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
8507, 9563, 8444	6085 Hasliberg Goldern (2) Gemeinde Meiringen 3860 Meiringen (3) Gemeinde St. Stephan 3772 St. Stephan (4) Gemeinde Grindelwald 3818 Grindelwald (5) Einwohnergemeinde Erlenbach 3762 Erlenbach (6) Gemeinde Diemtigen 3753 Oey	(1) Die Gemeinde Hasliberg verlangt, dass für den Raumtyp „Zentrumsnahe ländliche Gebiet Hügel und Berggebiet“ ein tieferer RM/ha festgelegt wird. (2) Die Gemeinde Meiringen verlangt, dass für Tourismuszentren ein tieferer RM/ha festgelegt wird. (3), (4), (5), (6) Der Gemeinden St. Stephan, Grindelwald, Erlenbach und Diemtigen verlangen, dass die betroffenen Oberländer Gemeinden entweder dem Raumtyp «Zentrumsnahe ländliche Gebiete» zugeordnet, oder für Tourismuszentren ein tieferer RM/ha festgelegt wird. Développement (1) Die Gemeinde Hasliberg wird im Massnahmenblatt C_02 dem Raumtyp «Zentrumsnahe ländliche Gebiet Hügel und Berggebiet» zugeordnet und zudem mit Intensiv touristisch genutzten Gebieten bezeichnet. Für diese Gemeinden gilt grundsätzlich ein Richtwert von 39 Raumnutzern je Hektare (RN/ha). Die Gemeinde Hasliberg unterschreitet mit 35 RN/ha den Richtwert von 39 RN/ha gemäss kantonalem Richtplan 2030. (2), (3), (4), (5), (6) (Développement zum Teil leicht unterschiedlich): Verschiedene Oberländer Gemeinden werden dem Raumtyp «Agglomerationsgürtel und Entwicklungsachsen inklusive Zentren 4. Stufe und Tourismuszentren» zugeordnet. Für all diese Gemeinden gilt grundsätzlich ein Richtwert von 53 Raumnutzern je Hektare (RN/ha). Eine Verdichtung wie in Wohlen oder Uetendorf würde das Land- und Ortsbild der Oberländer Gemeinden nachhaltig verändern und wäre mit den Interessen des Orts- und Landschaftsbildschutzes nicht vereinbar. Eine solche Entwicklung wird im Oberland in keiner Art und Weise gewünscht und angestrebt. Grösser und höher ist keine Option. Es ist zudem zu beachten, dass das Wohnen in Berg- und Hügelgebieten mit vielen Einschränkungen hinsichtlich Erschliessung, Infrastruktur, Arbeitsweg und Pflege der sozialen Kontakte verbunden ist. Dafür geniesst man Ruhe, Platz und die Nähe zur Natur. Das Konzept mit der inneren Verdichtung funktioniert in Berg- und Landregionen anders als in Städten und Agglomerationsgemeinden. Die Oberländer Gemeinden wollen ihr wunderschönes Orts- und Landschaftsbild bewahren, sich aber trotzdem noch entwickeln können. Dies wird aber mit den restriktiven Vorgaben des Kantons verunmöglicht. Dies hat zur Folge, dass wir im Berner Oberland vermehrt Bilder antreffen werden, wie wir sie aus Davos, St. Moritz, Zermatt u.dgl. kennen. Dies kann wohl nicht das Ziel sein.	Remarque Die Massnahmenblätter A_01 (Wohnbaulandbedarf) und C_02 (Raumtypen) sind nicht Gegenstand der Anpassungen. Eine Neuzuteilung einer Gemeinde zu einem anderen Raumtyp kann nicht im Rahmen der Mitwirkung zum Richtplan erfolgen. Das Vorgehen ist in der Massnahme C_02 vorgegeben.
8329	Gemeinderat Langenthal 4900 Langenthal	Proposition / Remarque Die Neuaufnahme des Ortsteils Bützberg (Gemeinde Thunstetten) in den Raumtyp Agglomerationsgürtel ist richtig und entspricht dem AP4 Langenthal und RGSK21 Oberaargau. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
4823	Commune municipale d'Orvin 2534 Orvin	Proposition / Remarque La commune d'Orvin est toujours classée comme commune de "Collines et de montagne". Nous souhaitons que cette classification soit modifiée pour que la commune d'Orvin soit classée comme "Espaces ruraux à proximité d'un centre urbain". Développement La Commune d'Orvin est à quelques kilomètres de la ville de Bienne et nous ne trouvons pas logique de classer la commune de Sauge dans la catégorie "espaces ruraux" alors que nous sommes tout aussi proche de la ville que la commune de Sauge. Beaucoup de citoyens habitent à Orvin mais travaillent en ville de Bienne (zone industrielle de Boujean) qui se situe à 5 minutes en voiture.	Appréciation Elément ne faisant pas l'objet des adaptations Remarque Il n'est pas possible de faire passer une commune d'un type d'espace à un autre dans le cadre de la procédure de participation. La démarche adéquate à cet égard est décrite dans la fiche de mesure C_02.
7477	Commune de Petit-Val 2748 Souboz	Proposition / Remarque La fiche C02 classe toutes les communes dans une des 4 catégories de types d'espaces décrits dans le projet de territoire du canton de Berne. Petit-Val figure dans la dernière intitulée "Régions de collines et de montagne : cadre de vie et espace économique à préserver". Ce descriptif, trompeur à notre avis, laisse penser que le maintien des structures économiques et de la stabilité de la population doivent être privilégiés. Sachant que ce document est contraignant pour l'OACOT lorsqu'il doit prendre des décisions concernant des demandes de permis de construire, nous avons le sentiment que tous les refus en matière de transformation d'immeubles ou de développements de petites entreprises artisanales sont en partie la conséquence de l'attribution de notre commune à cette catégorie. En conséquence nous souhaitons que notre commune soit attribuée à la catégorie supérieure "Espaces ruraux à proximité d'un centre urbain: urbanisation concentrée". Développement La proximité de notre commune avec Moutier, Tavannes, Tramelan et Valbirse, toutes considérées comme centres urbains de 4ème catégorie justifie cette requête. En plus d'une plus grande souplesse en matière d'urbanisation, cela donnerait aussi d'autres perspectives à nos exploitations agricoles dans le sens d'une agriculture productive tout en préservant l'environnement en lieu et place d'une agriculture prioritairement vouée à la préservation de la biodiversité et du paysage.	Appréciation Elément ne faisant pas l'objet des adaptations Remarque Il n'est pas possible de faire passer une commune d'un type d'espace à un autre dans le cadre de la procédure de participation. La démarche adéquate à cet égard est décrite dans la fiche de mesure C_02.
8362	Commune de Plateau de Diesse 2515 Prêles	Proposition / Remarque La commune de Plateau de Diesse, bien que raccordée au réseau ferroviaire CH par l'actuel funiculaire et qui compte plus de 2000 habitants, figure dans le type d'espace régions de collines et de montagne. Selon la commune et la région, la proximité avec l'agglomération de Bienne et l'essor démographique de la commune parlent en faveur d'une inscription en tant qu'espaces ruraux à proximité d'un centre urbain. Développement	Appréciation Elément ne faisant pas l'objet des adaptations Remarque Il n'est pas possible de faire passer une commune d'un type d'espace à un autre dans le cadre de la procédure de participation. La démarche adéquate à cet égard est décrite dans la fiche de mesure C_02.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
-			
5133	Gemeinde Riggisberg 3132 Riggisberg	Proposition / Remarque 881 Rümliigen streichen oder markieren Développement Rümliigen (881) wird ab 1.1.2021 mit Riggisberg fusioniert. Durch eine hängige Beschwerde beim RSA ist der Fusionszeitpunkt noch offen. Ev. mit einem Stern markieren und vermerken.	Appréciation Berücksichtigt
6862	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Einverstanden Développement Keine Remarqueen	Appréciation Zur Kenntnis genommen
Mesure C_04 : Réaliser des pôles de développement cantonaux (PDE)			
7457	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque En coordination avec le contenu en cours de réactualisation de la CRTU, la région demande l'inscription en information préalable d'un pôle d'activité d'importance cantonale à Blanche-terre à Sonceboz. Développement Cf. Fiche de mesure concernée dans la CRTU.	Appréciation Elément ne faisant pas l'objet des adaptations Remarque L'inscription d'un nouveau PDE dans le plan directeur cantonal implique que la commune ou la région concernée adresse une proposition allant dans ce sens à la directrice de l'intérieur et de la justice.
7465	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque Débloquer le développement de pôles d'importance régionale (voire cantonale) en formulant clairement des conditions cantonales dans le plan directeur. Développement Le développement de pôles d'importance régionale (voire cantonale), notamment dans la Vallée de Tavannes, est bloqué car il manque des indications claires dans le plan directeur cantonal permettant de réaliser des pôles régionaux, ces conditions étant décrites dans d'autres cantons et mise en application avec succès. Cette demande est réitérée par la région depuis de nombreuses années maintenant.	Appréciation Elément ne faisant pas l'objet des adaptations Remarque Le mémento relatif à la gestion des zones d'activités dans le canton de Berne, disponible à l'adresse www.be.ch/zonesactivites , est précisément dédié à cette question.
7466	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque Intégrer la question des plans de mobilité dans cette Fiche de mesure. Développement Une lacune de cette Fiche de mesure nous semble être la question des plans de mobilité pour les pôles de développement, des conditions et moyens cantonaux doivent être définis pour améliorer fortement la situation dans certains PDE à venir ou existants, notamment celui des Champs de Boujean.	Appréciation Elément ne faisant pas l'objet des adaptations Remarque Les exigences en termes de desserte et de niveau de qualité qui doivent être respectées lors de l'inscription des PDE et des ZSA au titre de la coordination réglée sont précisées dans la fiche de mesure A_05.
8259	Entwicklungsraum Thun ERT 3600 Thun	Proposition / Remarque Aufnahme der Zentrumsentwicklung Spiez ins Programm der Entwicklungsschwerpunkte Dienstleistung (ESP-D). Développement Das Gebiet wird im RGSK TOW 2021 bzw. im AP Thun 4. Generation als Zwischenergebnis	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Damit ein neuer ESP in den kantonalen Richtplan aufgenommen werden kann, muss die betreffende Gemeinde oder Region einen Antrag an die Direktorin für Inneres und Justiz stellen.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		aufgeführt. Gleichzeitig wird der Eintrag in den kantonalen Richtplan beantragt. Die Gemeinde und die Region möchten zudem, dass eine Aufnahme ins ESP-Programm geprüft wird. Eine Testplanung zum Gebiet, das sich zwischen Bahnhof und Dorfzentrum befindet, wurde 2020 abgeschlossen. Aktuell läuft die Auswertung sowie die Klärung des weiteren Vorgehens.	
8330	Gemeinderat Langenthal 4900 Langenthal	Proposition / Remarque Die Neuaufnahme des SAZ Oberhard als Zwischenergebnis ist die einzige Neuaufnahme eines ESP im Kanton im Rahmen der vorliegenden Richtplananpassung. Dies unterstreicht die Bedeutung, welcher der Kanton dieser Neuaufnahme gibt. Sie entspricht dem AP4 Langenthal und dem RGSK21 Oberaargau und wird von der Stadt Langenthal begrüsst. Der Gemeinderat möchte jedoch darauf hinweisen, dass bis zum Koordinationsstand "Festsetzung" noch einige planerische und eigentumsrechtliche Hürden genommen werden müssen. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8354	Gemeinde Oberbipp 4538 Oberbipp	Proposition / Remarque SAZ Wiedlisbachermoos in Wiedlisbach: Als angrenzende Gemeinde erachten wir das Gebiet aufgrund der bevorzugten Lage in unmittelbarer Nähe des Autobahnanschlusses als ideal. Aus unserer Sicht muss das Gebiet auch in Zukunft im Auge behalten werden. Zumindest eine Teilentwicklung ist in Betracht zu ziehen. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Für eine Strategische Arbeitszone (SAZ) gilt eine Mindestgrösse von 10 ha. Die erwähnten Areale entsprechen somit nicht den Vorgaben und können nicht als SAZ im kantonalen Richtplan verankert werden. Eine Entwicklung der Teilgebiete kann gegebenenfalls unter den Voraussetzungen der Arbeitszonenbewirtschaftung stattfinden. Der Umgang mit Arbeitszonen ist im Merkblatt "Arbeitszonenbewirtschaftung" geregelt, einsehbar unter www.be.ch/arbeitszonen
8261	Gemeinde Ostermundigen 3072 Ostermundigen	Proposition / Remarque Die SAZ "Mösli" sei aus dem Kantonalen Richtplan zu entfernen. Développement Die Gemeinde Ostermundigen sieht in ihrer räumlichen Entwicklungsstrategie (RES,) im Gebiet „Mösli/Untere Zollgasse/Bolligenstrasse“ das dereinstige Realisieren einer sogenannten 3. Allmend vor. Das gleiche Gebiet ist im heutigen KRP als „Strategische Arbeits-zone“ (SAZ) bezeichnet. Link zur RES: https://tinyurl.com/y3qz342c Die Inhalte der kommunalen RES widersprechen also den Festlegungen im KRP. Wenn die Gemeinde Ostermundigen ihre Interessen, respektive die Inhalte der RES konsequent vertreten will, muss sie im laufenden Vernehmlassungsverfahren zum KRP vom Kanton fordern, die „SAZ Mösli“ auf dem KRP zu streichen. Mit den übrigen Anpassungen am Kantonalen Richtplan ist die Gemeinde Ostermundigen einverstanden.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Standort stellt weiterhin eine geeignete und attraktive Option zur Ansiedlung von Grossunternehmen in der Region Bern dar. Der Kanton hält weiterhin am Standort fest.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
8262	Gemeinde Seeb- berg 3365 Grasswil	Proposition / Remarque ESP/SAZ Langenthal-Thunstetten Oberhard-Wolfhusenfeld: Der Standort der Arbeitszone erscheint zwar in mehreren Punkten ideal und für die Region mit einer wirtschaftlichen Wertschöpfung verbunden. Das geschieht aber zu Ungunsten der prod. Landwirtschaft, die auf diese Kulturlandflächen angewiesen ist. Der Kanton muss seine Vorbildfunktion zum Erhalt des landwirtschaftlichen Kulturlandes und der Biodiversität wahrnehmen. In erster Priorität sollen Industriebrachen wieder nutzbar gemacht werden. Werden Kulturlandflächen beansprucht, ist auch seitens des Kantons ein gleichwertiger Ersatz bereitzustellen, wozu die Gemeinden mit Raumplanungs- und Baugesetzgebung bei kommunalen Planungen längst verpflichtet sind. Der gleichwertige Ersatz soll regional, aber nur in Zustimmung betroffener Gemeinden sowie Grundeigentümerinnen und Grundeigentümern erfolgen dürfen. Damit ist gewährleistet, dass regionale Bedürfnisse aufeinander abgestimmt sind. Der Gemeinderat beantragt, die Neueinzonung basierend auf vorerwähnten Gründen nochmals zu überprüfen. Développement Der Gemeinderat beobachtet die räumliche Entwicklung in der näheren Umgebung aufmerksam und interessiert. Gestützt auf Vorgaben von Bund und Kanton, was die SEIN sowie den schonenden Umgang mit Boden angeht, erstaunt die Festlegung des neuen ESP-Standorts Langenthal-Thunstetten-Oberhard-Wolfhusenfeld. Dieser vermag in mehreren Aspekten zu überzeugen, es werden jedoch ca. 14 ha an FFF geopfert. Der Kanton hat hier seine Vorbildfunktion zu wahren und analog der Gemeinden bei der Bestimmung von ESP-Standorten ebenfalls gleichwertige Ersatzflächen an FFF zu fordern, damit das wertvollste Kulturland für die produzierende Landwirtschaft in der Schweiz erhalten bleibt. Ist das nicht möglich, sind alternative Standorte zu prüfen. Es gibt in der Schweiz über 350 ehemalige Industrie-Areale mit ca. 1'800 Hektaren Fläche. In erster Priorität sind diese Areale nutzbar zu machen und nicht zusätzlicher wert-voller Boden zu beanspruchen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Für die Beanspruchung von Kulturland gelten hohe Vorgaben an die Erschliessung, Nutzungsdichte, Anordnung der Bauten und der flächensparenden Nutzung. Mit der Festlegung einer SAZ wird ein wichtiges kantonales Ziel verfolgt, welches die Voraussetzungen für eine Beanspruchung der FFF erfüllt. Eine Kompensationspflicht besteht gemäss Baugesetzgebung nicht, sofern die SAZ im kantonalen Richtplan festgesetzt ist. Der abgetragene Boden muss aber möglichst vollständig in der Landwirtschaft für Aufwertungen und Rekultivierungen verwendet werden. Eine SAZ muss nebst einer Grösse ab 10 Hektaren auch eine rasche Verfügbarkeit und Bebaubarkeit aufweisen. Industriebrachen entsprechen nur in seltenen Fällen diesen Grundvoraussetzungen.
8263	Gemeinde Wangen an der Aare 3380 Wangen an der Aare	Proposition / Remarque Der Gemeinderat Wangen a/A beantragt, dass die Parzellen, welche im Perimeter SAZ Wiedlisbachmoos liegen und sich nicht im Eigentum der armasuisse befinden, als Arbeitsplatzzone im Richtplan in geeigneter Form vorgesehen und festgehalten werden. Développement Der Gemeinderat kann die Einschätzung bezüglich der Situation um die SAZ Wiedlisbach Wiedlisbachmoos nachvollziehen. Allerdings befinden sich nicht alle Parzellen im Eigentum des Bundes. Unabhängig dieser Flächen besteht weiterhin ein Interesse an der Schaffung von Arbeitsplätzen im Wiedlisbachmoos. Die Vorzüge des Landes bestehen unabhängig der	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Für eine Strategische Arbeitszone (SAZ) gilt eine Mindestgrösse von 10 ha. Die erwähnten Areale entsprechen somit nicht den Vorgaben und können nicht als SAZ im kantonalen Richtplan verankert werden. Von einer Aufnahme dieser Flächen wird deshalb abgesehen. Eine Entwicklung der Teilgebiete kann gegebenenfalls unter den Voraussetzungen der Arbeitszonenbewirtschaftung stattfinden. Der Umgang mit Arbeitszonen ist im Merkblatt "Arbeitszonenbewirtschaftung" geregelt, einsehbar unter www.be.ch/arbeitszonen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Fläche (geografische Lage, Erschliessungsstand, Nähe zur Autobahn). Die Gemeinde Wangen a/A ist sowohl Mitglied in der IG Moos, welche dieses Ziel verfolgt wie auch Eigentümerin mehrerer Landparzellen im Perimeter der SAZ Wiedlisbach.	
7214	Einwohnergemeinde Wiedlisbach 4537 Wiedlisbach	Proposition / Remarque Aktiv bewirtschaftete ESP/SAZ-Standorte: Nr. 25 nicht streichen Développement Der Gemeinderat Wiedlisbach kann die Einschätzung des Kantons bezüglich der Situation um die SAZ Wiedlisbachmoos nachvollziehen. Es gilt jedoch festzuhalten, dass nicht alle Parzellen im Wiedlisbachmoos im Eigentum des Bundes sind, sondern teilweise der Gemeinde Wangen an der Aare gehören. Die Gemeinde Wiedlisbach ist gemeinsam mit der Gemeinde Wangen an der Aare Mitglied in der IG Moos. Aufgrund der bestehenden Vorzüge des Areals (geografische Lage, Erschliessungsstand, Nähe zur Autobahn) hat die IG Moos weiterhin ein Interesse an der Schaffung von Arbeitsplätzen im Wiedlisbachmoos. Der Gemeinderat Wiedlisbach beantragt deshalb, dass dieser Sachverhalt in geeigneter Form vorgemerkt und im Richtplan festgehalten wird.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Für eine Strategische Arbeitszone (SAZ) gilt eine Mindestgrösse von 10 ha. Die erwähnten Areale entsprechen somit nicht den Vorgaben und können nicht als SAZ im kantonalen Richtplan verankert werden. Von einer Aufnahme dieser Flächen wird deshalb abgesehen. Eine Entwicklung der Teilgebiete kann gegebenenfalls unter den Voraussetzungen der Arbeitszonenbewirtschaftung stattfinden. Der Umgang mit Arbeitszonen ist im Merkblatt "Arbeitszonenbewirtschaftung" geregelt, einsehbar unter www.be.ch/arbeitszonen
6951	Amt für Raumplanung Kanton Solothurn 4509 Solothurn	Proposition / Remarque Es wird ein neuer ESP-A/SAZ-Standort Langenthal/Thunstetten in die Abstimmungskategorie Zwischenergebnis aufgenommen. Es handelt sich um einen Standort für industrielle/gewerbliche Produktion mit grösseren unüberbauten Flächen. Für eine Festsetzung des Standorts müssen u.a. die Realisierung der Verkehrssanierung Aarwangen und ein ausreichendes ÖV-Erschliessung (D, gemäss Erläuterungstext ist jedoch C anzustreben) sichergestellt sein. Unseres Erachtens sind diese beiden Punkte unabdingbar für eine Festsetzung. Développement keine	Appréciation Berücksichtigt
6895	BDP Kanton Bern 3000 Bern 6	Proposition / Remarque C_04 Der Bedarf an FFF muss halbiert werden. Développement Die Aufnahme des ESP/SAZ Langenthal Thunstetten wird begrüsst. Der Bedarf an FFF ist hoch und muss zumindest zur Hälfte mit Bodenaufwertungen kompensiert werden.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Für die Beanspruchung von Kulturland gelten hohe Vorgaben an die Erschliessung, Nutzungsdichte, Anordnung der Bauten und der flächensparenden Nutzung. Mit der Festlegung einer SAZ wird ein wichtiges kantonales Ziel verfolgt, welches die Voraussetzungen für eine Beanspruchung der FFF erfüllt. Eine Kompensationspflicht besteht gemäss Baugesetzgebung nicht, sofern die SAZ im kantonalen Richtplan festgesetzt ist. Der abgetragene Boden muss aber möglichst vollständig in der Landwirtschaft für Aufwertungen und Rekultivierungen verwendet werden.
7507	GRÜNE Kanton Bern	Proposition / Remarque	Appréciation Nicht berücksichtigt

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	3007 Bern	Der neue Standort ESP/SAZ Langenthal-Thunstetten Oberhard-Wolfhusenfeld wird abgelehnt. Développement Der neue Standort hat wegfallende Fruchtfolgeflächen zur Folge und stellt einen unzulässigen Eingriff ins Smaragdgebiet dar.	Remarque Für die Beanspruchung von Kulturland gelten hohe Vorgaben an die Erschliessung, Nutzungsdichte, Anordnung der Bauten und der flächensparenden Nutzung. Mit der Festlegung einer SAZ wird ein wichtiges kantonales Ziel verfolgt, welches die Voraussetzungen für eine Beanspruchung der FFF erfüllt. Das Vorhaben betrifft keine der im Managementplan des Smaragdgebiets Oberraargau bezeichneten nationalen oder kantonalen Schutzwerte, resp. der dort bezeichneten gebietsspezifischen Ziel-Lebensräume. In der Umsetzung der SAZ wird den Anliegen aus Umwelt und Landschaft selbstverständlich Rechnung getragen.
8264	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Einverstanden mit der Aufnahme des neuen ESP/SAZ Langenthal-Thunstetten Oberhard Wolfhusenfeld als ZE, mit Auflagen. Développement Die SP Kanton Bern unterstützt die weitere wirtschaftliche Entwicklung des Kantons. ESPs und SAZ sind die richtigen raumplanerischen Instrumente dazu. Die regionale Standortsuche zeigte, dass der vorliegende Standort als einziger den verschiedenen Anforderungen an einen neuen ESP/SAZ genügt. In den nächsten Planungsschritten (Richtplanung und ÜeOs) sind insbesondere den Umwelt- und Landschaftsanliegen stark Rechnung zu tragen. Das Gebiet zeichnet sich für das Mittelland durch grosse Natur- und Landschaftswerte aus (Smaragdgebiet, Hopferenbach mit Helmazurjungfer, für das Ortsbild sensible Lage, FFF). In der geplanten Projektorganisation müssen auch Vertretungen aus Umwelt und Landschaft Einsitz nehmen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8265	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Einverstanden mit der Streichung des Standortes SAZ Wiedlisbach, Wiedlisbachmoos. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8532	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Auf die Ergänzung des ESP/SAZ-Standorts Nr. 46; Langenthal-Thunstetten Oberhard-Wolfhusenfeld ist zu verzichten. Dieser benötigt 14 ha zusätzliche FFF. Stattdessen sind Industriebrachen im unteren Emmental und Oberraargau besser zu nutzen. Développement Dieser benötigt 14 ha zusätzliche FFF. Stattdessen sind Industriebrachen im unteren Emmental und Oberraargau besser zu nutzen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Für die Beanspruchung von Kulturland gelten hohe Vorgaben an die Erschliessung, Nutzungsdichte, Anordnung der Bauten und der flächensparenden Nutzung. Mit der Festlegung einer SAZ wird ein wichtiges kantonales Ziel verfolgt, welches die Voraussetzungen für eine Beanspruchung der FFF erfüllt. Eine Kompensationspflicht besteht gemäss Baugesetzgebung nicht, sofern die SAZ im kantonalen Richtplan festgesetzt ist. Eine SAZ muss nebst einer Grösse ab 10 Hektaren auch eine rasche Verfügbarkeit und Bebaubarkeit aufweisen. Industriebrachen entsprechen nur in seltenen Fällen diesen Grundvoraussetzungen.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
8260	Berner Bauern Verband 3072 Ostermundi- gen	Proposition / Remarque ESP Neuer Standort: ESP/SAZ Langenthal- Thunstetten Oberhard-Wolfhusenfeld - Es werden 14 ha FFF beansprucht. Der Wildtierkorridor läuft nicht „entlang des ge- planten Standorts“, sondern tangiert den ge- planten Standort. Der Wildtierkorridor darf nicht behördenverbindlich sein. Der BEBV sieht Einzonung von 17.4 Hektaren FFF sehr kritisch, eine gleichwertige Kompen- sierung der Fläche wird nicht möglich sein. Ohne die knappe und nicht erneuerbare Res- source Boden kann die Landwirtschaft ihre mul- tifunktionalen Aufgaben nicht erbringen. Beson- ders wichtig ist der Schutz der besten Böden, der Fruchtfolgeflächen FFF. Trotzdem werden in der Schweiz noch immer fast 1m2 Boden pro Sekunde verloren, dies wegen Überbauungen, Infrastruktur, Einwaldung und Verbuschung, so- wie der Ausscheidung des Gewässerraums. Seit den 1980er Jahren sind neue Siedlungsflä- chen in der Grösse des Genfersees entstanden. Développement Der BEBV versteht, dass die Lage für eine Ar- beitszone ideal ist und dass eine Neueinzonung kostengünstiger ist als zum Beispiel eine neue Nutzung von Industriebrachen. Doch angesichts des rasanten Verlusts von Kulturland lehnen wir diese Einzonung ab. Wir bitten sie nach Alter- nativen zu suchen, auch wenn diese teurer sind. Die Schweiz verfügt über 350 ehemalige Industrie-Areale mit 1820 Hektaren Fläche. Auch im Kanton Bern sind viele Industriebra- chen vorhanden. Zudem widerspricht sich die neue Einzonung mit Kapitel 5.1.3 («Förderung der Siedlungsent- wicklung nach innen (Siedlungsverdichtung), Aktivierung der Innenentwicklungspotenziale» und «Umnutzung von ehemaligen Industrieare- alen») Aus all diesen Gründen bittet der BEBV um eine NeuAppréciation der Situation auf einen Verzicht dieser Neueinzonung.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Für die Beanspruchung von Kulturland gelten hohe Vorgaben an die Erschliessung, Nutzungs- dichte, Anordnung der Bauten und der flächen- sparenden Nutzung. Mit der Festlegung einer SAZ wird ein wichtiges kantonales Ziel verfolgt, welches die Voraussetzungen für eine Beanspru- chung der FFF erfüllt. Eine Kompensationspflicht besteht gemäss Baugesetzgebung nicht, sofern die SAZ im kantonalen Richtplan festgesetzt ist. Der abgetragene Boden muss aber möglichst vollständig in der Landwirtschaft für Aufwertun- gen und Rekultivierungen verwendet werden. Eine SAZ muss nebst einer Grösse ab 10 Hekta- ren auch eine rasche Verfügbarkeit und Bebau- barkeit aufweisen. Industriebrachen entsprechen nur in seltenen Fällen diesen Grundvorausset- zungen.
7479	Gewerbeverband Berner KMU 3401 Burgdorf	Proposition / Remarque Der Kanton unterstützt die Gemeinden bei der Planung der ESP und stellt sicher, dass die übergeordneten Entwicklungsinteressen ge- wahrt und die in diesem Zusammenhang nöti- gen Nachweise erbracht werden. Développement Die bestehende Ausrichtung des ESP-Pro- gramms muss auch in Standorten, welche sich für die Wohnnutzung eignen, bestehen bleiben. Will die Standortgemeinde in der SAZ einen substanziellen Wohnanteil vorsehen, muss sie nachweisen, dass kein zusätzlicher Baulandbe- darf für Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung im Dienstleistungsbereich ausserhalb des ESP- Perimeters absehbar ist. Aktuelles Beispiel: Im ESP Ausserholligen sind bereits in anderen Teilgebieten recht hohe Wohnanteile vorgesehen. Ein weiterer Schwer- punkt Wohnen auf Kosten der Arbeitsplätze im Teilgebiet «Weyermannshaus West» lässt sich nicht rechtfertigen. Der Nachweis, dass die in	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Anforderungen an die Festlegung eines zu- sätzlichen Wohnanteils im Vergleich zum pla- nungsrechtlichen Stand an ESP-Standorte, wel- che sich für Wohnnutzung eignen, sind auf der Rückseite des MB C_04 festgelegt.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		diesem Gebiet möglichen Arbeitsplätze anderswo in der Stadt oder der Agglomeration Bern angesiedelt werden können, kann nicht erbracht werden. Der Kanton kann zur Realisierung der Entwicklungsschwerpunkte bei Bedarf das Instrument der kantonalen Überbauungsordnung gemäss Art. 102 des Baugesetzes (BauG) einsetzen. Angeschlossene Teilnehmer/innen: FDP. Die Liberalen Kanton Bern, 3011 Bern	
8561	Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Der VBBG begrüsst die Strategie der Entwicklungsschwerpunkte und strategischen Arbeitszonen. Sie sorgen dafür, dass die bestehenden Fruchtfolgeflächen für grössere Projekte eingesetzt werden können, ohne direkt kompensiert werden zu müssen. Unser Verband fordert, dass die betroffenen Grundeigentümerinnen und Grundeigentümer (bspw. Burgergemeinden) jeweils zwingen von Anfang an bei Projekten miteinbezogen werden. Ebenfalls soll sowohl für ESP als auch SAZ-Standorten die Möglichkeit bestehen, dass das Land im Bau-recht abgegeben werden kann. Allfällige Enteignungen aufgrund möglicher kantonalen Überbauungsordnungen lehnen wir entschieden ab. Der Kanton soll zudem die Gemeinden bei den Planungsarbeiten für die ESPs unterstützen. Bei der Realisierung und Festsetzung der ESP- und SAZ-Standorten besteht eine «Huhn-Ei» - Fragestellung bei der notwendigen Erschliessung und dem Erreichen der Güteklassen. Diesbezüglich sollen auch alternative Erschliessungsmöglichkeiten geprüft werden. Eine Festsetzung soll auch dann möglich sein, wenn die ÖV-Güteklasse nicht erreicht wird, aber aufgezeigt wird, wie diese erfüllt werden kann (bspw. im Angebotskonzept, durch zusätzliche Abdeckung in Spitzenzeiten oder alternativen Erschliessungsformen («Car- und Bikesharing»). Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Bei der Festsetzung der ESP- und SAZ-Standorte sind die Anforderungen zur notwendigen Erschliessung und dem Erreichen der Güteklassen im MB A_05 festgelegt.
Mesure C_14 : Sites d'extraction nécessitant une coordination à un niveau supérieur			
7356	Bergregion Obersimmental-Saanenland 3777 Saanenmöser	Proposition / Remarque S. 39, Nr 75 Lauenen, Standort Bochte ist eine Erweiterung des bestehenden Standorts Développement Siege reg. RP A+D	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Der Abbauperimeter Bochte betrifft Wald, liegt in einem Moorlandschaftsschutzgebiet von nationaler Bedeutung und wird als Zwischenergebnis aufgenommen.
7355	Bergregion Obersimmental-Saanenland 3777 Saanenmöser	Proposition / Remarque Standort Nr. 13, St. Stephan Griesseney ist NICHT zu streichen. Der Standort ist in einer Ausgangslage. Développement Genehmigung reg. RP 6.11.2019	Appréciation Berücksichtigt Remarque Der Standort wird nicht gestrichen, dies ist aber auch nicht angedacht.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
6103	Entwicklungsraum Thun ERT 3600 Thun	Proposition / Remarque Änderung der Bezeichnung des Standorts Nr. 74 Rigips Krattigen in SMK Steinbruch Morgenberg Krattigen. Développement Die KIESTAG, Kieswerk Steinigand AG (Vigier Berner Oberland) hat den Standort per 1. Oktober von der Rigips AG übernommen. Die Anpassung im regionalen Richtplan ADT ERT soll im Rahmen der nächsten Überprüfung und Teilrevision des Richtplans erfolgen (ca. 2024).	Appréciation Berücksichtigt
8526	Regionalkonferenz Oberland-Ost 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Folgende weitere Abbau-Standorte mit Koordinationsstand Festsetzung oder Zwischenergebnis gemäss Teilrichtplan ADT Oberland-Ost 2020, aktuell in Schlussprüfung (in Klammer 'Betroffene Interessen') sind neu aufzunehmen: - Herbrig, Gde. Därligen und Leissigen (Wald, Gewässer) - Rosswald, Gde. Ringgenberg (Wald) - Lütscheren, Gde. Matten (Wald, Gewässer) - Schattalmi, Gde. Saxeten (Wald) - Weid mit Ryggerschwendi, Gde. Lauterbrunnen (Gewässer) - Bei der Bornigen Brücke, Gde. Lauterbrunnen - Aspi, Gde. Grindelwald (Gewässer) - Altes Aaregg, Gde. Brienz (Gewässer) - Riseten, Gde. Brienz (Gewässer) - Ballenberg Ost, Gde. Hofstetten (Wald) - Balmgietter, Gde. Meiringen und Schattenhalb - Tschorren, Gde. Hasliberg (Wald) - Rumpel, Gde. Meiringen (Wald, Gewässer) - Hirssi, Gde. Meiringen - Gulisberg, Gde. Meiringen (Wald) - Achenlauri Riseten, Gde. Innerkirchen - Bärfallen, Gde. Guttannen - I Cheeren/Rossis Bruch, Gde. Guttannen - Breitwaldlauenen 1, Gde. Guttannen - Gerstenegg, Gde. Guttannen Développement Im Rahmen der Richtplanänderung sollen die Massnahmenblätter C_14 und C_15 ergänzt werden mit den im regionalen Teilrichtplan ADT aufgeführten Standorten mit Koordinationsstufe Festsetzung und Zwischenergebnis (entspricht auch der Forderung im durch die Region beschlossenen aber aktuell noch nicht genehmigten TRPADT.OO).	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Sobald der zur Genehmigung eingereichte regionale Richtplan ADT der Regionalkonferenz Oberland-Ost vom AGR genehmigt werden kann, voraussichtlich im Frühling/Sommer 2021, werden die entsprechenden Standorte von übergeordnetem Koordinationsbedarf im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings aufgenommen.
6274	Gemeinde Langnau 3550 Langnau	Proposition / Remarque Betrifft C_15/Nr. 58 Ziegelhütteggrabe, Langnau im Emmental. Développement Die Gemeinde Langnau äussert sich erstaunt zum Vorgehen, welches zur Aufnahme des erwähnten Standorts geführt hat. Im Rahmen der Mitwirkung zum regionalen Teilrichtplan ADT hatte die Gemeinde Langnau keine Möglichkeit, konkret zu diesem Standort Stellung zu nehmen. Dieser Standort wurde erst nach der Mitwirkung in den regionalen Teilrichtplan ADT aufgenommen. Der Gemeinderat stellt die Eig-	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Der Standort Nr. 58, Ziegelhütteggrabe, ist nur im Koordinationsstand Zwischenergebnis im kantonalen und regionalen Richtplan ADT aufgenommen worden. Bis der Standort auf Stufe Nutzungsplanung realisiert werden könnte, bräuchte es eine Anpassung des regionalen Richtplans ADT sowie eine Nutzungsplanungsverfahren, bei welchem die Gemeindeversammlung Langnau schlussendlich darüber abstimmen werden kann.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		nung dieses Standortes für eine Inertstoffdeponie mit den notwendigen Erschliessungsanlagen in Frage.	
7682	Gemeinderat Interlaken 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Der Anpassung der Massnahmenblätter C_14 und C_15 des kantonalen Richtplans wird zugestimmt. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7063	Gemeinderat Wynigen 3472 Wynigen	Proposition / Remarque Sowohl beim Abbaugelände Steiacher Rumendingen als auch bei der Aushub- und Inertstoffdeponie sollen die Gemeinden Rumendingen und Wynigen als Standortgemeinden aufgeführt werden. Développement Beim Abbau- und Deponiestandort Steiacher Rumendingen ist im Massnahmenblatt C_14 (Abbaustandorte mit übergeordnetem Koordinationsbedarf) als Festsetzung eine Erweiterung des bestehenden Standorts vorgesehen. Zudem ist der Standort Steinacher Rumendingen in den Erläuterungen zu den Massnahmenblättern C_14 und C_15 erwähnt. Die Erweiterung des Abbaugeländes Steiacher in Rumendingen sowie die vorgesehene Aushub- und Inertstoffdeponie betreffen aber nicht nur das Gemeindegebiet von Rumendingen, sondern teilweise auch das Gemeindegebiet von Wynigen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Standorte mit übergeordnetem Koordinationsbedarf werden in den kantonalen Richtplan aufgenommen. Übergeordneter Koordinationsbedarf betrifft unter anderem die Abstimmung mit Bundesinteressen oder der Einbezug von Nachbarkantonen. Gemeindeinteressen werden im kantonalen Richtplan nicht als übergeordnete Koordination aufgenommen.
6393	Amt für Raumentwicklung und Verkehr, Kanton Obwalden 6061 Sarnen	Proposition / Remarque Die Massnahme ist zu begrüssen. Développement Abbaustandorte können gewichtige Auswirkungen auf Verkehr und Umwelt haben. So dass auch wenn der Abbaustandort nicht auf Obwaldner Boden liegt, ein Projekt Auswirkungen auf den Kanton Obwalden haben kann (Mehrverkehr, etc.).	Appréciation Zur Kenntnis genommen
6952	Amt für Raumplanung Kanton Solothurn 4509 Solothurn	Proposition / Remarque Zu den Anpassungen haben wir keine Remarqueen. Développement Im Kanton Bern legen die Regionen die Standorte in ihren regionalen Abbau- und Deponierichtplänen fest. Die von der Standortplanung betroffenen Nachbarkantone werden im Rahmen der Vorprüfung der regionalen Abbau- und Deponierichtpläne einbezogen. Standorte, deren Festlegungen (Festsetzung oder Zwischenergebnis) in den regionalen Abbau- und Deponierichtplänen Interessen des Bundes und der Nachbarkantone tangieren, werden in den kantonalen Richtplan aufgenommen. Mit dessen Prüfung und Genehmigung erfolgt die formelle Abstimmung mit dem Bund und den Nachbarkantonen. Mit diesem Vorgehen ist sichergestellt, dass die Anliegen der Nachbarkantone frühzeitig und stufengerecht einfließen können.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7298	GLP Kanton Bern	Proposition / Remarque	Appréciation

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	3001 Bern	Neue Abbaustandorte sollen auf einen möglichst geringen Verlust bei der Biodiversität und den Fruchtfolgeflächen überprüft werden. Développement Der Erhalt der Biodiversität und der Fruchtfolgeflächen ist der GLP wichtig.	Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Neue Abbau- und Deponiestandorte werden im Rahmen der Erarbeitung von regionalen Richtplänen ADT einer umfassenden Prüfung unterzogen, anhand einer Umweltrelevanzmatrix wird u.a. dem möglichst geringen Verlust von Biodiversität und Fruchtfolgeflächen Rechnung getragen. Im Rahmen der öffentlichen Mitwirkung haben u.a. Vereine die Möglichkeit ihre Anliegen einzubringen, im Rahmen der Vorprüfung und Genehmigung eines regionalen Richtplanes können Amts- und Fachstellen ebenfalls Forderungen an neue Abbau- und Deponiestandorte stellen.
7710	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Zustimmung zur Aufnahme der Standorte 73 - 86, Zustimmung zu den Änderungen der KS Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8533	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Die politische Diskussion und die Planungserklärungen zum Controlling-Bericht ADT sind zu berücksichtigen, ebenso die regionalen Bedürfnisse an Ablagerungsstellen und Deponien. Es darf in dieser Beziehung in Zukunft zu keinen Engpässen mehr kommen. Die Umwelt wird ansonsten durch zusätzliche oder verlängerte Transportwege unnötig belastet. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Forderungen werden im Rahmen der Umsetzung der Planungserklärungen aus dem Grossen Rat im Zusammenhang mit dem Controllingbericht ADT 2020 geprüft.
8266	Berner Bauern Verband 3072 Ostermundigen	Proposition / Remarque Der Abbau sollte auch im Forstgebiet möglich sein. Grundeigentümer müssen immer von Anfang an miteinbezogen werden. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Der Abbau ist auch im Forstgebiet möglich, eine Interessenabwägung mit dem Nachweis der Standortgebundenheit muss bereits auf Stufe des regionalen Richtplans geleistet werden. Die privatrechtliche Sicherung muss ebenfalls bereits auf Stufe regionaler Richtplan ADT nachgewiesen werden, die Grundeigentümer werden also von Anfang an miteinbezogen.
7480	Gewerbeverband Berner KMU 3401 Burgdorf	Proposition / Remarque 1. Das Massnahmenblatt C_14 hat sämtliche Abbaustandorte im Kanton Bern aufzulisten. Der Titel der Massnahme ist in «Abbaustandorte von kantonaler Bedeutung» zu ändern. 2. Der Sachplan ADT ist entsprechend nachzuführen. 3. Die Verfahren sind zu beschleunigen. Développement Zur Beschleunigung der Verfahren ist zu prüfen, ob nicht die Nutzungsplanungskompetenz bei Abbau- und Ablagerungsvorhaben an die Exekutive zu delegieren ist. Zu prüfen ist weiter der Einsatz eines übergeordneten Steuerungsgremiums.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Forderungen werden im Rahmen der Umsetzung der Planungserklärungen aus dem Grossen Rat im Zusammenhang mit dem Controllingbericht ADT 2020 geprüft.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
Angeschlossene Teilnehmer/innen: FDP. Die Liberalen Kanton Bern, 3011 Bern			
8779	KSE Bern 3113 Rubigen	Proposition / Remarque Aufnahme aller Abbaustandorte in das Massnahmenblatt C_14; Antrag: 1. Das Massnahmenblatt C_14 hat sämtliche Abbaustandorte im Kanton Bern aufzulisten. Der Titel der Massnahme ist in «Abbaustandorte von kantonaler Bedeutung» zu ändern. 2. Der Sachplan ADT ist entsprechend nachzuführen.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Forderungen werden im Rahmen der Umsetzung der Planungserklärungen aus dem Grossen Rat im Zusammenhang mit dem Controllingbericht ADT 2020 geprüft.
		Développement Ausführliche Développement in Originalstellungnahme	
8780	KSE Bern 3113 Rubigen	Proposition / Remarque Ergänzung des Massnahmenblatts C_14 mit einem Prüfauftrag betr. die Beschleunigung der Verfahren: Antrag: 1. Das Massnahmenblatt C_14 ist mit einem Prüfauftrag an das AGR und das AWA betr. die Beschleunigung der Verfahren zu ergänzen. 2. Zu prüfen ist dabei insbesondere auch eine Delegation der Nutzungsplanungskompetenz bei Abbau- und Ablagerungsvorhaben an die Exekutive. 3. Zu prüfen ist weiter der Einsatz eines übergeordneten Steuerungsgremiums.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Forderungen werden im Rahmen der Umsetzung der Planungserklärungen aus dem Grossen Rat im Zusammenhang mit dem Controllingbericht ADT 2020 geprüft.
		Développement Ausführliche Développement in Originalstellungnahme	
8778	KSE Bern 3113 Rubigen	Proposition / Remarque Ergänzung des Strategieteils, Kapitel C5 (Ver- und Entsorgung); Antrag: 1. Dem Bereich ADT ist im Kantonalen Richtplan eine eigenständige und stärkere Bedeutung zuzumessen. Falls notwendig ist der Sachplan ADT entsprechend nachzuführen. 2. Die folgenden wichtigen Ziele und Grundsätze im Bereich ADT sind in Kapitel C5 aufzunehmen: – Planerische Eigenversorgung und -entsorgung des Kantons – Grundsatz der regionalen Ver- und Entsorgung – Nationales Interesse an der ausreichenden regionalen Ver- und Entsorgung – Ziel der Sicherung ausreichender Abbau- und Deponiereserven für die nächsten 30-45 Jahre – Haushälterische Umgang mit den natürlichen Kiesressourcen – Hohe Bedeutung der Materialgewinnung und -entsorgung für die Wirtschaft.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Forderungen werden im Rahmen der Umsetzung der Planungserklärungen aus dem Grossen Rat im Zusammenhang mit dem Controllingbericht ADT 2020 geprüft.
		Développement Ausführliche Développement in Originalstellungnahme	
6886	WWF 3011 Bern	Proposition / Remarque Der geplante Abbaustandort 64, Kandergrund, Mitholz, soll gelöscht werden.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Développement Der Standort mit einem vielfältigen Schuttwald liegt unter einem Bergsturzgebiet. Der Wald wurde als WNI-Objekt kartiert und soll gemäss regionalem Waldplan als Waldreservat ausgeschrieben werden. Im ganzen Kandertal gibt es kein vergleichbares Waldreservat und Waldreservate sind im Kanton Bern im Allgemeinen mit nur rund 3% der Waldfläche völlig untervertreten, so dass Arten, die auf Tot- und Altholz angewiesen sind, oft auf der Roten Liste stehen.	Der Standort Mitholz ist als bestehender Abbaustandort mit Koordinationsstand Ausgangslage (AL) im kantonalen Richtplan (Massnahmenblatt C_14) enthalten. Im regionalen Richtplan ADT des Kantons ist die Erweiterung des Standortes, die u.a. den Blockschuttwald betrifft, nur als Zwischenergebnis aufgeführt. Für eine allfällige Aufstufung der Erweiterung ist eine Richtplanänderung erforderlich.
6859	Cycad AG 3063 Ittigen	Proposition / Remarque Beim Standort Nr. 61 Thalgut ist korrekterweise beim betroffenen Interesse auch der Wald aufzuführen. Développement Bisher sind nur die FFF als betroffenes Interesse aufgeführt. Im Festsetzungsperimeter liegen aber auch Waldflächen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Aufnahmen des Waldes als betroffenes Interesse wird im Rahmen des nächsten Richtplancontrollings in Aussicht gestellt.
7423	Cycad AG 3063 Ittigen	Proposition / Remarque Der Standort Bütschwilfeld in der Gemeinde Schüpfen ist als ZE in den kant. Richtplan aufzunehmen. Betroffenes Interesse sind FFF. Développement Gemäss regionalem Richtplan ADT Biel-Seeland	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Aufnahme des Standortes Bütschwilfeld in den kantonalen Richtplan wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings geprüft.
7424	Cycad AG 3063 Ittigen	Proposition / Remarque Der Standort Nr. 55 beinhaltet zwei Standorte. Den Standort Girisberg in Siselen gibt es nicht und wird es auch nie geben (unzureichende Rohstoffqualität). Er ist folglich zu streichen. Développement Gemäss regionalem Richtplan ADT Biel-Seeland	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Der Standort Höchi, Girisberg ist als ein Standort mit zwei Perimetern, beide mit Koordinationsstand Ausgangslage, im regionalen Richtplan ADT der Region seeland.Biel/Bienne eingetragen.
8324	Kieswerk Arch AG 3296 Arch	Proposition / Remarque Der Standort Nr. 24 Buchrain ist als Bestehender Standort mit Koordinationsstand Ausgangslage auszuweisen Développement Am Standort Buchrain wird seit vielen Jahren Kies abgebaut und die Grube mit sauberem Aushub wiederaufgefüllt und anschliessend jeweils rekultiviert. Entsprechend liegen sämtliche erforderlichen Bewilligungen vor.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Aufnahme des bestehenden Standortes Buchrain wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings geprüft.
8337	Vigier Management AG 4542 Luterbach	Proposition / Remarque Im Massnahmenblatt C_14 sind alle Abbauvorhaben als Abbaustandorte von kantonaler Bedeutung aufzunehmen und der Titel ist in «Abbaustandorte von kantonaler Bedeutung» zu ändern. Développement Zwecks Gewährleistung der planerischen Eigenversorgung des Kantons ist aus unserer Sicht die Aufnahme sämtlicher Standorte in den Kantonalen Richtplan notwendig. Der Sachplan ADT verlangt die planerische Eigenversorgung und -entsorgung des Kantons (Grundzug 1).	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Forderungen werden im Rahmen der Umsetzung der Planungserklärungen aus dem Grossen Rat im Zusammenhang mit dem Controllingbericht ADT 2020 geprüft.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Dieses Ziel ist von kantonalem Interesse. Auch das Ziel der Massnahme C_14 lautet «Gewährleistung einer (...) Versorgung mit Baurohstoffen». Die Optik des Kantonalen Richtplans muss deshalb geändert werden: Weg vom formellen Aspekt des Koordinationsbedarfs, hin zur Eigenversorgung des Kantons. Das heisst, neben den aufgeführten Abbaustandorten mit übergeordnetem Koordinationsbedarf sind unter dem Titel «Ausgangslage» auch die bereits bestehenden Standorte, also quasi die bereits bestehenden Grundpfeiler der Eigenversorgung des Kantons aufzunehmen. Diese Anpassung des Massnahmenblatts C_14 würde dem Ansatz des Massnahmenblatts C_15 entsprechen: Obwohl die meisten der im Massnahmenblatt C_15 aufgeführten Vorhaben ebenfalls von übergeordnetem Koordinationsbedarf sind (wegen Wald, FFF etc.), stellt diese Massnahme zu Recht das kantonale Interesse, nämlich die Entsorgung, in den Vordergrund. Konsequenterweise führt es unter dem Titel «Ausgangslage» auch die bereits bestehenden Standorte auf. Es ist nicht einzusehen, wieso unter Kapitel 05 die beiden Bereiche Versorgung und Entsorgung als gleichwertige Interessen von kantonomer Bedeutung aufgeführt, in den Massnahmenblättern aber derart unterschiedlich behandelt werden. Diese Ungleichbehandlung ist umso frappanter, wenn man bedenkt, dass die Abbaustandorte auch gleichzeitig Auffüllstandorte sind, also ebenfalls eine Entsorgungsfunktion ausüben. Abbau- und Deponievorhaben haben gewichtige Auswirkungen auf Raum und Umwelt; es sind Projekte, die Jahrzehnte lang dauern, Schwerverkehr generieren und ein grosses Potential an Interessenkonflikten bergen. Sie gehören deshalb auch aus diesem Grund zwingend in den Kantonalen Richtplan.	
8781	KSE Bern 3113 Rubigen	Proposition / Remarque Wir nehmen die gemachten Änderungen zur Kenntnis und haben keine Remarqueen dazu. Nicht einverstanden sind wir hingegen mit dem Strategieteil und der Grundausrichtung des Massnahmenblatts C_14. Wir haben entsprechende Änderungsanträge zu diesen Teilen des Richtplans bereits mehrmals in der Vergangenheit gestellt. Der bis heute unerledigte Prüfauftrag des UVEK an den Kanton Bern im Rahmen der Richtplangenehmigung vom 12.06.2018 (siehe Ziff. 2 unten) bestärkt uns in unseren Anliegen. Développement Siehe die von uns angefügte Stellungnahme.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Im Rahmen der Richtplananpassung 20' haben Gespräche mit dem Bund (ARE/BAFU) stattgefunden, diese werden momentan evaluiert. Des Weiteren stehen die Forderungen auch im Zusammenhang der Umsetzung der Planungserklärungen aus dem Grossen Rat bezüglich dem Controllingbericht ADT 2020, die Forderungen werden nach den Beratungen des Grossen Rates geprüft.
8565	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Zahlreiche Abbau-Standorte befinden sich auf dem Land von Burgergemeinden oder werden direkt durch die Burgergemeinden bewirtschaftet. Der VBBG stellt den Antrag, dass im Richtplan sämtliche Abbaustandorte im Kanton Bern aufgeführt werden. Wir teilen die Haltung des KSE, dass gemäss Art. 8 Abs. 2 RPG die Auf-	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Forderungen werden im Rahmen der Umsetzung der Planungserklärungen aus dem Grossen Rat im Zusammenhang mit dem Controllingbericht ADT 2020 geprüft.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		nahme von Vorhaben mit gewichtigen Auswirkungen auf Raum und Umwelt in den Kantonalen Richtplan aufgenommen werden müssen. Abbau- und Deponievorhaben beanspruchen grössere Flächen und verursachen grosse Verkehrsströme und haben damit nachweisliche Auswirkungen auf Raum und Umwelt. Längerfristig soll der Kanton Bern, wie dies auch alle anderen Kantone in der Schweiz handhaben, eine eigene kantonale Abbau- und Deponieplanung vornehmen und auf regionale Planungen verzichten. Damit können auch die Ziele des Sachplans ADT, namentlich auch die Transportminimierung, besser erreicht werden. Développement -	
8564	Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Zudem weisen wir darauf hin, dass trotz der strengeren Handhabung auch weiterhin Waldstandorte realisiert werden. Abbaustandorte im Wald bringen oftmals eine Win-win-Situation. Nach der Rodung und dem anschliessenden Kiesabbau kann bei der Wiederaufforstung auf klimatisch angepasste Baumarten gesetzt werden, ohne dass dazu staatliche Gelder notwendig werden. Dies gilt im Besonderen für bereits beschädigte Wälder (Stürme, Borkenkäfer, Klimaerwärmung). Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8343	Vigier Management AG 4542 Luterbach	Proposition / Remarque Neuen Standort einfügen: Kandergrund - Zrydsbrücke - Best. Gewässerentnahme - Gewässer - FS Développement Am Standort Zrydsbrücke in Kandergrund wird seit Jahrzehnten Kies aus der Kander entnommen. Analog den in der Tabelle aufgeführten diversen anderen Gewässerentnahmestandorte ist ebenfalls der Standort Zrydsbrücke als «Festsetzung» aufzunehmen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Der Standort Zrydsbrugg ist ein für die Region wichtiger Standort, hat aber aus kantonaler Sicht keinen übergeordneten Koordinationsbedarf.
8342	Vigier Management AG 4542 Luterbach	Proposition / Remarque Neuen Standort einfügen: Reutigen - Schwandwald - Neuer Auffüllstandort (an best. Abbaustandort) - Wald - AL, FS Développement Der Standort Schwandwald in Reutigen ist seit Jahrzehnten in Betrieb und weist privatrechtlich gesicherte Felsabbaureserven für weitere 10 bis 15 Jahre aus. Zudem ist im regionalen Richtplan im Koordinationsstand «Festsetzung» vorgesehen die Geländegestaltung anzupassen, damit vermehrt mit unverschmutztem Aushubmaterial aufgefüllt werden kann.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Aufnahme des Standortes Schwandwald wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings geprüft.
8344	Vigier Management AG 4542 Luterbach	Proposition / Remarque Neuen Standort einfügen: Spiez - Baggersee - Bestehender Standort - Wald - ZE Développement	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Aktuell erfolgt die Koordination mit der Geschlechtsbehaushaltstudie. Wir beantragen den Standort, bis voraussichtlich im Sommer 2021 Ergebnisse vorliegen, vorerst als Zwischenergebnis aufzunehmen.	Der Standort Kanderdelta, Spiez, ist bereits im kantonalen Richtplan aufgenommen. Der Perimeter Baggerloch ist im regionalen Richtplan als ein Perimeter mit dem Delta ausgewiesen, ebenso gilt dies in der kantonalen Richtplanung. Das Baggerloch gilt als aufgenommen.
8338	Vigier Management AG 4542 Luterbach	Proposition / Remarque Standort 48, Oberholz: Namen ändern in Oberholz-Riedere, betroffenes Interesse Wald ergänzen. Développement Das betroffene Interesse am Standort Oberholz — Riedere (Schreibweise korrigiert) umfasst neben den aufgeführten FFF auch Wald.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Der Standort unter der Nr. 46 ist bereits als Oberholz-Riedere ausgeschieden. Das betroffene Interesse Wald wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings aufgenommen.
8339	Vigier Management AG 4542 Luterbach	Proposition / Remarque Standort 64 Mitholz: betroffenes Interesse "Nationale Versorgung (Hartschotter)" ergänzen. Erweiterung ist analog dem regionalen Richtplan ebenfalls in den kantonalen Richtplan aufzunehmen Développement Der Standort Balmholz in Beatenberg ist unter dem Titel «Ausgangslage» und «Nationale Versorgung (Hartschotter)» aufgelistet. Der Standort Mitholz in Kandergrund erfüllt die gleichen Anforderungen und ist dementsprechend ebenfalls unter «Nationale Versorgung (Hartschotter)» aufzulisten. Zudem ist eine Erweiterung im aktuellen regionalen Richtplan im Koordinationsstand «Zwischenergebnis» eingestuft. Diese ist ebenfalls im kantonalen Richtplan aufzunehmen.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Aufnahme des Interesses der nationalen Versorgung von Hartschotter wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings in Aussicht gestellt und gegebenenfalls unter den betroffenen Interessen aufgenommen. Die Situation bei der Erweiterung des Standortes Mitholz ist momentan unklar, auf eine spezifische Aufnahme der Erweiterung wird momentan verzichtet.
8340	Vigier Management AG 4542 Luterbach	Proposition / Remarque Standort 73 Wimmis: Standortname ergänzen: Steinigand, *Eyfeld Nord*, Au - Koordinationsstand ergänzen *AL / * FS Développement Am Standort Wimmis ist neben der Abbau- und Auffüllstelle Steinigand die Auffüllstelle Eyfeld Nord für die Einlagerung von unverschmutztem Aushub in Betrieb, diese beiden Standorte sind als «Ausgangslage» aufzunehmen. Für den Standort Au befindet sich die Nutzungsplanung aktuell in der Genehmigung (AGR), dementsprechend ist momentan die Einstufung «Festsetzung» korrekt aufgeführt.	Appréciation Berücksichtigt Remarque Der Standort Steinigand, Wimmis, stellt ein B-Kompartiment dar und betrifft das Massnahmenblatt C_15. Der Standortname wird ergänzt, der Koordinationsstand wird als Festsetzung belassen, da die Nutzungsplanung noch ausstehend ist.
8341	Vigier Management AG 4542 Luterbach	Proposition / Remarque Standort 74: Standortname in "Morgenberg" ändern; betroffenes Interesse "Nationale Versorgung (Sulfatgestein)" ergänzen Développement Der Standort Rigips wurde per 1. Oktober 2020 von der Rigips AG an die Ciments Vigier SA verkauft. Deshalb bitten wir die Bezeichnung des Standorts umzubenennen und zwar auf den Flurnamen «Morgenberg». In der Schweiz gibt es nur sehr wenige Standorte, an denen geologisch Sulfatgestein (Gips, Anhydrit) vorhanden	Appréciation Berücksichtigt Remarque Standortname wird wie beantragt geändert, ebenso das betroffene Interesse.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		ist, resp. abgebaut werden kann. Dementsprechend ist es gerechtfertigt den Standort «Morgenberg» mit dem Titel «Nationale Versorgung (Sulfatgestein)» zu vermerken. Neben der aufgeführten «Festsetzung» besteht zudem noch ein «Zwischenergebnis» im regionalen Richtplan.	
Mesure C_15 : Installations de traitement des déchets d'importance cantonale (plan sectoriel déchets)			
7467	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque Le site N° 88, Combe du Rondez à Sorvilier / Court n'est pas en Coordination réglée, il figure en information préalable dans le plan directeur régional. Merci de modifier en conséquence. Développement Cf. plan directeur régional approuvé.	Appréciation Prise en considération Remarque La coordination du nouveau site Combe du Rondez est «en cours» selon le plan directeur régional et c'est par erreur qu'elle a été qualifiée de «réglée» dans le plan directeur cantonal. La correction a été apportée.
8776	Regionalkonferenz Oberland-Ost 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Folgende weitere Deponie-Standorte Typ A mit Koordinationsstand Festsetzung oder Zwischenergebnis gemäss Teilrichtplan ADT Oberland-Ost 2020, aktuell in Schlussprüfung (in Klammer 'Anlagetyp') sind neu aufzunehmen: - Chrüz, Gde. Habkern (Deponie Typ A) - Bode, Gde. Beatenberg (Deponie Typ A) - Hole, Gde. Beatenberg (Deponie Typ A) - Seilersweid, Gde. Bönigen (Deponie Typ A) - Lee, Gde. Därligen (Deponie Typ A) - Mallee, Gde. Beatenberg (Deponie Typ A) - Chrummeney II, Gde. Wilderswil (Deponie Typ A) - Fallbach, Gde. Grindelwald (Deponie Typ A) - Locherboden, Gde. Grindelwald (Deponie Typ A) - Lengfeld, Gde. Brienz (Deponie Typ A) - Birchental, Gde. Brienz (Deponie Typ A) - Trigli, Gde. Brienzwiler (Deponie Typ A) - Wiesti, Gde. Hofstetten (Deponie Typ A) - Hobiel, Gde. Brienzwiler (Deponie Typ A) - Hambiel, Gde. Brienz (Deponie Typ A) - Müör, Gde. Schattenhalb (Deponie Typ A) - Stocki, Innertkirchen (Deponie Typ A) - Griwald, Gde. Guttannen (Deponie Typ A) - Mühleschlucht, Gde. Guttannen (Deponie Typ A) - Blänggen, Gde. Innertkirchen (Deponie Typ A) - Handeggli, Gde. Guttannen (Deponie Typ A) - Moos, Gde. Innertkirchen (Deponie Typ A) - Schwendeli, Gde. Innertkirchen (Deponie Typ A) - Hostet, Gde. Innertkirchen (Deponie Typ A) - Rödispitz, Gde. Guttannen (Deponie Typ A) - Teufflau, Scharmabach, Gde. Innertkirchen (Deponie Typ A) - Furen, Gde. Innertkirchen (Deponie Typ A) - Hopflauen, Gde. Innertkirchen (Deponie Typ A) - Summerloch, Gde. Guttannen (Deponie Typ A) - Im leiden Wärschteg, Gde. Guttannen (Deponie Typ A) - Ärlen, Gde. Guttannen (Deponie Typ A) - Chessituren, Gde. Guttannen (Deponie Typ A)	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Der regionale Richtplan ADT der RKO ist beim AGR zur Genehmigung eingereicht worden. Sobald die Genehmigung vorliegt, werden die Standorte für die Aufnahme in den kantonalen Richtplan im Rahmen des nächsten Richtplan-controllings geprüft.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		- Handeckfluh, Gde. Guttannen (Deponie Typ A) - Wellmatten, Gde. Innertkirchen (Deponie Typ A) - Hopflauen 4, Gde. Innertkirchen (Deponie Typ A) - Chalberweid, Gde. Innertkirchen (Deponie Typ A) Développement Im Rahmen der Richtplanänderung sollen die Massnahmenblätter C_14 und C_15 ergänzt werden mit den im regionalen Teilrichtplan ADT aufgeführten Standorten mit Koordinationsstufe Festsetzung und Zwischenergebnis (entspricht auch der Forderung im durch die Region beschlossenen aber aktuell noch nicht genehmigten TRPADT.OO).	
7681	Gemeinderat Interlaken 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Der Anpassung der Massnahmenblätter C_14 und C_15 des kantonalen Richtplans wird zugestimmt. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
6971	Gemeinde 3303 Jegenstorf 3303 Jegenstorf	Proposition / Remarque Der Deponiestandort "Eichmatt", Münchringen (Gemeinde Jegenstorf) ist aus dem Richtplan zu streichen. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Der Standort Eichmatt ist im regionalen Richtplan ADT der Regionalkonferenz Bern-Mittelland als Zwischenergebnis aufgeführt, hat übergeordneten Koordinationsbedarf und ist bereits zu einem früheren Zeitpunkt folglich auch im kantonalen Richtplan aufgenommen worden.
9545	Gemeinde Lauterbrunnen Bauverwaltung 3822 Lauterbrunnen	Proposition / Remarque Der Standort Nr. 74 (Rütti Stechelberg, Gemeinde Lauterbrunnen) ist in der Karte korrekt einzutragen. Développement Der Standort ist nicht korrekt eingetragen.	Appréciation Berücksichtigt Remarque Die Eintragung des Standortes auf der Karte wird angepasst.
8268	Gemeindeverwaltung Saanen 3792 Saanen	Proposition / Remarque Nr. 26, Saanen, Dorfrütti-Allmiwald: Deponietyp A und B. Koordinationsstand A und für das Erweiterungsgebiet Ost (ab 2035) ZE. Développement Genehmigter regionaler Richtplan ADT, Bergregion Obersimmental- Saanenland vom 6. November 2019	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Aufnahme des Standortes wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings geprüft.
8269	Gemeindeverwaltung Saanen 3792 Saanen	Proposition / Remarque Nr. 82, Saanen, La Rite: Deponietyp A und B. Développement Genehmigter regionaler Richtplan ADT, Bergregion Obersimmental- Saanenland vom 6. November 2019	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Aufnahme des Standortes wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings geprüft.
7551	Einwohnergemeinde Spiez	Proposition / Remarque	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	3700 Spiez	Die Deponie von Inertstoffen Stegweid ist als Vororientierung zurück zu stufen. Développement Die Standortgebundenheit der Deponie ist nicht gegeben und die Interessen des Natur- und Landschaftsschutzes überwiegen.	Remarque Die Standortgebundenheit der Deponie Stegweid wurde im Rahmen der regionalen Richtplanrevision ADT des ERT geprüft und für positiv befunden. Die Interessen des Natur- und Landschaftsschutzes werden im Rahmen der weiteren Planung berücksichtigt.
7064	Gemeinderat Wynigen 3472 Wynigen	Proposition / Remarque Sowohl beim Abbaugbiet Steiacher Rumendingen als auch bei der Aushub- und Inertstoffdeponie sollen die Gemeinden Rumendingen und Wynigen als Standortgemeinden aufgeführt werden. Développement Beim Abbau- und Deponiestandort Steiacher Rumendingen ist im Massnahmenblatt C_14 (Abbaustandorte mit übergeordnetem Koordinationsbedarf) als Festsetzung eine Erweiterung des bestehenden Standorts vorgesehen. Zudem ist der Standort Steinacher Rumendingen in den Erläuterungen zu den Massnahmenblättern C_14 und C_15 erwähnt. Die Erweiterung des Abbaugbiets Steiacher in Rumendingen sowie die vorgesehene Aushub- und Inertstoffdeponie betreffen aber nicht nur das Gemeindegebiet von Rumendingen, sondern teilweise auch das Gemeindegebiet von Wynigen.	Appréciation Berücksichtigt Remarque Rumendingen und Wynigen sind als Standortgemeinden aufzuführen.
7299	GLP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Neue Abfallanlagen sollen auf einen möglichst geringen Verlust bei der Biodiversität und den Fruchtfolgeflächen überprüft werden. Développement Der Erhalt der Biodiversität und der Fruchtfolgeflächen sind wichtig.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Anforderungen an Abfallanlagen sind in der Gesetzgebung, im Sachplan Abfall und im Sachplan Abbau, Deponie, Transport geregelt.
7712	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Zustimmung zur Aufnahme der Standorte 55 - 58, 82 - 89, Zustimmung zu den Änderungen der KS Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7052	Cycad AG 3063 Ittigen	Proposition / Remarque Der Standort Deponie Typ A Geisshubel in Wilderswil ist als AL aufzunehmen. Développement Den Standort gibt es schon lange. Es wurde bisher vergessen, ihn ins Massnahmenblatt aufzunehmen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Aufnahme des Standorts muss im nächsten Richtplancontrolling geprüft werden.
7053	Cycad AG 3063 Ittigen	Proposition / Remarque Der Standort Deponie Typ A Seilersweid in Bönigen ist - gemäss geltendem regionalen Richtplan ADT - als Zwischenergebnis in das Massnahmenblatt aufzunehmen. Développement Es wurde bisher vergessen, das ZE in das Massnahmenblatt zu überführen.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Aufnahme des Standortes Seilersweid, Bönigen, wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings geprüft.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
8441	Cycad AG 3063 Ittigen	Proposition / Remarque Falls die Standorte gemäss regionalem Richtplan ADT, welcher sich derzeit beim AGR in Genehmigung befindet, auch noch übertragen werden, dann ist der Standort Deponie Typ A Chrummeney in Wilderswil als FS aufzuführen. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Der Standort Chrummeney in Wilderswil ist bereits im kantonalen Richtplan, im Massnahmenblatt C_15, Nr. 63, als Ausgangslage enthalten.
6858	Cycad AG 3063 Ittigen	Proposition / Remarque Im Auftrag der ARAG Bau AG wird beantragt, den Standort Unterfuhren in der Gemeinde Signau als Deponie Typ A, gemäss regionalem Richtplan ADT Emmental, als Festsetzung aufzunehmen. Développement Der Standort ist im regionalen Richtplan ADT Emmental festgesetzt und muss folglich auch in das Massnahmenblatt überführt werden.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Aufnahme des Standortes wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings in Aussicht gestellt.
6953	Cycad AG 3063 Ittigen	Proposition / Remarque Im Auftrag der Ziegelei Aarberg AG wird beantragt, die Deponie Typ B Tongrube in Radelfingen im Koordinationsstand FS (statt oder zusätzlich zur AL) aufzuführen. Développement Der Antrag entspricht der Festlegung des regionalen Richtplans ADT der Region Biel-Seeland, welcher für die Erweiterung der Tongrube auch eine Deponie Typ B (bzw. ISD) vorsieht. Im Massnahmenblatt C_14 wird die Erweiterung der Tongrube Bodenacher korrekterweise als FS geführt.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Aufnahme des Standortes im Koordinationsstand FS (statt oder zusätzlich zur AL) wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings geprüft.
7422	Cycad AG 3063 Ittigen	Proposition / Remarque Im Namen der Hurni Kies- und Betonwerk AG wird beantragt, den Standort Deponie Typ A Beichfeld in Walperswil als FS aufzunehmen. Développement Gemäss regionalem Richtplan ADT Biel-Seeland	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Aufnahme des Standortes wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings geprüft.
8346	Vigier Management AG 4542 Luterbach	Proposition / Remarque Neuen Standort einfügen: Deponie Typ B - Treiten / Finsterhennen - Oberholz - FS Développement Der Standort Oberholz weist im Regionalen Richtplan ADT eine Deponie Typ B als Festsetzung aus. Aktuell ist die diesbezügliche Nutzungsplanung am Laufen.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Aufnahme des Standortes wird im Rahmen des nächsten kantonalen Richtplancontrollings geprüft.
8345	Vigier Management AG 4542 Luterbach	Proposition / Remarque Standort 24: Koordination auf AL ändern. Développement Der Standort Steinigand in Wimmis, als Typ B Deponie, ist seit Jahrzehnten in Betrieb und ist deshalb als «Ausgangslage» zu führen.	Appréciation Berücksichtigt Remarque Standort ist als Ausgangslage zu führen.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
Gewinnung von Hartschotter und Einlagerung von Schüttgut in den Untergrund des Därliggrats (seulement disponible en allemand)			
8516	Regionalkonferenz Oberland-Ost 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Allgemeines zum Hartsteinabbau: - Die GL der RKOÖ unterstützt das Vorhaben mit unterirdischem Abbau von Hartstein im Rügen/Därliggrat zur Deckung des nationalen Bedarfs dieses insbesondere als Bahnschotter sowie als Zuschlagstoff für hochwertigen Beton benötigten Materials. - Mit dem unterirdischen Abbau können Eingriffe ins Landschaftsbild auf das Notwendigste reduziert werden. - Die ergänzenden Ausführungen im Erläuterungsbericht erachten wir als wesentlich für die Berücksichtigung in den nachfolgenden Planungsstufen. - Zudem fordern wir die Berücksichtigung folgender zusätzlicher Punkte und Abklärungen im Rahmen der späteren Erarbeitung einer kantonalen Überbauungsordnung (KUeO) und Bau-/Betriebsbewilligung: - Der Anteil an Bahnschotter und Feinschotter ist so hoch wie möglich zu halten. Allenfalls ist eine Optimierung der Korngrößen für Bahnschotter zu prüfen (geringe Erweiterung der minimalen und maximalen Korngrösse kann zu einer deutlich höheren Ausbeutung an Bahnschotter führen). - Der Anteil an Nebenprodukten ist soweit möglich zu reduzieren. Insbesondere die Splittfraktionen werden zu einer Konkurrenzierung bei der Belagherstellung aus Recyclingbelag führen, was zu einem unerwünschten und erhöhten Bedarf an entsprechendem Deponievolumen für Altbelag führt. Es sind Massnahmen zu prüfen, welche die Herstellung von Recyclingbelägen nicht konkurrenzieren. - Lärm- und Staubemissionen aus mechanischem Abbau und aus Sprengungen sind gemäss den neusten Kenntnissen der Technik und möglichst emissionsarm auszuführen. Insbesondere sind die notwendigen Vorsichtsmassnahmen gegenüber lärmempfindlichen Betrieben und Anlagen (Bsp. Spital FMI AG in Unterseen) strikte einzuhalten. Développement -	Appréciation Hinweis für die Umsetzung
8517	Regionalkonferenz Oberland-Ost 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Allgemeines zur Deponie: - In ferner Zukunft wird sehr grosses Deponievolumen geschaffen. Dies wird einerseits zu einer Entlastung der Deponiesituation in unserer Teilregion 1 führen, darf aber nicht zu einer Einschränkung des Deponievolumenbedarfs in den übrigen Teilregionen führen. - Wir fordern: • Künftige Deponie ist nur beschränkt für regionales Mengengerüst zu berücksichtigen. • teilregionale Deponiestandorte müssen weiterhin möglich sein um innerregionale Transportwege kurz zu halten.	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Wird im Rahmen der Erarbeitung der KÜO behandelt und diskutiert werden.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		als Deponie für Aushubmaterial (Typ A) von Grossbaustellen ausserhalb der Region nutzen (mit Bahnanschluss). Développement -	
8525	Regionalkonferenz Oberland-Ost 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Anträge zur Erarbeitung der Kantonalen Überbauungsordnung (KUeO) / Baubewilligung: Folgende Forderungen sind vor der Erarbeitung einer KUeO und Bau-/Betriebsbewilligung zu erfüllen: (Liste von Forderungen in der Originalstellungnahme) Développement Als wesentlichste Forderung erachtet die Geschäftsleitung die Gesamtbetrachtung Verkehr zwischen Interlaken und Leissigen (Bahn, Strasse, Langsamverkehr) im Vorfeld zur Erarbeitung einer KUeO.	Appréciation Hinweis für die Umsetzung
8520	Regionalkonferenz Oberland-Ost 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Remarqueen zu Landschaft und Gestaltung - Die landschaftlichen Eingriffe werden sich dank unterirdischem Abbau in Grenzen halten. Trotzdem sind sowohl in der Startphase mit Tagbaubetrieb wie auch in der späteren Betriebsphase mit Untertagabbau die Ansprüchen einer Tourismusregion an ein attraktives Landschaftsbild gebührend zu berücksichtigen. - Wir fordern: • Dauernd sichtbare Installationen sind verträglich ins Landschaftsbild einzupassen. • Installationen in der ersten Phase mit Tagbaubetrieb sind optisch landschaftsverträglich auszugestalten. Sie sind bei Inbetriebnahme des unterirdischen Materialabbaus und –verlads rückzubauen und nur noch auf das Wesentlichste zu beschränken. Die Portalgestaltung ist schlicht und landschaftsverträglich vorzunehmen. Développement -	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Im Rahmen der KÜO werden diese Punkte detaillierter abgehandelt werden.
8521	Regionalkonferenz Oberland-Ost 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Remarqueen zu Mehrbelastungen der Gemeinden - Das Vorhaben Hartsteinabbau ist von nationaler Bedeutung und dient nicht primär der regionalen Ver-/Entsorgung. Die Auswirkungen und Belastungen aus diesem grossen Vorhaben sind aber in erster Linie lokal vorhanden. - Bei der unterirdischen Nutzung haben die Standortgemeinden kein Recht auf eine Mehrwertabschöpfung oder auf eine Gebührenerhebung. - Wir fordern deshalb: • Die betroffenen Gemeinden sind für erhöhte Belastungen zu entschädigen. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque In Art. 30a des Gesetz über das Bergregal und die Sondernutzung des öffentlichen Untergrunds (BRSG) ist die Entschädigung betroffener Gemeinden mit erheblichen Nachteilen bereits vorgesehen.
8519	Regionalkonferenz Oberland-Ost	Proposition / Remarque Remarqueen zu Transport und Verkehr	Appréciation Hinweis für die Umsetzung

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	3800 Interlaken	- Der vorgesehene Stolleneintritt im Bereich Lütscherenkreisel liegt verkehrsstrategisch gut, da kaum Siedlung direkt betroffen ist durch An-/Abtransporte. Trotzdem ist der Grosslage am Eingang zum Tourismusort Interlaken speziell Beachtung zu schenken. - Splitt und anderweites Material wird auch für den regionalen Bedarf anfallen und in der Region mit LKW verteilt werden. Zusätzlich wird auch Material für Verwertung ausserhalb der Region / national mit LKW abtransportiert und in späterer Phase auch wieder teilweise mit LKW zugeführt werden (auf Deponie). - Schotter / Feinschotter wird primär mit der Bahn abtransportiert werden. Trotzdem wird in gewissem Ausmass auch Bahnschotter mit LKW abtransportiert werden müssen. - Wir fordern: • Der Anteil Bahntransporte ist unter allen Umständen so hoch wie möglich zu halten. Die Bahntransporte müssen so früh wie möglich erfolgen. • Das Vorhaben Hartsteinabbau Rügen/Därliggrat darf nicht zu einer Zunahme des Bahngüterverkehrs zwischen Interlaken West und Interlaken Ost führen. • Die Kreuzung von bestehender Strasse mit neu zu erstellendem Bahnverladeschluss ist niveaufrei zu realisieren. • Der erwartete Verkehrsmix (Bahntransporte / LKW-Transporte) ist spätestens mit der KUeO aufzuzeigen. ☐ Belastung durch Güterverkehr auf der Schiene ist aufzuzeigen. ☐ Belastung durch LKW im überregionalen / nationalen Verkehr auf der A8 ist aufzuzeigen. ☐ Belastung durch LKW im regionalen Verkehr ist aufzuzeigen. • Für den Raum Interlaken West bis Spiez ist spätestens mit der KUeO eine Gesamtbetrachtung Verkehr (Bahn, Strasse, Langsamverkehr) vorzunehmen und zu präsentieren. Développement -	Remarque Die Anliegen bzgl. Verkehr werden im Rahmen der weiteren Planung im Detail zu klären sein. Die Verkehrsfragen müssen in der KUO genauer ausgearbeitet und definiert werden. Der Einbezug der betroffenen Gemeinden ist dabei sicherlich vorzusehen. Ein Bahnanschluss ist zwingend erforderlich. Der An- und Abtransport muss zudem wenn immer möglich per Bahn erfolgen.
8518	Regionalkonferenz Oberland-Ost 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Eintrag im Massnahmenblatt soll bezüglich Deponie ergänzt werden. Développement - Der grosse unterirdisch entstehende Hohlraum kann auch anderweitig genutzt werden, als nur für Deponiematerial: • Alternative Nutzungen in den entstehenden Felskavernen sind unbedingt zu prüfen (Speziallager, Serverstationen, etc.). -> Ergänzung Massnahmenblatt C_15 Abfallanlagen von kantonaler Bedeutung (Sachplan Abfall); Standort Nr. 90, Fusszeile Nr. 3: "Unterirdische Deponie: Bei Vorliegen der entsprechenden Nachweise mit Genehmigung des BAFU können die Typen B, C und D mit einer Fortschreibung ergänzt werden. Bei Vorliegen der entsprechenden Nachweise mit Genehmigung des BAFU kann auch eine Alternativnutzung von Kavernenteilen zugelassen werden."	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
7684	Gemeinderat Interlaken 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Besonders betroffene Gemeinden sollen mit einem jährlichen Betrag für die Inkonvenienzen aus dem neuen Projekt "Därliggrat" entschädigt werden. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque In Art. 30a des Gesetz über das Bergregal und die Sondernutzung des öffentlichen Untergrunds (BRSG) ist die Entschädigung betroffener Gemeinden mit erheblichen Nachteilen bereits vorgesehen.
7686	Gemeinderat Interlaken 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Der Abtransport muss zwingend per Bahn erfolgen. Die Anpassung der Infrastruktur, insbesondere Massnahmen zur Situation auf der A8 sowie des Eisenbahn- (Doppelspurausbau Interlaken West-Spiez wegen des erhöhten Güterzugaufkommens) und des Velowegnetzes, müssen geprüft werden. Der Schottertransport darf sich keinesfalls negativ auf die anderen Verkehrsteilnehmenden auswirken und die Umstellung auf die Bahn muss zum frühestmöglichen Zeitpunkt erfolgen. Insbesondere darf es keine zusätzlichen Güterzugsbewegungen Interlaken West – Interlaken Ost geben und die Anbindung Interlakens an den internationalen Bahnverkehr darf nicht beeinträchtigt werden. Der Reduktion der Verkehrsbelastung in der Übergangsphase ist eine hohe Priorität einzuräumen und sinnvolle Synergien, allenfalls auch mit Schiffstransporten, sind zu nutzen. Développement -	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Die Verkehrsfrage ist ein sehr zentraler Punkt des Projektes. Ein Bahnanschluss ist zwingend erforderlich. Der An- und Abtransport muss wenn immer möglich per Bahn erfolgen. Zu Beginn des Projektes sowie bei der lokalen Ver- und Entsorgung wird der Transport jedoch über die Strasse erfolgen müssen.
7683	Gemeinderat Interlaken 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Der Anpassung der Massnahmenblätter C_14 und C_15 des kantonalen Richtplans wird zugestimmt. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7685	Gemeinderat Interlaken 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Sämtliche Eingriffe sind bestmöglich auf die touristischen und landschaftlichen Aspekte abzustimmen. Entsprechende Schutzmassnahmen sind zu prüfen und die Umsetzung hat mit minimalsten äusseren Eingriffen zu erfolgen. Lärmimmissionen sind mit geeigneten Mitteln zu verhindern. Développement -	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Dies wird im Rahmend der KÜO behandelt werden.
8550	Gemeinderat Thun 3600 Thun	Proposition / Remarque Von besonderem Interesse ist für uns zudem die Aufnahme des Abbaustandorts «Interlaken, Matten, Därligen, Wilderswil», weil damit auch die Verlagerung des Schotterverlads der Balmholz AG unterstützt wird. Diese wiederum bildet eine wesentliche Voraussetzung für die Entwicklung des Areals Rosenau-Scherzligen als Teil des kantonalen Entwicklungsschwerpunkts Thun Bahnhof. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
8357	Gemeinde Wilderswil 3812 Wilderswil	Proposition / Remarque Die Einwohnergemeinde Wilderswil ist als direkt an den Perimeter des geplanten Hartsteinabbaus am Därliggrat angrenzende Gemeinde betroffen vom Vorhaben. Bekanntlich sind in den vergangenen Wochen zum laufenden Konzessionsverfahren verschiedene Informationen bekannt geworden — weiter wurden die Gemeinden in unserer Region über das laufende Mitwirkungsverfahren informiert und dazu eingeladen. Der Gemeinderat Wilderswil hat Bedenken zum Hartsteinabbau am Därliggrat. Im Rahmen der ratsinternen Diskussion wurden Fragen zur sicheren Ausführung in unserer touristisch sensiblen Region, den möglichen Gefahren für die umliegenden Gemeinden wie auch Vorbehalte zur am Konzessionsverfahren beteiligten Firma Marti AG besprochen. Selbstverständlich gilt gegenüber dieser Unternehmung die Unschuldsvermutung. Wir bitten Sie eindringlich, die Bedenken zu berücksichtigen und bei der Konzessionsvergabe primär sicheren und verlässlichen Partnern sowie technisch einwandfreien Konzepten den Vorzug zu gewähren. Aus unserer Sicht besteht keine Dringlichkeit im Konzessionsverfahren — eine Vertagung bis zur abschliessenden Klärung von aktuellen Anschuldigungen (vgl. Artikel in der Berner Zeitung vom 2. Oktober 2020, "Der Umweltskandal — Firmen winkt eine Goldgrube") ist angezeigt. Développement -	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Für die Erteilung der Konzession ist je nach je Abbaumenge gemäss Art. 17 des Gesetz über das Bergregal und die Sondernutzung des öffentlichen Untergrunds (BRSG) entweder der Grosse Rat, der Regierungsrat oder die Bau- und Verkehrsdirektion zuständig. Die Konzession wird nach eingehender Prüfung und klar definierten Kriterien erteilt werden, welche sich nicht alleine auf die Medienberichterstattung abstützen.
8270	Einwohnergemeinde Leissigen 3706 Leissigen	Proposition / Remarque Bezüglich des Hartschotterabbaus beim Rugen in Interlaken soll der Abtransport auf dem Seeweg geprüft werden. Sowohl die Strasse wie auch die Schiene würden dadurch entlastet und es könnten Lärmbelastungen durch Güterzüge reduziert werden. Développement Dem Gemeinderat Leissigen ist der Erhalt der Haltekante beim Bahnhof ein sehr wichtiges Anliegen.	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Im Rahmen der Erarbeitung der KÜO ist die Verkehrsfrage ein wichtiger Bestandteil des Projektes.
6896	BDP Kanton Bern 3000 Bern 6	Proposition / Remarque C_15 Der Abbau von Hartgestein im Gebiet Därliggrat soll im kantonalen Richtplan aufgenommen werden. Développement Die Gewinnung von Hartschotter ist sinnvoll und senkt die bisherige Importmenge.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
6933	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Beim Abbaustandort Därliggrat ist sicherzustellen, dass bei einem Abbau von Hartgestein ein Bahntransport garantiert ist und zusätzlicher Schwerverkehr auf der Strasse ausgeschlossen werden kann. Ansonsten ist ein unterirdischer Abbau zu begrüssen, da dies am schonendsten für das Landschaftsbild und die Umwelt ist. Développement	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Ein möglichst hoher Ab- und Antransport per Bahn wird angestrebt. Die lokale Ver- und Entsorgung wird aber per LKW erfolgen.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Die Verbindungen nach Interlaken sind bereits jetzt sehr stark mit Verkehr belastet und eine weitere Zunahme ist zu erwarten. Zusätzlicher Schwerverkehr ist deshalb zu vermeiden.	
7711	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Zustimmung zum Därliggrat mit Auflagen Développement Wir teilen die Einschätzung, dass die Versorgungssicherheit der Schweiz mit Hartgesteinen wichtig ist. Hartgesteine sollen nicht aus grosser Entfernung importiert werden (Klimaschutz). Wir vermissen aber in den Erläuterungen die Aussage, dass zur Verminderung des Verbrauchs an Hartgestein das Recycling von rückgebauten Materialien massiv zu fördern ist. Auflagen zum Vorhaben Därliggrat: Sämtliche Eingriffe dürfen die ansässige Bevölkerung nicht belasten und sind auf die landwirtschaftlichen Aspekte abzustimmen (Bau- und Betriebsphase). Schutzmassnahmen sind zu prüfen und die Umsetzung hat mit minimalsten äusseren Eingriffen zu erfolgen. Lärmimmissionen sind mit geeigneten Mitteln zu verhindern. Der Schottertransport darf sich nicht negativ auf die anderen Verkehrsteilnehmenden auswirken und die Umstellung auf die Bahn muss zum frühestmöglichen Zeitpunkt erfolgen. Der Abtransport muss zwingend per Bahn erfolgen, Synergienmöglichkeit mit Abtransport Material "Balmholz" prüfen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8534	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Der unterirdische Abbau von Gestein zur Gewinnung von Hartschotter wird begrüsst. Transporte via Bahn müssten konsequent gefordert werden. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8267	Berner Bauern Verband 3072 Ostermundigen	Proposition / Remarque Grundsätzlich wird der unterirdische Abbau begrüsst, da hier keine/weinig LN gebraucht wird. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
Mesure C_21 : Promouvoir les installations de production d'énergie éolienne			
7468	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque Nous soutenons la modification des critères pour les nouveaux périmètres propices à l'implantation d'éoliennes : si un projet d'importance nationale concerne un objet au sens de l'article 5 LPN (IFP, ISOS), il est possible d'envisager, dans le cadre d'une pesée rigoureuse des intérêts, une dérogation à la règle suivant laquelle un objet doit être conservé intact. Développement Cette modification va dans le sens du Plan directeur régional des parcs éoliens en vigueur.	Appréciation Prise de connaissance
7874	Association Jura bernois.Bienne	Proposition / Remarque	Appréciation Prise de connaissance

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	2735 Bévillard	Périmètre S13 : indiquer que le retrait n'est pas souhaité par la région ni par la commune-site et qu'à l'heure actuelle des procédures juridiques sont en cours pour que ce site soit considéré en coordination réglée par les autorités cantonales. Développement Plan directeur régional des parcs éoliens en vigueur.	Remarque Nous comprenons que le traitement du site éolien de Mont-Sujet (S13) prête à confusion. Il est à noter toutefois que la fiche de mesure C_21 présente l'état de la planification régionale en vigueur au moment du dépôt public. Lors de la révision du plan directeur régional des parcs éoliens dans le Jura bernois (PDPE), il est apparu que le périmètre propice à l'implantation d'éoliennes S13, mentionné jusque-là à titre d'information préalable mais auquel la région entendait attribuer le statut de coordination réglée, n'était pas compatible avec les exigences de préservation du paysage. Il a donc été radié d'office du plan directeur régional lors de la procédure d'approbation. La radiation n'est toutefois pas entrée en force en raison d'un recours formé contre la décision et n'est par conséquent pas prise en compte par la présente révision du plan directeur.
7872	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque Périmètre S2: retirer la commune de Sonceboz-Sombeval de la liste. Développement Plan directeur régional des parcs éoliens en vigueur.	Appréciation Prise en considération
7873	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque Périmètre S5 : remplacer Monible et Châtelat par Petit-Val. Développement Plan directeur régional des parcs éoliens en vigueur.	Appréciation Prise en considération
8524	Regionalkonferenz Oberland-Ost 3800 Interlaken	Proposition / Remarque Der Prüfraum P29 Beatenberg-Niederhorn ist zu löschen, da gemäss Stellungnahme des VBS und Appréciation durch den Guichet Unique des Bundes in diesem Prüfraum keine Windenergieanlagen realisiert werden können (s. Beilage). Développement Bei der Erarbeitung der Grundlagen für die regionale Windenergieplanung ist seitens Guichet Unique des Bundes zum Standort P29 ein Veto eingegangen. Aufgrund militärisch sensibler Anlagen können im ausgeschiedenen Prüfraum P29 Beatenberg-Niederhorn keine Windenergieanlagen realisiert werden. Die Rückmeldung dazu liegt dieser Stellungnahme bei.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Im Rahmen der aktuellen Richtplananpassungen kann nicht ein bestehender Prüfraum gestrichen werden, der nicht zur Mitwirkung steht. Dies muss im Rahmen der Überführung der Windenergieplanung Oberland-Ost in den kantonalen Richtplan nach deren Genehmigung geprüft werden.
7789	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Wir begrüßen, dass explizit festgehalten wird, dass im Rahmen von qualifizierten Interessenabwägungen Abweichungen von der ungeschmäleren Erhaltung von Objekten nach Art. 5 NHG möglich sind. Dies bedingt entsprechendes Fachwissen bzw. enge Begleitung der Planenden von Windanlagen. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
7542	Baudirektion Burgdorf 3401 Burgdorf	Proposition / Remarque Anlagen zur Windenergieproduktion (Massnahme C_21): Dass künftig für den Bau von Windenergieanlagen in Gebieten und Objekten, die in den Bundesinventaren der Landschaften und Naturdenkmäler (BLN) oder der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz (ISOS) erfasst sind, eine Interessenabwägung möglich sein soll, erachten wir als problematisch. Développement Gemäss dem Bundesamt für Kultur sind beim Ausbau der Windkraftnutzung „kulturelle Werte als identitätsstiftende Bausteine der Kulturlandschaft zu schonen. Wertvolle historische Kulturlandschaften und Ortsbilder sind von solchen Anlagen frei zu halten und mit Mindestabständen (Pufferzonen) auszustatten, da die Umgebung des Schutzobjekts massgeblich zu seinem Wert als Denkmal beiträgt“ (Website des BAK).	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Anpassung entspricht der (neuen) Bundesgesetzgebung (Art. 12 Energiegesetz).
6910	Gemeinde Diemerswil 3053 Diemerswil	Proposition / Remarque Streichung des Gebiets S17 aus dem regionalen Richtplan Windenergie respektive Verlagerung des Gebiets S17 Développement 1. In der am 21. September 2020 in Kraft gesetzten Ortsplanung kommen die Windräder im Gebiet S17 in ein Schongebiet zu stehen; 2. Ein Teil der Windräder käme auf das Gebiet der Brunnengenossenschaft Münchenbuchsee zu stehen. Die massiven baulichen Massnahmen hätten grosse Beeinträchtigungen für der Wasserversorgung zur Folge; 3. Die angedachten Windräder würden Fruchtfolgeflächen auf unserem Gebiet zerstören; etwas, das uns als Gemeinde niemals gestattet wäre, nun aber kein Problem wäre, da es ja darum geht, "saubere" Energie zu gewinnen - und unter diesem Deckmantel geht alles. 4. Das Gebiet ist weitem als Fluggebiet und Habitat von Milanen und Fledermäusen bekannt; 5. Der Abstand zum Siedlungsgebiet reicht bei weitem nicht. Blend- und Lärmeinwirkungen von Windrädern mit 200 m Höhe und einem Durchmesser von 120 bis 140 m machen Menschen krank. Zudem gibt es in diesem Gebiet zahlreiche Elektrizitäts-Freileitungen. 6. Immobilien in der Nähe verlieren bis zu 30 % an Wert - Ausgleich? Es gäbe durchaus noch mehr zu sagen, aber die 1000 Zeichen beschränken uns hier - was wir nicht eben schätzen.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Windenergiegebiet S17 Lindental - Kohlholz wurde mit der regionalen Windenergiegerichtplanung Bern-Mittelland als einer der aussichtsreichsten Standorte für einen Windpark in der Region evaluiert. Ob und mit welchen Rahmenbedingungen tatsächlich ein Windpark realisiert werden kann, wird im Rahmen der Nutzungsplanung zu klären sein.
8432	Gemeinde Oberlangenegg 3616 Schwarzenegg	Proposition / Remarque Die Änderungen im Massnahmenblatt C_21 betreffend Windenergie und insbesondere der Hinweis, dass der Bau einer Windenergieanlage aus Gründen der nachhaltigen Energienutzung auch ein Abweichen von der ungeschmälerter Erhaltung eines Objekts nach Art. 5 NHG rechtfertigen kann, wird begrüsst. Der Richtplan beruft sich dabei auf Art. 12 des neuen Energiegesetzes (nationales Interesse an der Nutzung erneuerbarer Energien). Übertriebener Heimat-	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		schutz soll nicht die beschlossene Energie- wende behindern. Soweit ersichtlich haben aber diese Erwägungen zur Interessenabwägung nicht auch bei der Wasserkraft Eingang gefun- den. In diesem Fall würde die Wasserkraft schlechter gestellt, was nicht einleuchtet. Auch bei der Wasserkraft besteht ein nationales energiepolitisches Interesse und müssen Ab- weichungen von der Erhaltung von NHG 5-Ob- jekten möglich sein. Développement -	
8363	Commune de Pla- teau de Diesse 2515 Prêles	Proposition / Remarque La commune soutient la modification des cri- tères pour les nouveaux périmètres propices à l'implantation d'éoliennes : si un projet d'import- ance nationale concerne un objet au sens de l'article 5 LPN (IFP, ISOS), il est possible d'en- visager, dans le cadre d'une pesée rigoureuse des intérêts, une dérogation à la règle suivant laquelle un objet doit être conservé intact. Développement -	Appréciation Prise de connaissance
7478	Commune de Pe- tit-Val 2748 Souboz	Proposition / Remarque Les communes de Châtelat et Monible y sont mentionnées en compagnie de Rebévelier et Saicourt pour le site S5 Les Cerniers de Rebé- velier- Béroie. Nous vous prions de corriger ce libellé en remplaçant les deux anciennes com- munes par celle de Petit-Val et en proposant d'étendre le périmètre à toute la montagne du Droit. Développement Il nous semble que les accès depuis Les Ecor- cheresses permettraient l'éventuelle implanta- tion de quelques éoliennes sans devoir adapter le réseau routier. A l'époque du tournant éner- gétique, il nous paraît opportun d'étudier toutes les options d'emplacements possibles pour ces nouvelles sources d'énergies renouvelables.	Appréciation Prise en considération
7554	Gemeindeverwal- tung Reutigen 3647 Reutigen	Proposition / Remarque Die Gemeinde Reutigen begrüsst die Änderun- gen im Massnahmenblatt C_21 betr. Windener- gie und ins-besondere der Hinweis, dass der Bau einer Windenergieanlage aus Gründen der nachhaltigen Energienutzung auch ein Abwei- chen von der ungeschmälernten Erhaltung eines Objekts nach Art. 5 NHG rechtfertigen kann. Der Richtplan beruft sich dabei auf Art. 12 des neuen Energiegesetzes (nationales Interesse an der Nutzung erneuerbarer Energien). Über- triebener Heimatschutz soll nicht die beschlos- sene Energiewende behindern. Soweit ersicht- lich haben aber diese Erwägungen zur Interes- senabwägung nicht auch bei der Wasserkraft Eingang gefunden. Développement In diesem Fall würde die Wasserkraft schlechter gestellt, was nicht einleuchtet. Auch bei der Wasserkraft besteht ein nationales energiepoli- tisches Interesse und müssen Abweichungen	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		von der Erhaltung von NHG 5-Objekten möglich sein.	
6102	Gemeinde Riggisberg 3132 Riggisberg	Proposition / Remarque Das festgelegte Windenergiegebiet S18 Gibelegg-Würze ist mit der Charta des Naturpark Gantrisch und der Verordnung über die Pärke von nationaler Bedeutung (Pärkeverordnung, PÄV) abzugleichen und darf dieser nicht widersprechen. Développement Kein Widerspruch in den Planungen zulassen.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Windenergiegebiet S9 Gibelegg - Würze wurde im zeitlich parallel zur vorliegenden Mitwirkung laufenden Genehmigungsverfahren zu den Richtplananpassungen'18 vom Bund nicht genehmigt und aus dem Kantonalen Richtplan gestrichen.
8274	Gemeindeverwaltung Saanen 3792 Saanen	Proposition / Remarque Prüfraum P26 und P27 sollen ersatzlos aus dem Richtplan gestrichen werden. Développement Der Gemeinderat von Saanen hat am 19. April 2016 die Windenergie abgelehnt. Stellungnahme 3. Juni 2016 zur Richtplananpassung MB C_21	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Windenergieprüfräume P26 und P27 haben sich im Rahmen einer ersten kantonalen Evaluation als für einen Windpark als grundsätzlich geeignet erwiesen. Zurzeit findet unter Federführung der Bergregion Obersimmental-Saanenland eine detailliertere Prüfung dieser Räume statt. Gestützt darauf werden die Prüfräume dann neu beurteilt.
8273	Gemeindeverwaltung Saanen 3792 Saanen	Proposition / Remarque Rückseite Punkt 5 Betrifft ein Vorhaben von nationalem Interesse ein Objekt nach Art. 5 NHG, so darf im Rahmen einer qualifizierten Interessenabwägung ein Abweichen von der ungeschmälernten Erhaltung in Erwägung gezogen werden. Dieser Punkt ist ersatzlos zu streichen. Développement Gemeinde-, Tourismus-, Natur- und Landschaftsschutzinteressen stehen einer Windenergieanlage grundsätzlich entgegen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Differenzierung der Regelung entspricht der Bundesgesetzgebung (NHG, EnG).
8485	Gemeinde St. Stephan 3772 St. Stephan	Proposition / Remarque In Windenergiegebieten muss sichergestellt werden, dass die Windenergieanlagen die Landschaft nicht verschandeln. Grosse Windkraftanlagen sollten nur in bereits erschlossenen Zivilisationsräumen erstellt werden. In landschaftlich wertvollen und ausgesetzten Standorten werden Windräder abgelehnt. Stattdessen ist das grosse ungenutzte Potential zur Gewinnung von erneuerbarer Energie mit Wasserkraft besser zu fördern. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
6898	BDP Kanton Bern 3000 Bern 6	Proposition / Remarque C_21 Die Planung von Windenergieprojekten ist voranzutreiben. Développement Die Ziele der Energiewende sind nur mit einem Anteil Windenergie zu erreichen. Wenigstens ein Teil, der im Richtplan aufgeführten Anlagen	Appréciation Berücksichtigt

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		sollte rasch realisiert werden. Das Manko an Winterstrom wird sonst zu gross.	
6934	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Dass Windenergie stärker berücksichtigt wird, ist zu begrüßen. Développement Die Auswirkungen der Windkraftwerke auf die Umwelt sind geringer als bei anderen Kraftwerkstypen. Und im Gegensatz zu anderen Kraftwerkstypen kann bei neuen Erkenntnissen auch rasch ein Rückbau vorgenommen werden.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7019	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Einverstanden, mit einem Vorbehalt Développement Bei der Planung von Windparks wurde die Bedeutung von BLN und ISOS-Schutzgebieten zu stark relativiert. Deren Erhaltung darf in Zukunft durch Windparkanlagen geschmälert werden. Diese Ergänzung wird von der SP Kanton Bern abgelehnt. Wenn andere Schutzgebiete nicht beeinträchtigt werden dürfen, hat dies insbesondere auch für BLN und ISOS-Schutzgebiete zu gelten.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Anpassung entspricht der (neuen) Bundesgesetzgebung (Art. 12 EnG).
8535	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Rückseite, Punkt 5: Die SVP begrüsst diese Lockerung, damit künftig die Windenergie weniger Auflagen erfüllen muss und so das Potenzial von lokaler «sauberer» Energie besser genutzt werden kann. Deshalb sollten nicht nur Vorhaben von nationalem sondern auch von regionalem Interesse von diesen Ausnahmen profitieren. Développement -	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Differenzierung der Regelung entspricht der Bundesgesetzgebung (NHG, EnG).
6817	Berner Bauern Verband 3072 Ostermundigen	Proposition / Remarque Grundeigentümer müssen immer von Anfang an miteinbezogen werden. Der BEBV stellt sich die Frage, ob regionale Richtpläne Sinn machen. Wir haben die Vermutung, dass diese wenig gepflegt werden. Auf kantonaler Ebene verfügen wir über mehr Ressourcen um diese wichtige Aufgabe wahrzunehmen. Développement Massnahme C_21 Wir begrüssen die Bestrebungen des Kantons, im Bereich der Windenergie koordinierend zu wirken. Es scheint sinnvoll, die Kräfte in diesem Bereich zu bündeln. Die gewählte Aufgabenteilung der einzelnen Behörden erachten wir als zielführend.	Appréciation Berücksichtigt Remarque Die Grundeigentümer können sich bereits heute im Rahmen der öffentlichen Mitwirkungen zur regionalen und zur kantonalen Richtplanung einbringen. Aktuell sind fünf Regionen daran, ihre Windenergiegerichtplanung zu erarbeiten. Aus kantonaler Sicht steht ein Verzicht auf die regionale Planungsstufe deshalb aktuell nicht zur Diskussion.
7451	IG Pro Landschaft Schonegg 3465 Dürrenroth	Proposition / Remarque Die Schonegg soll als Windenergiegebiet (S10) aus dem Richtplan gestrichen werden. Développement gemäss Anhang Angeschlossene Teilnehmer/innen:	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Schonegg wurde mit der regionalen Windenergiegerichtplanung Emmental als einer der aussichtsreichsten Standorte für einen Windpark im

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		• Andrea Leuenberger, 3415 Rüegsauschachen • John Leuenberger, 3415 Rüegsauschachen • Lukas Schär, 3415 Hasle bei Burgdorf • Remo Brüderlin, 3415 Hasle b. B. • Christine Leuenberger, 3415 Hasle-Rüegsau • Barbara Käser, 3462 Weier • Ig pro Schonegg, 3462 Weier • Andrea Schär, 3415 Hasle b. B. • Selim Käser, 4900 Langenthal • Markus Mathys, 6333 Hünenberg See • Peter Bracher, 3465 Dürrenroth • René Bilger, 3462 Weier im Emmental • Nicole Christine Humm-Ogi, 3462 Weier im Emmental • Windkraft Schonegg Sumiswald, 3462 Weier • Dora Widmer, 3123 Belp • Tina Käser, 3418 Rüegsbach • Karina von Ballmoos, 3415 Rüegsauschachen • Anush Mohafez, 3457 Wasen i.E. • swiss trade international GmbH, 3457 Wasen i.E. • Paul Eggimann, 3457 wasen • Beatrice Eggimann, 3421 Lyssach • Ueli Aeschbacher, 3472 Wynigen • Peter Leuenberger, 3415 Hasle-Rüegsau • Chantal Walti, 3462 Weier im Emmental • IG Pro Landschaft Schonegg, 3418 Rüegsbach • Nelly Herrmann, 3462 Weier im Emmental • Jakob Mosimann, 3462 Weier • Gabi Järman, 3462 Weier • Nikolaus Humm, 3462 Weier im Emmental	Emmental evaluiert. Ob und mit welchen Rahmenbedingungen tatsächlich ein Windpark realisiert werden kann, wird im Rahmen der Nutzungsplanung zu klären sein.
7536	Interessengemeinschaft (IG) ländlicher Raum 3800 Unterseen	Proposition / Remarque Die IG begrüsst die Änderungen im Massnahmenblatt C_21 betr. Windenergie und insbesondere der Hinweis, dass der Bau einer Windenergieanlage aus Gründen der nachhaltigen Energienutzung auch ein Abweichen von der ungeschmäleren Erhaltung eines Objekts nach Art. 5 NHG rechtfertigen kann. Développement Der Richtplan beruft sich dabei auf Art. 12 des neuen Energiegesetzes (nationales Interesse an der Nutzung erneuerbarer Energien). Übertriebener Heimatschutz soll nicht die beschlossene Energiewende behindern. Soweit ersichtlich haben aber diese Erwägungen zur Interessenabwägung nicht auch bei der Wasserkraft Eingang gefunden. In diesem Fall würde die Wasserkraft schlechter gestellt, was nicht einleuchtet. Auch bei der Wasserkraft besteht ein nationales energiepolitisches Interesse und müssen Abweichungen von der Erhaltung von NHG 5-Objekten möglich sein.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8277	Paysage Libre BEJUNE	Proposition / Remarque	Appréciation Prise de connaissance

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	2406 La Brévine	Enfin, nous saluons le retrait du périmètre S6, et la modification du périmètre S5 (Cerniers de Rebévelier) à l'état de coordination d'information préalable. Développement -	
8275	Paysage Libre BEJUNE 2406 La Brévine	Proposition / Remarque Nous attirons votre attention sur des éléments contradictoires entre les deux versions linguistiques du plan directeur amendé, ainsi qu'entre la version figurant sur le site internet et celle figurant dans la plateforme de saisie des prises de position. Concernant le site éolien de Mont-Sujet (S13) : ce site est biffé dans la version française figurant sur le site internet du Canton de Berne : (https://www.jgk.be.ch/jgk/fr/index/raumplanung/raumplanung/kantona-ler_richtplan/vernehmlassung.html). Or, il figure toujours dans le document allemand ainsi que dans la version figurant sur la plateforme de saisie électronique des prises de position. Cette situation n'est pas propice à une consultation claire des modifications du plan directeur. Elle tend également à montrer que le Canton de Berne hésite sur ce point, alors qu'on s'attend de sa part, enfin, à une position décidée. Nous n'avons pas besoin de vous rappeler que votre Office a déjà exprimé ses doutes concernant le site de Mont Sujet (voir votre courrier du 10 octobre 2019 à l'Association Jura bernois.Bienne). La commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage CFNP estime elle aussi que le parc éolien du Mont Sujet porte une atteinte importante l'objet IFP Chasseral (p. 11, préavis de la CFNP du 27 mai 2019). Ce site suscite également le désaccord des cantons voisins. Pour rappel, le canton de Neuchâtel avait exprimé son désaccord avec le site de Mont-Sujet dans le cadre de la consultation de la dernière révision du Plan directeur régional des parcs éoliens (PDPE) en ces termes : « Nous soutenons votre projet de révision partielle du plan directeur régional des parcs éoliens dans le Jura bernois, sans enthousiasme pour ce qui est du développement souhaité sur le site du Mont Sujet. En effet, le canton de Neuchâtel défend la concentration des éoliennes et la préservation de vastes entités paysagères sur son territoire. Dans cette optique, nous excluons des planifications éoliennes les massifs jurassiens bordant les lacs de Bienne et Neuchâtel qui se trouvent sur le territoire neuchâtelois (1ère crête de l'Arc jurassien neuchâtelois). L'objectif est de préserver la vue vers le Sud, le Plateau et les Alpes depuis la crête principale du Mont Racine – Chasseral. Par conséquent, nous refusons les projets situés à Chaumont, et ceux proposés sur la partie neuchâteloise du plateau de Diesse ». Des organisations environnementales avaient, à cette occasion, elles aussi montré leur opposition à ce site. Pro Natura Jura bernois et Pro	Appréciation Prise de connaissance Remarque La version allemande de la fiche de mesure fait foi, tandis que la version française est erronée. Nous comprenons que le traitement du site éolien de Mont-Sujet (S13) prête à confusion. Il est à noter toutefois que la fiche de mesure C_21 présente l'état de la planification régionale en vigueur au moment du dépôt public. Lors de la révision du plan directeur régional des parcs éoliens dans le Jura bernois (PDPE), il est apparu que le périmètre propice à l'implantation d'éoliennes S13, mentionné jusque-là à titre d'information préalable mais auquel la région entendait attribuer le statut de coordination réglée, n'était pas compatible avec les exigences de préservation du paysage. Il a donc été radié d'office du plan directeur régional lors de la procédure d'approbation. La radiation n'est toutefois pas entrée en force en raison d'un recours formé contre la décision et n'est par conséquent pas prise en compte par la présente révision du plan directeur.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Natura Berne estimait qu'il y a trop d'incertitudes quant aux gisements éoliens de ces sites, donc de leur capacité productive et par voie de conséquence de leur rentabilité. Pro Natura estimait également que pour le site de Mont-Sujet plus précisément, une nouvelle évaluation de l'impact paysager du projet modifié en toute fin des travaux de la Commission de révision ad hoc, fait défaut. Tout s'oppose au maintien du site de Mont-Sujet. La population de la Commune de Plateau de Diesse a d'ailleurs exprimé pas plus tard que le 24 novembre un soutien sans faille (à 90% !) au parc naturel régional de Chasseral (voir Journal du Jura, 26 novembre 2020). Or, on sait, le parc naturel Chasseral est compromis par le trop grand nombre de sites éoliens retenus dans le plan directeur régional du Jura bernois, et en particulier par le site de Mont-Sujet, qui se situe au cœur névralgique du Parc Chasseral (voir la prise de position du Parc Chasseral dans le cadre de la dernière révision du PDPE). Ce facteur est insuffisamment pris en compte dans la pesée d'intérêts du PDPE. Le Canton de Berne a constaté que l'ARJB souhaite maintenir le site de Mont-Sujet malgré les préavis négatifs et la critique du canton de Neuchâtel. L'OACOT a d'ailleurs déjà mentionné que si le site de Mont-Sujet est maintenu dans le PDPE du Jura bernois, il appartient au canton de Berne d'effectuer une pesée des intérêts dans son plan directeur cantonal (voir PDPE, fiches de coordination et plans des périmètres du 14 novembre 2019, page 44). Dès lors, il est nécessaire d'effectuer cette pesée d'intérêts maintenant et, en conséquence, de retirer le site de Mont-Sujet, comme le prévoit une des versions du plan directeur cantonal amendé mise en consultation. Nous partons donc du principe que la version du plan directeur sans le Mont-Sujet est la version correcte. Dans tous les cas de figure, si d'aventure une telle pesée d'intérêts devait ne pas être effectuée au stade actuel, il est nécessaire de le maintenir le site en statut d'information préalable. Il s'agit là, pour notre association, d'un élément impératif. Développement -	
8276	Paysage Libre BEJUNE 2406 La Brévine	Proposition / Remarque Pour le reste, nous estimons que les modifications apportées sont pour certaines malvenues. En particulier, nous nous opposons à la modification effectuée au point 5 : les périmètres et objets recensés dans les inventaires fédéraux doivent être protégés. On ne comprend pas, en effet, à quoi il sert de mettre des paysages sous protection (IFP) si c'est pour ensuite y autoriser des parcs éoliens industriels. Le Canton de Berne gagne à préserver ses sites protégés pour le bien des futures générations. La volonté de réduire la protection des objets classés à l'IFP montre que le Canton de Berne ne trouve pas de sites propices en dehors des périmètres protégés. C'est bien la preuve que l'éolien n'a pas de place et pas sa	Appréciation Pas de prise en considération Remarque L'adaptation du chiffre 5 est conforme à la (nouvelle) législation fédérale (art. 12 LEné).

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		place dans ce canton. La modification proposée est aussi économiquement problématique : elle incite les promoteurs éoliens à investir de grandes sommes d'argent dans des études d'impact et des analyses de projets qui risquent fort d'échouer devant les tribunaux. Le Canton de Berne gagne donc à limiter ses périmètres éoliens à des zones qui ne font pas l'objet d'une protection. La « pesée rigoureuse » des intérêts qui est exigée n'y change rien. Développement -	
7512	Pro Natura Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Prüfräume 14, 15, 20, 21, 22, 25, 29, 32 streichen oder KS zurückstufen. Développement Es wurden verschiedene Prüfräume als Festsetzung in den Richtplan aufgenommen, die aus Gründen des Landschaftsschutzes oder Vogelschutzes höchst problematisch sind. Dies zeigte sich namentlich bei der Planung auf Stufe Region im Entwicklungsraum Thun, wo bei einigen Objekten wichtige Zugvogelrouten betroffen wären. Sicher muss die Interessenabwägung auf Stufe kant. Richtplan stufengerecht sein. Dennoch erachten wir für die genannten Prüfräume die Interessenabwägung angesichts der aktuellen Erkenntnisse als ungenügend. Diese sind deshalb zu streichen oder der Koordinationsstand ist zurückzustufen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Windenergieprüfräume haben sich im Rahmen einer ersten kantonalen Evaluation als für einen Windpark als grundsätzlich geeignet erwiesen. Zurzeit findet unter Federführung der betroffenen Regionen eine detailliertere Prüfung dieser Räume statt. Gestützt darauf werden die Prüfräume dann neu beurteilt.
7497	Pro Natura Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque S13, Mont-Sujet: streichen Développement Das Objekt Mont Sujet erfüllt die Anforderungen in verschiedener Hinsicht klar nicht und wird aus dem regionalen Windrichtplan gestrichen (s. auch angehängte Datei mit Stellungnahme).	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Im Massnahmenblatt C_21 wird der rechtskräftige Stand der regionalen Planung im Zeitpunkt der öffentlichen Auflage dargestellt. Im Rahmen der Revision der regionalen Windenergiegerichtplanung Jura-Bernois hat sich gezeigt, dass das bis dahin als Vororientierung eingestufte und von der Region zur Aufstufung als Festsetzung vorgesehene Windenergiegebiet S13 nicht mit der gebotenen Schonung der Landschaft vereinbar war. Das Windenergiegebiet wurde deshalb im Rahmen der Genehmigung von Amtes wegen aus dem regionalen Richtplan gestrichen. Da gegen diesen Beschluss Beschwerde ergriffen wurde, ist diese Streichung aber noch nicht in Rechtskraft erwachsen und in der vorliegenden Richtplanrevision noch nicht berücksichtigt.
7308	Stiftung Landschaftsschutz Schweiz (SL-FP) 3007 Bern	Proposition / Remarque Grundsätze und Kriterien, Ziff. 5: Zweiten Spiegelstrich belassen (bezüglich BLN und ISOS); dritten Spiegelstrich streichen Développement Wiewohl die neue Formulierung bundesrechtlich möglich ist, soll der Kanton Bern bei der bisherigen restriktiven Regelung bleiben!	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Regelung entspricht der (neuen) Bundesgesetzgebung (Art. 12 EnG).

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
7307	Stiftung Landschaftsschutz Schweiz (SL-FP) 3007 Bern	Proposition / Remarque S14 Montagne de Romont: Koordinationsstand belassen bei Vororientierung Développement Das Projekt Montoz im unmittelbar anschliessenden Gebiet S7 ist von der Bevölkerung der Gemeinde Court abgelehnt worden, Ebenfalls ist das benachbarte Projekt Grenchenberg bestritten und liegt zur Zeit beim Bundesgericht. Die drei Projekte Montoz, Romont und Grenchenberg bilden ein Ensemble und ihre Planung muss namentlich unter dem Aspekt der Landschaft (Covisibilität) koordiniert erfolgen. Nachdem der Status der Nachbarprojekte nach wie vor unsicher ist, soll der jetzige Koordinationsstand (VO) belassen werden und nicht auf ZE heraufgestuft werden.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Im Massnahmenblatt C_21 wird der rechtskräftige Stand der regionalen Planung im Zeitpunkt der öffentlichen Auflage dargestellt. Im Rahmen der Revision der regionalen Windenergierichtplanung Jura-Bernois hat sich gezeigt, dass das bis dahin als Vororientierung eingestufte Windenergiegebiet S7 Romontberg zu einem Zwischenergebnis aufgestuft werden kann.
8570	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Der VBBG unterstützt alternative Energien und deren Gewinnung. Jedoch stellt der VBBG den Antrag, dass die Grundeigentümer bei den Vorhaben und auch den Windrichtplänen zwingend, und zwar bei Planungsbeginn, zu informieren sind, damit sie ihre berechtigten Anliegen vorbringen können. Zudem soll der Kanton Bern künftig auf regionale Windrichtpläne verzichten und die Planung kantonal angehen. Développement -	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Grundeigentümer können sich bereits heute im Rahmen der öffentlichen Mitwirkungen zur regionalen und zur kantonalen Richtplanung einbringen. Aktuell sind fünf Regionen daran, ihre Windenergierichtplanung zu erarbeiten. Aus kantonaler Sicht steht ein Verzicht auf die regionale Planungsstufe deshalb aktuell nicht zur Diskussion.
8572	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Wir stellen den Antrag, den neuen Absatz zu streichen, welcher eine Abweichung der BLN- und ISO-Normen vorsieht. Ebenfalls sollen Mindestabstände weiterhin eingehalten werden. Windanlagen im Wald sollen nur in Ausnahmefällen realisiert werden. Développement -	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die vorliegende Differenzierung der Anforderungen an Windenergiegebiete und Windenergieanlagen basiert auf einer sorgfältigen Abwägung zwischen dem nationalen Interesse der Förderung der erneuerbaren Energien und den Interessen der Bevölkerung, Natur, Wald und Landschaft.
6923	Matthias Künti 3053 Diemerswil	Proposition / Remarque Streichung des Windenergiegebiets S17 Développement 1. Schongebiet (Ortsplanung 2021 Diemerswil) 2. Quellwassergefährdung 3. Lebensraum vom rot Milan und Fledermäusen 4. Blend und Lärm da viel zu nah an Siedlungsgebiet 5. bis zu 30% Wertverlust von Immobilien 6. Gefährdung des Naherholungsgebiet im Winter durch Eisschlag 7. Neubau von Freileitungen 8. Zerstörung von Fruchtfolgeflächen	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Windenergiegebiet S17 Lindental - Kohlholz wurde mit der regionalen Windenergierichtplanung Bern-Mittelland als einer der aussichtsreichsten Standorte für einen Windpark in der Region evaluiert. Ob und mit welchen Rahmenbedingungen tatsächlich ein Windpark realisiert werden kann, wird im Rahmen der Nutzungsplanung zu klären sein.
7474	Melchior Lanz, Privat 3455 Grünen	Proposition / Remarque Das Projekt "Windpark Schonegg" 3454 Sumiswald, muss aus dem Richtplan gestrichen werden!	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Développement Das Emmental ist kein Windgebiet! Durch die Windanlage würde das Naherholungsgebiet verschandelt! Eine zeitgerechte Amortisation der Anlage, ist nicht möglich! Die Schonegg ist ein Vogelzug- Gebiet! Was passieren würde, wissen Sie selber! Die Schonegg ist auch ein Wohn- und Landwirtschaftsgebiet! Durch die grosse Lärmemission würden die Anwohner massiv gestört!	Die Schonegg wurde mit der regionalen Wind-energierichtplanung Emmental als einer der aussichtsreichsten Standorte für einen Windpark im Emmental evaluiert. Ob und mit welchen Rahmenbedingungen tatsächlich ein Windpark realisiert werden kann, wird im Rahmen der Nutzungsplanung zu klären sein.
7075	Andrea Leuenberger 3415 Rüegsauschachen	Proposition / Remarque Die Schonegg soll als Windenergiegebiet aus dem Richtplan gestrichen werden Développement Die Schonegg ist als Windenergiegebiet nicht geeignet. Die Windkraftanlagen verschandeln die Landschaft und verursachen Lärm, Schattenwurf und Eiswurf und gefährden Vögel, Fledermäuse und die Wasserversorgung vieler Streusiedlungen. Die gigantischen Windturbinen sind völlig unwirtschaftlich und können nur mit hohen Subventionen betrieben werden. Der bescheidene Gewinn an unsicherem Strom steht in keinem Verhältnis zu dem bleibenden Schaden, den diese Anlagen anrichten.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Schonegg wurde mit der regionalen Wind-energierichtplanung Emmental als einer der aussichtsreichsten Standorte für einen Windpark im Emmental evaluiert. Ob und mit welchen Rahmenbedingungen tatsächlich ein Windpark realisiert werden kann, wird im Rahmen der Nutzungsplanung zu klären sein.
7870	John Leuenberger 3415 Rüegsauschachen	Proposition / Remarque Die Abstände zu bewohntem Gebiet sind mit 300m zu nah Développement Windkraftwerk über 30m gehört verboten. Es sind Windkraftwerke geplant welche mit den Rotoren über 250m kommen und diese sind noch auf exponierten Hügeln stationiert. Schattenwurf, Geräuschemissionen, Infraschall und Gefährdung durch Eisschlag sind massive Nachteile für die Anwohner. Landwirtschaftliche gebiete profitieren von Wasserquellen in geplanten Windkraftgebieten. Durch die grossen Vibrationen von Kraftwerken verursacht, besteht eine grosse Gefahr dass Quellen versiegen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Windenergie leistet einen wichtigen Beitrag zur Erreichung der Ziele der Energiestrategie 2050 des Bundes. Der Kanton Bern ist deshalb bestrebt, eine wirtschaftliche, die Bevölkerung und die Umwelt schonende sowie auf die Bedürfnisse der Regionen abgestimmte Nutzung der Windenergie zu ermöglichen.
7071	John Leuenberger 3415 Rüegsauschachen	Proposition / Remarque Keine Windenergie im Naherholungsgebiet Schonegg Développement Kosten Nutzen stimmen nicht überein. Rein Rechnerisch vielleicht schon, doch dafür braucht es genügend und regelmässigen Wind. Dieser ist in diesem Gebiet nicht vorhanden. Die Anlage würde nur die Klimaziele auf Papier erfüllen aber in der Realität nur viele Nachteile verursachen. zb. die Distanz von geplanten Windkraftwerke zu bewohnten Häuser ist mit 300m viel zu nah, man vergleiche dazu Nachbarländer, dort gelten schon lange viel grössere Abstände. Die Entwertung der Wohngebäude und die Verwüstung des Landschaftsbild sind irreparabel.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Schonegg wurde mit der regionalen Wind-energierichtplanung Emmental als einer der aussichtsreichsten Standorte für einen Windpark im Emmental evaluiert. Ob und mit welchen Rahmenbedingungen tatsächlich ein Windpark realisiert werden kann, wird im Rahmen der Nutzungsplanung zu klären sein.
7869	John Leuenberger	Proposition / Remarque	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	3415 Rüegsauschachen	Prüfung für Eignung Windkraftwerk nicht seriös gemacht Développement Das Mittelland und gerade die Schonegg sind nicht geeignet für Windenergie, da es zu wenig Wind hat! Zum Windenergieprüfraum P18 / Schonegg vermerkt der kantonale Bericht, dass ein bedeutender Flächenteil des Prüfraumes durch regionale Landschaftsschutzgebiete geschützt wird. Die durchschnittliche Windgeschwindigkeit auf 100 m über Boden betrage 4.5 Meter pro Sekunde. Da sich mit dieser geringen Windgeschwindigkeit Windenergieanlagen gar nicht rentabel betreiben lassen, wird der Prüfraum beurteilt mit "Die Eignung für die Windkraftnutzung ist mässig". Diese mässige Eignung ist nicht überraschend, denn der Name "Schonig" kommt von "schönen": Die Schonegg wird vom Wetter, Sturm und Wind oft verschont und Unwetter ziehen nördlich oder südlich vorbei.	Remarque Die Schonegg wurde mit der regionalen Windenergieerichtplanung Emmental als einer der aussichtsreichsten Standorte für einen Windpark im Emmental evaluiert. Ob und mit welchen Rahmenbedingungen tatsächlich ein Windpark realisiert werden kann, wird im Rahmen der Nutzungsplanung zu klären sein.
7871	John Leuenberger 3415 Rüegsauschachen	Proposition / Remarque Windgebiet S10 Schonegg ist nicht geeignet - Auslastung ist zu klein. Développement Die Praxis zeigt, dass Windenergie in der Schweiz nicht rentabel ist und die Technologie an sich viele Probleme mit sich bringt. Dies bestätigt ein Blick in die Medien. Die effizientesten Windenergieanlagen stehen im Unterwallis, weil dort der Wind konstant weht; sie bringen eine Auslastung von 29%. Der Durchschnitt aller anderen Anlagen der Schweiz liegt bei 15%. Die Anlage mit schweizweit schlechtesten Auslastung hat 5.5% und steht in Feldmoos/Rengg Luzern ("Windräder sind nur schwach ausgelastet", Der Bund 6. Juli 2019). Die Rengg ist weniger als 20 km von der Schonegg entfernt und wird von den gleichen Schwachwinden bedient, welche die Schonig überstreichen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Schonegg wurde mit der regionalen Windenergieerichtplanung Emmental als einer der aussichtsreichsten Standorte für einen Windpark im Emmental evaluiert. Ob und mit welchen Rahmenbedingungen tatsächlich ein Windpark realisiert werden kann, wird im Rahmen der Nutzungsplanung zu klären sein.
Mesure C_27 : Garantir le traitement public des eaux usées			
5748	Service du développement territorial du Canton de Jura 2800 Delémont	Proposition / Remarque La fiche C_27 doit être complétée et le Syndicat des eaux de Moutier et environs doit être informé de la nécessité de planifier un possible traitement des micropolluants sur son site. Développement Les principes de coordination pour la STEP n°57 Moutier-Roches ne tiennent pas compte des discussions et décisions prises en séance du 2 mai 2019 entre des représentants de l'OED, de l'OFEV et de l'Office jurassien de l'environnement. Selon le procès-verbal de cette séance : - [...] la STEP de Moutier (Roches) ne remplit pas les critères actuels de l'OEaux et n'a donc droit à aucune indemnisation fédérale. - Le Canton de Berne reste ouvert aux nouvelles discussions concernant l'équipement EMP de la STEP de Moutier s'il s'avère que	Appréciation Prise en considération Remarque Il est partiellement donné suite à la prise de position. Mais pas en ce qui concerne l'exigence, à ce stade déjà, d'une 4e étape de traitement à la STEP de Moutier. Il convient d'attendre le résultat des recherches hydrologiques avant de fixer la suite de la procédure à compter de 2022.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		certaines problèmes de pollution par des micropolluants sont explicitement causés par les effluents de la STEP de Moutier, même si cette mesure ne donne pas droit aux indemnités fédérales. En fonction des atteintes provoquées par les eaux de la Birse à certains captages d'eau potable, il ne peut pas être exclu que la STEP de Moutier doive à terme être équipée pour traiter les micropolluants. Deux voies menant à un équipement restent donc ouvertes : 1. Traitement exigé par la Confédération et subventionné 2. Traitement décidé par la population locale et les cantons pour améliorer la qualité de la Birse, sans financement fédéral.	
8536	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Rückseite: Keine Einwände. Aus Sicht der SVP können grössere Zusammenschlüsse von bestehenden ARAs auch wesentliche Nachteile mit sich ziehen. Die Wasser-Rückführung in die Natur erfolgt normalerweise regional. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8325	ARA Kiesental AG 3510 Konolfingen	Proposition / Remarque Text bei Standort Nr. 10 "Kiesental unteres" ist folgendermassen zu ändern: "Der jetzige Standort bleibt; der Anschluss der ARA Grosshöchstetten und Oberes Kiesental bedingt Ausbauten und ist *eventuell* mit der räumlichen Entwicklung angrenzend an den ARA-Standort zu koordinieren. (...) " Développement Das Thema "Vierte Reinigungsstufe Mikroverunreinigung" wird in die Lösungsstrategie der Gemeinde Grosshöchstetten und der ARA Oberes Kiesental neu aufgenommen. Dadurch wird die VariantenAppréciation der angestrebten Lösung nochmals aufgerollt.	Appréciation Berücksichtigt
Mesure D_03 : Tenir compte des dangers naturels dans l'aménagement local			
8573	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Der VBBG begrüsst es, dass Naturgefahren in der Ortsplanung berücksichtigt werden. Er lehnt den neuen Punkt 9 bei der Überprüfung und Festlegung der Bauzonen jedoch ab. Dieser Punkt schafft Rechtsunsicherheit. Gemeinden könnten mit solchen unklar definierten Gefahrenhinweisen Bauprojekte respektive neue Bauzonen verhindern. Développement Dieser Punkt schafft Rechtsunsicherheit. Gemeinden könnten mit solchen unklar definierten Gefahrenhinweisen Bauprojekte respektive neue Bauzonen verhindern.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Der neue Fall 9 ist nicht neu, dieser Grundsatz besteht schon seit 2009 (AHOP Naturgefahren) und trägt dem Umstand Rechnung, dass aus ökonomischen Gründen nicht für das ganze Gemeindegebiet eine Gefahrenkarte erarbeitet wird, sondern nur im Rahmen des Siedlungsgebietes. Die Gefahrenhinweiskarte zeigt ausserhalb des Siedlungsgebietes noch unbestimmte Naturgefahren auf: Es handelt sich dabei einerseits um rein computergestützte Modellierungen möglicher Ereignisse (ohne Verifikation im Gelände) auf der Basis digitaler Daten, andererseits um geologische Appréciationen und tatsächlich beobachtete Ereignisse. Möchte eine Gemeinde nun neue Bauzonen schaffen, muss sie zuerst die Gefah-

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
			renstufe bestimmen lassen um auf die Naturgefahr angemessen reagieren zu können (Bspw. Neu-Dimensionierung der Bauzonen, bauliche Massnahmen).
6913	Gemeinde 3303 Jegenstorf 3303 Jegenstorf	Proposition / Remarque Die geänderte Formulierung betreffend Erarbeitung von Appréciationsgrundlagen zu den Naturgefahren darf nicht dazu führen, dass die OIKs beim geringsten Hinweis eine Überprüfung und Aktualisierung der gesamten Gefahrenkarte einer Gemeinde fordern können. Développement Ist mit hohen Kosten für die Gemeinden verbunden und entsprechend nur bei Gesamtrevisionen der Zonenpläne sinnvoll.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
6936	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Die neue Formulierung von "4. Bau- und Nutzungsbeschränkungen in Gefahrengebieten" ist zu begrüßen. Développement Sie lässt die Rücksichtnahme auf lokale Begebenheiten zu.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8278, 8446, 8469, 8479, 8491, 8495, 8508, 9549, 9561, 9562, 20276	(1) Gemeinde Diemtigen 3753 Oey (2) Gemeinde Hasliberg 6085 Hasliberg Goldern (3) Gemeinde Meiringen 3860 Meiringen (4) Interessengemeinschaft (IG) ländlicher Raum 3800 Unterseen (5) Gemeinde St. Stephan 3772 St. Stephan (6) Gemeinde Därstetten 3763 Därstetten (7) Gemeinde Grindelwald 3818 Grindelwald (8) Gemeinde Lauterbrunnen Bauverwaltung 3822 Lauterbrunnen (9) Gemeindeverwaltung Reutigen 3647 Reutigen (10) Einwohnergemeinde Erlenbach 3762 Erlenbach (11) Gemeinde Oberlangenegg 3616 Schwarzenegg	Proposition / Remarque Wir beantragen, die Vorgabe, wonach eine Einzonung nicht möglich sei, bis das Ausmass der als unbestimmt (braun) eingetragenen Gefahrenstufe geklärt ist, aus dem Richtplan zu streichen. Développement Neu ist im Richtplan vorgesehen, dass eine Einzonung nicht möglich sei, bis das Ausmass der als unbestimmt (braun) eingetragenen Gefahrenstufe geklärt ist. Diese Aussage ist angesichts des bereits bestehenden Art. 6 Abs. 4 BauG unnötig, wonach in Gefahrengebieten mit nicht bestimmter Gefahrenstufe diese spätestens im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens zu bestimmen ist. Die Vorverlagerung auf die Einzonung durch Statuierung eines Einzonungserfordernisses ist vor dem Hintergrund des in Art. 6 Abs. 4 BauG enthaltenen grosszügigeren Spielraums sogar rechtlich heikel.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Der neue Fall 9 ist nicht neu, dieser Grundsatz besteht schon seit 2009 (AHOP Naturgefahren) und trägt dem Umstand Rechnung, dass aus ökonomischen Gründen nicht für das ganze Gemeindegebiet eine Gefahrenkarte erarbeitet wird, sondern nur im Rahmen des Siedlungsgebietes. Die Gefahrenhinweiskarte zeigt ausserhalb des Siedlungsgebietes noch unbestimmte Naturgefahren auf: Es handelt sich dabei einerseits um rein computergestützte Modellierungen möglicher Ereignisse (ohne Verifikation im Gelände) auf der Basis digitaler Daten, andererseits um geologische Appréciationen und tatsächlich beobachtete Ereignisse. Möchte eine Gemeinde nun neue Bauzonen schaffen, muss sie zuerst die Gefahrenstufe bestimmen lassen um auf die Naturgefahr angemessen reagieren zu können (Bspw. Neu-Dimensionierung der Bauzonen, bauliche Massnahmen).
7020	SP Kanton Bern	Proposition / Remarque	Appréciation

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	3001 Bern	Einverstanden Développement keine Remarque	Zur Kenntnis genommen
6935	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Folgende Anpassung ist zu begrüssen: "Wenn Hinweise dafür bestehen, dass die bestehende Gefahrenkarte nicht mehr aktuell ist, ist sie zusammen mit der zuständigen Naturgefahrenfachstelle zu überprüfen und gegebenenfalls zu aktualisieren." Développement Gefahrenkarten haben nur einen Wert, wenn sie aktuell nachgeführt sind.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7492	Gewerbeverband Berner KMU 3401 Burgdorf	Proposition / Remarque Ist ein Vorhaben beabsichtigt, bevor für das betreffende Gebiet die Gefahrenstufe bestimmt ist, ist in einer kurzen Frist die Gefahrenstufe festzulegen und den Interessierten bekannt zu geben. Für besondere Vorhaben, welche keinen Aufschub erlauben, sind Ausnahmen zu ermöglichen. Festzulegen sind die Voraussetzungen und die Ausgestaltung der Ausnahmeregelungen. Développement Neu im Massnahmenblatt ist, dass Gebiete, welche gefährdet sein könnten, nicht geplant werden können, solange die zuständige Behörde keine Gefahrenstufe bestimmt hat. Damit liegen diese Gebiete für unbestimmte Zeit brach. Besteht in dieser Zeit ein Interesse an einer Nutzung, ist gegenüber Berechtigten rasch klarzustellen, welche Einschränkungen bestehen. Angeschlossene Teilnehmer/innen: FDP. Die Liberalen Kanton Bern, 3011 Bern	Appréciation Zur Kenntnis genommen

Mesure D_08 : Créer des aires de séjour et de transit destinées aux gens du voyage

6919	Gemeinderat / Gemeindepräsidentin 3236 Gampelen	Proposition / Remarque Befristete Stand-, Durchgangs- und Transitplätze für Fahrende schaffen: Gemeinden, welche befristet Standplätze für Fahrende zur Verfügung stellen, sollen von Kanton und Bund finanziell unterstützt werden. Es sollen regionale "Task Force Fahrende" gebildet werden zur besseren Zusammenarbeit von Gemeinden, Kanton und Bund. Développement Der Aufwand zur Instandstellung und Aufrechterhaltung des Betriebes eines befristeten Standplatzes ist für (insbesondere kleinere) Gemeinden immens. Als kleine Gemeinde hat Gampelen während zwei Jahren mit riesigem Aufwand, vor allen auch an Zeit, einen befristeten Standplatz/Transitplatz für ausländische Fahrende betrieben. Die Erfahrungen sollen weitergegeben werden können.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Der RR/Kanton anerkennt das grosse Engagement und den Einsatz der Gemeinden, welche einen befristeten Platz anbieten. Befristete Halteplätze sind nötig, bis genügend definitive Halteplätze zur Verfügung stehen.
------	--	--	--

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
8279	Gemeinde Seeberg 3365 Grasswil	Proposition / Remarque Wir fordern, dass der Grundsatz zum Schutz des Kulturlandes auch hier eingehalten wird. Anstatt wertvolles Kulturland zu opfern, soll die Nutzung brachliegender Areale überprüft werden, auch wenn dies zu höheren Kosten führt. Développement Wie bereits im vorangehenden Punkt erwähnt, gibt es in der Schweiz unzählige brachliegende Areale, die umgenutzt werden können. Anstatt neues Kulturland zu beanspruchen, sollen diese Areale wieder einem Zweck zugeführt werden. Der Vorteil dürfte auch darin liegen, dass diese Areale bereits mit der nötigen Infrastruktur erschlossen und vom «gewöhnlichen» Siedlungsgebiet abgegrenzt sind.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque In erster Linie wurden brachliegende Flächen geprüft. Keine der geprüften Flächen zeigte sich als geeignet für eine langfristige Nutzung als Transitplatz. Brachliegende Areale eignen sich denn auch vorrangig zur Nutzung als provisorische Halteplätze und für Spontanhalte.
6899	BDP Kanton Bern 3000 Bern 6	Proposition / Remarque D_08 Auf die Planung und Realisierung von weiteren Standorten ist vorläufig zu verzichten. Développement Mit dem Bau des Transitplatzes Wileroltigen und der Realisierung der Halteplätze Erlach, Herzogenbuchsee und Muri ist aus Sicht der BDP die Zielsetzung der Massnahme D_08 erfüllt.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Es sind keine weiteren Halteplätze in Planung oder vorgesehen.
6937	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Folgende Anpassungen sind zu begrüssen: - Der Kanton plant, realisiert und betreibt einen Transitplatz beim Rastplatz Wileroltigen der A1. - Der Kanton setzt sich beim Bund dafür ein, dass dieser bei der Realisierung von Transitplätzen Verantwortung übernimmt und sich unter anderem an den Kosten des vom Kanton Bern realisierten Transitplatz Wileroltigen beteiligt. Développement Sie spiegeln den politischen Willen der Bevölkerung einen solchen Transitplatz zu schaffen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7021	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Einverstanden Développement Die Schaffung eines Standplatzes in Wileroltigen wird ausdrücklich begrüsst und unterstützt. Der Grosse Rat hat dieses Anliegen mehrmals positiv beurteilt. Die Planung muss zügig vorangetrieben werden. Fragen der Betriebsführung sind frühzeitig von den zuständigen Instanzen anzugehen. Es ist eine der Kultur der Fahrenden angepasste effiziente Betriebsführung zu wählen.	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Anliegen des Betriebs fliessen laufend in die Planungs- und Realisierungsarbeiten ein.
8537	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Der Bund ist in die Pflicht zu nehmen, damit dieser bei der Realisierung weiterer Transitplätze mehr Verantwortung übernimmt. Zum Punkt der Kompensation der FFF ist die SVP anderer Meinung, die beanspruchte Fläche für den Platz ist auf der Gemeindefläche oder angrenzenden Flächen zu kompensieren. Falls die Abstimmung vom 9. Februar 2020 wiederholt wird, sind die Planungsarbeiten umgehend zu	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Es findet ein reger Austausch mit dem Bund statt, insb. auch im Rahmen der Arbeiten zum nationalen Konzept Transitplatz. Die Kompensation der beanspruchten Fruchtfolgeflächen ist Gegenstand des laufenden Planungsprozesses. Das Verwal-

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		stoppen und durch die Regierung ein provisorischer Platz mit den im politischen Prozess genannten Vorgaben zu suchen, die nicht auf LN oder FFF liegen, sondern auf Industrie- oder Gewerbebrachen. Développement -	tungsgericht hat in seinem Entscheid vom 23. November 2020 keine gravierenden Mängel betreffend die Abstimmung vom 9. Februar 2020 festgestellt und die Stimmrechtsbeschwerde abgewiesen.
6818	Berner Bauern Verband 3072 Ostermundigen	Proposition / Remarque Wir fordern auf den Platz in Muri zu verzichten und Alternativen zu suchen. Der Grundsatz des Kulturlandschutzes ist auch hier zu berücksichtigen. Développement Wir erachten die Schaffung von Halteplätzen für Schweizer wie auch ausländische Fahrende als nötig, da der Druck auf illegale Abstellplätze reduziert werden kann. Wir lehnen es jedoch ab, dass diese Standplätze auf bewirtschaftetem Landwirtschaftsland realisiert werden. Es gibt genügend bereits versiegelte Flächen, welche hier genutzt werden können. Die vorgesehenen Plätze, ausser Muri, erfüllen diese Anforderungen, was zeigt, dass unser Anliegen umsetzbar ist. Für die Einzonung, Erschliessung, Bau und Betrieb solcher Plätze sollen die gleichen gesetzlichen Anforderungen gelten wie für andere, gleich stark genutzte Plätze. Wir erachten in dieser Thematik auch die interkantonale Koordination als wichtig, denn es kann nicht sein, dass andere Kantone ihre Probleme auf den Kanton Bern abwälzen, ohne die Leistungen entsprechend zu entgelten.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Der geplante Halteplatz in Muri liegt nicht in der Landwirtschaftszone, sondern in einer seit 1992 rechtskräftigen Bauzone ZÖN X. Eine interkantonale Zusammenarbeit findet statt.
8478	Interessengemeinschaft (IG) ländlicher Raum 3800 Unterseen	Proposition / Remarque Transitplatz Wileroltigen: Aus Sicht der IG ländlicher Raum ist etwas erstaunlich, den TP Wileroltigen im Richtplan aufzunehmen, wenn noch eine Beschwerde betr. Abstimmungswiederholung häng ist. Vor allem aber hat Regierungsrätin Evi Allemann ausdrücklich versprochen, dass es keinen zweiten TP auf Berner Boden gibt. Das müsste konsequenterweise ebenfalls eingetragen werden. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Stimmrechtsbeschwerde ist durch das Verwaltungsgericht mit Entscheid vom 23. November 2020 abgewiesen worden. Im Richtplan ist der Transitplatz Wileroltigen als einziger Standort aufgeführt. Es sind keine weiteren Halteplätze vorgesehen.
8574	Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Der VBBG unterstützt die Standorte der Stand-, Durchgangs- und Transitplätze. Beim Standort Muri (Froumholz) soll die Zufahrt direkt ab der Strasse signalisiert werden. Développement -	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Die Signalisation ist Gegenstand des laufenden KUEO-Prozesses und wird in diesem Rahmen geprüft.
Stratégies: chapitre E : Préserver et valoriser la nature et le paysage			
7359	Bergregion Obersimmental-Saenenland 3777 Saanenmöser	Proposition / Remarque Der neue Richtplantext unter «Verarmte Landschaften ...» ist entsprechend anzupassen: «Ganz generell muss festgestellt werden, dass	Appréciation Berücksichtigt

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		die Umweltziele Landwirtschaft (UZL) zu gewissen Teilen noch nicht und nicht in allen Regionen gleich erreicht werden.» Développement Die angepasste/ ergänzte Formulierung entspricht der Situation mehr als der RP-Entwurf.	
7357, 7399	(1) Bergregion Obersimmental-Saanenland 3777 Saanenmöser (2) Planungsregion Kandertal 3777 Saanenmöser	Proposition / Remarque Dem folgenden Passus: «Die jeweiligen Qualitäten der unterschiedlichen Landschaftstypen werden mit der Beschreibung der charakteristischen Aspekte zusammen mit Wirkungszielen erfasst und dienen so bei der Appréciation von Planungen und Projekten wie auch bei der Appréciation von Bauten und Anlagen.» ist der Zusatz «... unter Beizug der Regionen und Gemeinden ... hinzuzufügen. Développement Das KLEK wurde in den Regionen als «Fremdeinschätzung» empfunden. Aufgrund der möglicherweise weitreichenden Konsequenzen schätzen wir die Umsetzung als problematisch ein. Aus diesem Grund ist der Einbezug der Regionen und Gemeinden angebracht.	Appréciation teilweise berücksichtigt Remarque Der Richtplanteil zu den Qualitäten der unterschiedlichen Landschaftstypen erläutert den Inhalt des vom Regierungsrat beschlossenen KLEK. Mit einer redaktionellen Anpassung wird dies verdeutlicht. Ein "rückwirkender" und nochmaliger Einbezug zu den Inhalten des KLEK ist nicht möglich - die Regionen und Gemeinden spielen jedoch in der Umsetzung und Konkretisierung des KLEK eine wichtige Rolle. Die stufengerechte Umsetzung und die Zusammenarbeit mit Regionen und Gemeinden sind explizit im KLEK verankert (Kap. 3 Grundsätze zum staatlichen Handeln).
7358, 7404	(1) Bergregion Obersimmental-Saanenland 3777 Saanenmöser (2) Planungsregion Kandertal 3777 Saanenmöser	Proposition / Remarque S. 71 Erhalt der Biodiversität – Änderung/ Ergänzung «Verarmte Landschaften»: Der Ausdruck « ... mit viel Optimismus ...» ist durch «... mit grossen Erwartungen ...» zu ersetzen. Développement Treffendere Formulierung	Appréciation Berücksichtigt
7405	Planungsregion Kandertal 3777 Saanenmöser	Proposition / Remarque S. 71 Erhalt der Biodiversität – Änderung/ Ergänzung Der neue Richtplanteil unter «Verarmte Landschaften ...» ist entsprechend anzupassen: «Ganz generell muss festgestellt werden, dass die Umweltziele Landwirtschaft (UZL) zu gewissen Teilen noch nicht und nicht in allen Regionen gleich erreicht werden.» Développement Formulierung im Entwurf RP entspricht nicht vollständig der unterschiedlichen Zielerreichung in den Regionen.	Appréciation Berücksichtigt
6131	Entwicklungsraum Thun ERT 3600 Thun	Proposition / Remarque Verstärkter Einsatz von finanziellen Mitteln bei der (Unterstützung der Gemeinden in der) Umsetzung von Natur- und Landschaftsschutzprojekten, insbesondere bei der Neophytenbekämpfung. Développement Der Kanton anerkennt, dass es für Gemeinden oft eine grosse Herausforderung darstellt, alle Vorgaben im Bereiche Natur- und Landschaftsschutz zu erfüllen. Es wird erwähnt, dass der Kanton Gemeinden zwar in der Umsetzung von Natur- und Landschaftsschutz unterstützt, dies jedoch wegen beschränkter Ressourcen nur sehr bedingt möglich ist. Da es sich jedoch	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Eine stärkere finanzielle und fachliche Unterstützung der Gemeinden in den Bereichen "kommunaler Naturschutz" und "Bekämpfung invasiver gebietsfremder Arten" wäre tatsächlich wünschenswert. Dazu braucht es jedoch 1) eine genauere Umschreibung des Auftrags und 2) eine entsprechende Aufstockung der finanziellen und personellen Ressourcen in den entsprechenden Fachstellen.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		beim Rückgang der Biodiversität um ein sehr zentrales und wichtiges Thema handelt, sollten hier ausreichend Mittel eingesetzt werden, insbesondere auch bei der Bekämpfung von Neophyten.	
7790	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Es wird festgehalten, dass durch die konsequente Aufwertung der «Normallandschaft», insbesondere in Siedlungsnähe, diese für die Naherholung attraktiver wird und so die verbleibenden naturnahen Gebiete etwas entlastet werden. Wir begrüßen, wenn die Umsetzung noch mit konkreten Vorschlägen vorangetrieben werden kann (beispielsweise bezüglich Aufwertung Gewässerräume, Aufwertung private Liegenschaften usw.). Das Strategiekapitel E wurde auf den kantonalen Sachplan Biodiversität abgestimmt. Es wird begrüsst, dass ein griffigeres Mittel beigezogen werden kann, um die aktuellen Vollzugsdefizite zu beheben. Développement -	Appréciation Hinweis für die Umsetzung
7543	Baudirektion Burgdorf 3401 Burgdorf	Proposition / Remarque Natur und Landschaft schonen und entwickeln, Landschaftsentwicklung (Kapitel E1) Wir beantragen, dass die Begriffe «Normallandschaft» und «landschaftsrelevantes Handeln» im Richtplan näher erläutert werden und dass die Formulierung im zweiten Abschnitt der Zielsetzungen nochmals überprüft wird. Sinnvoll wäre auch eine Präzisierung, wie diese Appréciation auf Ebene Gemeinde erfolgen soll. Développement Im Abschnitt vier (Ausgewogenes Verhältnis zwischen Schutz und Nutzung finden) wird der Begriff „Normallandschaft“ erwähnt. Dieser Begriff ist wenig geläufig. Im zweiten Abschnitt der Zielsetzungen werden Siedlung, Infrastruktur, Landwirtschaft, Wald, Kulturerbe und Naturerbe als Handlungsfelder beschrieben, in denen landschaftsrelevant gehandelt werden soll. Was unter «landschaftsrelevantem Handeln» zu verstehen ist, erschliesst sich nicht ohne Weiteres. Der letzte Satz im zweiten Abschnitt der Zielsetzungen ist in der vorliegenden Form nicht ganz verständlich, da unvollständig. Wir verstehen, dass – ausgehend von der Landschaftstypisierung im KLEK 2020 – eine Beschreibung der charakteristischen Aspekte zusammen mit Wirkungszielen als Grundlage für die Appréciation von Planungen, Projekten sowie Bauten und Anlagen dienen soll.	Appréciation teilweise berücksichtigt Remarque Der Begriff wurde bewusst in Anführungszeichen gesetzt. Eine scharfe Definition ist nicht möglich – wie beim häufig bemühten Begriff "gesunden Menschenverstand". Aber der Begriff evokiert wohl bei allen unweigerlich ein (aufgrund der eigenen Erfahrungen gefärbtes) Bild. Die "Normallandschaft" liegt ausserhalb der "Postkartenlandschaft" (diese zeigen überdurchschnittlich viele Landschaften und Biotope von nationaler Bedeutung). Es ist unsere Alltags- oder Gebrauchslandschaft ausserhalb der aufgrund ihrer überdurchschnittlichen Qualität als Natur- und/oder Landschaftsraum von nationaler, regionaler und lokaler Bedeutung bezeichneten Flächen. Unter "landschaftsrelevantem Handeln" werden raum-, resp. landschaftswirksame Tätigkeiten verstanden. Das "landschaftsrelevante Handeln" kann nicht abschliessend definiert werden. Der Begriff dürfte aber allgemein verständlich sein. Nähere Hinweise zu den Vorstellungen des Kantons bezüglich des "landschaftsrelevanten Handelns" finden sich in den genannten Themenfelder des KLEK 2020. Der letzte Satz wurde im Sinne der Eingabe redaktionell angepasst.
8281	Gemeinde Diemtigen 3753 Oey	Proposition / Remarque Im Teil Natur und Landschaft wird von prioritären und / oder geschützten Tier- und Pflanzenarten geschrieben. Eine Umbenennung wäre eventuell sinnvoll, denn nebst Tier- und Pflanzenarten gibt es noch Pilze, Flechten und je nachdem noch weitere Organismengruppen.	Appréciation Berücksichtigt Remarque Text wird angepasst.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Diese sollten in dieser Benennung auch einbezogen werden. Der Überbegriff "Arten" wäre eventuell sinnvoller. Développement -	
6925	Gemeinde 3303 Jegenstorf 3303 Jegenstorf	Proposition / Remarque E11: Nicht löschen Développement .	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die neue vorgeschlagene Formulierung ist allgemeiner gehalten, aber wohl stufengerechter.
6916	Gemeinde 3303 Jegenstorf 3303 Jegenstorf	Proposition / Remarque E13: Löschen Développement Auch in den Siedlungsgebieten sind Erholungsgebiete zu planen, ansonsten die Mobilität wiederum gefördert wird.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Attraktive Naherholungsräume im Siedlungsgebiet sind ebenfalls wichtig (siehe auch Strategiekapitel D des Richtplans). Die Zielsetzung E_13 ist aber vor dem Hintergrund hohen Bevölkerungsdichte in Städten und Agglomerationen besonders wichtig.
6917	Gemeinde 3303 Jegenstorf 3303 Jegenstorf	Proposition / Remarque E23: Ergänzung mit "Die Artenvielfalt ist zu fördern..... und durch Schulung und Sensibilisierung von Forstpersonal und Waldeigentümer zu unterstützen Développement .	Appréciation Berücksichtigt
6914	Gemeinde 3303 Jegenstorf 3303 Jegenstorf	Proposition / Remarque Folgender Text sollte nicht gelöscht werden ".....der bedrohten und gefährdeten Tier- und Pflanzenarten im Kanton Bern". Développement .	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Der Satz wurde sinngemäss beibehalten und ergänzt
6926	Gemeinde 3303 Jegenstorf 3303 Jegenstorf	Proposition / Remarque Zielsetzungen: 2. Abschnitt nicht löschen Développement .	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Es handelt sich um eine Umformulierung mit gleicher Stossrichtung.
6970	Gemeinde 3303 Jegenstorf 3303 Jegenstorf	Proposition / Remarque Zu den Massnahmenblättern E weist die Gemeinde Jegenstorf auf das Richtplancontrolling '18 vom 04.12.2018 hin. Développement .	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Aufgrund der Inkraftsetzung des Sachplans Biodiversität durch den Regierungsrat im Sommer 2019 wurden die Massnahmenblätter im Kapitel E überprüft bzw. überarbeitet.
7031	Gemeinderat Köniz 3098 Köniz	Proposition / Remarque E1 Landschaftsentwicklung Die Auswirkungen der Naherholung inkl. Konfliktpotential auf die "Normallandschaften" ist	Appréciation Berücksichtigt

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		mitzudenken respektive entsprechende Massnahmen (Kommunikation, Information, Lenkung etc.) vorzusehen. Développement Die coronabedigte ausserordentliche Lage hat gezeigt, dass die siedlungsnahen "Normallandschaften" bereits eine grosse Bedeutung für die Erholungsnutzung haben. Beispielsweise das Köniztal – Teil des Grünen Band (siehe auch Modellvorhaben des Bundes und Schutzplan OPR Köniz) – wurde während dem Lockdown sehr stark genutzt, was auch zu Konflikten zwischen den Naherholungssuchenden und den Landwirtinnen und Landwirten führte. Deshalb wird die Massnahme mit folgender zusätzlichen Ergänzung vorgeschlagen: Durch die konsequente Aufwertung der «Normallandschaft», insbesondere in Siedlungsnähe, wird diese für die Naherholung attraktiver. Dies kann die verbleibenden naturnahen Gebiete etwas entlasten. Die Auswirkungen der Naherholung inkl. Konfliktpotential auf diese Normallandschaften ist dabei mitzudenken respektive entsprechende Massnahmen (Kommunikation, Information, Lenkung etc.) vorzusehen.	
8286	Gemeinderat Köniz 3098 Köniz	Proposition / Remarque E2 Erhalt der Biodiversität Die Aufnahme der Biodiversität im Titel wird sehr begrüsst. Développement Damit erhält die Erhaltung der Biodiversität auch im Richtplan den ihr zustehenden Platz. Leider wird diese positive Entwicklungsabsicht mit den nachfolgenden, im angepassten Richtplan noch verstärkten Hinweisen auf die knappen Ressourcen wieder in Frage gestellt. Damit die Ziele zum Erhalt der Biodiversität auch nur annähernd erreicht werden können, brauchen die Gemeinden aktive Unterstützung vom Kanton.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Möglichkeiten zur finanziellen und fachlichen Unterstützung der Gemeinden durch den Kanton im Bereich Biodiversitätsförderung, aber auch Bekämpfung von Neobiota sind aktuell tatsächlich sehr bescheiden. Im Rahmen eines Versuchs wurden einige wenige Biodiversitäts-Projekte von Gemeinden in die NFA-Programmvereinbarung 2020-2024 zwischen Bund (BAFU) und Kanton Bern (ANF) aufgenommen. Sie profitieren so von Bundesbeiträgen, müssen aber die Ko-Finanzierung selber sicherstellen. Die ANF übernimmt dabei eine "Vermittlerfunktion". Der Pilot soll aufzeigen, ob die Gemeinden die Ko-Finanzierung sicherstellen können, die geforderten Reportings zeitgerecht und inhaltlich korrekt einreichen und wie gross der Zusatzaufwand für die ANF ist. Bei positiven Erfahrungen könnte das Modell allenfalls ausgeweitet werden. Mit zusätzlichen Kantonsmitteln wäre das Vorgehen sicher wesentlich einfacher.
9548	Gemeinde Lauterbrunnen Bauverwaltung 3822 Lauterbrunnen	Proposition / Remarque Die Schlussfolgerung, dass primär der Prozessschutz (Verzicht auf menschliche Eingriffe) und die Förderung von Alt- und Totholz für den Erhalt der Artenvielfalt im Wald verstärkt werden müssen, ist nicht korrekt. Développement Unter dem Randtitel "Artenvielfalt im Wald erhalten und fördern" wird festgestellt, dass die Artenvielfalt im Wald bedroht sei. Dass dies für die Mehrheit der Waldflächen zutrifft ist offen-	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Der regionale Unterschied beim Handlungsbedarf ist beträchtlich. Die Aussage zum Prozessschutz und Alt- und Totholz bezieht sich klar auf das Mittelland und nicht das Oberland.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		sichtlich. Dies hängt aber direkt mit der Waldzunahme und der Häufigkeit der forstlichen Eingriffe zusammen. Die Waldzunahme führt dazu, dass prozentual zur Waldfläche weniger Waldränder anzutreffen sind. Zusammen mit den Bestandsrändern (Resultat von Eingriffen) sind die Waldränder aufgrund der Besonderheiten des Bestandesklimas insbesondere Lichteinfall) speziell artenreich. Als Schlussfolgerung zu ziehen, dass primär der Prozessschutz (Verzicht auf menschliche Eingriffe) und die Förderung von Alt- und Totholz verstärkt werden müssen, ist nicht korrekt. Es ist wohl unbestritten, dass sich in den vergangenen Jahrzehnten – mit Ausnahme des Sturmereignisses Lothar und seinen Folgen – die forstlichen Eingriffe insgesamt auf weniger Waldflächen konzentrieren. Als direkte Folge der geringeren "Eingriffsdichte" und der direkten und indirekten Sturmschäden (Windfall, Käfer, Sonnenbrand, etc.) hat die Alt- und Totholzmenge laufend zugenommen. Es zeugt von einer nicht nachvollziehbaren Gesamtsicht des Kantons, wenn im selben Richtplan landschaftlich herausragende Standorte für Windkraftanlagen ausgeschieden und gleichzeitig die Weichen gestellt werden, dass in den am wirtschaftlichsten nutzbaren Wäldern des Kantons der einzige natürlich nachwachsende und speicherbare Energieträger und Baustoff nicht mehr genutzt werden soll.	
8355	Gemeinde Oberbipp 4538 Oberbipp	Proposition / Remarque Diverse Formulierungen in den Bereichen Natur, Landschaft, Biodiversität, Umwelt Im Richtplan finden sich diverse allgemeine und abstrakte Formulierungen und Anpassungen. Dies ist insbesondere in den Bereichen Natur, Land- und Landwirtschaft, Umweltschutz, Ökologie und Biodiversität der Fall. Aus den Unterlagen ist nicht erkennbar, welche Auswirkungen diese Anpassungen auf die kommunalen Planungen und auf konkrete Bauprojekte haben. Daher ist eine detailliertere Stellungnahme unsererseits nicht möglich. Die vorgesehenen Anpassungen dürfen aber nicht zu einer noch stärkeren Einschränkung der Siedlungs- und Infrastrukturentwicklung führen. Bereits heute sind die Anforderungen sehr hoch und lassen kaum mehr Raum für die wirtschaftliche Entwicklung. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Umsetzung einer nachhaltigen Entwicklung, d.h. die Berücksichtigung der ökonomischen, ökologischen und sozialen Aspekte auf allen Stufen der staatlichen Organisation ist und bleibt eine grosse Herausforderung. Auf den Stufen Bund und Kanton erfolgt dies eher "abstrakt", d. h. häufig in Form allgemein formulierter Grundsätze. Spätestens auf der kommunalen Stufe muss es jedoch konkret werden und umso schwieriger wird es. Die Ausführungen der Gemeinde Oberbipp sind deshalb grundsätzlich richtig. Aber gerade im Kanton Bern ist die Gemeindeautonomie nach wie vor gross. Im Rahmen der kommunalen Richt- und Nutzungsplanung kann die Gemeinde die bestehenden Spielräume in die gewünschte Richtung nutzen.
8436, 8437, 8438, 8447, 8470, 8480, 8496, 8509, 8513, 9560, 9547	(1) Gemeindeverwaltung Reutigen 3647 Reutigen (2) Gemeinde Diemtigen 3753 Oey (3) Gemeinde Oberlangenegg 3616 Schwarzenegg (4) Gemeinde Hasliberg 6085 Hasliberg Goldern	Proposition / Remarque Die Gemeinde lehnt die Aufnahme des Sachplans Biodiversität bzgl. der damit verbundenen Vorgaben in den Richtplan ab. Développement Die heute bestehenden planerischen Grundlagen reichen nach Auffassung der Gemeinde aus, es bedarf keiner Überführung des bestehenden Sachplans in den Richtplan. Auch die Problemanalyse wird nicht geteilt. Nach hier vertretener Auffassung ist es nicht haltbar zu sagen, die Umweltziele in der Landwirtschaft seien zu grossen Teile nicht erreicht worden (zu	Appréciation nicht berücksichtigt Remarque Der Sachplan Biodiversität wurde vom RR 2019 genehmigt. Nun gilt es die inhaltliche Abstimmung mit dem kantonalen Richtplan sicherzustellen. Die Umweltziele Landwirtschaft UZL wurden, wie z. B. der Statusbericht von 2016 zeigt, nur teilweise erreicht. Der Handlungsbedarf bleibt unverändert gross. Dieser ist jedoch regional unterschiedlich. Dies wird entsprechend im Text ergänzt.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	(5) Gemeinde Meiringen 3860 Meiringen (6) Interessengemeinschaft (IG) ländlicher Raum 3800 Unterseen (7) Gemeinde St. Stephan 3772 St. Stephan (8) Gemeinde Därstetten 3763 Därstetten (9) Gemeinde Grindelwald 3818 Grindelwald (10) Gemeinde Rümligen 3128 Rümligen (11) Einwohnergemeinde Erlenbach 3762 Erlenbach (12) Gemeinde Lauterbrunnen Bauverwaltung 3822 Lauterbrunnen	streichen deshalb neue Passagen in E2 S. 3, bei «verarmte Landschaften gezielt aufwerten und Lebensräume vernetzen»). Sind Ziele zu wenig messbar und haben diese deshalb eher programmatischen Charakter, ist ohnehin grösste Zurückhaltung bei der Appréciation einer konkreten Zielerreichung zu üben. Die Gemeinde lehnt entsprechend auch die Änderungen in den Massnahmenblättern E01 und E02 ab.	
8282	Gemeinde Seeburg 3365 Grasswil	Proposition / Remarque Wenn Naherholungsgebiete attraktiver gestaltet und zugänglich gemacht werden sollen, müssen die lokalen Träger die nötigen Begleitmassnahmen zur Verfügung stellen können, um die Besucherströme zu lenken. Die Landschaft und Natur sowie die Landwirtschaft dürfen nicht darunter leiden. Der Kanton soll entsprechende Rahmenbedingungen dafür schaffen. Développement Die vorhandenen Naherholungsgebiete sind für uns sehr wichtig. Sie können mithelfen, Regionen besser zu vermarkten und ihr Wertschöpfung zuzuführen. Dennoch darf die Landschaft und Natur sowie die produzierende Landwirtschaft nicht beeinträchtigt werden. Das Gebiet Mutzbach wurde in diesem Jahr von Besucherströmen überrannt. Folge war ein überhöhtes Verkehrsaufkommen, wildes Parkieren entlang und innerhalb wertvoller Kulturlandflächen von Landwirten auf Privateigentum und Littering. Wird eine Region vermarktet, müssen auch die Begleiterscheinungen in die Vermarktung einfließen, dh. zugleich müssen die Voraussetzungen geschaffen werden, um nachteilige Auswirkungen auf Betroffene sowie die Landschaft und Natur zu verhindern.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Ausführungen der Gemeinde sind gut nachvollziehbar. Die Planungshoheit liegt jedoch für viele der möglichen Lenkungsmaßnahmen bei den Gemeinden selber. Der Kanton kann sie häufig nur beraten und allenfalls auch in bescheidenem Umfang unterstützen.
8283	Gemeinde Seeburg 3365 Grasswil	Proposition / Remarque Wir bitten darum, Anreize dafür zu schaffen, dass einheimische Wälder in Zusammenarbeit mit Fachstellen wieder vermehrt nachhaltig bewirtschaftet und aufgewertet werden. Damit soll die Vielfalt der Pflanzen- und Tierarten erhalten und gefördert sowie ein Beitrag zum Hochwasserschutz geleistet werden, um den Bau von teuren Rückhaltedämmen und Gewässerverbauungen sowie damit einhergehende Eingriffe	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Es handelte sich um grundsätzliche Themen, die nicht im kantonalen Richtplan abschliessend geregelt werden können.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		in wertvolle Landschaftsbilder sowie die Ökologie zu verhindern. Développement Der Wald wird zunehmend vernachlässigt, weil sich die Bewirtschaftung für die Grundeigentümer finanziell nicht mehr lohnt. Holz wird als Rohstoff für Bauten aus dem Ausland importiert, statt aus heimischen Wäldern zu beziehen, da die Verarbeitung günstiger ist. Holz als Rohstoff für Bauten und Energiegewinnung sollte wieder vermehrt genutzt werden. Bei uns besteht einer der ältesten Waldbestände (Mutzbach). Durch fehlende Bewirtschaftung und Neuaufforstung ist dieser in seinem Bestand bedroht. Das wirkt sich nachteilig auf das Artenreichtum, Klima und unsere Ökologie allgemein aus. Der Borkenkäfer verursacht zudem sehr viel Totholz und breitet sich aus. Auch er bedroht unseren Waldbestand zunehmend. Das kann auch für Dritte gefährlich sein. Das unzählige Alt- und Totholz in unseren Wäldern gelangt über Seitengräben in grössere Bäche und führt bei heftigen Regenfällen zu Verkläusungen, welche für Hochwasser und Überschwemmungen verantwortlich sind. Diesen Naturereignissen wird mit umfangreichen und teuren Gewässerverbauungen entgegengewirkt. Es erfolgen Eingriffe in wertvolle Landschaftsbilder, anstatt, dass eine nachhaltige Waldbewirtschaftung gefördert wird.	
8284	Gemeinde Seeberg 3365 Grasswil	Proposition / Remarque Wir ersuchen darum, eine bessere Abstimmung der regionalen Planungen im Bereich Landschaftsschutz vorzunehmen und die Regionen darauf zu sensibilisieren. Der Erhalt der Landschaft und Ökologie ist mit den Bedürfnissen der produzierenden Landwirtschaft besser abzustimmen. Einerseits wird das Kulturland geschützt, andererseits die produzierende Landwirtschaft mit strengen Vorgaben im Bereich Landschaftsschutz an einer massvollen Entwicklung gehindert. Développement In den Regionen bestehen sehr grosse Unterschiede, was den Landschaftsschutz betrifft. Der Schutz besonders wertvoller Landschaften wird im Grundsatz unterstützt. Dieser muss aber im Gleichgewicht mit der Landwirtschaft erfolgen. Der Gesetzgeber hat mit der Kulturlandinitiative umfassende Massnahmen zum Schutz des Kulturlandes getroffen. Einerseits wird Kulturland geschützt, um es für die Landwirtschaft sicherzustellen, andererseits wird die Landwirtschaft und deren marktgerechte Ausrichtung erheblich damit eingeschränkt, dass dieselben Gebiete vor allem im Oberraargau grossräumig unter Landschaftsschutz gestellt wurden. Es ist zu prüfen, welche Landschaftsteile tatsächlich unter besonderen Schutz gestellt und von der Erstellung landwirtschaftlicher Ökonomiegebäude weitestgehend ausgenommen oder der produzierenden Landwirtschaft zur Verfügung gestellt werden sollen. Dabei ist eine überregionale räumliche Abstimmung zwingend geboten.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Anliegen der Gemeinde ist nachvollziehbar. Zwischen dem Schutz des Kulturlands und der Landschaft einerseits und den Entwicklungsabsichten der produzierenden Landwirtschaft andererseits bestehen Interessenkonflikte. Im Richtplan kann diesbezüglich aber keine im Einzelfall anwendbare Interessenabwägung vorweggenommen werden - diese erfolgt im Rahmen der entsprechenden nachgeordneten Verfahren. Die Ausscheidung von Landschaftsschutzgebieten erfolgt im Kanton Bern auf Stufe Region und Gemeinden.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
8285	Gemeinde Seeb- berg 3365 Grasswil	Proposition / Remarque Zum Erhalt der Biodiversität sollen mehr finanzielle Mittel in die Sensibilisierung privater Hausbesitzer und das Anpflanzen von einheimischen Pflanzenarten eingesetzt werden. Der Erhalt der Biodiversität hängt nicht alleine von den Bestrebungen der Landwirtschaft ab, sondern insbesondere und zunehmend vom Verhalten privater Grundbesitzer, die in heimischen Gärten gebietsfremde Pflanzen ansiedeln. Développement Einheimische Pflanzenarten werden zunehmend von invasiven Neophyten verdrängt. Bund und Kanton setzen etliche finanzielle Mittel dafür ein, dass die Landwirte die Biodiversität fördern und erhalten. Zusätzlich müssten gemäss gemachten Erfahrungen finanzielle Mittel in die Sensibilisierung der privaten Hausbesitzer, Gärtnerinnen und Gärtner sowie der Bevölkerung allgemein eingesetzt werden. Die meisten gebietsfremden Pflanzenarten stammen aus privaten Gärten, die dort angepflanzt wurden. Sie werden aus dem Ausland importiert und verbreiten sich rasend schnell, entweder über die Luft oder über die illegale Entsorgung von Gartenabfällen. Das Problem entsteht also schon bei der Einfuhr solcher Pflanzenarten. Die Gemeinden sind betreffend der Bekämpfung von Neophyten oft zu wenig sensibilisiert, zudem fehlen häufig die nötigen Ressourcen. Die Landwirtschaft alleine kann die Biodiversität nicht erhalten.	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Das Thema "Biodiversität im Siedlungsraum" ist seit längerem bekannt. Zuständig sind hier jedoch primär die Gemeinden. Ihnen obliegt der Naturschutz auf kommunaler Ebene, d. h. für Objekte von lokaler Bedeutung. Das Thema wird jedoch aktuell im Rahmen der Abklärungen zum Postulat Aebi "Biodiversität - alle müssen einen Beitrag leisten" aufgearbeitet. Entsprechende Grundlagen sollten bei der Beantwortung des Vorstosses vorliegen.
7487	EVP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Die EVP ist mit den vorgeschlagenen Richtplananpassungen grundsätzlich einverstanden. Aus Sicht der EVP fehlen jedoch zwei wichtige Aspekte: Wir fordern, dass sowohl die Klimaanpassung und die Biodiversität im Siedlungsraum als wichtige Themen in den Richtplan aufgenommen und dazu konkrete Massnahmen vorgesehen werden. Développement Im Siedlungsraum braucht es unbedingt Massnahmen, welche die durch den Klimawandel verstärkten Hitzeinseln in den verdichteten Überbauungen dämpfen. Dabei helfen Wasser und angepasste Pflanzen. Imker auf dem Land beklagen, dass die Bienen in der Stadt übers Jahr besser versorgt sind als auf dem Land dank blühenden Pflanzen übers ganze Jahr. In neuen Überbauungen wird leider immer noch verbreitet vor allem Kirschlorbeer und Bambus angepflanzt. Es handelt sich dabei um Pflanzen, die für die einheimische Fauna praktisch keinen Wert haben. Der Kirschlorbeer gilt zudem als invasive Art und die auch den Förstern im Wald Mühe macht. Ein Sachplan Biodiversität, der nicht einen Ansatz entwickelt zur Pflanzung von mehr einheimischen Arten im Siedlungsraum, ist nach Ansicht der EVP auf einem Auge blind. Dies umso mehr, als mit der Überweisung der Motion «Neophyten und unerwünschte Pflanzen wirksam bekämpfen» von	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Der Sachplan Biodiversität wurde bereits 2019 vom RR verabschiedet. Eine der Massnahmen ist die Erarbeitung eines Masterplans invasive gebietsfremde Arten igA (Neobiota). Dieser soll 2022 vorliegen und aufzeigen, wie im Kanton Bern mit igA umgegangen werden soll. Dazu gehört sicher auch die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage. Wichtig festzuhalten ist jedoch auch, dass aktuell konkrete gesetzliche Grundlagen weitestgehend fehlen.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		EVP-Grossrat Tom Gerber in der Sommersession 2020 der Kanton Bern zur Bekämpfung invasiver Pflanzen verpflichtet ist.	
6942	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Bei der Ökologisierung der Landwirtschaft (Herausforderungen, 3. Abschnitt) braucht es grössere Anstrengungen und neu zu definierende Massnahmen. Développement Mit den bisherigen Massnahmen wurden die Ziele verfehlt und zu wenig Fortschritte erreicht.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Feststellung ist fachlich sicher richtig. Viele Vorgaben und Ressourcen kommen in diesem Bereich jedoch vom Bund. Der rechtliche und finanzielle Spielraum für den Kanton Bern ist deshalb sehr eingeschränkt.
6940	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Die Aufnahme der Biodiversität bei den Strategien ist zu begrüßen. Développement Deren Schutz ist neben dem Schutz des Klimas eine der grossen Herausforderungen unserer Zeit.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
6943	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Die Waldpolitik muss sich auch an die neuen Herausforderungen, welche der Klimawandel mit sich bringt, anpassen. Développement Dieser Aspekt fehlt hier, obwohl sich der Klimawandel massiv auf die heimischen Wälder auswirkt.	Appréciation Berücksichtigt Remarque Der Klimawandel wird für den Wald zu einer der grossen Herausforderungen und hat auch entsprechende Konsequenzen für die Biodiversität im Wald. Das AWN ist sich als zuständiges Amt dessen sicher bewusst. Aktuell erarbeitet es eine neue Waldbiodiversitätsstrategie. Es kann davon ausgegangen werden, dass dieser Aspekt dabei berücksichtigt wird. Ebenso bei der Überarbeitung der regionalen Waldpläne. Die im unmittelbar vorhergehenden Abschnitt zu den Auswirkungen des Klimawandels auf die Artenvielfalt gilt auch im Wald.
6941	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Ergänzung zu Anpassung "Dies ist ressourcenbedingt nur sehr eingeschränkt möglich": Der Kanton strebt an, entsprechende Ressourcen bereitzustellen. Développement Ohne entsprechende Ressourcen ist der Schutz der Biodiversität nicht zu bewerkstelligen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Feststellung ist fachlich korrekt. Ob oder in welchem Rahmen darauf eingegangen wird, liegt in der Kompetenz der politischen Organe. Es sei aber darauf hingewiesen, dass eine alleinige Erhöhung des Budgets keine Lösung bringt. Es braucht auch das nötige Personal, um diese Mittel zielgerichtet und kompetent einzusetzen. Es braucht aber vor allem auch Land, das entsprechend aufgewertet, bewirtschaftet oder gepflegt wird.
6938	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Folgende Anpassung ist sehr zu begrüßen: "Durch die konsequente Aufwertung der "Normallandschaft", insbesondere in Siedlungsnähe, wird diese für die Naherholung attraktiver. Dies kann die verbleibenden naturnahen Gebiete etwas entlasten." Aufgrund dieser Aussage sollten konkrete Massnahmen formuliert	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		werden, die durch den Kanton und /oder die Gemeinden umzusetzen sind. Développement Es ist wichtig, nicht nur ausgewiesene Schutzgebiete zu schützen, sondern die Landschaft und die Natur als Gesamtsystem zu stärken. Jede ökologische Aufwertung ist daher ein Gewinn für Mensch und Natur. Die Umsetzung dieses Ansatzes könnte mithelfen, den Freizeitverkehr zu verringern oder wenigstens nicht ungebremst weiter anwachsen zu lassen.	
6939	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Folgende Ergänzung ist zu begrüssen: "Den Gewässern und dem Gewässerraum kommt beim Aufbau der kantonalen Ökologischen Infrastruktur, wie vom Bundesrat in der 2012 verabschiedeten Strategie Biodiversität Schweiz gefordert, eine zentrale Bedeutung zu." Développement Ihr ist vor allem auch beim Ausbau der Kleinkraft Beachtung zu schenken.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
6892	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Einverstanden mit überarbeitetem Strategiekapitel Développement Der Sachplan Biodiversität ist ein zentrales Instrument, um die Naturförderung besser zu verankern und die Aufgaben klarer zuzuordnen. Die SP Kanton Bern begrüsst die Abstimmung des Strategiekapitels mit dem Sachplan sowie die Ergänzungen und Präzisierungen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8538	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Diesbezüglich verweisen wir auf die Stellungnahme des Bernischen Bauern Verband. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Vgl. Kommentare zu den Eingaben des Bauernverbands
7385	Berner Bauern Verband 3072 Ostermundigen	Proposition / Remarque Es muss berücksichtigt werden, dass das Verhalten der Gesellschaft eine grosse Auswirkung auf die Biodiversität hat. Weiter sollen alle Massnahmen im Bereich E1 und E2 zwingend Gültigkeit in allen Zonen haben. D.h. Ökomassnahmen finden nicht nur in der Landwirtschaftszone statt. Alle Massnahmen im Bereich E1 und E2 müssen zwingend Entschädigt werden. Développement Durch das Schaffen und Ausbauen von Naherholungsgebiet auf dem Feld, im Wald, in den Bergen etc. wird die Biodiversität belastet. Die starke Nutzung der Natur durch Biker, Jogger, Reiter und Hundehalter beansprucht Flora und Fauna. Littering verstärkt dieses Problem zusätzlich und massgeblich. Diese Überlegungen müssen beim Thema Biodiversität besser mit einbezogen werden.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Der Erhalt und die Förderung der Biodiversität kann sich selbstverständlich nicht auf das Landwirtschaftsgebiet beschränken. Es braucht Anstrengungen auf der ganzen Fläche, d. h. auch im Wald und im Siedlungsraum. Viele Arten nutzen ja Offenland und Wald (z. B. Reh) oder Offenland und Siedlung (z. B. Fledermäuse). Die Art und der Umfang der Massnahmen muss nicht nur auf die Biodiversität sondern auch mit der "Grundnutzung" abgestimmt werden. Die Problem der Freizeitnutzung betrifft ebenfalls nicht nur das Landwirtschaftsgebiet (inkl. Sommerungsgebiet) sondern auch den Wald und die Grünzonen im Siedlungsgebiet. Es musste jedoch festgestellt werden, dass der Druck in den naturnahen und natürlichen Flächen, d.h. Naturschutzgebieten und Inventarobjekten besonders hoch ist. Diese Gebiete werden ganz offensichtlich als

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Die Ökomassnahmen sollen nicht nur in der Landwirtschaftszone stattfinden und entschädigt werden, sondern in allen Zonen.	besonders attraktiv empfunden. Durch den steigenden Besucherdruck erodiert jedoch genau jener Natur- und Landschaftswert. Deshalb braucht es auch Massnahmen "in der Normallandschaft". Diese müssen im Rahmen der geltenden rechtlichen Rahmenbedingungen und Instrumente geplant und bewilligt werden. Entsprechend können sich die Betroffenen auch einbringen. Die Frage von (zusätzlichen) Entschädigungen muss politisch beantwortet werden.
6819	Berner Bauern Verband 3072 Ostermundigen	Proposition / Remarque Wenn die „Normallandschaften“ in Siedlungsnähe für die Naherholung „attraktiver“ gemacht werden, müssen unbedingt Begleitmassnahmen zur Besucherlenkung erfolgen, damit die negativen Auswirkungen der Naherholung auf Landwirtschaft und Natur in diesen Gebieten nicht noch weiter zunimmt. Die Haftungsfrage für Littering und Landschaftsschaden muss geklärt sein. Weiter müssen die Landbesitzer für den Unterhalt der Wege und Einrichtungen entschädigt werden. Die Aufwertung der Gewässer / Naherholungsgebiete etc. darf nicht zu einer Bewirtschaftungseinschränkung führen. Der Wald soll zudem nicht nur Erholungsgebiet sein sondern auch genutzt werden. (Holz!) Der Kanton soll Rahmenbedingungen schaffen und Hilfestellungen bieten, damit ein sehr gutes Zusammenspiel mit den lokalen Partner mit der Trägerschaft und dem Kanton möglich sind. Développement Der BEBV anerkennt, dass regionale Naturparks mithelfen können, eine Region mit besonderen Eigenschaften besser zu vermarkten. Einzelnen Bauernfamilien kann dies v. a. im Bereich der Paralandwirtschaft neue Einkommensmöglichkeiten eröffnen. In der Umsetzung zeigt sich jedoch, dass die Nutzung des Potenzials einer solchen Region von nationaler Bedeutung schwierig ist. Ein sehr gutes Zusammenspiel der lokalen Partner mit der Trägerschaft und dem Kanton ist erforderlich, damit ein solches Projekt einen positiven Effekt für alle Beteiligten darstellt. Wir fordern den Kanton auf, die entsprechenden Hilfestellungen sicher zu stellen, damit die Umsetzung der Projekte in diesem Bereich erfolgreich ist; dies im Interesse der betroffenen Regionen und des Investitionsschutz des Kantons. Durch die konsequente Aufwertung der „Normallandschaft“, insbesondere in Siedlungsnähe, wird diese für die Naherholung attraktiver. Dies kann die verbleibenden naturnahen Gebiete etwas entlasten. Es wird der Begriff „Normallandschaft“ verwendet. Hier ist unklar, was damit gemeint ist. Es besteht die Gefahr, dass wenn die „Normallandschaft“ in der Siedlungsnähe für die Naherholung „attraktiver“ gemacht wird, dass der Druck der Naherholungssuchenden noch grösser wird.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Ausführungen sind aus der Perspektive Land- und Forstwirtschaft gut nachvollziehbar. Sie zeigen, wie vielfältig die Ansprüche der Gesellschaft an die Landschaft heute sind und wie gross der Druck auf diese ist. Dabei geht gerne vergessen, dass diese Landschaft Grundeigentümer hat und Nahrungsmittel und nachwachsende Rohstoffe produzieren soll. Aus Sicht der Biodiversität bleiben die Ausführungen im Strategiekapitel E trotzdem korrekt. Der Anteil natürlicher und naturnaher Flächen an der Gesamtlandschaft ist erschreckend klein geworden. Sie reichen nach aktuellen wissenschaftlichen Erkenntnissen bei weitem nicht aus, um die Biodiversität und die Ökosystemleistungen langfristig zu erhalten. Doch gerade in diesen Restflächen nimmt der Druck durch den Freizeitbetrieb und Tourismus überproportional zu. Sollen diese Natur- und Landschaftswerte langfristig erhalten bleiben und gleichzeitig die Bedürfnisse der Bevölkerung für Freizeit und der Tourismusanbieter befriedigt werden, braucht es zwingend Entwicklungsmassnahmen in der "Normallandschaft", aber wohl auch Schutzmassnahmen in der "Postkartenlandschaft". Die Koordination zwischen Entwicklung, Schutz, Nutzung usw. der Landschaft ist eine Kernaufgabe der Raumplanung und erfolgt im Rahmen der bestehenden, nicht immer widerspruchsfreien gesetzlichen Bestimmungen.
7563	Berner Waldbesitzer BWB	Proposition / Remarque Abschnitt Zielsetzungen: Änderungen streichen	Appréciation Nicht berücksichtigt

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	3012 Bern	Développement Der Verband der Berner Waldbesitzer hat bereits im Mitwirkungsverfahren zum KLEK Stellung bezogen. Grundsätzlich besteht mit den Regionalen Waldentwicklungsplänen RWP bereits ein raumwirksames Planungsinstrument zur Wahrung der öffentlichen Interessen am Wald. Das KLEK wurde als fachliche Grundlage zur Koordination verschiedener raumplanerischer Instrumente ohne spezifische Verbindlichkeit eingeführt. Ein Bericht zum Mitwirkungsverfahren ist noch immer ausstehend. Mit dem Einbezug des KLEK in den Richtplan, wird dieser nun über Umwegen behördenverbindlich. Wir lehnen eine Bezugnahme auf das kantonale Landschaftsentwicklungskonzept daher explizit ab.	Remarque KLEK und Sachplan Biodiversität sind komplementäre Instrumente, welche die ganze Kantonsfläche und alle Bereiche (nicht nur den Wald) betreffen. Sie zeigen auch auf, wie die übergeordneten Konzepte/Strategien des Bundes im Kanton Bern umgesetzt werden sollen. Das KLEK wurde vom Regierungsrat als behördenverbindliches Instrument beschlossen worden; mit dem Richtplan erhält es keine weitere Verbindlichkeit.
7565	Berner Waldbesitzer BWB 3012 Bern	Proposition / Remarque E11: Änderungen streichen Développement "Schönheit und Vielfalt" sind Begriffe, welche der subjektiven Wahrnehmung entspringen und keine messbaren Grössen. Als Grundlage für raumwirksame Entscheidungen ist diese Formulierung daher untauglich.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Schönheit ist tatsächlich subjektiv. Es gibt aber durchaus sozialwissenschaftlich gut abgestützte Methoden, um zu messen, was z. B. von einer Mehrheit der Bevölkerung als "schön" oder eben "nicht schön" empfunden wird. Gleiches lässt sich vom Begriff "Vielfalt" sagen - hier lässt sich sogar anhand von klar definierten Kategorien "zählen", welche Vielfalt in einem Raum vorhanden ist. Die WSL und auch andere Hochschulen haben hier bereits diverse Projekte erfolgreich durchgeführt, vgl. dazu u. a.: https://tinyurl.com/37z6h6vx
7564	Berner Waldbesitzer BWB 3012 Bern	Proposition / Remarque Im Abschnitt "Artenvielfalt im Wald erhalten und fördern" den Satz "Obwohl seine Fläche stetig zunimmt, ist diese Vielfalt bedroht." streichen. Développement Beim erwähnten Satz handelt es sich um eine erwiesene Falschinformation. Gemäss dem Landesforstinventar 4, welches im Sommer 2020 veröffentlicht wurde, hat die Artenvielfalt im Schweizer Wald zugenommen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Der Verweis auf das LFI4 greift zu kurz. Hier müsste angegeben werden im Vergleich zu welchem Ausgangszustand die Artenvielfalt - wenn überhaupt - zugenommen hat (Referenzzustand). Es müsste auch klar ausgewiesen werden, ob der aktuelle Zustand der Biodiversität zufriedenstellend ist oder nicht. Die Situation der Biodiversität ist im Wald im Vergleich zu landwirtschaftlich intensiv genutzten Gebieten gut. Das bedeutet aber nicht, dass die Biodiversität und die Ökosystemleistungen nicht gefährdet sind. Gemäss der Roten Liste der Lebensräume der Schweiz (BAFU, 2016) sind unter den 121 Waldgesellschaften der Schweiz 14 (12 %) in einem kritischen Zustand (CR), 26 (21 %) sind stark gefährdet (EN) und 27 (22 %) verletzlich (VU). Zusätzlich sind 12 (10 %) potenziell gefährdet (NT). Auch auf Stufe Arten gibt es zu viele gefährdete Arten. Gemäss der 2010 publizierten Übersicht zu den Roten Listen sind im Wald z. B. 16% der Gefässpflanzen, 26% der Moose und 44% der Baumflechten gefährdet. Eine Übersicht zum Handlungsbedarf im Wald gibt der Bericht "Biodiversität im Wald. Ziele und Massnahmen", der vom BAFU 2015 publiziert wurde.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
7569, 8582	(1) Berner Waldbesitzer BWB 3012 Bern (2) Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque (1) E13: Aufheben (2) Wir fordern, den Abschnitt E13 aufzuheben. Die Erholungsmöglichkeiten im Wald sind bereits heute gegeben und werden beispielsweise in der aktuellen Corona-Pandemie rege genutzt. Wir teilen die Haltung der Berner Waldbesitzer, dass ein weiterer Ausbau der Erholungsmöglichkeiten im Wald eine Bevorteilung einer einzigen Waldfunktion zu Lasten aller anderen Funktionen darstellt, welche der Wald auch in Städten und Agglomerationen zu erfüllen hat. Ein Ausbau der Erholungsmöglichkeiten in der Natur, ist angesichts der fehlenden, eigentümergeverträglichen Lösungen in Bezug auf Betrieb, Unterhalt und Haftungsfragen nicht weiter anzustreben. Ebenso wenig bestehen nachhaltige Lösungen hinsichtlich der Problematik, welche sich mit der steigenden Erholungsnutzung ergeben, wie bspw. Littering und Verbreitung von invasiven Neophyten respektive deren Bekämpfung. Développement (1) Ein weiterer Ausbau der Erholungsmöglichkeiten im Wald ist eine Bevorteilung einer einzigen Waldfunktion zu Lasten aller anderen Funktionen, welche der Wald auch in Städten und Agglomerationen zu erfüllen hat. Ein Ausbau der Erholungsmöglichkeiten in der Natur ist auch angesichts der fehlenden, eigentümergeverträglichen Lösungen in Bezug auf Betrieb, Unterhalt und Haftungsfragen nicht weiter anzustreben. Ebenfalls bestehen nachhaltige Lösungen hinsichtlich weiterer Problematik, welche sich mit der steigenden Erholungsnutzung ergeben, wie bsp. Littering und Verbreitung von Neophyten. (2) -	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Eine wesentliche Funktion der regionalen Waldpläne ist das Koordinieren und Priorisieren der Waldfunktionen. Im Rahmen ihrer Erarbeitung können sich die Waldbesitzer einbringen. Die angesprochenen Themen sind seit Jahren bekannt. Im Grundsatz stellen sie sich aber nicht nur für den Waldbesitzer sondern auch den Grundeigentümer von Wiesen, Weiden usw. Auch dort findet Naherholung, Freizeit statt. Das im ZGB garantierte freie Betretungsrecht gehört zur "Schweizer DNA" und dürfte kaum erfolgreich bekämpft werden. Hinweis zu Littering und Neophyten: Littering ist ein Problem - nicht nur im Wald. Dieses muss überall bekämpft werden. Dafür braucht es eine entsprechende Zusammenarbeit aller Akteure (Gemeinden, Landwirtschaft, Forstwirtschaft usw.). Neophyten werden nicht nur durch Waldbesucher*innen verbreitet. Auch in den Profilen etc. der Forstfahrzeuge werden Samen, keimfähige Wurzel- und Aststücke etc. verbreitet.
7485, 7549, 8580	(1) Gewerbeverband Berner KMU 3401 Burgdorf (2) Berner Waldbesitzer BWB 3012 Bern (3) Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Es ist näher zu definieren, was unter «Aufwertung der Normallandschaft» zu verstehen ist. Ohne nähere Beschreibung ist auf die Erwähnung dieses Aspektes zu verzichten. Développement (1) Der Begriff «Normallandschaft» ist näher zu umschreiben, ebenfalls was unter dessen Aufwertung zu verstehen ist. (2) Der Begriff "Normallandschaft" ist nicht definiert. In diesem Zusammenhang bleibt völlig unklar, was eine Aufwertung sein soll. Die Änderungen haben daher keinen Mehrwert und sind zu streichen. (3) -	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Der Begriff wurde bewusst in Anführungszeichen gesetzt. Eine scharfe Definition ist nicht möglich - wie beim häufig bemühten Begriff "gesunden Menschenverstand". Aber der Begriff evokiert wohl bei allen unweigerlich ein (aufgrund der eigenen Erfahrungen gefärbtes) Bild. Die "Normallandschaft" liegt ausserhalb der "Postkartenlandschaft" (diese zeigen überdurchschnittlich viele Landschaften und Biotope von nationaler Bedeutung). Es ist unsere Alltags- oder Gebrauchslandschaft ausserhalb der aufgrund ihrer überdurchschnittlichen Qualität als Natur- und/oder Landschaftsraum von nationaler, regionaler und lokaler Bedeutung bezeichneten Flächen.
7635	GVBF (Gemüseproduzenten-Vereinigung der Kantone Bern und Freiburg 3232 Ins	Proposition / Remarque Die GVBF nimmt zur Kenntnis, dass der Richtplan des Kantons Bern überarbeitet und den ständig neuen Gegebenheiten und Herausforderungen in unserer Gesellschaft angepasst wird. Für die Landwirtschaft als Ganzes stellt	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Interessenabwägung zwischen verschiedenen Anliegen - im vorliegenden Fall zwischen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		der Schutz des Kulturlandes ein wichtiges Anliegen dar. Nur so wird es auch in Zukunft möglich sein, einen angemessenen Selbstversorgungsgrad mit qualitativ hochwertigen Nahrungsmitteln zu gewährleisten. Die GVBF erklärt sich im Grundsatz mit den vorgesehenen Anpassungen im Richtplan einverstanden. Denn der Boden stellt seit Generationen die wichtigste Produktionsgrundlage und zugleich auch eine Existenzbasis der Landwirtschaft dar. In diesem Kontext darf jedoch nicht vergessen werden, dass für die professionelle Produktion von gewissen Nahrungsmitteln, z.B. für Gemüse, auch entsprechende Infrastrukturen vorhanden sein müssen. Unter anderem sind dies Gewächshäuser, oder Hofgebäude für die Verarbeitung und Einlagerung von Gemüse. Dazu kommen Infrastrukturen im Zusammenhang mit der mittel- bis langfristigen Zielsetzung, Gewächshäuser ohne fossile Brennstoffe zu beheizen. Die Landwirtschaft ist zukünftig auf Entwicklungsmöglichkeiten angewiesen, da dem Strukturwandel nur so ausreichend begegnet werden kann. Deshalb dürfen aus Sicht GVBF für landwirtschaftliche Bauten keine zusätzlichen Einschränkungen gemacht werden. Dies würde zu einer Schwächung der Nahrungsmittelproduktion und einer Verschlechterung der Ernährungssouveränität führen. Die GVBF ist klar der Ansicht, dass sogenannte "Normallandschaften" in Siedlungsnähe nicht um jeden Preis attraktiver gemacht werden müssen. In diesem Sinn ist explizit darauf zu achten, dass es zu keinen Einschränkungen der Bewirtschaftung von solchen Flächen kommen darf. Développement Für uns ist es wichtig, dass die Interessen der produzierenden Landwirtschaft und insbesondere jene des Gemüsebaus, bei der Anpassung des Richtplans ausreichend berücksichtigt werden. Eine bauliche Entwicklung auf den betriebseigenen Flächen ist unabdingbar, damit die Versorgung mit regionalen Produkten nicht eingeschränkt wird.	produzierender Landwirtschaft und Naherholung erfolgt im Rahmen der dafür vorgesehenen Verfahren. Häufig dürften Lösungen möglich sein, welche beiden Anliegen einigermassen gerecht werden.
7516	Pro Natura Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Die Anpassungen werden unterstützt. Développement Die Anpassungen geben den Handlungsbedarf wieder und sind nachvollziehbar. Leider wird die Umsetzung (namentlich Sachplan Biodiversität) wohl auch in Zukunft wegen politischer Widerstände und mangelnder Ressourcen nicht zielgemäss erfolgen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8575	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Der VBBG lehnt den neuen Absatz zum KLEK 2020 ab. Das KLEK 2020 soll nicht durch die Hintertür behördenverbindlich erklärt werden, denn das KLEK 2020 verfügt über keine rechtlichen Grundlagen und bündelt einzig die bestehenden Vorgaben und bestehenden Instrumenten. Es braucht deshalb im Richtplan auch keine zusätzlichen Bestimmungen. Dies gilt insbesondere auch für Punkt E11. Wir beantragen	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Das KLEK wurde vom Regierungsrat als behördenverbindliches Konzept beschlossen; es erhält also keine weitere Verbindlichkeit. Eine Anmerkung zur "Nicht-Messbarkeit" von Schönheit und Vielfalt. Schönheit ist tatsächlich

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		zudem, den neuen Satz «Schönheit und Vielfalt der Berner Landschaft werden in ihrer Qualität erhalten» zu streichen. «Schönheit» und «Vielfalt» sind subjektive Begriffe, welche ohne klar messbare Grössen auskommen. Für raumwirksame Entscheidungen ist diese Formulierung daher untauglich. Développement -	etwas subjektives. Es gibt aber durchaus sozialwissenschaftlich gut abgestützte Methoden, um zu messen, was z. B. von einer Mehrheit der Bevölkerung als "schön" oder eben "nicht schön" empfunden wird. Gleiches lässt sich vom Begriff "Vielfalt" sagen - hier lässt sich sogar anhand von klar definierten Kategorien "zählen", welche Vielfalt in einem Raum vorhanden ist.
8578	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Im Abschnitt «Artenvielfalt im Wald erhalten und fördern» stellen wir den Antrag, den Satz «Obwohl seine Fläche stetig zunimmt, ist diese Vielfalt bedroht.» zu streichen. Dieser Satz ist nachweislich falsch. Gemäss dem Landesforstinventar 4, welches im Sommer 2020 veröffentlicht wurde, hat die Artenvielfalt im Schweizer Wald zugenommen. Développement -	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Der Verweis auf das LFI4 greift zu kurz. Hier müsste angegeben werden im Vergleich zu welchem Ausgangszustand die Artenvielfalt - wenn überhaupt - zugenommen hat (Referenzzustand). Es müsste auch klar ausgewiesen werden, ob der aktuelle Zustand der Biodiversität zufriedenstellend ist oder nicht. Die Situation der Biodiversität ist im Wald im Vergleich zu landwirtschaftlich intensiv genutzten Gebieten gut. Das bedeutet aber nicht, dass die Biodiversität und die Ökosystemleistungen nicht gefährdet sind. Gemäss der Roten Liste der Lebensräume der Schweiz (BAFU, 2016) sind unter den 121 Waldgesellschaften der Schweiz 14 (12 %) in einem kritischen Zustand (CR), 26 (21 %) sind stark gefährdet (EN) und 27 (22 %) verletzlich (VU). Zusätzlich sind 12 (10 %) potenziell gefährdet (NT). Auch auf Stufe Arten gibt es zu viele gefährdete Arten. Gemäss der 2010 publizierten Übersicht zu den Roten Listen sind im Wald z. B. 16% der Gefässpflanzen, 26% der Moose und 44% der Baumflechten gefährdet. Eine Übersicht zum Handlungsbedarf im Wald gibt der Bericht "Biodiversität im Wald. Ziele und Massnahmen", der vom BAFU 2015 publiziert wurde.
8577	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Im Teil E2 fehlt uns eine Ergänzung, dass der Kanton Bern auch zu seiner produzierenden Landwirtschaft steht. Wir weisen diesbezüglich darauf hin, dass die geforderten ökologischen Massnahmen oftmals dazu führen, dass bestehende Fruchtfolgeflächen verloren gehen (bspw. freilegen von Bächen). Bei der Massnahme E02 soll im Bereich der Biodiversität auch das Thema «Littering» aufgenommen werden. Wald- und Landeigentümer sind davon stark betroffen. Dies gilt insbesondere auch bei geplanten Vorrangrouten oder bestehenden Velo- und Wanderwegen. Weiter sollen die Landbesitzer für den Unterhalt dieser Wege und entschädigt werden. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Der Kanton Bern bekennt sich nach wie vor zur produzierenden Landwirtschaft. Deren Bedürfnisse wurden bisher und werden auch in Zukunft ernstgenommen. Regierung und Verwaltung sind jedoch verpflichtet, auch die Bedürfnisse anderer Anspruchsgruppen ebenso ernst zu nehmen. Diese Interessenabwägung erfolgt laufend bei allen Tätigkeiten und Entscheiden im Rahmen der gesetzlichen Rahmenbedingungen.
Mesure E_01 : Mettre en œuvre les objectifs environnementaux grâce à une agriculture adaptée au site			
8289	Gemeinde Seeburg	Proposition / Remarque	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
3365	Grasswil	In den letzten Jahren wurden erfolgreich unzählige Vernetzungsprojekte umgesetzt. Die Landwirtschaft hat grosse Anstrengungen unternommen, die gesteckten Ziele zu erreichen. Es liegt bis heute keine differenzierte Untersuchung dazu vor, wie sich die Vernetzungsprojekte auf die Zielerreichung ausgewirkt haben. Développement In den letzten Jahren wurden unzählige Massnahmen wie Vernetzungsprojekte umgesetzt. Die geforderten Flächenziele wurden übertroffen. Aufgrund welcher Grundlage wurde die Äusserung bezüglich fehlender Zielerreichung der Umweltziele Landwirtschaft gemacht? Die produzierende Landwirtschaft wird zunehmend für den umfassenden Landschaftsschutz missbraucht, ohne gleichzeitig die nötigen Rahmenbedingungen dafür zu schaffen, dass eine standortangepasste Landwirtschaft auch existenziell möglich ist. Die produzierende Landwirtschaft ist einem stetig wachsenden Konkurrenzkampf mit dem Ausland konfrontiert. Wird eine standortangepasste Landwirtschaft vorausgesetzt, darf diese durch Einschränkungen im Bereich Landschaftsschutz nicht zunehmend verhindert werden.	Remarque Damit in Zukunft die Wirkung der umgesetzten Massnahmen besser beurteilt werden können, soll auf kantonaler Stufe eine Erfolgskontrolle implementiert werden. In diesem Sinne wird dieses Anliegen durch die angestrebte Stossrichtung aufgegriffen.
6749	Gemeindeverwaltung Saanen 3792 Saanen	Proposition / Remarque Ziel der Strategie und des Massnahmenblattes: Koordination. Die Massnahmen und der Vollzug muss in Absprache mit der Region und den Gemeinden erfolgen. Développement Der regionale Landschaftsrichtplan der Bergregion Obersimmental-Saanenland, ist am 18. Oktober 2018 genehmigt worden. Dieser regionale Landschaftsrichtplan wurde in intensiven Besprechung erarbeitet und erfüllt heute seine Funktion. Die Strategie Kapitel E und das Massnahmenblatt E_01 dürfen die Gemeindeautonomie nicht noch weiter einschränken.	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Die regional differenzierten Massnahmen in diesem Themenbereich werden auch in Zukunft unter Einbezug der Planungsregionen, Regionalkonferenzen und Naturparks definiert. Somit ist gewährleistet, dass eine Koordination mit den erwähnten regionalen Planungsinstrumenten erfolgt.
6900	BDP Kanton Bern 3000 Bern 6	Proposition / Remarque E_01 Die Dichte der Planungen und die daraus folgenden Massnahmen sollen nicht noch mehr ausgebaut werden. Die ganze Landschaft wird verplant. Développement Die Umweltziele und eine standortangepasste Landwirtschaft lassen sich ohne derart umfangreiche Planungen verwirklichen. Fast der gesamte Flächenbedarf für Umweltmassnahmen soll durch Kulturlandflächen, oft Fruchtfolgeflächen, abgedeckt werden. Den Gewässern und den Gewässerräumen kommt bei Aufbau der kantonalen ökologischen Infrastruktur eine zentrale Bedeutung zu. Das darf aber nicht fast ausschliesslich zulasten der Fruchtfolgeflächen und des bewirtschafteten Kulturlandes geschehen. Dass ausgeschiedene Gewässerräume weiterhin als FFF gelten ist nicht praxisgerecht, sondern ein Kunstgriff der Bürokratie.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Festlegung der Gewässerräume basiert im Rahmen der kommunalen Nutzungsplanungen gemäss der nationalen Gesetzgebung (GschG) und wird durch den kantonalen Richtplan nicht tangiert. es ist korrekt, dass auf derselben Flächen mehrere Nutzungs- und Schutzansprüche bestehen können, die Interessenabwägung muss auf Basis der entsprechenden gesetzlichen Grundlagen durch die zuständigen Behörden gemacht werden.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Die Überführung der Vernetzungsprojekte wird begrüsst.	
7519	GRÜNE Kanton Bern 3007 Bern	Proposition / Remarque Das Massnahmenblatt ist im Titel und in der Formulierung der Zielsetzung zu ergänzen: "... biologische, nachhaltige und standortangepasste Landwirtschaft..." Als zusätzliche Massnahme ist die Förderung der biologischen und nachhaltigen Landwirtschaft zu erwähnen. Développement Es kann kein Zweifel bestehen, dass biologische, nachhaltige Landwirtschaft besonders geeignet ist, die formulierten Ziele zu erreichen: "bestehende Kulturlandschaften sowie die Artenvielfalt, die Vielfalt an Lebensräumen, die genetische Vielfalt und die funktionale Biodiversität zu erhalten und aufzuwerten". Der Kanton hat mit der kantonalen Bio-Offensive die Förderung der biologischen Landwirtschaft begonnen – dies sollte nun auch im Massnahmenblatt E1 erwähnt werden. Eine Verstärkung der Bio-Förderung ist angebracht.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Erreichung der Umweltziele Landwirtschaft ist eine Verbundaufgabe für sämtliche Produktionsformen in der Landwirtschaft und nicht ausschliesslich für die Bio-Betriebe. Die Förderung der biologischen Landwirtschaft erfolgt im Kanton Bern zielgerichtet in der Bio-Offensive und losgelöst von der Zielsetzung zur Erreichung der Umweltziele Landwirtschaft.
20105	GLP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Die Pflege der Kulturlandschaften und der Erhalt der Artenvielfalt durch die Landwirte soll vermehrt abgegolten werden, wobei die zusätzlichen Gelder im Bereich der Landwirtschaft kompensiert werden soll (bspw. durch eine Abschaffung der Subventionen für Schlachtvielmärkte und Viehschauen). Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Antrag hat keinen Bezug zum Richtplan
6924	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Einverstanden mit der Überarbeitung und Umbenennung des Massnahmenblattes. Développement Der Kanton hat dafür zu sorgen, dass die Landwirtschaft als zentraler Akteur einen wesentlichen Beitrag zur Erhaltung und Förderung der natürlichen Lebensgrundlagen leistet. Die Umweltziele Landwirtschaft (UZL) wurden erarbeitet, um aufzuzeigen, worin der Beitrag der Landwirtschaft besteht. Die SP Kanton Bern begrüsst deshalb die Umbenennung des Titels des Massnahmenblattes E_01 sehr, insbesondere das Bekenntnis und den Willen für einer konsequente Umsetzung. Wir fordern zudem, dass die hohen Beiträge an die Landwirtschaft in den Bereichen Biodiversität und Landschaft mit der konsequenten Umsetzung der UZL wirkungsvoller eingesetzt werden und begrüssen deshalb, dass der Kanton neu eine Erfolgskontrolle implementiert.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8547	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque E_01, Umweltziele Landwirtschaft durch standortangepasste Landwirtschaft konsequent umsetzen: Antrag: Ergänzen am Ende wie folgt: «Das Projekt RLS Oberaargau wird abgeschlossen und analysiert, die Lehren und Erkenntnisse daraus gezogen.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Auf Stufe Richtplan sind aktuell keine Aussagen zur Einführung von regionalen Landwirtschaftsstrategien (RLS) vorgesehen. Über die Einführung dieses Instrumentes wird auf nationaler

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Zusätzlicher administrativer Aufwand ist zu vermeiden.» Développement -	Stufe entschieden. Im Rahmen vom Pilotprojekt RLS Oberaargau konnten wertvolle Erfahrungen gesammelt und der Entwicklungsprozess beim BLW unter Berücksichtig der Vollzugserfahrungen im Bereich Vernetzungs-, Landschaftsqualitäts- und Ressourcenprojekte (Bsp. Berner Pflanzenschutzprojekt) im Kanton Bern mitgestaltet werden. Die Massnahme E-01 soll unabhängig der Einführung von RLS umgesetzt werden.
6820	Berner Bauern Verband 3072 Ostermundigen	Proposition / Remarque Die undifferenzierte Aussage bezüglich der Umweltziele Landwirtschaft muss angepasst werden. Im Bereich Biodiversität wurden Flächenziele und Vernetzungsziele erreicht, das Ziel bezüglich QII-Fläche wurde auf nationaler Stufe im 2016 fast erreicht. Viele Ziele sind nicht messbar, da Indikatoren fehlen. Weiter ist unseres Wissens noch keine Untersuchung bezüglich Wirkung der Vernetzungsprojekte und Zielerreichung veröffentlicht. Da die AP22+ noch nicht verabschiedet und frühestens 2023 in Kraft tritt, macht die Verwendung des Begriffs "standortangepasste Landwirtschaft" nicht Sinn. Weiter sollten die RLS, aus demselben Grund, nicht in den Richtplan aufgenommen werden. Développement Aus dem Richtplan: „Bei der mit viel Optimismus gestarteten Ökologisierung der Landwirtschaft ist eine gewisse Ernüchterung eingetreten. Die Wirkung der Biodiversitätsförderflächen (BFF) und der Vernetzungsprojekte ist eher bescheiden. Ganz generell muss festgestellt werden, dass die Umweltziele Landwirtschaft (UZL) zu grossen Teilen noch nicht erreicht werden. --> Dies ist eine sehr undifferenzierte Äusserung auch bezüglich der Zielerreichung der UZL. Hier ist die Frage, aufgrund welcher Grundlage und welchen Zahlen diese Äusserung gemacht wurde. Insbesondere im Bereich Biodiversität hat die Landwirtschaft die Flächenziele sowie das Ziel der vernetzten Fläche übertroffen. Stand 2015 war das Ziel, 40% der BFF mit QII abzudecken mit 37% QII-Flächen auf nationaler Stufe nur knapp noch nicht erreicht. Die UZL sind veraltet und wurden damals in einem Bundesamt kreiert und eingeführt. Weder das BLW, die Agroscope, noch die Landwirtschaft wurden mit einbezogen.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Die Förderung einer standortangepassten Landwirtschaft ist unabhängig der AP22+ durch die bestehenden Förderinstrumente nach DZV anzustreben. In der Bundesverfassung Art. 104a ist festgehalten, dass eine standortangepasste und ressourceneffiziente Lebensmittelproduktion gefördert werden soll. Der Bericht "Operationalisierung der Umweltziele Landwirtschaft, 2012" wurde im Auftrag des BLW sowie des BAFU durch Agroscope erarbeitet. Die Festlegung von konkreten Zielen erfolgt nicht auf Stufe vom kantonalen Richtplan, sondern im Rahmen der Erarbeitung der entsprechenden Umsetzungsinstrumente (aktuell Vernetzungs- und Landschaftsqualitätsprojekte) unter Einbezug der landwirtschaftlichen Interessenvertreter.
7421	WWF 3011 Bern	Proposition / Remarque Der WWF begrüsst das neu überarbeitete Massnahmenblatt zu den Umweltzielen Landwirtschaft in der vorliegenden Form. Développement Die Umweltziele Landwirtschaft sind essenziell für die Erhaltung der Biodiversität auf der grossen Landwirtschaftsfläche. Mit einer standortangepassten Landwirtschaft kann die Artenvielfalt, die Vielfalt an Lebensräumen, die genetische Vielfalt und die funktionale Biodiversität erhalten und aufgewertet werden. Diese kantonalen Gelder sind gut investiert.	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
Mesure E_02 : Mettre en œuvre et actualiser le plan sectoriel Biodiversité			
7471	Association Jura bernois.Bienne 2735 Bévillard	Proposition / Remarque Mieux définir et renforcer le rôle que les communes, régions et agglomérations peuvent jouer dans la mise en œuvre, la priorisation et le controlling des mesures de la stratégie biodiversité Développement Les domaines de la préservation de la biodiversité et de l'agriculture adaptée au site sont très importants pour les générations futures. Leurs poids d'un point de vue de l'économie présente est aussi de plus en plus important. Malheureusement, ces questions ne sont, globalement, pas prises en compte ni dans les communes ni dans les régions. Une réorganisation des tâches dans ces domaines est à notre avis nécessaire afin que le thème de la biodiversité et de l'agriculture adaptée au site devienne un thème traité dans les communes et les régions au même titre que ce qui relève de l'aménagement du territoire, de la mobilité et de l'énergie. Nous ne voyons malheureusement rien qui va dans ce sens dans le plan directeur cantonal. A notre sens, une vision et des priorités régionales sont à établir, à discuter et valider par les régions, afin que les instances régionales et locales prennent en main ces questions fondamentales.	Appréciation Indication pour la mise en œuvre Remarque Le plan sectoriel Biodiversité traite avant tout des tâches cantonales. Les communes sont pour leur part responsables de la protection de la nature à l'échelle locale (objets d'importance locale). Une meilleure coordination entre les deux niveaux est indispensable dans le cadre des travaux relatifs à l'infrastructure écologique cantonale. La législation ne décrit pas clairement le rôle des régions et des agglomérations en matière de biodiversité et des précisions sont nécessaires à cet égard.
7544	Baudirektion Burgdorf 3401 Burgdorf	Proposition / Remarque Die vorgeschlagenen Anpassungen unterstützen wir vollumfänglich. Développement Wir sind klar der Auffassung, dass bei der Förderung der Biodiversität Handlungsbedarf besteht.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8288	Gemeindeverwaltung Reutigen 3647 Reutigen	Proposition / Remarque Die Gemeinde Reutigen lehnt die Änderungen in den Massnahmenblättern E01 und E02 ab. Développement Die Gemeinde Reutigen lehnt die Aufnahme des Sachplans Biodiversität bzgl. der damit verbundenen Vorgaben in den Richtplan ab. Die heute bestehenden planerischen Grundlagen reichen nach Auffassung der Gemeinde Reutigen aus, es bedarf keiner Überführung des bestehenden Sachplans in den Richtplan. Auch die Problemanalyse wird nicht geteilt. Nach hier vertretener Auffassung ist es nicht haltbar zu sagen, die Umweltziele in der Landwirtschaft seien zu grossen Teile nicht erreicht worden (zu streichen deshalb neue Passagen in E2 S. 3, bei «verarmte Landschaften gezielt aufwerten und Lebensräume vernetzen»). Sind Ziele zu wenig messbar und haben diese deshalb eher programmatischen Charakter, ist ohnehin grösste Zurückhaltung bei der Appréciation einer konkreten Zielerreichung zu üben.	Appréciation Nicht berücksichtigt Remarque Es handelt sich hier um ein Missverständnis. Es geht nicht um eine Aufnahme des Sachplans Biodiversität in den kantonalen Richtplan sondern um eine inhaltliche Abstimmung. Diese ist notwendig, da der Regierungsrat im August 2019 den Sachplan Biodiversität genehmigt hat. Dies führte dazu, dass die Inhalt im Kapitel E und den Massnahmen E_1 und E_2 nicht mehr aktuell waren.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
6750	Gemeindeverwaltung Saanen 3792 Saanen	Proposition / Remarque Ziel der Strategie und des Massnahmenblattes: Koordination. Die Massnahmen und der Vollzug muss in Absprache mit der Region und den Gemeinden erfolgen. Développement Der regionale Landschaftsrichtplan der Bergregion Obersimmental-Saanenland, ist am 18. Oktober 2018 genehmigt worden. Dieser regionale Landschaftsrichtplan wurde in intensiven Besprechung erarbeitet und erfüllt heute seine Funktion. Die Strategie Kapitel E und das Massnahmenblatt E_02 dürfen die Gemeindeautonomie nicht noch weiter einschränken.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Der Erhalt und die Förderung der Biodiversität und der Ökosystemleistungen sind eine Verbundaufgabe von Bund, Kanton, (Regionen) und Gemeinden. Sie erfolgt im Rahmen der bestehenden gesetzlichen Vorgaben und den festgelegten Zuständigkeiten. Voraussetzung für eine erfolgreiche Umsetzung ist die gute Zusammenarbeit aller Akteure inkl. Grundeigentümer und Bewirtschafter.
7550	Einwohnergemeinde Spiez 3700 Spiez	Proposition / Remarque Neophyten sind im Sachplan Biodiversität unter Massnahme A7 aufgeführt. Wir begrüßen die Aufnahme dieser Massnahme. Das Schwergewicht sollte nicht nur auf kantonalen und nationalen Schutzgebiete gelegt werden. Es sollten auch Massnahmen auf regionaler und kommunaler Ebene berücksichtigt werden, die sich schlussendlich bei der Bekämpfung in kantonalen/nationalen Schutzgebieten (Verbreitung durch Gewässer, etc.) positiv auswirken. Développement Neophyten machen nicht an Gebietsgrenzen halt.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Die Remarque ist fachlich korrekt. Der Sachplan Biodiversität behandelt jedoch prioritär die kantonalen Aufgaben. Für den Naturschutz auf kommunaler Ebene sind im Kanton Bern die Gemeinden verantwortlich. Beim Thema Neobiota besteht einerseits grosser Handlungsbedarf, andererseits fehlen gesetzliche Grundlagen und Ressourcen. Die ANF erarbeitet zurzeit einen Masterplan invasive gebietsfremde Arten. In diesem wird eine Auslegeordnung gemacht (Biologie der Arten, aktuelle Verbreitung und Bekämpfungsmöglichkeiten, aktuelle und mögliche zukünftige Zuständigkeiten usw.). Die Ergebnisse sollen im ersten Halbjahr 2022 vorliegen. Diese können auch zur Beantwortung des vom Grossen Rat angenommenen Vorstosses Tom Gerber zum Thema Neobiota verwendet werden.
6918	SP Kanton Bern 3001 Bern	Proposition / Remarque Grundsätzlich einverstanden mit der Überarbeitung und Umbenennung des Massnahmenblattes. Änderung der Zielsetzung: Die Akteure stellen die sach- und fristgerechte Umsetzung im Rahmen ihres gesetzlichen Auftrags (und den zur Verfügung stehenden Personal- und Finanzmitteln) sicher -> Text innerhalb der Klammern streichen. Développement Nach wie vor besteht aber im Naturschutz, wie im Sachplan und auch im Controllingbericht '20 festgestellt, ein akutes Vollzugsdefizit. Die ungenügenden personellen und finanziellen Ressourcen zur Behebung dieses Defizites sind seit langem eine Tatsache und müssen nicht speziell in einer Zielsetzung genannt und so quasi legitimiert werden. Wir erachten deshalb diese Relativierung als eine Schwächung der postulierten Massnahme «Sachplan Biodiversität umsetzen und nachführen», gerade auch in der Interessenabwägung mit andern Politikbereichen.	Appréciation Berücksichtigt Remarque Die Anpassung wurde vorgenommen. Es bleibt aber festzuhalten, dass sich de facto an den Rahmenbedingungen nichts ändern wird.
7486	Gewerbeverband Berner KMU	Proposition / Remarque	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	3401 Burgdorf	Wenn es in der Natur der Sache liegt, dass auch eine ökologische wirtschaftliche Nutzung von Boden nicht zur Erhöhung der Biodiversität führt, darf eine solche nicht aufgrund von «geringer Biodiversität» eingeschränkt werden. Développement Liegt eine wirtschaftliche Nutzung im Interesse der Biodiversität, soll sie nicht eingeschränkt werden. Angeschlossene Teilnehmer/innen: FDP. Die Liberalen Kanton Bern, 3011 Bern	
6875	WWF 3011 Bern	Proposition / Remarque Der WWF ist sehr erfreut, dass der Sachplan Biodiversität von der Regierung verabschiedet wurde und jetzt in den Richtplan integriert wird. Die Ausgangslage und die Herausforderungen sind richtig. Der wichtigste Punkt sind die fehlenden Ressourcen und Kapazitäten. Daher stellen wir den Antrag dass die personellen und finanziellen Mittel für die Umsetzung massiv ausgebaut und zur Verfügung gestellt werden. Développement Allein die Unterschutzstellung und Pflege der diversen nationalen Inventare sind zeitlich massiv in Verzug. Stand 2018 waren gemäss Bericht der ANF fehlte beispielsweise die Umsetzung des Schutzes sämtlicher Flachmoore, Trockenwiesen und -weiden sowie sämtlicher Hochmoore, resp. waren höchstens teilweise erfüllt. Die Bundesvorgaben für die Umsetzung sind teilweise vor mehr als zehn Jahren abgelaufen. In der Folge verschwinden weiterhin Arten und Biotope oft unwiderbringlich. Entsprechend verschwinden viele prioritäre Arten, für deren Überleben wir eine erhöhte Verantwortung in der Schweiz tragen. Im Kanton Bern wurde beispielsweise der schweizweit vom Aussterben bedrohte Grosse Eichenbock(-käfer) seit 80 Jahren nicht mehr gesichtet, der vorher an verschiedenen Orten gefunden wurde.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Der Vollzugsrückstand beim NHG und die damit verknüpfte Ressourcenthematik sind bekannt.
Mesure R_11 : Canal de Hagneck / Aar: ne pas entraver le débit d'évacuation des crues en cas de surcharge			
9867	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Beteiligte: Dritte ergänzen mit: Gewerbe- und Industriebauten, Verarbeitungs- und Produktionsbetriebe. Développement Diese sind unbedingt von Beginn weg mit einzubeziehen.	Appréciation Berücksichtigt Remarque Ergänzung mit "betroffene Grundeigentümer".
8583	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Das Massnahmenblatt R11 zum Hochwasser-Überlastabfluss Aare-Hagneck wird grundsätzlich begrüsst. Der VBBG fordert jedoch, dass die betroffenen Grundeigentümer beim Projekt frühzeitig miteinbezogen werden. Ebenfalls dürfen Dammsanierungen nicht zu Enteignungen oder Behinderungen der Landeigentümer und -bewirtschafter führen. Falls dies der Fall wäre,	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Massnahme ist Teil des Wasserbauplanes Sanierung Hagneckkanal. Dieser wurde im Jahre 2010 nach einem ordentlichen Bewilligungsverfahren (inkl. Mitwirkungsverfahren und öffentlicher Auflage) genehmigt. Das Projekt Sanierung Hagneckkanal ist abgeschlossen, es sind keine

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		sollen sie dafür entsprechend entschädigt werden. Auch sind die genannten «Querbauten» genauer zu definieren. Développement -	weiteren Dammsanierungen geplant. Unter Querbauten werden beispielsweise Strassen und/oder Bahnlinien auf Dämmen, welche das Grosse Moos queren, verstanden.
2. Mise en œuvre des mesures et interventions nécessaires Rapport de controlling			
5774	Einwohnergemeinde Blumenstein 3638 Blumenstein	Proposition / Remarque Wir erachten das Gebiet der Gürbe sowie des Fallbachs in Blumenstein als nicht geeignet für eine Wasserkraftnutzung. Développement Naturschutzgebiete, Gefälle der Gewässer, etc.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Massnahmenblatt C_20, in welchem die Nutzungskategorien der Gewässer festgesetzt werden, wurde nicht überarbeitet und steht nicht zur Mitwirkung.
4884	Gemeinde Grindelwald 3818 Grindelwald	Proposition / Remarque Die Streusiedlungskarte mit den ausgeschiedenen Streusiedlungsgebieten in der Gemeinde Grindelwald ist gemäss dem tatsächlich vorhandenen Streusiedlungsgebiet anzupassen. Das tatsächlich vorhandene Streusiedlungsgebiet ist auf dem Planentwurf in der Beilage ersichtlich. Développement Das ausgeschiedene Streusiedlungsgebiet in der Gemeinde Grindelwald wurde willkürlich und ohne Beachtung der tatsächlichen Verhältnisse anonym und ohne Rücksprache mit der Gemeinde festgelegt. Wir nehmen die Motion von Grossrat Teuschler zum Anlass eine Anpassung vom Streusiedlungsgebiet zu verlangen.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Streusiedlungsgebiet (Massnahme A_02) wird im Rahmen des Richtplancontrollings 2022 geprüft - auch aufgrund der vom Grossen Rat überwiesenen Motion 053-2020 Dütschler (Hünibach, FDP).
6968	Gemeinde 3303 Jegenstorf 3303 Jegenstorf	Proposition / Remarque Der Perimeter „KLEK Wildtiere“ führt bis mitten ins Siedlungsgebiet von Jegenstorf und wird in dieser Form als unzweckmässig zurückgewiesen. Développement Namentlich steht dieser im Widerspruch zur Siedlungsentwicklung gemäss RGSK der Regionalkonferenz Bern Mittelland im Gebiet zwischen Münchringenstrasse und Voi. Der Perimeter „KLEK Wildtiere“ ist deutlich zu reduzieren und auf die offene Landschaft mit Vernetzungsmöglichkeiten auszurichten.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Massnahmenblatt E_03 mit den Wildtierkorridoren stand nicht zur Mitwirkung
9553	Gemeinde Lauterbrunnen Bauverwaltung 3822 Lauterbrunnen	Proposition / Remarque Massnahmenblatt D_09, Zunahme der Waldfläche verhindern: Das Massnahmenblatt D_09 ist insofern anzupassen, dass die Möglichkeit zur Festlegung verbindlicher Waldgrenzen ausserhalb des Baugebietes auch den Gemeinden in den Regionen Alpen und Berner Jura gewährt wird. Développement Das genannte Massnahmenblatt erfährt keine Anpassung. Wir erachten es aber als dringend, eine Änderung vorzunehmen. Bezüglich die Waldflächenzunahme lautet die Zielsetzung,	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Massnahme D_09 stand nicht zur Mitwirkung.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		dass mit der verbindlichen Abgrenzung des Waldes die rechtlich geschützte Waldfläche festgelegt werden kann. Breitet sich der Wald aufgrund geringerer Nutzungsintensität auf Kosten der übrigen Flächen aus, kann diese Fläche in Zukunft wieder der ursprünglichen Nutzung zugeführt werden. In diesem Sinn ist es doch eher erstaunlich, dass dieses Instrument des Forstrechts primär in den Gebieten angewandt werden soll, wo aufgrund des ständig hohen Nutzungsdrucks in den letzten Jahrzehnten keine oder nur geringe Waldzunahmen festzustellen waren. Vielmehr müsste die verbindliche Waldgrenze dort zur Anwendung gelangen, wo laufend grosse Flächen forstrechtlich zu Wald werden. Das Bundesamt für Statistik weist für die Alpennordflanke eine Zunahme von mehr als 12'000ha zwischen 1985 bis 2009 aus (https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/raum-umwelt/bodennutzung-bedeckung/bestockte-flaechen/waldflaeche.html). Im Berner Oberland beträgt die Zunahme der Waldfläche zwischen 1880 und 2000 rund 66% (https://www.waldwissen.net/de/technik-und-planung/landschaftsentwicklung/waldflaechenentwicklung-in-der-schweiz). Genau in diesen Gebieten ist die Möglichkeit der Rückgewinnung innerhalb von 30 Jahren ohne Rodungsersatzpflicht nicht das beste Hilfsmittel. Unbestritten ist, dass in manchen Gebieten eine Waldzunahme absolut im öffentlichen Interesse liegt (Schutzwirkung, etc.). Es gibt aber auch Flächen, welche in der aktuellen Lage der Landwirtschaft und unter Berücksichtigung der finanziellen Mittel der öffentlichen Hand nicht vor dem Einwachsen bewahrt werden können. Sollten sich die Voraussetzungen aber ändern, wäre eine Rodung sehr wohl im öffentlichen Interesse (landwirtschaftlichen Nutzung, ökologisch bedeutende Flächen, touristische Nutzung, etc.). Weder die Landwirtschaft noch die übrigen betroffenen Akteure sind momentan in der Lage die Waldzunahme an den unerwünschten Standorten zu verhindern. Insofern ist das Hilfsmittel für die Festlegung einer statischen Waldgrenze ausserhalb des Baugebietes gerade für die Gemeinde in den Alpen und Voralpen von grosser Bedeutung.	
9905	Einwohnergemeinde Madiswil 4934 Madiswil	Proposition / Remarque Massnahme C_09: Die Telekommunikationsverbindungen sind für alle gleichzusetzen. Es soll dabei keine Rolle spielen, ob man in einer Stadt oder in einer abgelegenen Gegend wohnt. Der Staat hat entsprechend einzugreifen. Die PTT hatte früher auch die Aufgabe, alle Haushalte, egal bei welchem Standort, mit einem Telefonanschluss zu erschliessen. Développement Die Versorgung der Streusiedlungsgebiete mit ausreichenden Telekommunikationsverbindungen ist leider mangelhaft. Der Staat sollte hier wieder vermehrt eingreifen und auch für dünn besiedelte Gebiete die gleichen Rahmenbedingungen schaffen wie in den Kernzonen. Gerade die Landwirte sind ebenso auf gute Internetver-	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Massnahme C_09 stand nicht zur Mitwirkung.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		bindungen angewiesen, wie Gewerbe- und Industriebetriebe. Es kann daher nicht sein, dass nur wirtschaftliche Interessen die Telekommunikationserschliessung prägen. Gleichbehandlung kann nur mit staatlichem Eingreifen durchgesetzt werden.	
6101	Gemeinde Riggisberg 3132 Riggisberg	Proposition / Remarque Die Verlängerung der Planungsperiode von 4 auf 8 Jahren wird unterstützt. Développement Betrifft Seite 7, B 09	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das angesprochene Massnahmenblatt wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit grundsätzlich nicht Bestandteil der Mitwirkung. Der Bund ist für die Agglomerationsprogramme zuständig; die RGSK sind dagegen in der Kompetenz des Kantons. Auf konkreten Antrag des Netzwerks Berner Regionen wird das künftige Zusammenspiel RGSK / Agglomerationsprogramme auf instrumenteller Ebene überprüft. Dazu sind Anfang 2021 die fachlichen Arbeiten unter dem Lead des kantonalen Amtes für Gemeinden und Raumordnung (AGR) und in einem ergebnisoffenen Prozess zwischen AGR, AÖV, TBA und den Regionen angelaufen.
6889	BDP Kanton Bern 3000 Bern 6	Proposition / Remarque A_06 Der Verlust von FFF soll mit Bodenaufwertungen kompensiert werden. Développement Die Ausarbeitung eines Konzeptes für die Nutzung von Bodenaushub ist sofort zu erarbeiten und umzusetzen. Mit den dezentralen Bodenaufwertungen soll dringendst begonnen werden und nicht mit zu hohen technischen und planerischen Anforderungen blockiert werden.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Kompensationspflicht von FFF richtet sich nach Art. 8b Abs. 4 Baugesetz. Die Aufwertung degradierter Böden ist eine der möglichen Formen der Kompensation. Eine Hinweiskarte, welche Böden bezeichnet, die sich für die Aufwertung eignen, ist beim Kanton in Arbeit.
8540	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque A_06: Fruchtfolgeflächen schonen: Développement Das Konzept für die Nutzung von Bodenaushub liegt noch nicht vor, es ist mit höchster Priorität mit den Betroffenen eine Lösung zu finden unter Federführung des LANAT.	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Der Schutz der FFF und die Pflicht zur Verwertung von Bodenaushub sind Art. 8b und 8c Baugesetz geregelt. Eine Hinweiskarte, welche Böden bezeichnet, die sich für die Aufwertung eignen, ist in Arbeit.
9868	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque A_07, Siedlungsentwicklung nach innen: In der Bevölkerung mangelt es an Aufklärung, diese können die Gemeinden alleine zu wenig genau und präzise geben. Der Kanton sollte diesbezüglich vermehrt den Lead in der Kommunikation übernehmen, analog zum Kanton Zürich. Développement -	Appréciation Berücksichtigt Remarque Seit der Einführung der Massnahme A_07 unterstützt der Kanton die Gemeinden mittels Arbeitshilfen, Kursen und Weiterbildungsveranstaltungen für die Behörden und die Verwaltung. Neu steht den Gemeinden das Programm SEin plus zur Verfügung (www.be.ch/seinplus). Das Programm bietet den Gemeinden eine Beratung und fallweise eine finanzielle Unterstützung bei Qualitätssichernden Verfahren im Zusammenhang mit Innenentwicklungsvorhaben. Das Programm umfasst auch Erfahrungsaustausch-Anlässe und öffentlich zugängliche Informationen. Damit wird

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
			der Kanton neben den bisherigen Informationen eine weitere Form der Kommunikation über die SEin anbieten.
9872	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque B_06, Nationalstrassennetz fertigstellen: Der Regierungsrat soll sich vermehrt und mit Verve für Lösungen einsetzen, die weniger Kulturland auf Berner Boden brauchen. Tunnellösungen oder Hochbauten sind in anderen Ländern im Trend. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das angesprochene Massnahmenblatt wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit grundsätzlich nicht Bestandteil der Mitwirkung. Die eingebrachten Anforderungen zum Kulturlandschutz entsprechen den gesetzlichen Vorgaben der haushälterischen Bodennutzung. Hinzu kommt die gesetzlich verankerte, hohe Schutzwürdigkeit von Wald- und Fruchtfolgeflächen (vgl. hierzu auch Massnahmenblatt A_06), die im Rahmen der Variantenprüfung und Interessenabwägung berücksichtigt wird. Es ist zu beachten, dass viele Verkehrsinfrastrukturen aus betrieblichen und technischen Gründen eine bedingte Standortgebundenheit aufweisen.
9869	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque B_09 Regionale Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzepte: Der Regierungsrat soll sich beim Bund für einen Planungshorizont von 8 Jahren für neue RGSK-Programme einsetzen. Gemeinden sind weder personell noch finanziell diesen Herausforderungen und dem Rhythmus gewachsen. Planungsneurosen auf Stufe Bund sind zu vermeiden, so können der administrative Aufwand gesenkt und Prioritäten besser gesetzt werden. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das angesprochene Massnahmenblatt wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit grundsätzlich nicht Bestandteil der Mitwirkung. Der Bund ist für die Agglomerationsprogramme zuständig; die RGSK sind dagegen in der Kompetenz des Kantons. Auf konkreten Antrag des Netzwerks Berner Regionen wird das künftige Zusammenspiel RGSK / Agglomerationsprogramme auf instrumenteller Ebene überprüft. Dazu sind Anfang 2021 die fachlichen Arbeiten unter dem Lead des kantonalen Amtes für Gemeinden und Raumordnung (AGR) in einem ergebnisoffenen Prozess zwischen AGR, AÖV, TBA und den Regionen angelaufen.
8544	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque B_12, Velorouten mit kantonaler Netzfunktion: Das Velo- und Bikeroutennetz darf nicht auf Kosten des Kulturlands oder der Grundeigentümer ausgebaut werden. Die Nachhaltigkeit muss im Vordergrund stehen. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das angesprochene Massnahmenblatt wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit grundsätzlich nicht Bestandteil der Mitwirkung. Die eingebrachten Anforderungen zum Kulturlandschutz entsprechen den gesetzlichen Vorgaben der haushälterischen Bodennutzung. Hinzu kommt die gesetzlich verankerte, hohe Schutzwürdigkeit von Wald- und Fruchtfolgeflächen (vgl. hierzu auch Massnahmenblatt A_06), die im Rahmen der Variantenprüfung und Interessenabwägung berücksichtigt wird.
8545	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque B_15, Versorgungsrouten für Ausnahmetransporte: Der Regierungsrat soll sich beim ASTRA	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		für eine bessere Zusammenarbeit und Koordination einsetzen. Die Verbote von Routen für Schwer- und Sondertransporte dürfen nicht auf Kantons- und Gemeindestrassen umgeleitet werden, nur weil das ASTRA zu wenig weitsichtig plant und die Zusammenarbeit mit den Kantonen verweigert. Développement -	Remarque Das angesprochene Massnahmenblatt wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit grundsätzlich nicht Bestandteil der Mitwirkung. Das TBA hat die in der Massnahme B_15 vorgesehene gesamthafte Überprüfung der Versorgungsrouten gestartet. Das Projekt wird vom ASTRA begleitet. Teil des Projekts ist u.a. die Klärung des künftigen Einbezugs von Nationalstrassen.
8546	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque C_08, Ortsplanung und Energieversorgung abstimmen: Die Umsetzung der Energie-Richtpläne in den Gemeinden stockt und ist nicht zufriedenstellend. Einige Ämter blockieren sich gegenseitig oder nutzen den Handlungsspielraum nicht aus und verhindern so pragmatische Lösungen in den Gemeinden. Die Energiestrategie kann so nicht umgesetzt werden. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
6821	Berner Bauern Verband 3072 Ostermundigen	Proposition / Remarque Massnahme A_06 FFF schonen: Antrag: Die Verwertungspflicht von Boden muss konsequenter umgesetzt werden. Développement Ein umfassendes Konzept für die Nutzung von Bodenaushub liegt noch nicht vor. Die Branchen sind im Austausch und suchen nach Lösungen, erste Pilotprojekte sind umgesetzt worden. Vermisst wird eine kooperative Haltung und aktives Handeln des Kantons in den Bereichen Raumplanung, Bewilligungsverfahren, prov. Humusdepot für lokale oder regionale Aufwertungen und Bodenschutz.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Massnahme A_06 stand nicht zur Mitwirkung. Die Verwertungspflicht von Bodenmaterial ist gesetzlich vorgeschrieben (Art. 8c Baugesetz).
8585	Verband Bernischer Bürgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque A06: Fruchtfolgeflächen schonen Der VBBG unterstützt das Ziel, die FFF zu schonen und sparsam damit umzugehen. Jedoch fordert der VBBG, dass die betroffenen Grundeigentümer (bspw. Bürgergemeinden) bei der Ergänzung des Inventars der Fruchtfolgeflächen zwingend berücksichtigt werden. Für uns ist es unverständlich, dass auch zonenkonforme Vorhaben (wie z. B. landwirtschaftliche Bauten) nur noch unter erschwerten Voraussetzungen realisierbar sein sollen. Für Bürgergemeinden mit ihren Landwirtschaftsbetrieben ist dies ein unhaltbarer Zustand. Ebenfalls weisen wir nochmals auf die genannten Beispiele hin, welche sich dem Ziel der Fruchtfolgeflächenschonung widersetzen. Dazu gehören beispielsweise Biodiversitätsmassnahmen (Bachöffnungen) oder auch die Einwaldung im Flachland auf Kosten des Kulturlands. 1. Im Massnahmenblatt ist festzuhalten, dass Abbau- und Ablagerungsvorhaben als temporäre Nutzungen nicht in Konflikt mit den Fruchtfolgeflächen (FFF) stehen. 2. Der Grundsatz, wonach FFF nicht vorübergehend beansprucht werden dürfen, ist zu streichen.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die materiellen Anforderungen, die an die Beanspruchung von FFF gestellt werden, sind seit 2017 nicht mehr im kantonalen Richtplan, sondern in der Baugesetzgebung geregelt.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Développement FFF sollten auch in Zukunft für diese Vorhaben nutzbar sein. Deshalb soll im Massnahmenblatt klar festgehalten werden, dass Abbau- und Ablagerungsvorhaben als temporäre Nutzung nicht im Konflikt stehen mit den FFF. Der Rückbau in eine landwirtschaftliche Nutzung ist gesichert.	
8586	Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque A07: Siedlungsentwicklung nach innen (SEin) fördern Die Siedlungsentwicklung nach innen (SEin) soll insbesondere auch im ländlichen Gebiet gefördert und bei Ortsplanungen vermehrt berücksichtigt werden. Hierzu braucht es sinnvolle Praxis-Beispiele. Im ländlichen Raum zwingend zu beachten sind dabei die Vorgaben des ISOS. Développement -	Appréciation Berücksichtigt Remarque Neu steht den Gemeinden das Programm SEin plus zur Verfügung (www.be.ch/seinplus). Das Programm bietet den Gemeinden eine Beratung und fallweise eine finanzielle Unterstützung bei Qualitätssichernden Verfahren im Zusammenhang mit Innenentwicklungsvorhaben. Das Programm richtet sich explizit auch an Gemeinden im ländlichen Raum. Im Rahmen von Erfahrungsaustausch-Anlässen und öffentlich zugänglichen Informationen ist eine spezifische Kommunikation über die SEin mittels Praxis-Beispielen vorgesehen.
8588	Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque B03: Im internationalen und nationalen Schienenverkehr Prioritäten aus bernischer Sicht festlegen Antrag: Es sind die Verladebahnhöfe für Holz festzulegen, die in jedem Fall erhalten werden sollten. Développement Der Holzverlad erfordert besondere technische Voraussetzungen. Die Einschätzungen der Fachleute gehen davon aus, dass im Rahmen der Klimaveränderungen häufiger grössere Waldschäden auftreten werden. Die Erfahrungen haben gezeigt, dass die Walderhaltung ohne den Export von anfallenden Holzmengen nicht sichergestellt werden kann. Die Offenhaltung von Verladebahnhöfen für Rundholz ist von einem überwiegenden öffentlichen Interesse der Walderhaltung und der Schonung öffentlicher Finanzen (Marktfinanzierung).	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das angesprochene Massnahmenblatt wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit grundsätzlich nicht Bestandteil der Mitwirkung. Zurzeit erarbeitet der Kanton ein Güterverkehrs- und Logistik-konzept, welches unter anderem Verladeanlagen für die Verlagerung des Güterverkehrs von der Strasse auf die Schiene unterstützt (vgl. Massnahmenblatt B_14). Die Erkenntnisse dieses Konzepts sollen in Form von räumlich konkreten Verortungen im kantonalen Richtplan aufgenommen werden. Voraussichtlich erfolgt dies im Rahmen der Richtplananpassungen '22.
8589	Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque B09: Regionale Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzepte Der hohe Aktualisierungsrhythmus der RGSK von heute vier Jahren soll auf mindestens 6 Jahre erhöht werden. Bei zahlreichen RGSKs werden die Massnahmen nur fortgeschrieben und können in dieser kurzen Frist kaum umgesetzt werden. Bei den Agglomerationsprogrammen müssen die RGSK auch nicht mehr miteingereicht werden. Développement Bei zahlreichen RGSKs werden die Massnahmen nur fortgeschrieben und können in dieser kurzen Frist kaum umgesetzt werden. Bei den Agglomerationsprogrammen müssen die RGSK auch nicht mehr miteingereicht werden.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das angesprochene Massnahmenblatt wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit grundsätzlich nicht Bestandteil der Mitwirkung. Der Bund ist für die Agglomerationsprogramme zuständig; die RGSK sind dagegen in der Kompetenz des Kantons. Auf konkreten Antrag des Netzwerks Berner Regionen wird das künftige Zusammenspiel RGSK / Agglomerationsprogramme auf instrumenteller Ebene überprüft. Dazu sind Anfang 2021 die fachlichen Arbeiten unter dem Lead des kantonalen Amtes für Gemeinden und Raumordnung (AGR) in einem ergebnisoffenen Prozess

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
			zwischen AGR, AÖV, TBA und den Regionen angelaufen.
8590	Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque B12: Velorouten mit kantonaler Netzfunktion (Sachplan Veloverkehr) Wir verweisen auf unsere Stellungnahme vom 11. Oktober 2019 zu den Velorouten mit kantonaler Netzfunktion. Wir halten an unseren Forderungen fest. Im Weiteren sind Velorouten wo möglich entlang von bestehenden Bahntrassen oder Strassen zu planen, damit sie nicht zu weiterem Kulturlandverbrauch oder Teilrodungen im Wald führen. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das angesprochene Massnahmenblatt wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit grundsätzlich nicht Bestandteil der Mitwirkung. Die eingebrachten Anforderungen zum Kulturlandschutz entsprechen den gesetzlichen Vorgaben der häuslichen Bodennutzung. Hinzu kommt die gesetzlich verankerte, hohe Schutzwürdigkeit von Wald- und Fruchtfolgeflächen (vgl. hierzu auch Massnahmenblatt A_06), die im Rahmen der Variantenprüfung und Interessenabwägung berücksichtigt wird.
8591	Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque B14: Güterverkehrs- und Logistikkonzept für den Kanton Bern erarbeiten Der VBBG begrüsst die Erarbeitung eines solchen Konzepts. Güterverkehrs- und Logistikcenter verursachen ein hohes Verkehrsaufkommen und brauchen grosse Landflächen. Mit zunehmenden Online-Bestellungen sind zusätzliche Logistikkapazitäten wahrscheinlich. Beispielsweise sollen bei Logistikzentren hohe Auflagen gemacht werden, beispielsweise soll mehrgeschossig gebaut werden und ein guter Bahn- und Nationalstrassenanschluss gewährleistet sein, um den Kulturlandverbrauch einzudämmen. Zudem soll der Kanton das Projekt «Cargo sous terrain» bereits jetzt in das Konzept integrieren. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das angesprochene Massnahmenblatt wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit grundsätzlich nicht Bestandteil der Mitwirkung. Die Hinweise werden im Rahmen der Umsetzung des kantonalen Güterverkehrs- und Logistikkonzepts geprüft.
8593	Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque C11: Nachhaltige Waldbewirtschaftung AWN Diesem Punkt muss der Kanton Bern mehr Beachtung schenken. Wie der Bund in seinem erläuternden Bericht zum Gegenvorschlag der Gletscherinitiative festhält, leistet die Waldbewirtschaftung einen wichtigen Beitrag an die Umsetzung der Klimaziele, welche auch für den Kanton Bern verbindlich werden. Der Wald und die Waldbewirtschaftung tragen zur Verminderung der Treibhausgasemissionen bei, indem der nachwachsende Rohstoff Holz vermehrt genutzt und anstelle von CO2-intensiven Energieträgern oder Baustoffen verwendet wird. Wir erwarten, dass der Kanton Bern auch bei seinen eigenen Bauvorhaben entsprechend auf den Rohstoff Holz und Wärmeverbunde setzt. Die Zusammenarbeit und die Projekte mit der Wyss Academy for Nature an der Universität Bern werden ausdrücklich begrüsst. Der Kanton muss zusätzliche Anreize für Betriebsoptimierungen schaffen. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Massnahme C_11 stand nicht zur Mitwirkung.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
8595	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque C12: Verjüngung, Wiederbewaldung und Pflege von Wäldern mit Schutzfunktion Die Ergebnisse des neuen, vierten Landesforstinventars (LFI4) zeigen, dass dem Wald der Insektenbefall und Krankheiten zu schaffen macht. Wir fordern, dass der Kanton Bern seine Verantwortung wahrnimmt. Es ist deshalb unverständlich, dass er auf die Mehrausgaben zur Borkenkäferbekämpfung (jährlich 1 Million Franken) verzichten will. Gerade im Oberland haben zudem etliche Waldbesitzer in den letzten drei Jahren auf Schutzwald umgestellt. Diese Dienstleistung kommt letztlich der ganzen Bevölkerung zugute. Auf Bundesebene fordert die Motion von Siebenthal (Mo. 20.3836) zusätzliche Mittel für die Schutzwaldpflege. Wir unterstützen diese Forderung und erwarten, dass sich auch der Kanton im Rahmen der neuen Programmvereinbarung «Wald 2020-2024» beteiligt. Gemäss Art. 37a WaG kann der Bund den Kantonen auch ausserhalb des Schutzwaldes Abgeltungen an Massnahmen zur Verhütung und Behebung von Waldschäden, die durch Naturereignisse oder Schadorganismen verursacht werden (Art. 37a WaG) gewähren. Der Kanton Bern soll sich aktiv um diese Beiträge, gerade für die Bekämpfung von Schadorganismen, bemühen. Ebenfalls fordert die bereits vom Ständerat angenommene Motion Fässler (20.3745) die Sicherstellung der nachhaltigen Pflege und Nutzung des Waldes und fordert zusätzliche Mittel (25 Mio. Franken) für die Verjüngung des Waldes (Anpassung an die klimatischen Bedingungen). Bei diesen zusätzlichen Mitteln des Bundes müssten sich die Kantone zu gleichen Teilen beteiligen und in der Lage sein, entsprechende Mittel zuzusichern. Wir fordern auch hier, dass sich der Kanton Bern aktiv für diese Mittel einsetzt und sich an den Kosten entsprechend beteiligt. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Massnahme C_12 stand nicht zur Mitwirkung.
8596	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque D09: Zunahme der Waldflächen verhindern AWN Wir teilen die Haltung, dass die landwirtschaftlichen Fruchtfolge- und Nutzfolgeflächen durch Bewirtschaftung vor dem Einwachsen des Walds geschützt werden. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Massnahme C_11 stand nicht zur Mitwirkung.
8597	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque E06: Aufbau und Betrieb von Parks von nationaler Bedeutung nach NHG Antrag: In die Überarbeitung des Massnahmenblatts, soll die Steuerung der Belastung durch Erholungssuchende in den regionalen Waldplänen aufgenommen werden, damit eine Mehrbelastung der Forstbetriebe und des Waldeigentums sichergestellt wird. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Pärke liegen vielfach in Gebieten mit erheblichem Waldanteil. Sie schaffen ein positives Angebot, das von zahlreichen Touristen besucht wird. Die direkten und indirekten Auswirkungen auf die nachhaltige Waldbewirtschaftung sind teilweise erheblich. Damit die Ansprüche und Belastungen koordiniert werden können, sind Ziele, Massnahmen und Beeinträchtigungen in den regionalen Waldplänen zu koordinieren. Es ist dabei sicherzustellen, dass die nachhaltige Waldbewirtschaftung ohne Mehrbelastung der Forstbetriebe möglich ist.	
Commentaires généraux			
7781	Bergregion Obersimmental-Saanenland 3777 Saanenmöser	Proposition / Remarque Wir erwarten vom Kanton einen offenen und nachvollziehbaren Prozess zur Festlegung der Siedlungsgebiete und zusammen mit den betroffenen Gemeinden und Regionen. Dabei ist der Ermessensspielraum, den der Bundesgesetzgeber den Kantonen gegeben hat, auch wirklich auszunutzen. Développement Heute besteht in Gebieten ausserhalb der Bauzone eine weitreichende Rechtsungleichheit in Bezug auf den Umbau bestehender, nicht zonenkonformer Bauten. Diese resultiert insbesondere aus der nicht nachvollziehbaren Festlegung der Streusiedlungsgebiete. Ob ein Gebäude nach Art. 24c RPG oder nach Art. 39 RPV (Streusiedlungsgebiet) ausgebaut werden kann, stellt einen grossen Unterschied dar. Da die Streusiedlungsgebiete ohne Beizug der betroffenen Gemeinden und Regionen festgelegt wurden, erschliesst sich uns die Systematik der Festlegung nicht. Sie ist nicht überall nachvollziehbar und erscheint teilweise sogar willkürlich. Wir weisen auf die Stellungnahmen von verschiedenen Gemeinden sowie der IG ländlicher Raum, im Zusammenhang mit «falschen» Raumtypen und dem Sachplan Biodiversität hin.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Streusiedlungsgebiet (Massnahme A_02) wird im Rahmen des Richtplancontrollings 2022 geprüft - auch aufgrund der vom Grosse Rat überwiesenen Motion 053-2020 Dütschler (Hünibach, FDP).
8242	Regionalkonferenz Bern-Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Wir begrüssen die nachvollziehbaren Unterlagen. Développement Wir haben die Unterlagen mit folgenden regionalen Planungen abgeglichen: ► Regionales Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept RGSK Bern-Mittelland 2. Generation (RGSK II, Genehmigungsversion, 27. Oktober 2016) ► Regionales Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept RGSK 2021 / AP 4 Bern-Mittelland (Vorprüfungsunterlagen, August 2020) [Hinweis] ► Regionales Angebotskonzept öffentlicher Verkehr 2022–2025, RKBK (13. März 2020) ► Mobilitätsstrategie 2040 Region Bern-Mittelland, RKBK (Dezember 2019)	

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		► Regionaler Richtplan Abbau Deponie Transporte ADT der RKBM, Juni 2017 (genehmigt durch Kanton 12. Dezember 2017) ► Regionaler Richtplan Windenergie der RKBM (4. Mai 2016)	
7652	Regionalkonferenz Emmental 3400 Burgdorf	Proposition / Remarque kein Antrag Développement Die Regionalkonferenz Emmental hat sich am 22. Oktober 2020 mit den Richtplananpassungen befasst. Die Anpassungen im Richtplan entsprechen den regionalen Planungen und Anliegen, zudem werden keine Ergänzungen benötigt.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
9448	Region Oberrhein 4900 Langenthal	Proposition / Remarque Besten Dank für die gebotene Möglichkeit zur eMitwirkung betreffend der Richtplananpassungen '20. Die Region Oberrhein hat diese aus ihrer Warte geprüft und hat keine spezifischen Rückmeldungen anzubringen. Besten Dank für die Kenntnisnahme und freundliche Grüsse, Développement vgl. Antrag	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8293	Conseil du Jura bernois (CJB) 2520 La Neuveville	Proposition / Remarque Après avoir pris connaissance des documents de consultation et s'être coordonné avec l'Association Jura bernois.Bienne (Jb.B), le CJB soutient en tout point la prise de position de cette dernière, principalement axée sur les éléments suivants : - Les priorités en matière de transports publics régionaux - La protection contre le bruit du trafic - La classification des communes selon les types d'espace - Les pôles de développement cantonaux - Les installations de traitement des déchets d'importance cantonale - La promotion des installations de production d'énergie éolienne - L'appropriation / la prise en compte des domaines de la préservation de la biodiversité et de l'agriculture à l'échelon communal et régional. Développement -	Appréciation Prise de connaissance
7470	Einwohnergemeinde Auswil 4944 Auswil	Proposition / Remarque Die Einwohnergemeinde Auswil schliesst sich der dargelegten Argumentation in der Vernehmlassungseingabe des Präsidiums der Interessengemeinschaft Ländlicher Raum (Patrick Freudiger), Geschäftsstelle EOS BeO GmbH an und beantragt, die Eingabe der Interessengemeinschaft Ländlicher Raum als Beitrag/allgemeine Rückmeldung der Einwohnergemeinde Auswil entgegenzunehmen und zu berücksichtigen. Développement	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque s. Remarque und Kommentare zur Eingabe der IG ländlicher Raum

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Als kleine ländliche Gemeinde (Streusiedlungsgebiet) ohne Baulandreserven unterstützt die Einwohnergemeinde Auswil die formulierten Feststellungen und Forderungen der vom Präsidenten der Interessengemeinschaft Ländlicher Raum verfassten Vernehmlassungseingabe .	
6041	Einwohnergemeinde Beatenberg 3803 Beatenberg	Proposition / Remarque Sämtliche Richtplananpassungen sind gutzuheissen. Développement Der Gemeinderat Beatenberg hat die Richtplananpassungen an seiner Sitzung vom 19. Oktober 2020 geprüft und hat diese gutgeheissen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8295	Conseil communal de Bienne 2502 Bienne	Proposition / Remarque De manière générale, le Conseil municipal de Bienne est d'accord avec les adaptations apportées au plan directeur cantonal bernois. Développement -	Appréciation Prise de connaissance
5775	Einwohnergemeinde Blumenstein 3638 Blumenstein	Proposition / Remarque Die Einwohnergemeinde Blumenstein ist im Grundsatz mit den Richtplananpassungen '20 einverstanden. Einzig die Wasserkraftnutzung in unserem Gemeindegebiet ist aus unserer Sicht nicht geeignet. Développement Siehe Développement in Richtplankarte	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Massnahmenblatt betr. Wasserkraftnutzung war nicht Gegenstand der Vernehmlassung.
7545	Baudirektion Burgdorf 3401 Burgdorf	Proposition / Remarque Für die Einladung zur Mitwirkung danken wir bestens. Generell halten wir fest, dass aus unserer Sicht wichtige und notwendige Anpassungen vorgeschlagen werden, mit denen wir uns ebenfalls identifizieren können. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8290, 8451, 8487, 8506, 8512, 9554, 8494	(1) Gemeinde Diemtigen 3753 Oey (2) Gemeinde Meiringen 3860 Meiringen (3) Gemeinde St. Stephan 3772 St. Stephan (4) Gemeinde Grindelwald 3818 Grindelwald (5) Gemeinde Rümligen 3128 Rümligen (6) Einwohnergemeinde Erlenbach 3762 Erlenbach (7) Gemeinde Därstetten 3763 Därstetten	Proposition / Remarque Das Streusiedlungsgebiet in der betreffenden Gemeinde ist vom ständig bewohnten Gebiet bis direkt an die Bauzone auszuscheiden, oder aber es haben dieselben Spielregeln zu gelten wie im Streusiedlungsgebiet. Développement Heute besteht in Gebieten ausserhalb der Bauzone eine weitreichende Rechtsungleichheit in Bezug auf den Umbau bestehender, nicht zonenkonformer Bauten. Diese resultiert insbesondere aus der nicht nachvollziehbaren Festlegung der Streusiedlungsgebiete. Ob ein Gebäude nach Art. 24c RPG oder nach Art. 39 RPV (Streusiedlungsgebiet) ausgebaut werden kann, stellt einen grossen Unterschied dar. Im Emmental und Jura wurden die Streusiedlungsgebiete ebenfalls direkt angrenzend an die Bauzone und flächendeckend ausgeschieden. Weshalb insbesondere im Berner Oberland nicht derselbe Massstab angewendet wird, entzieht sich unserer Kenntnis. Generell ist nicht	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Streusiedlungsgebiet (Massnahme A_02) wird im Rahmen des Richtplancontrollings 2022 geprüft - auch aufgrund der vom Grossen Rat überwiesenen Motion 053-2020 Dütschler (Hünibach, FDP).

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		klar, nach welchen Kriterien die Festlegung der Streusiedlungsgebiete erfolgte. Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb nicht bei sämtlichen Gemeinden im Berner Oberland das Streusiedlungsgebiet direkt an die Bauzone und bis ins ständig bewohnte Gebiet ausgeschieden wurde. Mit der Möglichkeit, im kantonalen Richtplan sog. Streusiedlungsgebiete zu bezeichnen, hat der Bundesgesetzgeber den Kantonen einen gewissen Spielraum eröffnet, um unter Berücksichtigung von besonderen topografischen und kulturellen Gegebenheiten Gebiete mit traditioneller Streubauweise zu bezeichnen, in denen die Dauerbesiedlung im Hinblick auf die anzustrebende räumliche Entwicklung gestärkt werden soll und wo gewisse Nutzungsänderungen von bestehenden Wohnbauten von Gesetzes wegen als standortgebunden gelten. Diese Erleichterungen sind doch somit auf eine ganze Gemeinde und nicht nur auf einzelne Gemeindeteile – und dies erst noch in einem nicht nachvollziehbaren Mass – anzuwenden. Es ist absolut widersinnig, dass jemand auf 1200 m.ü.M. oder gar auf 1400 m.ü.M. sein Gebäude grundsätzlich voll ausbauen kann, weil seine Liegenschaft im Streusiedlungsgebiet liegt, jedoch jemand, dessen Gebäude sich im Talboden aber weder in der Bauzone noch im Streusiedlungsgebiet befindet, beim Aus- und Umbau nach Art. 24c RPG stark eingeschränkt wird. Diese Rechtsungleichheit ist rechtlich nicht haltbar und selbst behördenintern nicht nachvollziehbar. Auf Grund dessen fordert die Gemeinde, dass diese Rechtsungleichheit beseitigt wird.	
6920	Gemeinderat / Gemeindepräsidentin 3236 Gampelen	Proposition / Remarque Frage zu Massnahme C_25: Umsetzung Justizvollzugsstrategie: - Wie ist der Stand bei Suche für Bauland für Neubauten JVA/ RegGef in der Region Seeland? Développement Als bereits stark belastete Gemeinde durch diverse Institutionen ist der neue Standort einer JVA für uns von Interesse.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Im Rahmen der Richtplananpassungen '20 werden keine Anpassungen der Massnahme C_25 vorgenommen, weil die Arbeiten noch nicht genügend weit fortgeschritten sind. Anpassungen müssen in jedem Fall der öffentlichen Mitwirkung und Vernehmlassung unterzogen werden.
7649	Gemeinde Häutligen 3510 Häutligen	Proposition / Remarque kein Antrag Développement Da die Gemeinde Häutligen bei den geänderten Punkten (rot markiert) nicht betroffen ist, hat der Gemeinderat den Richtplan zur Kenntnis genommen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
20163	Gemeinde Hermrigen 3274 Hermrigen	Proposition / Remarque Kleingemeinden sollen eine Möglichkeit der Entwicklung erhalten. Développement Vorgaben Richtplan: Verdichtetes Bauen und Entwicklungsschwerpunkte sind die im Moment richtungsweisenden Punkte im Richtplan. Aktualität: Die Corona-Pandemie zeigt die Grenzen des verdichteten Bauens. Landwirtschaft: BV	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die entsprechenden Massnahmenblätter (z.B. A_01 Wohnbaulandbedarf) werden in den Richtplananpassungen '20 nicht angepasst.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		104 verlangt in Absatz 1 Buchstabe c, dass die Landwirtschaft einen wesentlichen Beitrag zur dezentralen Besiedelung des Landes beiträgt. Dies kann die Landwirtschaft allein nicht erfüllen. Es braucht in den landwirtschaftlichen Dörfern Menschen verschiedenster Berufsrichtungen um das Gemeinwesen am Leben zu erhalten. Deshalb sollen die landwirtschaftlich geprägten Gemeinden, wie beispielsweise die Gemeinde Hermrigen, auch Entwicklungsmöglichkeiten erhalten, die sich nicht nur nach urbanen Vorstellungen richten.	
6969	Gemeinde 3303 Jegenstorf 3303 Jegenstorf	Proposition / Remarque Das Massnahmenblatt A_06 FFF wird als gut funktionierend beurteilt. Entsprechend werden hier keine Änderungen vorgenommen, sondern die bestehende Formulierung als gut akzeptiert fortgeschrieben. Die Gemeinde Jegenstorf weist mehrere grössere Lücken (rundherum von Siedlung umgeben) im Siedlungsgebiet auf und alle sind FFF. Da grössere Einzonungen und Einzonungen von FFF gemäss Praxis des AGR im RGSK verzeichnet sein müssen, und im RGSK Bern-Mittelland gleichzeitig keine Siedlungserweiterungsgebiete in der FFF aufgenommen werden sollen, verunmöglichen die kantonalen und regionalen Vorgaben faktisch die langfristige Schaffung eines kompakten Siedlungsgebiets in der Gemeinde Jegenstorf. Die Schliessung bestehender Siedlungslücken, auch auf FFF sollte vereinfacht und das Massnahmenblatt A_06 diesbezüglich angepasst werden. Développement -	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Anforderungen, welche an die Beanspruchung von FFF gestellt werden, werden seit 2017 nicht mehr im kantonalen Richtplan, sondern in der Baugesetzgebung geregelt.
7030	Gemeinderat Köniz 3098 Köniz	Proposition / Remarque Massnahmenblatt A_07; Ergänzung Wir beantragen die Aufnahme der Thematik "Hitze in Städten" (siehe dazu Publikation Hitze in Städten BAFU und ARE). Développement Hitze in bebautem Gebiet ist ein wichtiges Thema (geworden) und übergeordnete planerische Massnahmen nötig. Dazu gehören etwa übergeordnete Frischluftkorridore.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Erarbeitung eines eigenen Massnahmenblattes oder die Anpassung eines bestehenden bzgl. Hitze in den Städten wird im Rahmen des nächsten Richtplancontrollings 2022 geprüft.
8331	Gemeinderat Langenthal 4900 Langenthal	Proposition / Remarque Gerne erlauben wir uns noch einen Hinweis zu platzieren betreffend e-Mitwirkung. Eine solche wird vom Gemeinderat als zukunftsweisendes Instrument begrüsst. Leider sind wir zum Schluss gekommen, dass wir unsere Stellungnahme doch in der herkömmlichen Form einreichen, da diese als Grundlage für den Gemeinderatsbeschluss sowieso in schriftlicher Form erstellt werden muss. Die Stellungnahme dann wiederum in der e-Mitwirkung einzugeben erleichtert uns die Arbeit nicht. Développement -	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Der Hinweis wird gerne zur Weiterentwicklung des Tools E-Mitwirkung entgegengenommen.
6276	Gemeinde Langnau	Proposition / Remarque Grundsätzliches zu den .	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	3550 Langnau	Développement Der Gemeinderat hat die vorgesehenen Richtplananpassungen vertieft geprüft. Mit Ausnahme der getätigten Aussagen zum Deponiestandort Ziegelhütteggrube sowie zum geplanten Doppelspurausbau Bowil-Signau hat der Gemeinderat keine weiteren Anmerkungen.	
6593	Einwohnergemeinde Madiswil 4934 Madiswil	Proposition / Remarque Die Bedingungen, Bauobjekte in Streusiedlungs- und Landwirtschaftszonen um- und auszubauen, sind unbedingt zu verbessern und zu vereinfachen. Développement Es wird festgestellt, dass mit der neuen Raumplanungsgesetzgebung zukünftig in Ortsteilen wie Leimiswil (Gemeinde Madiswil) kein Bauland mehr neu erschlossen werden kann. Die Zentren werden gefördert und das Wohnen der Menschen in den Städten konzentriert. Gerade in der heutigen Zeit mit CoViD 19 sieht man, dass dies eine falsche Entwicklung ist. Bestehende Bauernhäuser in den Streusiedlungs- und Landwirtschaftszonen dürfen nicht befriedigen als Wohnhäuser ausgebaut werden. Lieber lässt man solche Bauten leer stehen. Es ist sehr bedauernd, dass solches vorhandenes Bauvolumen nicht genutzt werden darf.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Bestimmungen zum Bauen ausserhalb der Bauzonen werden vom Bundesgesetz geregelt.
6907	Einwohnergemeinde Roggwil 4914 Einwohnergemeinde Roggwil	Proposition / Remarque GR-Beschluss vom 27.10.2020 Der Gemeinderat der Einwohnergemeinde Roggwil hat von der Vernehmlassung und öffentlichen Mitwirkung zum Richtplan Kanton Bern Kenntnis genommen, und hat keine Remarqueen/Ergänzungen vorzubringen. Développement Keine Remarqueen/Ergänzungen zum Richtplan.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8484	Gemeinde St. Stephan 3772 St. Stephan	Proposition / Remarque Obwohl sich in der Vergangenheit viele Gemeinden mehrmals besorgt über den praktisch ganz verlorenen Entwicklungsspielraum geäussert haben, erstaunt und befremdet es uns, dass zu den Richtplananpassungen '20 einmal mehr «offiziell» nur ausgewählte Kreise eingeladen worden sind. Der Richtplan 2030 schürt den Stadt-Land-Graben. Die dezentrale Besiedlung des Kantons Bern ist kein Auslaufmodell, sondern beinhaltet zahlreiche wirtschaftliche und gesellschaftliche Chancen. Wir fordern Sie auf, die nötigen Rahmenbedingungen zu schaffen, damit diese Chancen von einer aktiven und innovativen ansässigen Bevölkerung auch in Zukunft zum Wohle des gesamten Kantons genutzt werden können. «Stillstand ist Rückschritt». Der Richtplan 2030 darf nicht Mittel und Zweck werden, um Strukturpolitik zu betreiben oder eine gesunde Entwicklung zu behindern. Keinesfalls darf eine Entvölkerung «von oben» durch den Kanton verordnet werden. Die dezentrale Besiedlung und verwandte Begriffe sind in zahlreichen Ge-	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die entsprechenden Massnahmenblätter (z.B. A_01 Wohnbaulandbedarf) werden in den Richtplananpassungen '20 nicht angepasst.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		setzen und Verordnungen enthalten. Wir verlangen, dass dieser Grundsatz auch im Richtplan 2030 umgesetzt wird. Im Kanton Bern wohnen und arbeiten viele Menschen in den Randgebieten. Die Berg- und Landregionen werden in der Öffentlichkeit oft mit Landwirtschaft und Tourismus assoziiert. Diese beiden Branchen sind zweifellos wichtig und prägnant, aber in vielen ländlichen Gebieten spielt auch die Industrie und das Gewerbe eine zentrale Rolle. Gingen diese Branchen verloren, würde der Kanton viel wirtschaftliche Substanz verlieren. Die dezentrale Besiedlung hat langfristig gesehen zahlreiche Vorteile, gerade auch für die grossen Agglomerationen. Der Kanton ist gefordert, mit dem Richtplan die Voraussetzungen zu schaffen, dass diese Trümpfe auch in Zukunft stehen. Développement -	
7552	Einwohnergemeinde Spiez 3700 Spiez	Proposition / Remarque A08 Prioritäre Siedlungsentwicklungen Wohnen von kantonaler Bedeutung fördern Aufnahme des Zentrums von Spiez als Prioritäres Entwicklungsgebiet Wohnen Développement s. angefügte Datei	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque Der Antrag wird im Rahmen der Erarbeitung der kantonalen Synthese der Agglomerationsprogramme Verkehr und Siedlung 4. Generation geprüft (RRB per Ende August 2021 vorgesehen). Falls das Gebiet in der kantonalen Synthese als prioritär aus Sicht Kanton bezeichnet wird, wird es im Rahmen des Richtplancontrollings '22 in den kantonalen Richtplan aufgenommen.
8551	Gemeinderat Thun 3600 Thun	Proposition / Remarque Wir nehmen zur Kenntnis, dass mit den keine Änderungen am Massnahmenblatt A-01 zum Baulandbedarf vorgesehen sind und somit insbesondere das von uns bereits mehrfach eingebrachte Anliegen für eine Reduktion des aus unserer Sicht falschen Richtwerts für die Raumnutzerdichte der Stadt Thun erneut nicht berücksichtigt wurde. Im Rahmen der laufenden Ortsplanungsrevision zeigt sich, dass dieser vorgegebene Richtwert - auch mit verstärkten Massnahmen zur Innenentwicklung - in Thun langfristig nicht erreicht werden kann. Wir behalten uns deshalb vor, im Rahmen der nächsten Richtplananpassungen und basierend auf den erhärteten Grundlagen der Ortsplanungsrevision einen erneuten Antrag zur Reduktion des Raumnutzerdichte-Richtwerts für die Stadt Thun zu stellen. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
9147, 8493, 9558, 8483	(1) Gemeinde Oberlangenegg 3616 Schwarzenegg (2) Gemeinde St. Stephan 3772 St. Stephan (3) Gemeindeverwaltung Reutigen	Proposition / Remarque Beim Bauen ausserhalb der Bauzonen soll der gesetzliche Spielraum für Ausnahmegewilligungen, insbesondere in Bezug auf Volumenweiterungen gemäss Art. 24c RPG, bestmöglich ausgenutzt werden. Développement	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Bauen ausserhalb der Bauzonen wird vom Bundesgesetz geregelt - mit dem Richtplan kann auf die Umsetzung von Art. 24c RPG kein Einfluss genommen werden.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	3647 Reutigen (4) Interessengemeinschaft (IG) ländlicher Raum 3800 Unterseen	Im Kanton Bern hat dieses Thema wie kaum in einem anderen Kanton Relevanz. Eine pragmatische Nutzung bestehender Bauten mit Erweiterungen (z. B. Ausbau, Dach heben, etc.), ohne dass auch nur 1 m2 Land verbaut wird, fördert eine dezentrale Besiedelung und trägt dazu bei, dass weniger neues Land eingezont werden muss und eine Verdichtung nach innen in der Bauzone politisch mehrheitsfähig bleibt.	
8439, 8440, 8448, 8472, 8481, 8490, 8497, 8510, 8514, 9216, 9555, 9552	(1) Gemeinde Oberlangenegg 3616 Schwarzenegg (2) Gemeinde Diemtigen 3753 Oey (3) Gemeinde Hasliberg 6085 Hasliberg Goldern (4) Gemeinde Meiringen 3860 Meiringen (5) Interessengemeinschaft (IG) ländlicher Raum 3800 Unterseen (6) Gemeinde St. Stephan 3772 St. Stephan (7) Gemeinde Därstetten 3763 Därstetten (8) Gemeinde Grindelwald 3818 Grindelwald (9) Gemeinde Rümligen 3128 Rümligen (10) Gemeindeverwaltung Reutigen 3647 Reutigen (11) Einwohnergemeinde Erlenbach 3762 Erlenbach (12) Gemeinde Lauterbrunnen Bauverwaltung 3822 Lauterbrunnen	Proposition / Remarque Bauen ausserhalb der Bauzone: Die Gemeinde begrüsst es, wenn im Richtplan ein zusätzliches Kapitel oder Massnahmenblatt zum Bauen ausserhalb der Bauzonen aufgenommen wird. Développement Damit müssen die bestehenden Spielräume für Umnutzungen bzw. Erweiterungen von Volumina im Rahmen des Bundesrechts bestmöglich ausgenutzt werden. Wenn kein Quadratmeter Land verbaut wird und auch in Bezug auf die Erschliessung keinerlei Eingriffe nötig sind, sollten auch Volumenerweiterungen wieder vermehrt möglich sein. Die Gemeinde ist sich bewusst, dass Art. 24c RPG hier relativ enge Grenzen zieht. Indes kann der bestehende Spielraum besser ausgenutzt werden, etwa bei der Praxis zur zeitgemässen Notwendigkeit des Wohnraums oder durch Kompensationsmöglichkeiten von Bauten, die sich nicht direkt neben der zu erweiternden Baute handelt. Der Kanton Bern wendet eine deutlich strengere Praxis an als andere Kantone dies tun. Bauen ausserhalb Bauzonen hat im Kanton Bern eine hohe Bedeutung. Allzu enge Handhabungen beschränken die Entwicklungen im ländlichen Raum weiter und führen dazu, dass noch mehr Menschen in den urbanen Raum ziehen mit der Folge, dass dort die Einwohnerdichte weiter zunimmt und/oder weitere Einzonungen erforderlich sind zur Aufnahme neuzuziehender Personen. Wir erwarten vom Kanton Bern, dass er sich wieder vermehrt für eine grosszügige Praxisauslegung stark macht und dies auch gegenüber anderen Kantonen und dem Bund verteidigt. Die Definition „zeitgemäss“ ist nicht mit der Definition „traditionsgemäss“ gleichzusetzen. Auch die Landbevölkerung hat einen Anspruch auf eine dem heutigen Standard entsprechende Lebensweise.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Bauen ausserhalb der Bauzonen wird im Strategiekapitel A4 mit den behördenverbindlichen Zielsetzungen A41 und A42 bereits behandelt. Der Handlungsspielraum des Kantons ist sehr beschränkt, weil das Bauen ausserhalb der Bauzonen abschliessend durch das Bundesrecht geregelt wird. Wo Handlungsspielraum besteht, wird dieser ausgenutzt. Zudem setzt sich der Kanton bei allen sich bietenden Gelegenheiten für eine grosszügigere Praxis ein.
8442, 8449, 8471, 8482, 8492, 8498, 8511, 8515, 9556, 9559, 9551	(1) Gemeinde Oberlangenegg 3616 Schwarzenegg (2) Gemeinde Hasliberg 6085 Hasliberg Goldern (3) Gemeinde Meiringen 3860 Meiringen (4) Interessengemeinschaft (IG) ländlicher Raum 3800 Unterseen	Proposition / Remarque Ortsplanungen sind schneller und mit klarem Fokus auf Rechtsfehler bzw. der Vereinbarkeit mit übergeordnetem Recht durch das Amt für Gemeinden und Raumordnung zu beurteilen. Die heutige Genehmigungsdauer dauert zu lange, und das nicht zuletzt deshalb, weil das Amt für Gemeinden und Raumordnung die autonomiebedingte Zurückhaltung bei der Prüfung leider zusehends abgelegt hat. Développement --	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen und an geeigneter Stelle bearbeitet - es kann durch die Richtplananpassungen nicht beeinflusst werden.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
	(5) Gemeinde St. Stephan 3772 St. Stephan (6) Gemeinde Därstetten 3763 Därstetten (7) Gemeinde Grindelwald 3818 Grindelwald (8) Gemeinde Rümligen 3128 Rümligen (9) Gemeindeverwaltung Reutigen 3647 Reutigen (10) Einwohnergemeinde Erlenbach 3762 Erlenbach (11) Gemeinde Diemtigen 3753 Oey		
6170	Gemeinde Ursenbach 4937 Ursenbach	Proposition / Remarque Danke! Développement Wir haben den Richtplan geprüft und möchten die wertvolle und grosse Arbeit des Zusammentragens wertschätzen!	Appréciation Zur Kenntnis genommen
8352	Bauverwaltung Wattenwil 3665 Wattenwil	Proposition / Remarque Die Hochbaukommission und der Gemeinderat Wattenwil haben die Unterlagen zu den Richtplananpassungen 20 im Rahmen des Mitwirkungsverfahrens gesichtet. Es werden keine Änderungen beantragt. Hiermit möchten wir uns bei Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme bedanken. Wir wünschen Ihnen viel Erfolg bei den weiteren Verfahrensschritten. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7065	Gemeinderat Wynigen 3472 Wynigen	Proposition / Remarque Im kantonalen Richtplan sollen nicht nur Gemeinden des Raumtyps "Hügel- und Berggebiete", sondern auch bestehende Siedlungen in peripheren Teilen anderer Gemeindetypen von den zwingenden Anforderungen an die ÖV-Erschliessung bei Ein- und Umzonungen von Nichtkulturland zur Siedlungsentwicklung nach Innen ausgeklammert werden. Die Möglichkeit einer Abweichung von den Anforderungen an die öV-Erschliessung soll in diesen Fällen nicht nur für die (eng ausgelegte) Schliessung von Baulücken, sondern grundsätzlich für Einzonungen zur Siedlungsentwicklung nach Innen gelten. Développement Gestützt auf das Raumplanungsgesetz und die Baugesetzgebung besteht auch beim kantonalen Richtplan eines der Hauptziele darin, den Boden haushälterisch zu nutzen und die Siedlungsentwicklung zu konzentrieren. Dementsprechend ist auch im kantonalen Richtplan vorgesehen, die Siedlungsentwicklung nach In-	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das Massnahmenblatt A_01 (Wohnbau- und Landbedarf) ist nicht Gegenstand der Anpassungen. Im Rahmen der laufenden Überarbeitung der Gesamtmobilitätsstrategie wird die Erschliessung und Erschliessbarkeit der unterschiedlichen Räume im Kanton Bern überprüft. Erkenntnisse daraus werden in das nächste Richtplancontrolling (2022) einfließen.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		nen zu fördern. Dies wird in den Massnahmenblättern, namentlich im Massnahmenblatt A_01 "Baulandbedarf Wohnen bestimmen" konkretisiert. Darin ist unter anderem die Einzonung von Nichtkulturland geregelt. Während der kantonale Richtplan die Gemeinden des Raumtyps "Hügel- und Berggebiete" von den Anforderungen an den ÖV-Anschluss bei Ein- und Umzonungen von Nichtkulturland ausklammert, gilt in anderen Gemeindetypen die ÖV-Erschliessung auch dann als zwingende Voraussetzung, wenn Ein- und Umzonungen zur Siedlungsentwicklung nach Innen in hügeligen bzw. dezentral gelegenen Gemeindeteilen geprüft werden. Damit werden kleine Dörfer ohne ÖV-Anschluss doppelt benachteiligt. Einerseits wird die geforderte Siedlungsentwicklung nach Innen stark erschwert, andererseits wird ein angemessenes Wachstum, welches auch dazu beitragen könnte eine ÖV-Verbindung realisieren zu können, verunmöglicht.	
5956	Departement Bau, Verkehr und Umwelt Kanton Aargau, Abteilung Raumentwicklung 5001 Aarau	Proposition / Remarque Wir haben keine inhaltlichen Remarques zu den Anpassungen 2020. Développement Die verschiedenen geplanten Anpassungen wirken sich nicht auf Belange im Kanton Aargau aus.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7523	Dienststelle für Raumplanung Kanton Wallis 1950 Sion	Proposition / Remarque Après analyse, nous vous informons que les adaptations apportées au plan directeur 2020 du canton de Berne ne font l'objet d'aucune remarque particulière de notre part, n'exerçant pas d'incidence spatiale directe sur le territoire du canton du Valais. Développement Nous vous remercions de nous avoir consultés.	Appréciation Zur Kenntnis genommen
7576	FDP. Die Liberalen Kanton Bern 3011 Bern	Proposition / Remarque Im Bereich Ver- und Entsorgung ist eine Kreislaufwirtschaft voranzutreiben. Développement https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/wirtschaft-konsum/fachinformationen/kreislaufwirtschaft.html	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Dieser Bereich wird in den laufenden Anpassungen nicht grundsätzlich überarbeitet.
8527	SVP Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Vordringlich ist aufgrund des Ende November 2020 gefällten Bundesgerichtsentscheids, im Richtplan umgehend die Grundlagen zu schaffen für die Erhöhung der Grimsel-Staumauer und für das Stauseeprojekt an der Trift. Wir fordern den Regierungsrat dabei dazu auf, die Interessen der Energiegewinnung entsprechend zu gewichten. Nachdem das Bundesgericht unmissverständlich festgehalten hat, dass die Erhöhung der Grimsel-Staumauer von nationalem Interesse ist, weil es durch die zusätzliche Speicherenergie einen wichtigen Teil zur Energiegewende beitragen kann, ist dieses Interesse höher zu gewichten als die Interessen des Naturschutzes.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Arbeiten zur Umsetzung des genannten Bundesgerichtsurteils sind im Gang.

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
Développement -			
7483	Berner Heimat- schutz 3011 Bern	Proposition / Remarque Das Massnahmenblatt A-07 (Siedlungsentwicklung SEin nach Innen fördern) ist zu überarbeiten. Der Ortsbildschutz, der Schutz von Baudenkmalern sowie die Beachtung von Schutzgebieten gemäss ISOS ist nicht nur als Abhängigkeit resp. Zielkonflikt zu erwähnen, sondern mit konkreten Massnahmen und Aussagen zur Vorgehensweise des Kantons der Regionen und der Gemeinden zu erläutern. Développement Während im Teil Strategien des Richtplans zum Thema Ortsbildschutz und Schutz von Baudenkmalern Aussagen gemacht werden, vermisst man beim Massnahmenblatt SEin konkrete Aussagen. Dies ist ein schwerwiegender Mangel, der behoben werden muss. Arealentwicklungen zur Verdichtung bestehen der Bauzonen finden oft in zentralen Gebieten der Gemeinden und Städte des Kantons Bern statt, die geschützte und schützenswerte Ortsbilder und Baudenkmal tangieren. Es ist zwingend, dass diese Arealentwicklungen sorgfältig und in qualifizierten Verfahren nach SIA durchgeführt werden. Zwingend in diese Fällen ist auch der Beizug von Fachpersonen, die die Gemeinde im Bereich Ortsbildschutz und Denkmalpflege beraten und unterstützen können. Dieses Vorgehen ist geeignet, Arealentwicklungen erfolgreicher zu gestalten. Die Richtplanung des Kantons Bern ist in diesem Bereich auf Stufe Massnahmeblätter zu schärfen. Siehe dazu auch der neue Bundesgerichtsentscheid 1C_128/2019, 1C_134/2019 Urteil vom 25. August 2020 iS. Friesenbergquartier Zürich. Darin nimmt das Bundesgericht an mehreren Stellen explizit Bezug auf die Richtplanung des Kantons Zürich, die zum Spannungsfeld zwischen der Siedlungsentwicklung nach Innen und dem Ortsbildschutz konkrete Aussagen enthält. (siehe u.a. Ziffer 9.3 des Urteils).	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Der Ortsbildschutz, der Schutz von Baudenkmalern sowie die Beachtung von Schutzgebieten gemäss ISOS ist ein wichtiges Anliegen bei der SEin. Diesem wichtigen Anliegen wird im kantonalen Richtplan mit der Massnahme D_10: "Ortsbilder erhalten, aufwerten und entwickeln" Rechnung getragen. Die Massnahme zeigt die Zielsetzung, die Massnahme und das Vorgehen für den Kanton und die Gemeinden auf, um die Werte der Ortsbilder bei den raumwirksamen Tätigkeiten zu berücksichtigen. Ergänzend bietet die Arbeitshilfe "Ortsbild" des Amtes für Gemeinden und Raumordnung eine konkrete Hilfe für die Umsetzung der Massnahme. Mit dem Programm SEin plus (www.be.ch/seinplus) steht für die Praxis eine zusätzliche Hilfe bei konkreten Innenentwicklungsvorhaben zur Verfügung. Dem Aspekt des Ortsbildes wird im Programm SEin plus eine wichtige Bedeutung beigemessen. In der nächsten Richtplananpassung soll ein Verweis auf die Massnahme D_10 in der Massnahme A_07 eingefügt werden.
7570	Berner Waldbesitzer BWB 3012 Bern	Proposition / Remarque Aufnahme Verband Berner Waldbesitzer BWB auf Adressatenliste Développement Die Berner Waldbesitzer vertreten die Anliegen der 36'000 Waldeigentümer mit 176'000 Hektaren Wald im Kanton Bern. Die Berner Waldbesitzer sind als Grundeigentümer und Bewirtschafter von rund einem Drittel der Kantonsfläche von den Richtplananpassungen unmittelbar betroffen. Es ist daher unverständlich, dass unser Verband nicht in der Liste der Adressaten geführt wird.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Das Anliegen muss im Rahmen der nächsten Richtplananpassungen geprüft werden.
7484	FSU Mittelland 3001 Bern	Proposition / Remarque Genehmigung Développement	Appréciation Hinweis für die Umsetzung Remarque

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Die FSU Sektion Mittelland bedankt sich für die Einladung zur Mitwirkung. Die FSU Sektion Mittelland begrüsst die Richtplananpassungen im Grundsatz und begrüsst auch ausdrücklich die elektronische Mitwirkung. Sie würde die Gewährung der Mitwirkung auf diesem Weg auch für die Zukunft begrüssen. In diesem Zusammenhang wird noch auf ein technisches Detail hingewiesen: Verschiedene Mitglieder von Planungsbüros haben sich bereits im Namen von Gemeinden, welche durch sie vertreten werden, zur Richtplananpassung geäussert. Diesen Personen war es nicht mehr möglich, sich im Namen des FSU in das Mitwirkungsportal einzuloggen. Wenn hierfür (mehrfacher Zugang im Namen verschiedener Körperschaften durch die gleiche Person) noch eine technische Lösung gefunden werden könnte, wäre dies sehr hilfreich.	Der Hinweis wird für die Weiterentwicklung des Tools E-Mitwirkung gerne entgegengenommen.
7481	Gewerbeverband Berner KMU 3401 Burgdorf	Proposition / Remarque Ergänzung des Strategieteils, Kapitel C5 (Ver- und Entsorgung) 1. Dem Bereich ADT ist im Kantonalen Richtplan eine eigenständige und stärkere Bedeutung zuzumessen. Falls notwendig ist der Sachplan ADT entsprechend nachzuführen. 2. Die folgenden wichtigen Ziele und Grundsätze im Bereich ADT sind in Kapitel C5 aufzunehmen: • Planerische Eigenversorgung und -entsorgung des Kantons • Grundsatz der regionalen Ver- und Entsorgung • Nationales Interesse an der ausreichenden regionalen Ver- und Entsorgung • Ziel der Sicherung ausreichender Abbau- und Deponiereserven für die nächsten 30-45 Jahre • Haushälterischer Umgang mit den natürlichen Kiesressourcen • Hohe Bedeutung der Materialgewinnung und -entsorgung für die Wirtschaft. Développement Die eingebrachten Anliegen zur Ver- und Entsorgung sind von strategischer Bedeutung. Angeschlossene Teilnehmer/innen: • FDP. Die Liberalen Kanton Bern, 3011 Bern	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die Forderungen werden im Rahmen der Umsetzung der Planungserklärungen aus dem Grossen Rat im Zusammenhang mit dem Controllingbericht ADT 2020 geprüft.
8291	Pro Velo Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Die aktive Mobilität - der Velo- und Fussverkehr - ist bei verkehrlichen Betrachtungen immer mitzudenken und in demselben Präzisierungsgrad wie der öV und der MIV aufzuführen. Dies ist bei zukünftigen Anpassungen zu berücksichtigen. Développement Der Velo- und Fussverkehr wird nicht im gleichen Masse wie der MIV und der öV präzisiert und als vollwertige Verkehrsträger aufgeführt. Hier ein Beispiel: "Massnahmenblatt B_01: Rückseite: Planungsgrundsätze für die Interessenabwägung bei der Festsetzung der ViV-Standorte"	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das angesprochene Massnahmenblatt wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht angepasst und ist somit grundsätzlich nicht Bestandteil der Mitwirkung. Der Kanton hat die Überprüfung der Gesamtmobilitätsstrategie gestartet. Daraus werden sich Inputs für die ebenfalls angelaufene Überprüfung der Strategien und Massnahmen im Verkehrsteil des Richtplans ergeben. Es wird zudem auf den Sachplan Veloverkehr 2014 verwiesen, der seit seiner Anpassung 2020 neu Korridore zur Prüfung von Vor-

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		3. ViV-Standorte sind von den umliegenden Wohn- und Arbeitsgebieten sicher und leicht zu Fuss und mit dem Fahrrad erreichbar. Die Erschliessung für Motorfahrzeuge soll über das Netz der Hauptverbindungsstrassen unter Schutz der Wohnquartiere sichergestellt sein." Während für den öV eine Angebotsstufe definiert wird und ein präzises Kriterium (300 Meter Entfernung zu Fuss von der Haltestelle), bleibt obenstehender erster Satz vage. Die Hälfte des Absatzes ist zudem dem MIV gewidmet. Die Qualität der Infrastruktur für die aktive Mobilität definiert sich aber nicht nur über die Abwesenheit des MIV. Sie soll direkt, komfortabel für Menschen im Alter von 8 bis 88 Jahren, unterbruchsarm, sozial sicher, schneegeäumt, mit intaktem Belag sein. Um nur ein paar Kriterien zu nennen.	rangrouten enthält. Vorrangrouten verfolgen direkt die in der Eingabe erwähnten Qualitätskriterien.
7644	Pro Velo Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Wir beantragen, dass nicht nur die MIV-Fahrten erfasst werden, sondern in Zukunft ebenfalls die Zahlen für den Velo- und Fussverkehr erhoben werden. Développement Wenn Zahlen vorliegen, können verschiedene Standorte miteinander verglichen und klare Ziele für den Modal-Split festgelegt werden. Nur was gezählt wird, zählt.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Das angesprochene Thema wurde im Rahmen des vorliegenden Richtplancontrollings '20 nicht bearbeitet und ist somit grundsätzlich nicht Bestandteil der Mitwirkung. Es kann zwischen Verkehrszählungen an konkreten Zählstellen und den breit gefassten Mikrozensen Mobilität und Verkehr unterschieden werden. Letztere werden alle fünf Jahre vom Bund durchgeführt, wobei der Kanton Bern jeweils für eine Verdichtung der Anzahl Interviews aufkommt, damit belastbare Auswertungen über einzelne Regionen und Agglomerationen möglich sind. Die Mikrozensen beinhalten alle Verkehrsarten, die von den Befragten am Stichtag benutzt wurden. Zudem werden die Verfügbarkeit von Mobilitätswerkzeugen (Velos, Roller, Autos, ÖV-Abos etc.) und verkehrspolitische Einstellungen abgefragt. Nebst dem Bund publiziert der Kanton jeweils vertiefende Auswertungen mit besonderer Beachtung auch des Fuss- und Veloverkehrs. Noch nicht auf demselben Stand ist die Zählung des Fuss- und Veloverkehrs. Während der MIV an zahlreichen Zählstellen dauernd oder temporär erfasst wird, hinken die Zählungen beim Velo- und beim Fussverkehr hinterher. Das TBA, aber auch zahlreiche Städte und Gemeinden, haben jedoch ihre Anstrengungen in diese Richtung verstärkt, so dass über die kommenden Jahre Zeitreihen für den die Querschnitte passierenden Langsamverkehr entstehen werden.
7646	Pro Velo Kanton Bern 3013 Bern	Proposition / Remarque Wir möchten gerne bei zukünftigen Anpassungen des Richtplans eingeladen werden. Développement Das Velo muss bei allen mobilitätsrelevanten Themen mitgedacht werden. Sonst kommt es nie zum Fliegen.	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Das Anliegen muss im Rahmen der nächsten Richtplananpassungen geprüft werden.
8292	Quartierkommission Bümpliz-Bethlehem QBB 3018 Bern	Proposition / Remarque In der Funktion als offizielles Mitwirkungsgremium der Stadt Bern in Belangen, welche den Stadtteil 6 betreffen, bezieht die QBB zu zwei	Appréciation Zur Kenntnis genommen

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Themen der Richtplananpassungen `20 Stellung: zur ViV Bern-Brünnen (Westside) und zur Verschiebung der Haltestelle Stöckacker (Europaplatz Nord). Développement Die Quartierkommission Bümpliz-Bethlehem QBB ist ein vom Gemeinderat der Stadt Bern offiziell anerkanntes Mitwirkungs-gremium gemäss dem Reglement über die politischen Rechte (Stadt Bern 2004 / 2017). Zu unseren Aufgaben gehört es, in Belangen, die das Quartier besonders betreffen, mitzuwirken sowie Stellung zu beziehen und so den Anliegen der Bevölkerung gegenüber Behörden und Dritten Gehör zu verschaffen. Der QBB ist bewusst, dass ihre Kritik an den beiden Punkten über die Richtplanebene hinausgehen. Nichtsdestotrotz ist es ihr ein Anliegen, diese im Rahmen der Mitwirkung zu den Richtplananpassungen `20 anzubringen.	
7397	Schweizerischer Kanu-Verband 8002 Zürich	Proposition / Remarque Der Schweizerische Kanu-Verband beantragt im Rahmen der Richtplananpassungen `20 die Aufnahme des Projekts „Wildwasserpark Bannwil“ als regionales Vorhaben von nationaler Bedeutung mit Koordinations- stand Festsetzung in den kantonalen Richtplan. Développement Das Projekt „Wildwasserpark Bannwil“ entspricht der Strategie F des kantonalen Richtplans. Es entspricht den Vorgaben für regionale und überregionale Initiativen nach Massgabe des kantonalen Interesses und benötigt für die übergeordnete Abstimmung auch eine Verankerung im kantonalen Richtplan. Dies ist unserer Meinung nach gestützt auf die im Anhang zu findenden Ausführungen beim Projekt „Wildwasserpark Bannwil“ ganz klar der Fall (Stichworte: NASAK 5, RGSK Oberaargau). Regionale Vorhaben, Planungen und Projekte, welche nach ihrer Bedeutung und Wirkung Wesentliches zur anvisierten Raumentwicklung im Kanton beitragen, inhaltlich oder organisatorisch innovativ sind, durch überregionale Abstützung und Organisation hervorstechen oder die Verankerung im kantonalen Richtplan für die übergeordnete Abstimmung brauchen, werden in den kantonalen Richtplan aufgenommen. Wir sind überzeugt, dass das Projekt „Wildwasserpark Bannwil“ diese Aufnahmebedingungen erfüllt bzw. im Fall der Zielsetzung F32 demnächst erfüllen wird. Sie finden einen detaillierten Antrag, den Projektbeschrieb und Unterlagen zum aktuellen Projektstand (administrativer und technischer Machbarkeit, NASAK 5, diverse Mitwirkungen zu Gunsten des Projekts beim RGSK Oberaargau) in der Beilage.	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque Die überörtliche resp. regionale Abstimmung ist im Rahmen des RGSK Oberaargau erfolgt, in dessen Erarbeitung auch eine öffentliche Mitwirkung stattfand und das vom Kanton genehmigt wird; das Vorhaben hat nicht so grosse Auswirkungen auf Raum und Umwelt, dass ein Eintrag im kantonalen Richtplan nötig wäre.
8553	Verband Bernischer Burgergemeinden und Bürgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Grundsätzlich begrüssen wir die Stossrichtung des Richtplans und dessen Anpassung. Der VBBG erachtet es als zentralen Punkt, dass trotz der angestrebten inneren Verdichtung und einer gewissen Zentralisierung, eine sinnvolle	Appréciation Nicht Gegenstand der Anpassungen Remarque

ID	Participant	Proposition / Remarque / Développement	Réaction
		Entwicklung auch in den Randregionen möglich bleibt. Wir unterstützen auch die diesbezüglich hängigen Vorstösse im Grossen Rat. Die Gemeinden sollten in ihrem Handlungsspielraum nicht noch weiter eingeschränkt werden. So sollen beispielsweise Gewerbebetriebe auch in peripheren Regionen über Entwicklungspotential verfügen. Damit bleiben abgelegene Regionen auch für die jüngeren Generationen attraktiv. Dass sogar zonenkonforme Vorhaben (wie z. B. landwirtschaftliche Bauten) nur noch unter erschwerten Voraussetzungen realisierbar sein sollen, ist für die Burgergemeinden mit ihren Landwirtschaftsbetrieben nicht akzeptabel. Développement -	Diese grundsätzlichen Remarqueen werden zur Kenntnis genommen, sind aber nicht Gegenstand der Richtplananpassungen '20
8554	Verband Bernischer Burgergemeinden und Burgerlicher Korporationen 3001 Bern	Proposition / Remarque Vorbildlich ist zudem die neue Form der Mitwirkung in digitaler Form als eMitwirkung. Jedoch verzichten wir aufgrund der zahlreichen Themen, welche teilweise auch überschneidend sind auf eine digitale Eingabe. Künftig soll auch der kantonale Richtplan digitaler werden. Ein gutes Beispiel ist der Kanton Graubünden, welcher die Richtplankarte bereits heute als interaktive Karte digital zur Verfügung stellt. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen Remarque Der kantonale Richtplan wird dauernd weiter entwickelt. Es besteht aber jetzt schon ein digitales Richtplan-Informationssystem für die Richtplankarte, das über den entsprechenden Link auf der Einstiegsseite www.be.ch/richtplan aufgerufen werden kann.
8359	Verband Bernischer Gemeinden 3000 Bern 8	Proposition / Remarque Die kommunalen Verbände verzichten auf eine einlässliche Eingabe und verweisen auf die Eingaben der Gemeinden und der regionalen Planungsorganisationen. Wir wiederholen an dieser Stelle ein Anliegen, das wir bereits mehrmals deponiert haben: Viele Dokumente und Festlegungen des AGR (AHOP, etc.) sind für die Gemeinden zwar hilfreich, erhalten aber den Status von generell-abstrakten Vorgaben, denen es an der nötigen Legitimation mangelt. Développement -	Appréciation Zur Kenntnis genommen